

Les réformes à l'Est et la visite de M. Mitterrand à Sofia

Le borbier agricole en URSS

Mikhail Gorbatchev avait tenté d'amortir le choc en stigmatisant, il y a quelques jours, les errements passés de la politique agricole soviétique. En annonçant une production de céréales de 195 millions de tonnes, la plus faible depuis trois ans, le vice-président du comité d'Etat au plan, Stepan Sitarian, a été contraint de révéler, lundi 16 janvier, un revers supplémentaire et très symbolique de la perestroïka.

Que peut représenter, pour des Soviétiques exaspérés par les pénuries, la croisée lancée par le secrétaire général du parti pour sortir l'agriculture de son marasme ? Quel crédit accorder au mot d'ordre officiel, permettre aux paysans de redevenir « maîtres de la terre », face à la sèche réalité des statistiques ? Riche en nouvelles directives sur les coopératives, sur le nouveau statut des kolchozes, et, surtout, sur l'extension à cinquante ans des baux sur les terres, l'année 1988 se termine par un pauvre bilan.

Les dirigeants soviétiques peuvent, à juste titre, faire valoir de mauvaises conditions climatiques. Comme les Américains ou les Canadiens, il leur a fallu affronter une sécheresse, l'été dernier, dans le bassin de la Volga, aggravée par des inondations dans les Républiques d'Asie centrale. Mais c'est grâce aux stocks accumulés par ces mêmes Américains ou Canadiens que l'URSS pourra combler en partie ses propres manques.

L'Amérique du Nord, l'Argentine et l'Europe escomptent d'ores et déjà vendre 40 millions de tonnes de céréales à Moscou cette année, 10 millions de plus que d'habitude. Cette aubaine pour l'Ouest se traduit pour les Soviétiques par une hémorragie de devises convertibles. Au cours des trois dernières années, le pays a dû consacrer l'équivalent de 288 milliards de francs à l'achat de produits alimentaires, a révisé dimanche l'agence Tass. Une ponction que Moscou aurait aimé limiter à l'avenir pour se concentrer sur la modernisation de l'industrie et l'achat de technologie étrangère.

Le numéro un soviétique connaît mieux que quiconque les implications d'un tel revers. Chargé de l'épineux dossier agricole au secrétariat du comité central entre 1978 et 1983, il avait inauguré ses fonctions fort d'une récolte de 237 millions de tonnes de céréales. Il devait les abandonner cinq ans plus tard sur un résultat laborieux de 192 millions. Une rude expérience qui a sans doute joué lorsqu'il a offert le cadeau empoisonné de l'agriculture à son rival Egor Ligatchev, en septembre dernier.

Mais au-delà des arrières-pensées politiques les mauvais résultats de 1988 apportent une double preuve des limites de la politique de réformes entreprises depuis trois ans. Plus encore que dans le domaine industriel ou monétaire, il est difficile de rendre le goût de l'initiative à une agriculture toujours marquée par la sanglante collectivisation des terres des années 20.

Et, longtemps encore, l'URSS devra admettre une dépendance envers l'étranger qui transforme les céréales en produits stratégiques.

M 0147-01180-4.50 F



3790147004500 01180

Un entretien avec M. Jivkov

« En Bulgarie, il n'y aura pas d'autre parti au pouvoir que nous »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, à la veille du voyage de M. Mitterrand dans son pays mercredi 18 et jeudi 19 janvier, M. Todor Jivkov, secrétaire général du Parti communiste et chef de l'Etat bulgare, prend nettement position contre l'adoption du multipartisme dans son pays. M. Mitterrand sera notamment accompagné à Sofia par MM. Dumas, Quilès, Curien et Rausch, respectivement ministres des affaires étrangères, des PTT, de la recherche et du commerce extérieur.

SOFIA
de nos envoyés spéciaux

« Que pensez-vous du débat qui a actuellement lieu en Hongrie et en Pologne sur le multipartisme ? »

« Chaque pays connaît une situation particulière qui est le résultat de son histoire. On ne peut comparer la Bulgarie à aucun des autres pays socialistes. Au sortir de la guerre, nous étions l'un des pays européens les plus faibles économiquement. Depuis, aucun pays dans le monde, selon moi, ne s'est autant développé que

la Bulgarie. Cela, parce que nous partions de très bas, ce qui n'était pas le cas de la Tchécoslovaquie par exemple. C'est vous dire que les choses ne peuvent pas se passer partout de la même manière.

« Revenons-en au multipartisme. C'est un concept qui vous irrite ? »

« Non, ça ne m'irrite pas. La situation sera maîtrisée, ne vous en faites pas.

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et SYLVIE KAUFFMANN.
(Lire la suite page 3.)

L'enquête sur le rachat d'American Can par Pechiney

Les initiés du Proche-Orient

Les enquêteurs de la Commission des opérations de Bourse (COB) semblent désormais convaincus de l'existence de délits d'initiés lors du rachat d'American National Can par Pechiney. Sauf avec de l'un des initiés, il leur est cependant difficile d'en établir formellement la preuve.

L'une des pistes suivies conduisait à des financiers du Moyen-Orient, soulevés à nouveau la question du rôle exact de M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais installé à Paris.

Les principaux acheteurs d'actions de la société américaine Triangle Industries en novembre 1988, dans les jours précédant la reprise de sa filiale American National Can (ANC) par la société nationalisée Pechiney, seraient des financiers du Moyen-Orient. Telle semble être, du moins, l'une des pistes suivies par les enquêteurs de la Commission des opérations de Bourse (COB), qui, après avoir identifié quatre acheteurs français - MM. Max Théret et Roger-Patrice Pelat, ainsi que deux sociétés de Bourse, Ferri-Ferri-Germe et Magnin-Cordelle, - se heurtent au mystère des filières luxembourgeoise et suisse, d'où seraient partis la majorité des ordres d'achat.

Parmi ces autres bénéficiaires d'un éventuel délit d'initié, un nom est le plus souvent cité, celui de M. Roger Tamraz, financier libanais fort connu, dirigeant du groupe Intra Investment, Company (ex-Intrabank) et président de la Banque de participations et de placements (BPP) à Paris.

Cette nouvelle piste conduit à placer l'affaire Pechiney dans le dédale des transactions financières proche-orientales et moyen-orientales, royaume des intermédiaires et des commissions. Elle amène M. Jean-Pierre Michau, chef du service d'inspection de la COB, à s'interroger fortement sur le rôle de M. Samir Traboulsi, l'un de ceux qui étaient dans le secret de la négociation entre Triangle et Pechiney, connu pour être devenu l'un des points de passage obligé des affaires entre la France et les pays arabes.

Une interrogation qui risque aussi de ramener en première



ligne du « front politique » de l'affaire M. Alain Boubli, directeur de cabinet du ministre de l'Economie, après avoir été et conseiller technique à la présidence de la République de 1981 à 1988, dont les relations très amicales avec M. Traboulsi sont diversement appréciées dans les cercles gouvernementaux. Enfin, cette piste moyen-orientale donne à l'affaire Pechiney un parfum d'aventure : une société spécialisée dans la sécurité en tout genre, Arc International Consultants,

présidée par le directeur général de la BPP, M. Tamraz, se serait récemment intéressée de près à des journalistes de l'Express et du Point qui enquêtent sur les délits d'initiés.

(Lire la suite page 4.)

Enquête de
CLAIRE BLANDIN
CHARLES LESCAUT
(à New-York),
GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

Présentés aux enseignants et aux parents

Les projets de M. Jospin

Aucun jeune ne doit sortir de l'école sans une formation reconnue

M. Lionel Jospin devait présenter au conseil des ministres, mardi 17 janvier, les grandes lignes de son projet de loi d'orientation, qui devrait être déposé au Parlement à la session de printemps.

Il devait ensuite analyser les principales propositions de ce texte au cours d'une table ronde réunissant les représentants des enseignants, des parents d'élèves, des lycéens et étudiants et des confédérations ouvrières et patronales.

Le texte de M. Jospin fixe les dispositions qui devraient permettre à 80 % des jeunes de poursuivre leurs études jusqu'au niveau du bac et grâce auxquelles aucun élève ne devrait quitter l'école sans un niveau de formation reconnu. Il s'agit pour l'essentiel d'adapter les programmes scolaires, de limiter les heures de cours au profit du travail individuel des élèves, de simplifier les examens, d'inciter les établissements à définir leurs objectifs et de redéfinir les tâches des enseignants pour les inciter à travailler en équipe. Le projet de loi prévoit

la création d'un nouveau corps de professeurs de collège.

Il annonce également des mesures destinées à faciliter le recrutement, la formation et la mobilité des enseignants : aides financières pour le prérecrutement ; création d'instituts universitaires ; congés spéciaux pour les maîtres souhaitant changer de métier ; mesures particulières pour les professeurs enseignant dans des disciplines ou des régions déficitaires.

(Lire page 10 les principales dispositions du projet de loi et l'article de Philippe Bernard.)

La campagne de M. Alain Carignon à Grenoble

L'ouverture à l'envers

A Grenoble, le maire sortant RPR, M. Alain Carignon, pratique l'« ouverture » à l'envers pour les élections municipales. Il s'est assuré, sur sa liste, le concours d'un militant socialiste historique, de radicaux de gauche et du président, pour l'Isère, de l'association France-Plus.

GRENOBLE
de notre envoyé spécial

La conduite à gauche n'a pas de secret pour Marcel. Chauffeur personnel d'Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, il s'y connaît en socialisme. Il a véhiculé pendant dix-huit années l'ancien maire, Hubert Dubeout, explorateur, en son temps, des voies nouvelles de la gauche et champion du socialisme municipal moderne. Marcel nourrit encore autant d'affection envers son passager d'antan, décédé en 1986, que d'amitié pour Guy Névache, trente ans de socialisme, qui fut le suppléant de Pierre Mendès France aux législatives de 1967 et de 1968, puis directeur de cabinet d'Hubert Dubeout.

Fort de sa connaissance du milieu et du code de bonne conduite en usage - l'ouverture se pratique vers la droite quand

on est de gauche, mais jamais vers la gauche quand on est de droite. - Marcel avait dit à son passager actuel : « Guy Névache ne viendra pas sur votre liste. » Erreur fatale ! Guy Névache, le socialiste historique, a filé à l'anglaise. Ses amis ne l'ont pas vu partir chez Alain Carignon. Il sera candidat sur la liste municipale du maire RPR sortant, et deviendra, si tout se passe comme prévu, deuxième adjoint chargé de l'économie et des affaires intercommunales.

Marcel aurait dû se méfier. Car Alain Carignon, trente-neuf ans et onze mois, avait déjà entrouvert son sac à malices lorsque, aux élections cantonales de septembre 1988, il s'était assuré la candidature du volcanologue Haroun Tazieff, ancien secrétaire d'Etat de Laurent Fabius. Aujourd'hui, le sac a crevé d'un coup. En sortis non seulement Haroun Tazieff le récidiviste et Guy Névache qui, à lui seul, suffirait à placer les socialistes locaux en état de catastrophe naturelle, mais aussi des radicaux. Puis un franco-maghrébin a passé la tête. Pas n'importe lequel : Aziz Sahiri, président pour l'Isère de l'association France plus (proche du Parti socialiste). Et ce n'est, paraît-il, pas fini.

JEAN-YVES L'HOMEAU.
(Lire la suite page 6.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Les détectives de l'écriture
La graphologie, très utilisée par les bureaux de recrutement, étend son champ d'application. La médecine s'y intéresse plus.

Un espoir pour guérir la maladie de Parkinson
Les premières greffes intracrâniennes pour la traiter devraient être bientôt pratiquées en France.

Prévoir le « risque sismique » après l'Arménie
Il est toujours aussi difficile de prévoir les tremblements de terre. Seules des normes de construction très strictes peuvent donc limiter le nombre des victimes et l'ampleur des dégâts.

Pages 17 à 19

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 150 dr. ; Italie, 90 l. ; Japon, 1.700 L. ; Libye, 0,420 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 12,50 ch. ; Thaïlande, 1,60 \$; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Etranger

La « bataille du siège » du Parlement des Douze

M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, est venue, lundi 16 janvier à Strasbourg, sonner la « mobilisation générale » des partisans de la métropole alsacienne dans ce qu'il est convenu d'appeler la « bataille du siège du Parlement européen ». L'Assemblée des Douze doit se prononcer mercredi sur le rapport du député britannique conservateur Derek Pragg, qui demande que, en plus des sessions

normales à Strasbourg, le Parlement puisse tenir des sessions spéciales à Bruxelles. Les groupes politiques de l'Assemblée ont presque tous laissé la liberté de vote à leurs membres sur ce rapport, qui avait été adopté à une confortable majorité le 1^{er} décembre dernier par la commission politique du Parlement. M^{me} Cresson, qui était accompagnée de

M. Claude Villain, alias « M. Strasbourg », chargé par le premier ministre de dresser l'inventaire des mesures à prendre pour renforcer le rôle de la métropole alsacienne, a dit, au cours d'une conférence de presse : « Nous sommes là pour affirmer notre volonté d'empêcher une dérive, un glissement, qui tendrait à faire perdre ses prérogatives à Strasbourg (...). Le minimum que nous exigeons, le mini-

mum du minimum, c'est que la capitale alsacienne reste le lieu où se tiennent les douze sessions annuelles normales du Parlement européen. »

Le président Mitterrand était monté, lui, au créneau en présentant, le 31 décembre, ses vœux du Nouvel An depuis Strasbourg, qu'il avait qualifié de « capitale de l'Europe ».

M. Claude Villain, alias « Monsieur Strasbourg » entend « redynamiser la fonction européenne de la ville »

BRUXELLES
de notre correspondant

« Le Parlement est à Strasbourg : il n'est pas à troquer contre autre chose », Claude Villain, pour sa première déclaration à la presse, n'a pas mâché ses mots. Ce n'est d'ailleurs pas dans l'habitude de ce « Monsieur Strasbourg », qui a été désigné par le premier ministre, fin décembre, pour « redynamiser la fonction européenne de la ville et diversifier son rôle international ».

Son expérience lointaine, mais qui l'a profondément marqué, de lieutenant de SAS durant la guerre d'Algérie, sa responsabilité de la gestion de l'Europe lorsqu'il était à la Commission de Bruxelles, son rôle de directeur des prix sous le gouvernement Barre, puis sa mission pour les Jeux olympiques d'Albertville, le prouvent : M. Villain n'aime rien tant que les combats dont certains pensent qu'ils sont perdus d'avance. Sa nouvelle mission, il l'a commencée au pas de charge, rencontrant notamment à Strasbourg tous ceux qui pourraient l'aider de leurs suggestions. Son rôle, il le résume à satiété, n'est pas d'« entrer dans la « polémique » — mot qu'il déteste — entre Bruxelles et Strasbourg, mais d'améliorer les conditions d'accueil et d'accès de celles-ci.

Il aura notamment de nombreux contacts avec les dirigeants d'Air France et d'Air Inter. S'il bénéficie de l'appui de tous les responsables politiques, il lui reste à mieux convaincre les Strasbourgeois eux-mêmes, qui, selon un récent son-

dage, ne considèrent pas comme fondamental l'accroissement du rôle européen de leur ville.

Même s'il n'est pas là pour « négocier », Claude Villain devra aussi savoir quelles stratégies vont suivre ses adversaires. Là, il aura bien du mal, les responsables belges et bruxellois continuant dans cette affaire à se mettre aux « abonnées ». Seul pour le moment l'ancien vice-président de la Commission européenne, le Gantois Willy De Clercq, a timidement — et il le regrette, semble-t-il, aujourd'hui cette audace — affirmé qu'il se battrait pour le rôle européen de Bruxelles.

D'ailleurs, il se montre raisonnable. « Je suis contre la concentration de toutes les institutions européennes à Bruxelles, concède-t-il. Il faut que Strasbourg conserve son rôle symbolique. Si le président des Etats-Unis ou un roi veut être reçu par le Parlement, il faut que cela se passe à Strasbourg. Et, pourquoi pas, une véritable université européenne ? Pour le reste, il est quand même plus efficace, plus logique, qu'un Parlement siège, dans sa vie de tous les jours, le plus près possible des autres organes de décision. »

La grande crainte des Luxembourgeois

Y a-t-il un « Monsieur Luxembourg » ? « Monsieur Luxembourg », affirme un diplomate grand-ducal, qui craint, comme tous ses compatriotes, que

son pays, soit peut-être oublié dans la bataille qui s'engage. L'enjeu ici est terriblement important : sur les 30 000 habitants de Luxembourg-Ville, les comptes-t-on pas plus de 5 000 « eurocrates » ? Luxembourg abrite en effet non seulement le secrétariat général du Parlement européen, mais aussi la Cour de cassation et l'Office statistique. Luxembourg, qui aurait pu devenir l'unique capitale de la Communauté, si, raconte la petite histoire, l'évêché local ne s'y était opposé, craignant l'arrivée de ces « mécréants venus des quatre coins de l'Europe ».

Pour le moment, les Luxembourgeois comptent sur leurs « alliés objectifs », les Français, pour que le statu quo soit respecté. Mais jusqu'à quand ? « Notre grande crainte, avoue un homme politique, est que Bruxelles et Strasbourg s'entendent sur notre dos. »

Quelle qu'en soit l'issue, la bataille ne sera pas perdue pour tout le monde. Les promoteurs immobiliers des quatre coins de l'Europe se frottent les mains. Bruxelles se lance dans de gigantesques travaux pour son espace « Bruxelles-Europe » (les finances de l'opération sont d'ailleurs maintenant pratiquement tous sous contrôle français, puisque la Société générale de Belgique fait partie de la galaxie de Suez et que la Compagnie française d'entreprises a récemment été rachetée en partie par Dumas). A Strasbourg, on parle de la construction d'un second hémicycle, et à Luxembourg, de l'aménagement d'un nouveau complexe européen.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Pour de nombreux députés, le transfert à Bruxelles « n'est qu'une question de temps »

BRUXELLES
de notre correspondant

« L'histoire nous a donné trois villes : Bruxelles, Luxembourg, Strasbourg, et nous devons en tenir compte », constate M. Enrico Vinci, secrétaire général du Parlement européen, qui ajoute : « Or l'Assemblée est devenue et deviendra de plus en plus un véritable Parlement. »

Soucieux de prendre ses distances par rapport au tumulte actuel, le premier fonctionnaire de l'Assemblée s'attache surtout à expliquer les nouvelles contraintes nées de la mise en œuvre de l'Acte unique : « 80 % de la législation communautaire adoptée par le conseil des ministres des Douze doit être votée : ce surcroît de travail conduit les députés à traiter cinquante sujets en moins de cinq jours. »

Comment éviter les encombrements et ne pas limiter l'Assemblée au rôle de « machine à voter » ? Pour le responsable parlementaire, il faut multiplier les sessions, et la solution strasbourgeoise est écartée d'emblée. « Le conseil, la Commission et les journalistes européens — parce qu'ils sont concentrés à Bruxelles — ne se déplacent pas deux fois par mois à Strasbourg », affirme M. Vinci. Ainsi est balayée l'idée française de construire un nouvel hémicycle pour les seuls besoins du Parlement européen, qui est depuis trente ans le locataire du Conseil de l'Europe.

Une solution avancée depuis peu par des députés consistait pour le Parlement à déléguer certains pouvoirs aux commissions (comme dans le Parlement italien) ou à une Assemblée réduite représentative de la plénitude. L'ordre du jour pourrait aussi être allégé de textes législatifs techniques tels que ceux relatifs à l'harmonisation du nombre de députés élus par les tracts ou les tondueuses à gazon mais nécessaires à la

réalisation du grand marché européen.

Volonté réelle de rationaliser les travaux ou simple argument de circonstance ? Toujours est-il que la décision de construire une salle de six cents places à Bruxelles a été prise en octobre 1985, c'est-à-dire avant l'adoption par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Acte unique.

An nom de l'efficacité, la grande majorité des élus, y compris beaucoup de Français, estiment important d'être proche du centre décisionnel de la CEE (Conseil et Commission) et de la presse communautaire, décidément considérée comme un facteur essentiel dans la bataille. A l'exemple des conservateurs britanniques, les vrais « pros » de l'Assemblée, qui militent depuis 1979 pour le transfert du siège à Bruxelles, lancent dans les couloirs du Parlement : « Imaginez un instant que l'Assemblée nationale française s'installe à Lyon et le gouvernement à Paris ? »

Trois cents fonctionnaires à démenager

Avec le temps, les députés ont affiné leur argumentation. L'inconvénient du « nomadisme » est rarement mis en avant : le coût du transport de 1 200 fonctionnaires et de 400 cantines entre Bruxelles et Strasbourg n'est-il pas évalué à un million du budget européen ? Esquive d'autant plus habile que les parlementaires n'hésitent pas à se déplacer pour leurs réunions de groupe en Irlande, en Sicile, à Venise, à Barcelone, etc.

M. Vinci déplore pour sa part l'ampleur politique prise par le dossier. Selon lui, il ne s'agit que de transférer 300 fonctionnaires supplémentaires à Bruxelles (300 y sont déjà) sur les 3 200 que compte l'Assemblée, une vingtaine étant en

poste à Strasbourg. Avec cette manœuvre qu'il s'agit des services les plus opérationnels et que l'Espace Bruxelles-Europe est en chantier. La superficie de la zone — 270 hectares — donne une idée de l'ampleur du projet.

La France a pourtant peu de temps devant elle. L'hémicycle bruxellois ne sera pas prêt avant trois ou quatre ans, mais l'évolution des esprits va dans la direction opposée à celle de Strasbourg. La promesse selon laquelle « l'affaire est gagnée, ce n'est qu'une question de temps » est tellement répandue qu'il est difficile d'imaginer un renversement de tendance.

Après tout, même les élus français ne se sont jamais vraiment mobilisés pour Strasbourg. A telle enseigne que Mme Edith Cresson, ministre français chargé des affaires européennes, est intervenue pour tenter de resserrer les rangs. Rares sont ceux qui vont jusqu'à affirmer, comme M. Christian de La Malène (RPR) : « C'est au Conseil et à la Commission de voter vers nous et non le contraire. » Lors du vote sur la construction de l'hémicycle à Bruxelles, trente et un représentants français sur quatre-vingt-neuf étaient présents pour s'y opposer, alors que la décision a été prise par dix-neuf voix de majorité.

Les chrétiens-démocrates allemands, défenseurs traditionnels de la capitale alsacienne avec les Luxembourgeois, sont également sensibles aux arguments bruxellois. Ils se sont abstenus le 1^{er} décembre dernier à l'occasion de l'adoption de la résolution Pragg par la commission politique. Y aura-t-il, à terme, partage entre le symbole à Strasbourg, chargé d'accueillir les opérations médiatiques — et l'efficacité à Bruxelles ? Encore faudrait-il que les élus européens s'astreignent à plus de discipline et se décident à mettre de l'ordre dans leurs travaux.

MARCEL SCOTTO.

Diplomatie

La clôture de la CSCE

Le document final de Vienne institutionnalise la surveillance en matière de droits de l'homme

VIENNE
de notre envoyée spéciale

La CSCE avait pris, lundi soir 16 janvier, l'allure d'un bal de province. On a dansé sous les drapeaux des trente-cinq pays membres, au son d'un orchestre démodé, pour fêter l'achèvement de deux ans de laborieuses négociations.

Que les esprits inquiets se rassurent, c'était le maire de Vienne qui recevait lundi soir, ce seront pendant les trois jours qui viennent le chancelier et le vice-chancelier autrichiens, pas le président Kurt Waldheim. La fête n'est pas tout à fait cependant ce qu'elle aurait pu être. D'abord les amateurs de photos de famille seront frustrés : les trente-quatre ministres des affaires étrangères attendus pour la séance de clôture ne seront pas là tous ensemble ; on n'aura notamment pas droit à l'image, toujours très prise, du couple béni des relations internationales : Schultz-Chevradineze, d'autant plus attendue cette fois qu'elle est la dernière : le ministre soviétique des affaires étrangères, appelé par d'autres obligations, ne devrait arriver à Vienne que mardi soir, au moment où le secrétaire d'Etat s'envolera pour Washington pour y prendre sa retraite. M. Dumas, quant à lui, abandonnera le président de la République à Sofia pour venir prononcer son discours en extremis jeudi après-midi.

Mais les trois jours qui viennent et les effets de tribune risquent d'être gâtés par quelques événements récents. On a bien vu lundi lors de la conférence de presse du chef adjoint de la délégation américaine, M. Hoyer. Les journalistes n'avaient que trois mots à la bouche : « Roumanie, Tchecoslovaquie, RDA ». On aura beau vanter les progrès accomplis dans l'esprit d'Helsinki, les « réserves » émises par la Roumanie sur les dispositions du document final concernant les droits de l'homme sont une ombre au tableau, et du plus mauvais effet les arrestations effectuées à Prague ou à Leipzig le jour même où ces deux

pays, en approuvant le texte de Vienne, s'engagent plus avant que jamais dans la défense des libertés fondamentales. Du moins les contradictions de ces gouvernements sont-elles mises en lumière. Comme le soulignait le délégué américain, le document final « ne garantit pas l'application des principes qui y sont énoncés, mais il met en place un mécanisme qui en rendra compte ».

Le progrès majeur du document de Vienne par rapport au premier acte de la CSCE est en effet de ne plus laisser le contrôle aux seules associations de surveillance des accords d'Helsinki, mais de l'institutionnaliser, d'en charger de façon quasi permanente les gouvernements signataires eux-mêmes. Le texte va d'autre part beaucoup plus loin dans le détail et énonce de façon très concrète les mesures à prendre pour garantir effectivement les droits des croyants, par exemple, ceux des minorités, le droit de circulation ou celui de s'informer. Or plus grande est la précision plus la marge laissée à l'interprétation des gouvernements se réduit, et mieux la critique peut être argumentée.

Les disparités à l'Est

C'est tout, car le document de Vienne n'était pas un traité, il n'a pas plus que ceux qui l'ont précédé, de valeur contraignante. Il ne se substituerait évidemment pas au processus de démocratisation interne dans les pays de l'Est, mais il lui donne de nouvelles chances en créant une dynamique internationale, et aussi en liant les progrès réalisés en matière de droits de l'homme à certains aspects du désarmement.

Si ce texte a pu aller aussi loin dans l'énoncé de certains droits et libertés fondamentaux, c'est aussi parce qu'il est le résultat des négociations. Le bloc de l'Est s'est fissuré dans les négociations. La Pologne n'avait pas à se battre contre la liberté religieuse, la Hongrie avait les mêmes exigences

que les Occidentaux sur bien des points, notamment en matière de droit des minorités. La RDA elle-même, vu la politique qu'elle pratique depuis deux ans, pour des raisons internes, a pu être moins rigide sur la liberté de circulation. Enfin, comme le disait lundi soir un membre de la délégation soviétique, M. Evstafiev, « ce document ne serait pas ce qu'il est sans la persévérance ».

Il suffit pour s'en convaincre d'examiner les raisons avancées par la Roumanie pour justifier les réserves qu'elle a émises sur le document final : le texte, a-t-il dit le délégué roumain, ne mentionne pas la lutte contre le chômage ou le droit à la formation professionnelle (vieilles oppositions communistes entre droits sociaux et liberté individuelle, à laquelle l'URSS s'oppose) ; il comporte, a poursuivi le délégué roumain, « des mesures qui peuvent ouvrir la voie à l'ingérence dans les affaires intérieures, encourager l'obscurantisme [allusion aux libertés religieuses], stimuler l'émigration et la fuite des cerveaux aux dépens des pays les moins développés ».

Voilà exposée l'orthodoxie socialiste d'avant l'ère Gorbatchev, qui a fait obstacle pendant si longtemps à tout dialogue réel sur les droits de l'homme et qui permet de mesurer par contraste le chemin parcouru.

M. Evstafiev ne va certes pas jusqu'à critiquer la Roumanie — « les pays ont des vues différentes », dit-il, les interprétations nationales sont permises —, ni non plus la RDA et la Tchecoslovaquie : « Aucun des trente-cinq pays membres ne peut prétendre à la pureté en matière de droits de l'homme. » Même s'il prend soin de souligner que la révision de la législation en URSS « aurait lieu de toute façon », il convient que le document de Vienne est un atout pour les réformateurs. Cette volonté soviétique de réformes a-t-elle pesé autant que celle de voir s'ouvrir une nouvelle négociation sur le désarmement ? Le résultat en tout cas est là.

CLAIRE TREAN.

BELGIQUE : l'enlèvement de M. Vanden Boeynants

Une demande de rançon a été déposée

Une personne se réclamant des Brigades socialistes révolutionnaires a fait parvenir, mardi 17 janvier au quotidien *le Soir*, une demande de rançon de 20 à 30 millions de francs belges (3 à 5 millions de francs) pour l'ancien premier ministre, M. Vanden Boeynants, a indiqué le procureur du roi, M. André Rutten, en se montrant prudent sur la valeur de cette revendication. Le texte en français dénonce les « activités politiques et économiques » de VDB, accusé d'incarner le « capitalisme conservateur ».

BRUXELLES
de notre correspondant

Pour quelle raison Paul Vanden Boeynants, l'ancien premier ministre belge, dont on est sans nouvelles depuis samedi 18 heures, avait-il demandé au ministre de l'Intérieur un entretien pour des « motifs personnels », qui devait avoir lieu lundi 16 janvier ? Ce point est au centre des questions que se posent les enquêteurs bruxellois, de plus en plus persuadés que l'homme politique a bel et bien été enlevé.

Pour M. Wilfrid Martens, premier ministre, Paul Vanden Boeynants se serait égaré, et il paraît vraisemblable qu'il aurait pu demander au ministre de l'Intérieur une protection spéciale. Mais pour se protéger contre qui ? La carrière d'homme politique mais aussi d'homme d'affaires de « VDB » est si remplie d'événements de toutes sortes que les enquêteurs ne peuvent privilégier une piste plutôt qu'une autre. A Bruxelles, où l'émotion est grande — l'ancien premier ministre y est réellement populaire —, chacun en est réduit à échauffer des hypothèses.

Deux d'entre elles sont privilégiées. La revendication de l'enlève-

ment par de prétendues Brigades socialistes révolutionnaires (BSR), dimanche à la radio-télévision belge, pourrait accréditer la thèse de l'enlèvement « politique ». D'autant plus que Paul Vanden Boeynants pourrait constituer pour des terroristes d'extrême gauche le « symbole » parfait de la collusion entre la politique et les affaires. Mais quels terroristes ? Depuis l'arrestation et la condamnation à la prison à perpétuité des quatre membres des Cellules communistes combattantes (CCC), qui avaient commis de nombreux attentats en 1985, les autorités belges semblent bien contrôler ce qui pourrait rester de potentialité terroriste dans le royaume. Le fait que le sigle BSR soit totalement inconnu des spécialistes de l'extrême gauche rend perplexes les enquêteurs, à moins qu'il ne s'agisse d'un groupe créé totalement en marge des structures habituelles de l'extrême gauche.

Deuxième hypothèse, l'enlèvement crapuleux. Sans être un des hommes les plus riches du pays, comme le croient les Belges, Paul Vanden Boeynants avait amassé une coquette fortune. Celle-ci a-t-elle tenté des trucs qui pourraient demander une rançon ? Pour le moment, aucune information dans ce sens n'a été divulguée, et certains se demandent si le risque encouru par les bandits de s'attaquer à une telle personnalité n'était pas démesuré.

D'autres pistes ne sont pas négées. VDB n'en avait-il pas trop ? Sur trop de monde, sur trop de choses, dans trop de domaines ? Traite d'armes ? VDB a longtemps été ministre de la défense nationale. Grand banditisme ? Le mystère demeure toujours sur les teneurs fous du Brabant wallon. Argent noir ? L'ancien premier ministre avait été condamné à trois ans de prison avec sursis pour faux et usage de faux, ainsi que pour fraude fiscale. Si toutes les hypothèses sont envisa-

gées, aucune pour le moment ne peut être écartée par un quelconque élément matériel. Certains sont même allés jusqu'à envisager un enlèvement simulé par la victime elle-même, qui chercherait ainsi à se faire... oublier quelque temps.

Message macabre

Compte tenu de la diversité de ces hypothèses, les policiers belges se précipitent sur le moindre indice, la moindre information. Ils auraient ainsi découvert deux éléments qui pourraient prouver que les ravisseurs avaient très sérieusement préparé le coup. Deux trous percés dans un placard à balais à la sortie du garage où M. Vanden Boeynants a été agressé samedi en fin d'après-midi laissent supposer que les agresseurs l'avaient observé avant de le kidnapper.

L'est-il aussi endormi ? La découverte d'un coussinet de berline dans ce même placard pourrait le laisser supposer. Lundi après-midi, plus de cinq cents gendarmes ont ratissé une forêt aux environs de Mons, après un coup de téléphone anonyme affirmant que le corps de « VDB » s'y trouvait. En vain. Il s'agissait vraisemblablement d'un canular de très mauvais goût. Avant la lettre de demande de rançon de mardi, il y avait eu lundi deux coups de téléphone : d'abord un centre de crise installé dans les locaux de la gendarmerie, puis au journal *le Soir*. « Jamais vous ne le retrouverez. Jamais. Nous vous le ferons parvenir par petits morceaux... Brigades socialistes révolutionnaires », a déclaré un inconnu aux policiers. Le ton du message adressé au quotidien bruxellois était de la même teneur : « Ici les Brigades socialistes révolutionnaires. Vous reverrez VDB en petits morceaux. Ne prévenez pas la police, cela ne sert à rien. On vous observe. »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Europe

La visite de M. Mitterrand en Bulgarie Un entretien avec M. Jivkov



Le doyen

(Suite de la première page.)

Mais en Bulgarie, il n'y aura pas d'autre parti au pouvoir que nous. C'est l'histoire qui l'a voulu ainsi : c'est elle, de la même façon, qui a voulu qu'il y ait des pays capitalistes et des pays socialistes.

— Que pensez-vous de club non officiel pour la gloire et la perestroïka, fondé en novembre dernier ?

— Comment vous répondez ? — Vous ne savez peut-être pas qu'en Bulgarie nous avons plus d'une centaine d'organisations de masse et de clubs. Nous laissons, dans le cadre de la perestroïka, une très grande latitude à ces formes d'expression sociale. C'est dire combien nous saluons la démarche des individus qui veulent aider à la reconstruction. Mais il faut aussi savoir exacte-

l'une a même été condamnée par un tribunal criminel yougoslave, une autre pour fascisme, d'autres pour terrorisme, certaines pour espionnage.

— Nous constatons, d'autre part, que ces individus refont parler d'eux à la veille de la venue du président Mitterrand. Il ne s'agit en tout état de cause que d'individus vivant en marge de notre société. Merci en tout cas d'en avoir parlé : cela nous permettra d'expliquer à notre population de qui il s'agit.

« Les droits de l'homme, une question capitale »

— Que pensez-vous de l'irruption depuis quelques années du concept des droits de l'homme sur la scène

internationale ? — Nous ne pouvons pas nous en tenir à la seule question des droits de l'homme. Nous savons bien que le capitalisme lui-même a changé et qu'il a un contenu nouveau, que cette évolution du capitalisme a un impact sur notre société. Mais il ne faut pas en conclure que les stéréotypes et les dogmatismes n'existent que chez nous.

— N'êtes-vous pas inquiet de certaines événements qui se déroulent en URSS, dans les pays baltes et au Caucase par exemple, de la renaissance des nationalismes en Yougoslavie ?

— L'Union soviétique, vous savez, est un Etat géant, une superpuissance, un Etat multinational et

aucune divergence avec l'URSS en ce qui concerne les problèmes internationaux et la nécessité de faire apparaître une nouvelle mentalité.

— Regrettez-vous aujourd'hui d'avoir approuvé jadis l'interdiction soviétique en Tchécoslovaquie ? — Pourquoi revenir sur le passé ? Est-ce bien nécessaire et est-ce bien le lieu ? La Bulgarie, après tout, n'est pas l'Union soviétique pour avoir à répondre à toutes les questions. Il n'y a aucune raison pour que cette affaire ne soit vue qu'à partir du clocher bulgare qui est bien petit.

La restructuration

— Où en est la restructuration en Bulgarie ?

— Disons d'abord que la restructuration ne vient pas de nous. C'est l'Union soviétique qui l'a lancée et elle a conquis le monde. Nous

qu'il s'agisse d'une propriété coopérative, individuelle, familiale ou donnée en gérance, et ceci quel que soit leur domaine d'activité.

— Ces entreprises auront-elles le droit d'être rentables ?

— Le contrôle de l'Etat aura lieu à la fin du processus de production, au moment des résultats des opérations. C'est ainsi que l'Etat prélèvera environ 50 % des bénéfices. S'il n'y a pas de bénéfices, l'entreprise sera déclarée en faillite, à moins que l'Etat ne décide d'intervenir. En cas de bénéfices, il est également prévu que 30 % doivent être réinvestis, les 20 % restants servant à payer les dividendes et les impôts locaux.

— Qui va fixer les prix ?

— Les prix seront fixés par le marché et les cours internationaux mais, pour les produits de consommation courante, l'Etat les réglementera parallèlement au marché, surtout au début de ce processus. Pendant la période de transition, l'Etat fixera les prix car nous ne pouvons pas laisser l'inflation et le chômage se développer.

— Certains produits continueront-ils à être subventionnés ?

— Il est très probable que ça va continuer, en particulier dans l'agriculture, dans certains secteurs industriels dont la marge bénéficiaire est faible et dans certaines branches de haute technologie dont on veut encourager le développement.

— Enregistrez-vous des réticences face à la perestroïka parmi les cadres du parti et parmi les fonctionnaires ?

— Oui, et c'est logique qu'il y ait des gens qui ne supportent pas le changement. S'il n'y en avait pas, il y aurait lieu de s'inquiéter car cela voudrait dire qu'aucun changement n'est en cours. Certains cadres, qui ont été très actifs pendant la période de la résistance, ne comprennent pas notre démarche, mais la plupart nous suivent. En Bulgarie, nous n'avons quasiment pas les difficultés que d'autres pays socialistes connaissent.

— Est-ce que la restructuration implique des transformations effectives chez les fonctionnaires et parmi les permanents du parti ?

— Mais oui, c'est ainsi que le nombre des permanents du parti doit être diminué de 50 % ; des compressions d'emplois auront aussi lieu dans les organisations de masses, les syndicats, le Komsomol. Pour ce qui est de l'appareil de l'Etat, je ne saurais pas vous dire exactement le pourcentage, mais les effectifs seront aussi réduits. De toute façon, tous ces gens seront affectés à d'autres tâches.

— Vous êtes au pouvoir depuis 1954. Avez-vous des projets de retraite ?

— Savez-vous que nous avons été les premiers en Bulgarie à soulever la question de la limitation du nombre de mandats successifs ? C'est ainsi que nous avons proposé de limiter le maintien en fonction des responsables à deux mandats successifs de cinq ans, un troisième ne pouvant être qu'exceptionnel. Notre proposition a été acceptée par les directions de tous les pays socialistes. On ne peut donc pas me soupçonner de vouloir rester au pouvoir jusqu'à ma mort.

— Si vous me permettez de plaisanter, je dirai que ma situation se présente ainsi : il faut d'abord modi-

fier les statuts du parti, ce qui ne pourra se faire que lors du quatorzième congrès du parti, en 1992. A partir de ce moment-là, je pourrai plus accomplir que deux ou trois mandats de cinq ans. C'est vous dire que je pourrais très bien ne prendre ma retraite qu'à quatre-vingt-cinq ans. Vous serez alors toujours les bienvenus, mais en tant qu'invités, pas pour travailler.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et SYLVIE KAUFFMANN.

Droits de l'homme... et droits de l'homme

SOFIA
de notre envoyée spéciale

Avant de partir d'un grand éclat de rire, M. Todor Jivkov a tenu, dans l'interview qu'il nous a accordée, à féliciter la presse française pour avoir donné une grande publicité aux arrestations, la semaine dernière à Plovdiv, des membres de l'Association indépendante pour la défense des droits de l'homme. Cela, a-t-il expliqué, a fourni l'occasion aux autorités bulgares de dire tout le mal qu'elles pensent de ces gens qui sont en réalité des « criminels », voire des « terroristes », des « fascistes » ou des « espions ».

On en viendrait presque à croire que le but de cette vingtaine d'interpellations était davantage de permettre de déclencher une campagne contre cette association, créée le 16 janvier 1988, que d'empêcher d'éventuels contacts entre ses membres et M. Mitterrand (qui ne semblait d'ailleurs pas prévu par la partie française) ou les journalistes. Pratiquement,

tous les militants appréhendés avaient été relâchés samedi 14 janvier et placés en résidence surveillée.

« Nous ne voulons pas être une association politique, notre but est humanitaire », nous ont expliqué à Sofia les membres de cette association. « Nous voudrions faire Mitterrand un peu la corde qui étouffe les gens, que les autorités appliquent les lois faites par le Parlement. » Reconnaissons que leur importance numérique ne peut être que marginale, les dirigeants de l'association veulent en faire « une force essentiellement morale ».

Mais c'est visiblement beaucoup plus que n'est prêt à tolérer le régime bulgare. Depuis la création de l'association, ses militants, parmi lesquels un prêtre orthodoxe de Plovdiv, le Père Blago Toupouzeliev, quarante-deux ans, une jeune femme d'ethnie turque, Zainer Ibrahimova, surnommée par ses amis la « Benazir Bhutto bulgare », un poète dont deux livres ont été publiés en Bulgarie, Petr Manolov, quarante-neuf ans, un peintre de

trente ans, Dimitar Tomov, qui vient d'être exclu de l'Union des peintres à cause de son appartenance à l'association indépendante, ne cessent d'être harcelés par la police politique. Le président de l'association, M. Ilija Minev, soixante et onze ans, que la presse officielle dénonce ces jours-ci comme ancien fasciste, a passé trente-trois ans derrière les barreaux.

Selon les intellectuels bulgares, qui expriment de plus en plus leur inquiétude face aux blocages du pouvoir, c'est bien la naissance de l'association — dont les demandes d'enregistrement sont d'ailleurs restées sans réponse — qui a poussé les autorités à créer, en juin 1988, un Comité officiel des droits de l'homme.

La présidente de ce comité, M. Konstantin Tellov, ancien ambassadeur, ne manque pas une occasion de souligner l'indépendance, en particulier financière, de son comité, au point, affirme-t-il à tous les journalistes de passage, que c'est sa femme qui a cousu les rideaux des locaux. Mais M. Tello-

lov est moins prolix sur le problème des prisonniers politiques dans son pays (environ cent quatre-vingts, selon l'association) : « Nous étudions ce problème, dit-il, car officiellement il n'y en a pas. » Combien de gens, alors, sont détenus aux termes des divers articles du code pénal réprimant les délits d'opinion ? « Il n'y a pas de statistiques, mais leur nombre est proche de zéro. » Il n'existe pas non plus en Bulgarie de « communauté turque ».

Quant à l'Association indépendante, M. Tellov en a bien entendu parlé : « C'est un groupe d'anciens détenus qui, profitant de l'atmosphère actuelle, veulent se faire passer pour des militants des droits de l'homme. » Et pour donner la réplique au Père Toupouzeliev, on a nommé le métropolite de Plovdiv vice-président du Comité officiel des droits de l'homme. L'une de ses premières initiatives a été de demander au prêtre, le 20 décembre dernier, de quitter l'association.

S. K.

ment ce que ces gens recherchent. D'où la nécessité pour eux de faire savoir clairement quels sont leurs buts et de dire qui ils représentent.

— Vous voulez dire que le club doit déposer une demande d'enregistrement ?

— Très précisément. C'est obligatoire.

— Mais certains membres du club, qui étaient aussi membres du parti, ont été exclus de celui-ci. Les deux appartenances sont-elles incompatibles ?

— Non, elles ne sont pas incompatibles. Tout dépend des objectifs que l'on poursuit.

— Pourquoi avoir fait arrêter, puis relâcher à la veille de l'arrivée de M. Mitterrand dans votre pays, plusieurs militants de l'association informelle pour la défense des droits de l'homme ?

— Je ne suis pas au courant, j'étais en congé. Mais sachez qu'on ne peut arrêter un citoyen bulgare que sur ordre du parquet. Je me renseignai de toute façon, et je vous ferai savoir de quoi il retourne. En attendant, voilà ce que je peux vous dire : il s'agit de vingt-cinq personnes, et sur ces vingt-cinq, dix-sept avaient déjà été condamnées pour des crimes de droit commun ;

internationale dans les rapports Est-Ouest ?

— Les droits de l'homme, c'est une question capitale, c'est le problème des problèmes. Comment faire pour que les gens se sentent vraiment des hommes et puissent se réaliser pleinement ? Il est temps de ne plus parler d'une manière abstraites des droits de l'homme et de trouver les conditions réelles pour leur développement. De ce point de vue et dans les conditions du socialisme, la transparence est nécessaire, mais elle ne doit pas dégénérer en démagogie et créer parmi le peuple l'illusion qu'on peut faire n'importe quoi. Pensez qu'en Bulgarie, le revenu moyen est de 4 000 dollars alors qu'en France il est de 20 000 dollars ! Il faut être honnête et dire la vérité à notre peuple. Je suis trop près de la retraite pour sombrer à mon âge dans la démagogie.

— Mais êtes-vous d'accord avec M. Gorbatchev quand il parle de « normes internationales » en matière de droits de l'homme ?

— Je suis tout à fait d'accord avec lui sur ce point et nous sommes tout à fait d'accord avec tout ce qui est décidé dans le cadre des accords d'Helsinki. Nous n'avons d'ailleurs

qu'il n'est pas notre cas. Je n'envisage pas le camarade Gorbatchev et je le lui ai dit : il aura beaucoup de mal à régler ce problème des nationalités. La Yougoslavie aussi, d'ailleurs, mais la Bulgarie n'a pas ce problème. Il est dû à l'accumulation des erreurs du passé. Ces questions n'ont rien de nouveau et le développement économique et celui de l'insurrection des différentes nationalités. Et aujourd'hui tous ces peuples ne peuvent plus accepter la stagnation dont ils ont souffert et ils réagissent à toutes ces erreurs.

— Toutes les critiques de la stagnation que l'on peut entendre en URSS vous paraissent-elles justifiées ?

— Franchement, je suis mal placé pour répondre. Je n'écoute pas mais ce n'est pas à moi de répondre. Nous, en Bulgarie, nous ne reprenons pas tout ce qui est publié en URSS à ce sujet. Certes, nous rendons compte de tout ce qui se passe en Union soviétique mais nous le faisons dans la ligne du camarade Gorbatchev. Il n'y a pas un seul de nos discours qui ne soit reproduit chez nous. Mais nous n'aprouvons pas le besoin de publier tout ce qui s'écrit en URSS, que ce soit dans *Ogoniok* ou ailleurs.

savons bien qu'il n'était pas possible de faire la restructuration en Bulgarie ou dans quelque pays socialiste que ce soit si elle n'avait pas commencé en URSS.

— Chez nous, les choses sont allées très vite puisqu'il n'y a qu'un an et demi que la perestroïka a été lancée lors du plénum de juillet 1987, que nous appelons « Conception de juillet ». En si peu de temps, on ne peut pas faire de miracles. Mais nous pensons aujourd'hui être prêts à mener cette tâche à bien. La première chose à faire concernait l'économie. C'est pourquoi nous venons d'adopter un décret sur les entreprises qui accorde une importance déterminante dans leur création à l'impulsion des producteurs au détriment de l'administration centrale. Je dirais, de ce point de vue, qu'il n'y a pas de différence théorique entre nos entreprises et les vôtres.

— Nous tenons cependant à maintenir le postulat selon lequel la propriété socialiste est une et indivisible dans sa multiplicité. Mais de la théorie à la pratique il y a toujours un long chemin à parcourir. Nous sommes donc arrivés à la conclusion que toutes les entreprises devaient, face à l'Etat, à l'impôt, être égales,

TCHÉCOSLOVAQUIE

Quatorze opposants interpellés lors d'une nouvelle manifestation à la mémoire de Jan Palach

L'agence de presse officielle CTK a annoncé que quatorze opposants ont été arrêtés lundi 16 janvier à Prague, lors d'une nouvelle manifestation à la mémoire de Jan Palach, l'étudiant qui s'était immolé par le feu, le 16 janvier 1969, pour protester contre l'écrasement du printemps de Prague.

Dans l'après-midi, une vingtaine de personnes avaient déposé des fleurs à l'endroit de la mort de Jan Palach, sur la place Wenceslas, au centre de la ville. Ce geste, à une heure de grande affluence, a attiré la sympathie de plusieurs centaines de passants, et la police a immédiatement utilisé les grands moyens pour les disperser : jets nourris de grenades lacrymogènes, usage de canons à eau, matraquage.

Cette intervention s'est déroulée sous les sifflets et les quolibets de la foule, criant : « Liberté ! », et, à l'adresse des forces de l'ordre : « Gestapo ! ». Quatorze opposants, qui avaient été interpellés avant

même le début de la manifestation de la veille (le Monde du 17 janvier) et relâchés ensuite, ont été à nouveau appréhendés.

De manière tout à fait inhabituelle, l'agence CTK a publié les identités complètes de ces personnes, pour la plupart membres du mouvement de la Charte 77. Parmi elles figurent deux des trois porte-parole de ce mouvement, M. Dana Nemcova et M. Sacha Vondra, ainsi que le fondateur du groupe anticonformiste Enfants de Bohême, M. Petr Placak.

Seules deux des quatre-vingt-neuf personnes interpellées dimanche restaient en garde à vue lundi après-midi, avait indiqué le porte-parole du gouvernement, M. Miroslav Pavel, avant les nouvelles interpellations. « Parmi les quatre-vingt-neuf personnes relâchées, vingt seront poursuivies en justice et quarante seront passibles d'amendes », a-t-il précisé. Il y a eu « quelques blessés légers », moins de dix — lors de cette manifestation », a affirmé M. Pavel.

Deux responsables de la Charte 77, M. Vlasta Chramostova et Libuse Silhanova, ont accusé le gouvernement, lundi, dans un communiqué, de « signer d'une main à Vienne un nouveau document sur les droits de l'homme », dans le cadre de la CSCE, et de « réprimer dans le même temps toute expression d'opinion différente » de la sienne.

A Vienne, le président de la commission américaine sur la sécurité et la coopération en Europe, M. Steny Hoyer, a estimé lundi, au cours d'une conférence de presse, que l'intervention de la police contre la manifestation de dimanche entraînait « en contradiction flagrante » avec l'acceptation, le jour même, par Prague, d'un document sur le respect des droits de l'homme. M. Hoyer a exhorté les autres pays qui ont accepté le document de la CSCE à condamner « dans les termes les plus fermes possibles » l'attitude des forces de sécurité tchécoslovaques. — (AFP, Reuters.)

L'affaire de l'usine chimique de Rabta

Bonn reconnaît que la Libye pourrait produire du gaz toxique

Après avoir affirmé pendant des semaines son scepticisme, le gouvernement ouest-allemand s'est finalement rallié au point de vue américain selon lequel l'usine libyenne de Rabta est destinée à fabriquer des armes chimiques.

« Nous devons admettre que dans cette usine il y a un département qui sera en mesure de produire des gaz toxiques », a déclaré, lundi 16 janvier, le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, après sa conférence de presse annuelle sur le budget. « Cette thèse s'appuie sur des indications et des informations concrètes », a-t-il ajouté.

M. Stoltenberg a ajouté que Bonn avait eu vent de la participation de sociétés ouest-allemandes à la construction de l'usine de Rabta, dès le mois d'août dernier, mais que ces informations étaient alors encore trop vagues pour justifier une enquête. Il a confirmé que des docu-

ments saisis dans les bureaux, aujourd'hui fermés, de la société Ihsan Barbuti International à Francfort avaient « suggéré l'implication possible ou présumée de firmes allemandes dans des activités illégales en Libye ».

Deux nouvelles firmes ouest-allemandes ont reconnu, lundi, avoir livré du matériel pour le complexe chimique de Rabta. La firme Merck de Darmstadt, a admis avoir livré en Libye, en avril 1988, 19 tonnes de dichloréthane, un « produit chimique à tout faire ». La direction de la société Alfred Tewe GmbH, de Francfort, a confirmé avoir fourni, en 1986, pour l'usine libyenne, un système d'aération d'un montant de 5 millions de deutschemarks. La destination indiquée au moment de la livraison était Hongkong.

Par ailleurs, selon le magazine *Stern*, les plans de l'usine de Rabta ont été vendus à Imhausen-Chemie par la firme Salzgeber Industriebau

GmbH, filiale du groupe nationalisé ouest-allemand Salzgitter. La direction de celle-ci a démenti avoir travaillé pour les Libyens. Elle a cependant reconnu avoir livré à Imhausen-Chemie, pour un montant de 7 millions de deutschemarks, les plans d'une usine pharmaceutique. La destination annoncée était, là encore, Hongkong. La magazine ouest-allemande a également impliqué une entreprise américaine, la firme Harris, qui l'accuse d'avoir fabriqué l'ordinateur central de l'usine libyenne.

En Belgique, deux personnes, MM. Jozef Gedeo, directeur de la compagnie de navigation Cross Link et Jos Vlemminckx, responsable d'une autre compagnie en faillite, ont été arrêtées ces derniers jours et inculpées de falsification de documents. Ils sont soupçonnés d'avoir ainsi fait passer discrètement en Libye des marchandises venues de plusieurs pays européens. — (AFP, Reuters.)

Afrique

GUINÉE : augmentation des prix, débauchage de fonctionnaires

L'austérité reste à l'ordre du jour

CONAKRY
correspondance

Convaincu du bien-fondé d'un redressement économique recommandé par le Fonds monétaire international (FMI), M. Lansana Conte, le chef de l'Etat guinéen, s'est, pour l'instant, fait prier avant d'appliquer les mesures d'austérité qui s'imposent. N'avait-il pas été échaudé il y a un an ? Le doublement du prix du carburant avait, en effet, entraîné une hausse de tous les produits courants. Au marché central de Conakry, des boutiques avaient été pillées, et l'armée avait dû intervenir.

L'austérité reste, malgré tout, à l'ordre du jour en 1989. On attend une nouvelle augmentation du prix des carburants. Une augmentation des traitements des fonctionnaires qui, depuis plusieurs années, ont subi une perte de pouvoir d'achat, est attendue également. Mais il faut dire que, conformément aux recommandations du FMI, le nombre des agents de l'Etat doit être ramené de cinquante mille à quarante mille. Après l'échec du plan de départ volontaire, le gouvernement guinéen a donc dû prendre le taureau par les cornes.

Un tiers des agents de l'Etat vont être radiés de la fonction publique. Ils conserveront toutefois un traitement de base pendant deux ans pour atténuer le traumatisme de ce départ forcé. D'autre part, le chef de l'Etat a décidé un assainissement des finances publiques, qui s'impose d'autant plus que, par exemple, le service des douanes ne rapporte au Trésor que 20 % des taxes d'importations.

La création d'une commission nationale de suivi pour l'application des décisions du gouvernement rattachée directement à la présidence en dit long sur la confiance que porte le chef de l'Etat à son gouvernement. L'éviction de neuf préfets militaires, remplacés par des civils, ouvre la voie à un retour des civils aux affaires de l'Etat.

L'inflation est restée forte en 1988, de l'ordre de 30 %. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 5 % grâce au secteur agricole. La confiance retrouvée des paysans dans l'Etat a permis de récupérer les 7 000 tonnes de café qui, jusqu'à présent, disparaissaient dans les pays voisins. La reprise de l'agriculture reste toutefois bien timide. Des plantations ont été certes réhabilitées, mais le médiocre état des moyens de communication réduit les possibilités d'écoulement des produits.

Dans la capitale, la reprise des activités économiques est évidente. Les chantiers sont nombreux, et de nouveaux immeubles ont fait leur apparition. La France a apporté son concours pour l'amélioration des voies urbaines.

Les ressources naturelles du pays sont prometteuses. Outre la bauxite, qui représente 60 % du PIB, la Guinée a produit, l'an dernier, 200 000 carats de diamants pour une valeur de 300 millions de francs. Le développement de la Guinée est maintenant assuré. Le pouvoir politique du président Conte est mieux assis. Il reste à instaurer un véritable Etat de droit par la promulgation d'une Constitution et le retour à un régime civil.

ROBERT MINANGUY.

TUNISIE

Une mise au point des autorités sur le sort de M. Mzali

Après la publication dans le Monde du 21 décembre d'une lettre de M. Mohamed Mzali, ancien premier ministre en exil, qui protestait contre l'attitude des autorités à son égard, une « source autorisée » du ministère tunisien de l'information nous a demandé de publier la mise au point suivante.

M. Mohamed Mzali déclare que son procès est illégal. Il estime avoir été jugé pour des faits qui lui ont été reprochés alors qu'il exerçait les fonctions de premier ministre et que, par conséquent, il aurait dû être jugé par la Haute Cour, selon les termes de la Constitution tunisienne et non par une chambre criminelle incompétente en la matière.

Or, les délits imputés à l'ancien premier ministre relèvent du droit commun et ne peuvent, de ce fait, le conduire devant la Haute Cour, qui ne siège, comme le stipule l'article 68 de la Constitution, qu'en cas de haute trahison commise par un membre du gouvernement.

De surcroît, cette juridiction ne peut être saisie que lorsque les délits retenus portent atteinte au prestige de l'Etat. M. Mzali est accusé d'avoir tiré profit pour lui-même et pour les membres de sa famille des fonds et des biens de l'Etat. Ses agissements ont fait subir un préjudice matériel à l'Etat, sans pour autant porter atteinte à son prestige.

M. Mohamed Mzali affirme : « Si la volonté politique existe... il suffit

que le procureur de la République près le Cour de cassation casse l'arrêt du 24 avril 1987, dans l'intérêt de la loi, conformément au code de procédure pénale. »

Une telle suggestion appelle deux observations :

1) Pour avoir été rendu par défaut, le jugement reste, selon les dispositions du code de procédure pénale, susceptible d'opposition de la part du condamné et du pourvoi en cassation de sa part et de la part du procureur général près la cour d'appel. Si le procureur général près la Cour de cassation venait à intervenir, comme le souhaite l'intéressé, son action serait rejetée par cette cour, conformément à l'article 276 du code de procédure pénale.

2) M. Mohamed Mzali, tout en affirmant son attachement à la séparation des pouvoirs, fondement principal de la démocratie, n'en sollicite pas moins l'intervention de l'exécutif dans le judiciaire.

Il ne reste donc plus à l'ancien premier ministre qu'à se présenter devant la justice de son pays, qui lui garantira ses droits. Il apparaît clairement que cette affaire n'est pas d'ordre politique ; elle relève plutôt de la procédure judiciaire.

Amériques

ETATS-UNIS

Violentes émeutes dans un quartier noir de Miami

Un quartier noir de Miami (Floride) a été, lundi 16 janvier, dans la soirée, le théâtre de sérieux affrontements entre la police et ses habitants après une tentative d'arrestation de deux voleurs.

Les policiers avaient bouclé plusieurs blocs de ce quartier, habité en grande majorité par une population noire, situés au nord de la ville. Selon la police, des véhicules ont été incendiés et le camion d'une équipe de télévision locale a été attaqué. Ces incidents ont survécu le jour où les Etats-Unis célébraient la « journée Martin Luther King », en hommage au pasteur noir assassiné.

En fin de journée, des policiers s'étaient lancés à la poursuite d'une moto sur laquelle tentaient de fuir « deux personnes suspectées de vol ». La police a fait feu pour arrêter les fuyards, et la moto s'est renversée, entrant en collision avec une voiture. Un des deux suspects serait décédé, mais le chef de la police de Miami, Perry Anderson a assuré qu'il n'y avait eu aucune victime. Il a ajouté que l'homme mort « paraissait être un jeune homme noir ».

Plusieurs dizaines de personnes se sont alors rassemblées et se sont mises à jeter des pierres et des bouteilles sur les policiers. Des renforts ont dû être appelés de toute urgence, la situation devenant « explosive », selon la police, qui a mobilisé l'ensemble de ses forces, soit plus de mille hommes équipés de bâtons et de fusils d'assaut.

En 1982, dans ce même quartier, des émeutes avaient incendié plusieurs habitations et causé de nombreuses victimes, causant des millions de dollars de dégâts. Les incidents avaient éclaté parce qu'un Noir était tombé sous les balles d'un policier d'origine cubaine. Deux ans plus tôt, en 1980, toujours dans le même secteur, dix-huit personnes avaient été tuées, quatre cents autres blessées et plus d'un millier arrêtées lors d'affrontements encore plus sanglants. A l'origine de cette flambée de violence, l'acquisition, par un jury composé de Blancs, de plusieurs policiers accusés d'avoir battu à mort un homme d'affaires noir de trente-trois ans, Arthur McDuffie, à la suite d'une simple infraction au code de la route. (AFP, UPI.)

Asie

MONGOLIE

Oulan-Bator à l'heure de la perestroïka

l'étrier ! » De quoi satisfaire un nationalisme renaissant.

Après avoir eu son Staline, puis son Brejnev avec M. Tsedenbal, la Mongolie a désormais son Gorbatchev, M. Batmonh. Parmi les réformes annoncées par ce dernier figurent le dégraissage d'une bureaucratie qui augmente presque deux fois plus vite que le revenu national, la réhabilitation des exploitations rurales familiales sous contrat, le contrôle populaire sur les élus, dont 62,6 % des électeurs se déclarent mécontents et qui ne devraient plus être obligatoirement membres du parti, la modernisation d'une justice qui pratique la « détention pendant des durées injustifiables et condamnations même des innocents » et l'abandon du projet soviéto-mongol d'exploitation de phosphate du lac Hovgol, critiqué pour ses effets polluants.

Le régime reconnaît par ailleurs que les résultats de l'économie ne répondent ni aux espérances ni aux objectifs du Plan, que ses structures sont déséquilibrées et obsolètes. Le problème de l'approvisionnement de

la capitale, où vivent plus du quart des deux millions de Mongols, devient « plus aigu ». La production et de mauvaise qualité. Pour donner un coup de fouet, le salaire des fonctionnaires pourrait être lié aux résultats obtenus. Le premier ministre, M. Sodnom, a déclaré en décembre qu'il étudiait les propositions de coopération présentées par les pays capitalistes.

Réduction des effectifs militaires

M. Sodnom a également confirmé la réduction des effectifs de l'armée (actuellement 33 500 hommes) et des dépenses militaires. Ces mesures font suite à l'annonce par M. Gorbatchev, le 7 novembre à la tribune des Nations unies, du retrait d'une grande partie des troupes soviétiques stationnées en Mongolie. Oulan-Bator affirme que cette décision, qui fait suite à un premier retrait effectué en 1987, a été prise conjointement avec le Kremlin. Elle intervient alors que les relations sino-soviétiques ne cessent de se

réchauffer — ce dont la Mongolie « se réjouit » — et que, parallèlement, Chinois et Mongols, après avoir réglé leurs problèmes frontaliers, sont sur le point de conclure un accord sur le transit des marchandises mongoles par les ports chinois. Ce qui permettrait à Oulan-Bator de développer ses échanges en dehors du Cosecom, avec lequel se fait 97 % de son commerce, et d'avoir accès aux précieuses devises étrangères.

Après un long isolement politique, qui s'ajoute à un isolement géographique, la Mongolie s'ouvre à son tour sur l'extérieur. Pêkin et Oulan-Bator ont remplacé les échanges d'ambassadeurs par ceux de délégations et de compliments réciproques. Les Mongols regardent avec intérêt vers le Japon, qui leur propose une aide économique en échange d'un accès à leurs richesses minières et aux produits de leur élevage. Ils n'en restent pas moins solidement armés à l'URSS, qui demeure leur référence de base.

PATRICE DE BEER.

INDE

Quinze millions de pèlerins sur les rives du Gange

ALLAHABAD
de notre envoyé spécial

C'est comme si la mer rejoignait la mer, comme si la multitude retrouvait sa source : quinze millions de pèlerins en quête d'éternité rassemblés sur l'un des sites les plus sacrés de l'Inde, le Gange, le Ganga, le Ganges, le Gange et la Yamuna, ne font plus qu'un avec une rivière mythique, le Faravati. C'est le lieu de toute chose, le commencement et l'aboutissement avant la renaissance. C'est le Kumbh Mela, un événement cosmique qui intervient que tous les douze ans et qui provoque ce bourgeolement humain, cette ville nouvelle de millions d'âmes, qui est née en l'espace d'une nuit et qui disparaît avec la fin du Kumbh.

Le Kumbh, c'est Dieu lui-même, Vishnu, Shiva, Brahma, et bien d'autres enfin réunis. Tous les pèlerins viennent du Kumbh, tous les dieux vivent en lui. Alors, ils sont venus de l'Inde entière et du Népal avec leur bétail, leurs enfants et leur croyance, sur les routes poussiéreuses et dans les trains bondés, pour renouer comme ils le font depuis près de six cents ans avec la fête hindoue, un rassemblement humain sans équivalent.

Le samedi 14 janvier, jour du Makar Sankranti, c'est qu'une répétition : c'est l'ouverture bérénice des dieux et des astres, qui culminent le 5 mars.

Cinq jours très sacrés suivent, dont le Mauni Amavasya, le 6 février. Ce jour-là, quinze mil-

lions de pèlerins se retrouveront sur les rives sabbieuses du Gange et de la Yamuna, dans ce qui sera sans doute le plus grand rassemblement de l'histoire de l'humanité : quinze millions d'hommes et de femmes qui vont tenter de prendre pied sur cette minuscule langue de terre, le Ganga Sagar, l'ancien Prayag des Aryens, là où, en février 1948, les cendres du mahatma Gandhi furent confiées à l'eau, au bouillonnement de Brahma, le Créateur. A cet endroit précis, rapporte la mythologie védique, le Kumbh, ce vase sacré contenant la liqueur d'immortalité, tomba à terre lors des combats qui opposèrent pour sa possession les démons et les dieux. Dans les autres villes de l'Inde, Hardwar, Nasik et Ujjain, qui virent aussi la chute de l'urne sacrée, un Maha Kumbh Mela est organisé tous les douze ans.

Une foule canalisée

En ce moment, ils sont cinq millions, et déjà l'horizon et la terre semblent noircir de cette fourmilière humaine. Il y a les pauvres et les riches, les brahmanes et les intouchables, toutes castes pour une fois confondues, presque sur un pied d'égalité, comme on l'est dans la mort, devant Dieu. Par vagues, ils s'approchent des berges pour accomplir les rites : les hommes se dénudent et se plongent dans l'eau glacée, les femmes, elles, se baignent tout habillées et leurs saris trempés sont ensuite tendus au vent,

comme les voiles tramucides et multicolores d'un bateau.

Dix ponts supplémentaires ont été jetés à travers le lit du Gange. La foule avance en procession, à pas rapides, comme un immense troupeau, sans savoir qu'elle est censée, depuis une nuit, de contrôler : des policiers ouvrent ou ferment les vannes que sont les ponts pour réguler le flux. Ici même, en 1954, le bain dans les eaux immondes du Gange s'était transformé en hécatombe : officiellement, il y avait eu trois cent cinquante morts, mais, selon des estimations officieuses, le nombre des victimes (qui ont succombé par noyade ou à la suite d'infarctus) était de cinq cents à mille morts.

Une enquête ayant révélé de graves lacunes dans l'organisation massive du pèlerinage, des mesures avaient été prises en 1986 : lors du Kumbh Mela de Hardwar, il n'y avait eu que quatre-vingt-six morts. Aujourd'hui, les quelque 1200 hectares où se rassemble cette population hétéroclite sont étroitement surveillés : des miradors ont été installés de loin en loin, et tout début de trouble est immédiatement signalé à des policiers à cheval ou à pied, armés de bâtons. Pour les autorités, la tâche la plus ardue est de convaincre les pèlerins qu'un bain pris à quelques centaines de mètres du confluent des deux fleuves est tout aussi sain qu'une immersion au lieu même du Ganga. Le premier jour du Kumbh Mela s'est déroulé sans incidents majeurs ; mais il reste dix millions de retardataires...

LAURENT ZECCHINI.

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud

Lourdes peines de prison pour trois militants de l'ANC

Un haut responsable de la branche militaire du Congrès national africain (ANC, interdit), Umkhonto we Sizwe, Ebrahim Ismail Ebrahim, cinquante et un ans, a été condamné, lundi 16 janvier, à vingt ans de réduction pour la cour suprême de Pretoria. M. Ebrahim, indien, contre lequel le procureur avait requis la peine capitale, avait été reconnu coupable en novembre de « trahison » pour son rôle dans une série d'attentats commis en 1988 dans l'est du Transvaal, près de la frontière avec le Swaziland. Ses deux co-accusés, Mandla Maseko et Simon Dladla, Noirs tous deux, se sont vu infliger des peines de vingt-trois ans et deux ans de prison. Le juge Daniels les avait reconnus coupables respectivement de « trahison » et de « terrorisme ».

Selon l'accusation, M. Ebrahim est le plus important responsable militaire de l'ANC jugé par un tribunal sud-africain depuis le célèbre procès de Rivonia (1964), au cours duquel huit dirigeants du mouvement, dont Nelson Mandela, fondateur de la branche armée, avaient été condamnés à la prison à vie pour « complot visant à renverser le

Iran

L'infirmière française disparue aurait été tuée

Annie Esbert, cette jeune infirmière française disparue fin juillet en Iran lors d'une attaque du mouvement des Moudjahidines du peuple, alors qu'elle servait comme secouriste auprès des hommes de Massoud Radjavi, a été tuée sur le front lors de cette offensive, a laissé entendre le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, au cours d'une rencontre avec M. Roland Dumas la semaine dernière à Paris.

Le ministre français a précisé, lundi 16 janvier, dans un entretien avec des journalistes à l'occasion de ses vœux à la presse diplomatique, que M. Velayati l'avait toutefois assuré qu'il se renseignerait sur le sort d'Annie Esbert, dont les Moudjah-

hidines disent qu'elle a été capturée par les forces iraniennes et est emprisonnée à Téhéran (le Monde du 28 décembre).

M. Dumas a, d'autre part, indiqué qu'il se rendrait en Iran les 4 et 5 février pour ce qui constituera la première visite officielle d'un responsable français de ce niveau à Téhéran depuis la révolution islamique. Par ailleurs, l'agence IRNA a annoncé la prochaine amnistie, par l'imam Khomeiny, de quatre mille cinq cents détenus iraniens à l'occasion du dixième anniversaire de la révolution. Cette amnistie intervient alors que l'opposition iranienne fait état d'une vague d'exécutions de prisonniers politiques. Lundi, on s'attendait à ce que soient libérés des centaines de détenus, dont Téhéran, selon l'IRNA.

● BANGLADESH : journée de deuil après la collision ferroviaire. — Lundi 16 janvier a été décrétée journée de deuil après la collision ferroviaire qui, la veille, a fait cent trente-cinq morts selon le bilan officiel (le Monde du 17 janvier). M. François Mitterrand a envoyé au président Ershad un télégramme de condoléances. Par ailleurs, le Secours populaire français invite à envoyer des dons, pour aider les familles les plus éprouvées matériellement, à son siège, 9-11, rue Froissart, 75003 Paris, ou au CCP 23.33 S Paris.

la perestroïka

Les réformes de Gorbatchev ont-elles permis de débloquer l'économie soviétique ? Les réformes de Gorbatchev ont-elles permis de débloquer l'économie soviétique ? Les réformes de Gorbatchev ont-elles permis de débloquer l'économie soviétique ?

Millions de pèlerins rives du Gange

Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange. Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange. Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange.

Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange. Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange. Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange.

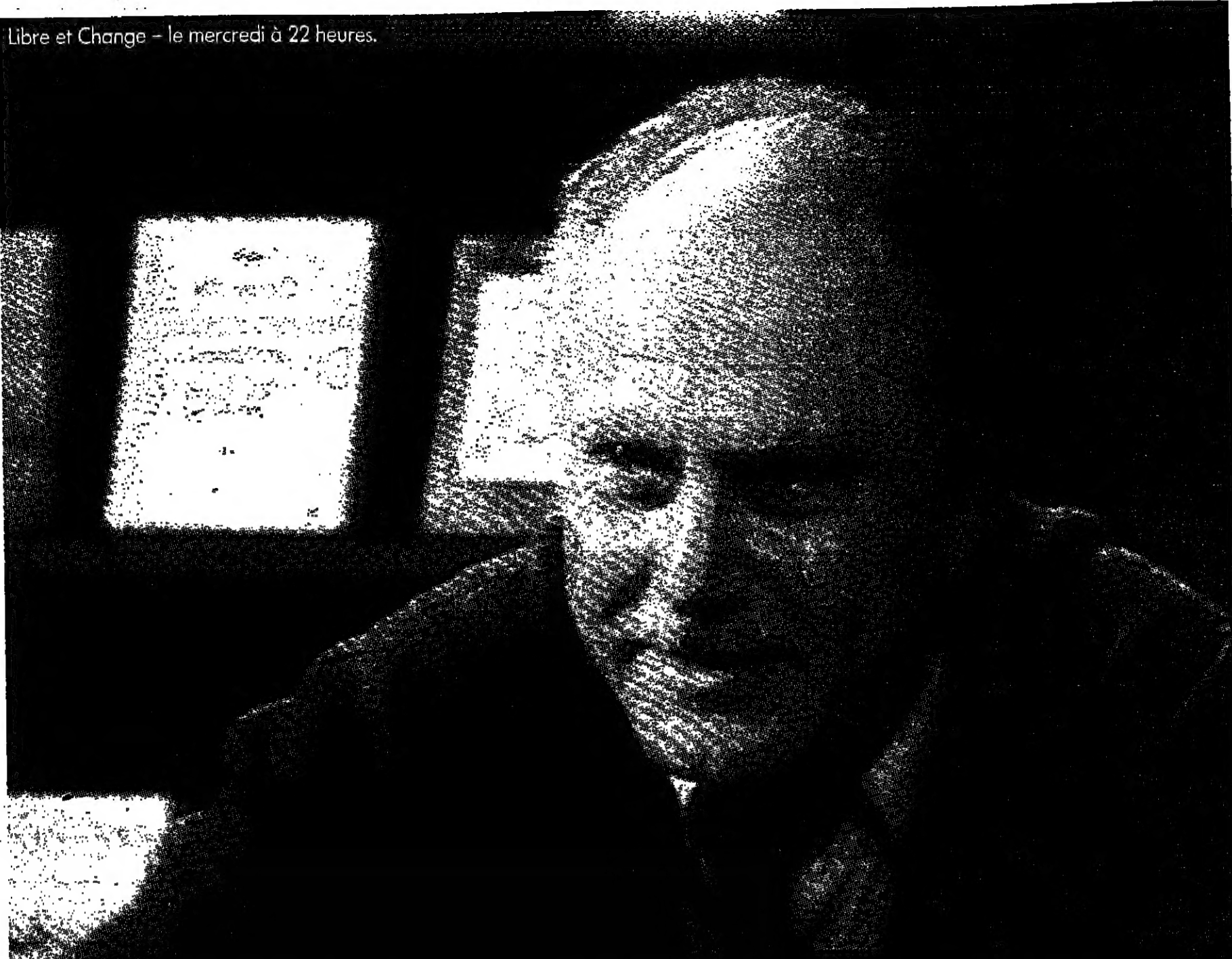
LE MONDE

Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange. Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange. Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange.

Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange. Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange. Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange.

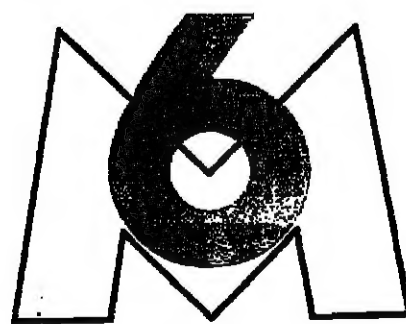
Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange. Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange. Des millions de pèlerins se rassemblent chaque année sur les rives du Gange.

Libre et Change - le mercredi à 22 heures.



**Sur M6, il y a même une émission
où Polac laisse parler ses invités.**

Jamais très longtemps, il est vrai. Mais lorsqu'on anime un débat sur les livres et les idées de notre temps, il faut savoir couper la parole aux invités pour être percutant. Avec ses magazines sur les livres, la communication, la science, la santé... M6 est une chaîne complète qui n'a pas pour unique ambition de distraire. Alors rejoignez les 6 millions de Français qui tous les jours choisissent M6.



M6. La petite chaîne qui monte, qui monte.

هكذا من الأصل

Politique

La préparation des élections

L'ouverture à l'envers de M. Alain Carignon

« Nous ne sommes pas dans l'opposition avec la droite »

déclare M. Marchais à « L'heure de vérité »

M. Georges Marchais a déclaré, lundi 16 janvier, sur Antenne 2, que s'il y a une « amélioration de la croissance », il n'y a pas « réduction du chômage » et qu'on observe « une stagnation, parfois une baisse du pouvoir d'achat des salariés ». Aussi le secrétaire général du PCF considère-t-il que la politique économique du gouvernement ne va pas « dans la bonne direction ».

« Nous l'avons dit et nous venons de le redire avec Pierre Mauroy et le Parti socialiste dans la déclaration commune concernant les élections municipales », a déclaré M. Marchais. « Nous ne sommes pas d'accord avec la politique gouvernementale, notamment dans le domaine de l'économie, dans le domaine social, parce que nous pensons que cette politique d'austérité, qui a été engagée il y a bien longtemps par Cocard d'Estaing, abandonnée en 1981 à 1982, mais reprise en 1982, poursuivie, ensuite, dans la cohabitation, avec Chirac et reprise par le gouvernement de Michel Rocard, n'est pas de nature à sortir le pays de la crise et qu'elle aggrave les conditions de vie des Français et des Français — des travailleurs, naturellement. »

Vive la perestroïka !

Selon M. Marchais, « il n'y a aucune contradiction » entre cette position et le fait de conclure un accord avec le PS pour les élections municipales. « Nous ne sommes pas, a-t-il dit, dans l'opposition avec la droite. Chaque fois que le gouvernement fera un pas en avant dans le bon sens, il aura le soutien des communistes, mais à chaque fois que cela ne va pas dans le bon sens, alors, nous combattrons. Voilà quelle est notre politique, et nous pensons qu'il est de l'intérêt non seulement des populations de nos villes mais de nos deux partis de reconstruire l'accord de 1983. Il n'y a ni ambiguïté ni contradiction entre cela et ce qu'est notre politique au plan national. »

Au sujet de l'Union soviétique, M. Marchais a déclaré, que le PCF

soutient « résolument » la perestroïka, mais qu'il a son propre projet socialiste pour la France. « Il est juste, a-t-il dit, que face à la pression qui, parfois, s'exerce sur nous, nous ne retombions pas dans les erreurs du passé en laissant croire un seul instant que [...] ce projet serait abandonné et que, en définitive, nous nous mettrions, une nouvelle fois, à copier ce qui se fait ailleurs. » Le secrétaire général du PCF a ajouté qu'il y a un désaccord entre son parti et les partis communistes s'il y en a « qui ont des réserves sur la perestroïka ».

M. Marchais estime que le fait de limiter la durée des fonctions de direction, comme M. Gorbatchev a annoncé qu'il le ferait au sein du PC soviétique, « n'est pas une bonne chose ». Le secrétaire général du PCF a expliqué que, lorsqu'il avait approuvé, en janvier 1980, l'intervention soviétique en Afghanistan, il s'était prononcé « sur une question de principe seulement ». « Entre États, a-t-il dit, il existe des accords de défense mutuelle. La France est membre de l'Alliance atlantique. En s'engageant dans l'Alliance atlantique, la France a décidé que, si demain, l'Allemagne ou un autre pays membre lui demande de lui porter aide et assistance en se considérant en danger, la France le fera. (...) Or, c'est précisément au nom d'un tel accord que nous avons été impliqués, à l'époque, par Leonid Brejnev, les raisons de l'intervention de l'Union soviétique. (...) Nous avons accepté cette explication. »

M. Marchais estime que M. François Mitterrand « a raison » de ne pas vouloir se rendre en Roumanie. « Je le soutiens, a-t-il dit. Je condamne fermement, résolument, ce qui se passe en Roumanie. C'est une atteinte intolérable aux droits de l'homme. Cela n'a rien à voir avec le socialisme. »

M. Marchais a précisé que le PCF ne soutiendrait pas M. Bernard Tapie, candidat du PS, au second tour de l'élection législative partielle des 22 et 29 janvier à Marseille. M. Tapie, a-t-il dit, est « un candidat de droite », car, « tout simplement, c'est un patron, c'est un exploitateur ». M. Marchais a rappelé, enfin, que le PCF est favorable à ce que les étrangers résidant en France puissent voter et être éligibles aux élections municipales.

Gorbatchévisme...

« Qui a peur de la perestroïka ? », demandait M. Félix Damette, l'un des « reconstructeurs » du PCF, dans le Monde du 17 janvier. « Pas moi ! », a répondu, en substance, M. Georges Marchais, lundi 16 janvier, à « L'heure de vérité » sur Antenne 2. Le secrétaire du PCF a même dit, en apparence, très net. S'il y a des PC dans le monde qui, ont des réserves sur la politique de M. Gorbatchev, a-t-il dit — or, on sait qu'il y en a —, les communistes français sont en désaccord avec eux. M. Marchais a paru, ainsi, écarter l'éventualité d'une convergence entre les PC conservateurs contre le « révisionnisme » gorbatchévien.

Cependant, comme M. Marchais l'a observé lui-même, « tout dépend comment on utilise la dialectique ». Le secrétaire général du PCF, qui n'est pas novice en la matière, a formulé son éloge de la perestroïka dans des termes qui en marquent les limites. M. Gorbatchev, a-t-il souligné, combat le conservatisme au sein du PC soviétique, mais il a bien dit qu'il n'est pas question, pour lui, d'abandonner le socialisme. Il n'est pas question non plus, de laisser à leur sort les peuples du tiers-monde au nom d'une politique de paix tendant au « règlement de tous les conflits ».

Sur le plan intérieur, M. Marchais a, aussi, marqué les limites de l'adhésion du PCF au gorbatchévisme. Celle-ci n'implique ni l'adoption de sa conception du socialisme au réformisme en cours à Moscou, ni la transposi-

tion dans son fonctionnement interne des innovations introduites dans celui du PC soviétique. M. Marchais est défavorable, notamment, à la limitation de la durée des mandats confiés aux responsables du parti. Il a rappelé à ce sujet — ce qui ne pouvait être innocent — que cette modification avait déjà été tentée, en Union soviétique, par Khrouchchev, une référence qui devrait faire réfléchir M. Gorbatchev.

La perestroïka heurte de front la politique et les modes de fonctionnement mis en œuvre par la direction du PCF depuis plus de dix ans. Ainsi M. Marchais a-t-il dû émettre un regret sur le soutien qu'il avait bruyamment apporté, en janvier 1980, à l'intervention soviétique en Afghanistan, aujourd'hui critiquée par les dirigeants soviétiques eux-mêmes. Toutefois, il n'a pas rappelé que, à l'époque, la direction du PCF avait fait la chasse aux membres du parti qui refusaient d'avaliser cette position.

A terme, le gorbatchévisme pose aux chefs du parti français un problème aussi insoluble que celui que le khrouchchévisme avait posé à Thorez. Il y a peut-être, là, une des clés du ton conciliant adopté par M. Marchais vis-à-vis du gouvernement et du PS. La direction du PCF ne peut pas s'isoler à l'intérieur alors que l'évolution imprimée au communisme par les Soviétiques lui est défavorable.

PATRICK JARREAU.

(Suite de la première page.)

A l'échelle de Grenoble, cette équipe de transfuges vaut bien tous les Lionel Stoléru, Jean-Pierre Soisson, Michel Durafour et Jean-Marie Rausch de France. De son robinet national d'ouverture, François Mitterrand n'a laissé échapper, par comparaison, qu'un filet d'eau tiède.

Pourquoi l'ouverture à l'envers réussit-elle si bien — sous réserve des résultats du scrutin municipal de mars — à cet Alain Carignon qui, en 1983, lorsqu'il a « tombé », l'indéclinable Hubert Dubedout, passait pour un affreux réactionnaire, chiraquien grand teint ?

Pourquoi Guy Névache, cinquante-quatre ans, a-t-il envoyé gentiment balader Pierre Mauroy, son ami depuis la SFIO, lorsque le premier secrétaire du PS a tenté de le retenir par la manche ? Pourquoi s'est-il ébroué d'un long passé militant, de son parti c'est-à-dire de sa « culture », comme il dit, de la « famille », au sein de laquelle il a si « bien vécu » et si longtemps ? Pourquoi Aziz Sahiri, fils d'un Algérien de Sétif combattant de la campagne d'Italie, a-t-il choisi Carignon plutôt que son concurrent socialiste, Michel Destot ? Pourquoi Liliane Billères, radicale de gauche, apparentée à René Billères, ancien président du Parti radical (1965-1969), ancien ministre de l'éducation nationale de Guy Mollet, a-t-elle rejoint celui dont elle fut l'adversaire aux législatives de juin dernier ?

Convenable

L'abominable chiraquien Carignon n'est pas entré à la mairie en roulant des mécaniques égarées. Il n'a même rien cassé du tout, assurent ses nouveaux amis, si l'on excepte le bureau de son prédécesseur jugé trop écrasant pour le visiteur. Stalingrad, Marcel Cachin et Léon Blum ont gardé leur rue, Jean Jaurès son cours et Salvador Allende son avenue. Guy Névache, qui s'attendait à être « foutu à la porte », est resté à la tête du syndicat intercommunal d'études, de programmation et d'aménagement de la région grenobloise. Le maire n'a pas changé de Marcel, lequel, six ans plus tard, juge ce jeune homme très convenable en regard du grand ancêtre Dubedout, l'officier de marine. Guy Névache lui fournit la caution précieuse du socialisme enraciné. Quant à Léon Blum, nul porte-parole ne se sent autorisé à dire ce que, d'au-delà les montagnes, il en pense.

Chacun des nouveaux amis du maire assure qu'il a « compris Dubedout », avec consent Névache, une petite faiblesse du côté du logement social, qui fournit à ses adversaires socialistes — ceux du PS — un excellent thème de campagne. Chacun pense que Alain Carignon « pourrait être socialiste », affirmation commode pour ce qu'elle permet de se pardonner à soi-même. Quelques-uns le voient ministre avant la fin de l'année, ministre d'ouverture évidemment. Pas un seul n'a hésité longtemps. Aucun n'est dupe : Carignon est « un tireur de ficelles de grande envergure », admet Guy Névache.

Il a du charme, Alain Carignon. Cet éclat dans l'œil sans

lequel il ressemblerait avant l'âge à Stan Laurel. Mais aussi, comme pour l'éclaircie aussitôt qu'apparue — en politique, la malice fait mauvais genre —, des mains qui passent bien à plat, continuellement, sur son visage, du front jusqu'au menton. Ou encore une élégance rustique à désespérer tous les « branchés ». Une attention enfin à tout ce qui lui est extérieur, et qui, vu de l'intérieur, doit être de la passion.

Fils de journaliste, mauvais élève renvoyé à la vie civile, par abandon des la classe de troisième — l'institut de gestion ne viendra que beaucoup plus tard —, il a passé sa jeunesse à lire tout et n'importe quoi. De cette boulimie d'autodidacte, il lui reste la manie d'attraper les idées qui flottent en l'air, d'en mastiquer quelques-unes et, si elles ont du corps, d'en faire quelque chose. A Grenoble, ville universitaire, ville de recherche, ville de culture, cela tombe bien. Il y a, sur n'importe quel sujet, deux ou trois spécialistes au moins. Il suffit de lever le bras pour saisir la queue d'une thèse en transit. Alain Carignon admet qu'il a de la chance.

Socialiste ? Le maire tord du nez. Ces gens-là n'ont « rien inventé, rien créé ; ils sont frileux sur l'éducation, la défense, l'Europe ». Alain Carignon se revendique encore du gaullisme, de cette croix de Lorraine qu'adolescent il allait — un peu par conviction, un peu par rigoler — peindre sur les murs, vélo. « Seul les gaullistes peuvent faire ceci, seuls les gaullistes peuvent faire cela », voilà son credo.

La modernité ou la mort

Mais à condition que le RPR, où le plus grand nombre d'entre eux est censé companionner, change profondément. Qu'il ne dise pas seulement aux Français qu'ils veulent exister. Qu'il se situe dans l'axe de la vie politique française et non pas dans une aile. Qu'il s'efforce de travailler pour l'intérêt général et non pas par catégories sociales. Qu'il ait pas une vision simpliste d'une société complexe.

« Ou bien le RPR choisit la modernité, ou bien il mourra. Les partis ne sont pas éternels. Voyez les radicaux, le MRP, les communistes », affirme le maire de Grenoble, qui a préféré sa ville et le conseil général de l'Isère qu'il préside à son mandat de député auquel il a renoncé en octobre dernier. Il reste membre du conseil politique d'une formation qui ne répond plus à ses espérances, qui a appelé les Français à l'abstention pour le référendum sur la Nouvelle-Calédonie alors qu'il militait pour le « oui » (comme Alain Juppé). Le cas du RPR est-il désespéré ? A cette question, Alain Carignon répond « non, non », mais avec ennui, sans grande conviction.

Il suit son « propre chemin », même sa « propre existence », appuyé sur son fief grenoblois. A Paris, il dispose de bureaux au bas du boulevard Saint-Germain, artère politique à la mode. Là où ailleurs, il fréquente des centristes (Simone Veil, Bernard Bosson, Dominique Baudis), un bariste

déchiré (Charles Millon), un ex-futur léotardien, (Philippe de Villiers), des « compagnons » du RPR (François Fillon, Michel Noir, ce grand balaise qui de Lyon fait de l'ombre à l'Isère) et, assure-t-il, une quarantaine de députés RPR intéressés par sa démarche. « Méhaignerie, Noir, Léotard, Juppé... nous avons quelque chose à faire ensemble, dit-il. Quelque chose de fort. »

Alain Carignon a quelques idées sur la question. Réconcilier, par exemple, les Français avec leurs hommes politiques, par la mise en place d'une démocratie franchement participative. Rien que cela ! Les institutions de

cialisés dans les jeunes délinquants. Enchantement, le mot est trop fort. Il vaudrait mieux dire qu'Alain Carignon lui suffit. L'affaire, pour lui comme pour Guy Névache, est délicate. « J'aurais préféré que ça se négocie avec les socialistes », remarque-t-il. Mais il fallait « réformer, composer, tergiverser ». Avec le PS, c'est « une histoire d'amour ratée ».

Avec Alain Carignon, ce « pionnier », homme du vingt et unième siècle, qui « donne du sens à cette ville », et après Hubert Dubedout, ce « mec propre flingué par ses amis », Aziz Sahiri, trente-six ans, aimé de treize enfants, trouve son compte et celui de ses mandats. S'il est élu, il aura fait un pas de plus vers l'intégration politique — recherche. Lui, les deux mille Franco-Maghrébins de Grenoble et, au-delà, les cinquante mille Maghrébins, dont un cinquième de nationalité française, qui vivent en Isère.

Qu'à Alain Carignon ait adopté, pendant la période 1986-1988, lorsqu'il était ministre de l'environnement du gouvernement Chirac, des positions sans ambiguïté sur le Front national n'est pas indifférent à cette évolution. A l'époque, il s'était joint à Michel Noir, qui préférait perdre les élections plutôt que son âme, et à Michèle Barzach pour tenter de convaincre Jacques Chirac des inconvénients de son code de la nationalité et pour dénoncer d'éventuelles complaisances envers l'extrême droite.

Socialiste ? En vertu du principe selon lequel « il vaut mieux perdre sous ses propres couleurs que d'avoir à emprunter le maillot d'un autre pour tenter de gagner », le maire de Grenoble n'est pas près de revendiquer le titre, quand bien même y songerait-il. S'il lui en prenait fantaisie, il ferait rire. Et pourtant, une de Grenoble, sa politique municipale a quelques points communs avec ce que l'on dit être, à Paris, le socialisme d'aujourd'hui. Le revens minium y a été institué au sein plus tôt que le national. Et le premier slogan de la campagne du maire serait sans « le temps du partage ». Curieux retournement. Les socialistes, avant 1988, avaient beaucoup travaillé sur « l'économie de partage », dossiers et réflexions qui finirent dans les poubelles du PS. Partage, disait-on, cela portait l'empreinte d'une revanche fâcheuse, un petit air de « parageux ». On voyait déjà gicler les têtes au bout des fourches.

Les socialistes grenoblois, les vrais, ont édité une affiche qui offre aux populations, en ombre chinoise, le profil d'un Carignon au menton mouslinien. Le texte en est le suivant : « A quel parti politique appartenez-vous, M. Carignon ? », et il contient, en fluorecence, la réponse : « RPR ». S'il faut le plaquer quatre mètres sur trois, c'est sans doute que les électeurs socialistes locaux risquent de l'oublier. En mars, si les petits cochons ne mangent pas son patron, Marcel devra rouler en plein brouillard, sur la voie du milieu.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le beur du gratin dauphinois

Socialiste ? Aziz Sahiri s'en moque. Il a fait campagne pour François Mitterrand l'an passé, jusque dans les camps de harkis où les irréductibles ne sont pas convaincus que voter Le Pen, c'est donner sa voix à ceux qui vous traitent de « melons » et de « bicots ». Harki ou pas, on est arabe et tout frisé. Sauf exception, tel Sahiri — grand-père algérien gazé à Verdun en 1917, père algérien qui a choisi la France en 1946 au terme de la campagne d'Italie et mère française — qui a une tête à s'appeler n'importe comment, mais pas Aziz.

Mitterrand pour la France de 1988, Carignon pour le Grenoble de 1989. La « France unie » du premier convenait à Aziz Sahiri, président pour l'Isère de « France plus » ; le « gaullisme social » du second enchanterait le « beur du gratin dauphinois », éducateur spé-

Bègles : la fédération du PS est hostile à une primaire avec le PC

BORDEAUX de notre correspondante

Le bureau fédéral du Parti socialiste girondin, réuni lundi 16 janvier sous la présidence de M. Gilbert Mitterrand, premier secrétaire fédéral, s'est prononcé « contre toute autorisation d'une primaire à Bègles, dont le maire sortant est communiste ». Dans le communiqué publié à l'issue de la réunion, le bureau fédéral, « à l'unanimité des présents », c'est-à-dire en fait sans le représentant de la section de Bègles, M. Mercier, « confirme qu'il ne demandera aucune dérogation à l'accord national PC-PS », lors de la convention nationale du 22 janvier.

Le journaliste d'Antenne 2, M. Noël Mamère, suppléant de M. Gilbert Mitterrand dans la circonscription de Libourne, avait annoncé, le 18 décembre 1988, qu'il dirigerait à Bègles, « à la demande de la section locale du PS », une liste se réclamant de la majorité présidentielle. Cette commune de la banlieue bordelaise est la seule ville de plus de vingt mille habitants détenue en Gironde par le PC. M. Mamère et ses amis béglois n'ont pas varié de ligne, malgré un avertissement du premier secrétaire fédé-

ral, puis une convocation, le 4 janvier, devant la commission électorale nationale. Le 16 janvier, certains membres du bureau fédéral girondin ont évoqué le cas de Bègles, sous l'angle communiste : « Quand le PC va nous rencontrer, il va nous dire : la candidature de Noël Mamère a-t-elle été voulue par le premier secrétaire ? A-t-elle été faite en accord avec lui ? »

M. Mitterrand a opposé une réponse ferme, allant jusqu'à évoquer l'éventualité d'animer personnellement un meeting à Bègles en soutien à la liste d'union de la gauche, dont la tête serait le maire sortant, M. Bernard Moncla, communiste.

Les socialistes girondins ne sont cependant pas au bout de leurs peines. Ils sont convenus d'attendre la date butoir du 22 janvier pour rencontrer la section de Bègles et envisager des exclusions en cas très probable de dissidence. La fédération devrait alors trouver des candidats PS qui acceptent de figurer sur une liste d'union de la gauche. Le PC propose actuellement quatorze places au PS ; il en désigne lui-même vingt et une dans le conseil municipal sortant.

GINETTE DE MATHA.

SITUATIONS

● ADX-EN-PROVENCE : le pacte du FN. — M. Philippe Millau, secrétaire général du Front national des Bouches-du-Rhône, qui représentait, lundi 16 janvier, la liste municipale du Front à Aix-en-Provence, a évoqué l'existence d'un « pacte » prévoyant une fusion des deux listes de droite et de celle de l'extrême-droite après le premier tour. Selon M. Millau, ce « pacte » dispose en tête au premier tour devra incorporer par voie de fusion une partie des listes arrivées après elle dans une proportion garantissant « une majorité cohérente ». Le maire sortant UDF, M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca se voit également opposer une liste RPR, dirigée par M. Jean-Pierre Bouvet, adjoint sortant.

● BASTIA : M. Emile Zuccarelli (MRG) candidat. — M. Emile Zuccarelli (MRG), député de Haute-Corse, est candidat à la conduite d'une liste d'union PC-PS-MRG à Bastia où son père, M. Jean Zuccarelli (MRG), maire depuis 1968, a décidé de ne pas se représenter.

● MARSEILLE : le seul « ennemi » de M. Sanmarco. — M. Philippe Sanmarco, député socialiste des Bouches-du-Rhône, entouré de quatre de ses collègues conseillers municipaux membres du courant « Socialisme et République » a déclaré, lundi 16 janvier, que l'important, pour Marseille, « c'est de battre la droite et non de polémiquer sur les rivalités socialistes ». Apportant son soutien « définitif et sans arrière-pensée » à la liste de M. Michel Pezet, M. Sanmarco a indiqué : « Nous n'avons pas d'autre ennemi que l'alliance Gaudin-FN, telle qu'elle existe actuellement au conseil régional » (présidé par M. Jean-Claude Gaudin qui s'appuie depuis 1986 sur une majorité UDF-RPR-FN).

● TRAPPES (Yvelines) : primaire à gauche. — Les socialistes de Trappes viennent de décider à l'unanimité de présenter une liste menée par Mme Christine Vilain, adjointe au maire sortant communiste, M. Bernard Huger, et suppléante de M. Guy Malandain député. — (Corresp.)

Politique

municipales

Paris : M. Pierre Joxe se réjouit d'« exaspérer le camp d'en face »

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, aborde les élections municipales parisiennes, où il conduira la liste socialiste du XII^e arrondissement avec une réelle allégresse. Présentant ses vœux à la presse, lundi 16 janvier, M. Joxe, inscrit sur les listes électorales du premier arrondissement de la capitale après l'avoir été sur celles de Chalon-sur-Saône — il a été élu député de Saône-et-Loire — a assuré qu'il était « un des rares Parisiens à habiter là où il était né » et que sa famille était à Paris « depuis deux siècles ». Le ministre de l'intérieur est manifestement alléché par la perspective d'en découdre avec son ancien condisciple de l'ENA et ancien collègue de la Cour des comptes, M. Jacques Chirac.

Il est naturellement assuré d'être élu conseiller de Paris et de siéger sur les bancs de l'Hôtel de Ville. Il s'en réjouit par avance en disant : « Quand je vois l'exaspération qui s'est emparée de ceux du camp d'en face à l'annonce de ma candidature, je tremble pour eux. Et je me dis : qu'est-ce que ce sera quand je serai là ? » Et le candidat d'annoncer déjà qu'après un premier mandat il se présentera « peut-être pour six autres années », ce qui fait que « certains devront prendre leur mal en patience », a ironisé le ministre.

M. Joxe sera-t-il le leader des socialistes pour l'ensemble de la capitale ? Il ne l'a pas encore précisé disant même qu'il ne désespérait toujours pas de convaincre M. Jack Lang de remplir cette fonction, d'autant plus, a assuré le ministre de l'intérieur, que le

troisième arrondissement, dont le ministre de la culture est déjà l'élu, est « une mairie que les socialistes peuvent conquérir ». C'est d'ailleurs ce que semble souhaiter, de son côté, M. Georges Sarré, président du groupe socialiste de l'Hôtel de Ville, qui, en lançant un pressant « Jack, reste avec nous », préfère que le leadership parisien soit partagé entre plusieurs ministres et redoute que M. Lang ne cède à la tentation de briguer la mairie de Blois, où il a déjà, à deux reprises, été élu député d'Eure-et-Loir. Quoi qu'il en soit, M. Joxe a bien l'intention d'être actif et même offensif sur le plan parisien.

Le sac de Lady Di

Il s'est dit décidé à déposer un projet de loi pour « supprimer la question de la Ville de Paris », puisque le Conseil constitutionnel a refusé cette réforme présentée sous la forme d'un simple amendement. Il a même ironisé sur le fait que, « M. Chirac était mal informé » et il a assuré que « même sans question, le maire aurait pu offrir à Lady Di un sac brodé aux armes de Paris et la brette de l'Hôtel de Ville aurait pu continuer à fonctionner ». Plus sérieusement, M. Joxe a annoncé que sa campagne électorale et son rôle au Conseil de Paris consistaient à répondre à la question : « Pourrons-nous et nos enfants pourrons-ils rester parisiens, étant donnée l'aggravation des problèmes de circulation et de logement dans la capitale ? »

M. Joxe n'a pas évoqué le problème de la constitution des listes de l'opposition. En revanche, M. Henri Malberg, président du groupe communiste au Conseil de Paris — qui compte 6 élus sur 163 — a souhaité le même jour la reconduction des accords de 1983 qui avaient permis la constitution de listes d'union dans tous les arrondissements et qui en avaient confié la « tête » aux communistes dans deux, le dix-neuvième et le vingtième. Dans ce dernier, la gauche comme la majorité auront vraisemblablement en face d'elles M. Jean-Marie Le Pen, leader du Front national, qui, en 1983, n'avait pu y être élu que comme « conseiller d'arrondissement ». Du côté de la majorité municipale, M. Jacques Dominati, président de l'UDF de Paris, a précisé que « les maires sortants de son parti seront reconduits en position éligible même si des modifications peuvent intervenir au niveau des chefs de file ». Il a notamment indiqué que dans le seizième l'UDF présenterait le « ticket » Gantier-Mesmin, dans le dix-huitième le ticket Juppé-Chinaud, dans le deuxième M. Alain Dumait, dans le douzième M. Bariani et lui-même dans le troisième, dont il est le maire. M. Dominati a rappelé que la campagne de l'UDF se ferait « en étroite union avec celle du maire de Paris ». Ce dernier, toutefois, n'a pas encore arrêté la composition définitive de toutes les listes qui se réclameront de lui dans chaque arrondissement.

ANDRÉ PASSERON.

Une place significative sur les listes socialistes pour les Français d'origine maghrébine

Pour la première fois il existe, à la direction nationale du PS, un délégué chargé des Français originaires du Maghreb. Le poste a été confié à M. Georges Morin, proche collaborateur de M. Louis Mermaz, qui, depuis longtemps, s'intéresse à cette question.

Réfléchissant à la situation actuelle, M. Morin fait remarquer que la distinction « historique » entre les « exilés du sous-développement » et les « rapatriés » de citoyenneté française, qu'ils soient de souches européennes ou maghrébines, ne correspond plus à la réalité. Pour lui, il convient de distinguer « ceux dont l'intégration ne pose pas de problème » de ceux « qui peinent, jour après jour, avec d'autres, aux marges de la société », pour qui « la carte d'identité selon qu'elle est française ou étrangère ne peut distinguer le sort ». Pour ceux-là, il demande « une vigoureuse politique d'intégration qui attaque tous les maux à la racine : l'école, le logement, l'emploi, les relations avec les services publics », ce qui « requiert la mobilisation de tout un gouvernement autour d'un plan interministériel d'intégration économique et sociale ».

« Il faut accélérer l'intégration politique des jeunes Français maghrébins », demande aussi M. Morin, qui fait remarquer : « Fils de Français musulmans, et donc Français par filiation, fils d'Algériens, et donc Français à leur naissance, fils de Marocains

ou de Tunisiens, et donc Français à leur majorité, ils sont, aujourd'hui, près de 1 millions de jeunes, garçons et filles, qui sont nés en France, qui ne sont donc ni immigrés ni rapatriés, et qui partagent une même origine maghrébine musulmane, la même culture de banlieue, la même nationalité française et la même soif de prendre toute leur place dans la nation ». M. Morin souhaite donc que le PS accepte une « présence significative de candidats français maghrébins sur les listes des municipales et des européennes ». « Cette présence, dit-il, aura une charge symbolique évidente sous réserve qu'on se garde d'y intégrer artificiellement le « baur de service ».

Plan d'intégration culturelle

Enfin M. Morin souhaite que l'on « redonne à tous les français originaires du Maghreb la fierté de leurs racines ». Il reconnaît que « la tâche sera rude » tant est grand « le mépris que leur portent souvent les Français de souche : les Maghrébins ? Des Arabes que les croisés et les barbaresques, la guerre d'Algérie et la crise du pétrole, le terrorisme proche-oriental, les rodomontades de Kadhafi et les anathèmes de Khomeini, noient dans une même opprobre, à quoi il convient d'ajouter l'accusation infamante de « collaboration » à la communauté des ex-harkis ; les juifs ? Les phantasmes habituels de l'antisémitisme « ordinaire » ; les

plebs-noirs ? Des exploités qui ont payé leur arrogance, des brailleurs un peu vulgaires que certaines associations contribuent à présenter, en outre, comme d'éternels pleurnichards, revanchards et opportunistes ».

Pour lutter contre cet état de fait qui entraîne les intéressés à « oublier » leurs origines, M. Morin préconise de « réécrire et surtout populariser, vulgariser, par tous les moyens disponibles, l'histoire de ces communautés, rappeler ce que fut la splendeur de la civilisation arabo-musulmane, ce que furent les relations historiques entre l'Europe et le Maghreb, déconstruire l'histoire de la colonisation et de la décolonisation, les richesses morales et culturelles des uns et des autres, les drames qu'ils ont vécus ». Il demande aussi que l'on mette « en valeur toutes les réussites économiques, sociales et culturelles que les uns et les autres engendrent chaque jour dans la France d'aujourd'hui ».

Cela nécessite, pour le délégué du PS, « un plan interministériel d'intégration culturelle » qui associerait « l'éducation nationale pour l'enseignement de l'histoire des langues et des civilisations, la culture pour les créations écrites audiovisuelles et cinématographiques, et la formation professionnelle pour les agents publics, les enseignants et les journalistes ». Pour M. Morin, « c'est à ce prix que l'ensemble des Français pourront extirper ces germes de mépris et de racisme. Là aussi le Parti socialiste, s'il veut rester fidèle à ses valeurs, se doit d'être à la pointe du combat ».

M. B.

A Paris, Bordeaux, Nantes, Lyon et Nancy

Les nouvelles cours administratives d'appel commencent à fonctionner

M. Michel Rocard, premier ministre, a inauguré vendredi 13 janvier la cour administrative d'appel de Paris (10, rue Desaix, XV^e) en présence de M. Marcé Long, vice-président du Conseil d'Etat, et du maire de Paris, M. Jacques Chirac.

La cour administrative d'appel de Paris et celles de Lyon, de Nancy, de Bordeaux et de Nantes qui seront inaugurées dans les semaines à venir, ont été créées en application de la loi du 31 décembre 1987 qui réforme le contentieux administratif. Désormais ces cours administratives d'appel statueront sur les appels formés contre les jugements des tribunaux administratifs, « à l'exception, précise la loi, de ceux portant sur les recours en annulation de la loi, sur les litiges relatifs aux élections municipales et cantonales et sur les recours pour excès de pouvoir formés contre les actes réglementaires ». Ces domaines restent du ressort du Conseil d'Etat.

Les cours administratives d'appel examineront désormais les appels formés contre les tribunaux administratifs de leur ressort dans les litiges de plein contentieux (responsabilité de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics) administratifs (impôts directs et TVA, marchés de travaux publics).

Alléger la tâche du Conseil d'Etat

L'objectif principal de la réforme qui a conduit à la création de ces cours administratives d'appel est, a rappelé M. Long dans son allocution inaugurale, d'« assurer pour l'ordre administratif une justice plus rapide, plus efficace et donc plus juste ». « Désengorger la Haute Assemblée », a souligné de son côté le premier ministre, rapprocher la justice du justiciable, faire en sorte que la durée totale moyenne des instances, tous degrés confondus, connaisse une diminution sensible, voilà, me semble-t-il, les principaux objectifs de la création des cours administratives d'appel ».

Ce transfert d'une partie des compétences d'appel du Conseil d'Etat aux nouvelles cours administratives d'appel trouve en effet son origine dans l'impossibilité pour le Conseil d'Etat de traiter dans des délais acceptables la proportion croissante des affaires qui sont portées devant lui. Il s'agit

donc d'alléger d'une partie de ses tâches, sans en déséquilibrer la diversité, le Conseil d'Etat pour faire face à cette « augmentation constante, universelle, du nombre des litiges », selon les termes de M. Long.

Dans une étude publiée en 1988 par la Revue française de droit administratif, un membre du Conseil d'Etat, M. Bernard Stirn, avait calculé que, si la réforme qui entre en vigueur s'était appliquée en 1985 et en 1986, le Conseil d'Etat aurait été saisi ces deux années de 5 711 dossiers au lieu de 9 543 et 6 207 au lieu de 9 639.

Un facteur contraire pourrait à l'avenir venir « corriger » cette tendance « déflationniste » : les arrêts rendus par les cours administratives d'appel pourront être déférés au Conseil d'Etat par voie de recours en cassation. M. Rocard a formulé à ce propos un vœu, « qui s'adresse d'ailleurs davantage au juge administratif suprême qu'au juge d'appel : que le pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat ne se transforme pas, à l'issue de quelque dérive perfectionniste, en troisième degré de juridiction. Car, alors, peut-on craindre, tout serait à recommencer ».

Les présidents des cours administratives d'appel appartiennent tous au Conseil d'Etat : MM. Pierre Rivière (Paris), Roger Jacquin-Pentillon (Nancy), Michel Gemot (Lyon), Joseph Capion (Nantes) et Guy Alhain (Bordeaux). La Haute Assemblée assurera la gestion de l'ensemble.

MICHEL KAJMAN.

● M. Fuchs (PS) chargé d'une mission sur « l'Europe des citoyens ». — M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national du PS chargé des questions européennes et de la sécurité, a été choisi par le premier ministre pour une mission sur « l'Europe des citoyens », destinée notamment à formuler des propositions pour la présidence française de la Communauté (second semestre de 1989). M. Fuchs prévoit, en particulier, de faire des suggestions à propos du droit de vote aux élections locales des ressortissants de la Communauté.

La comité directeur chargé d'élaborer le manifeste européen du PS doit se réunir le 11 février. Ce manifeste et la liste socialiste pour les élections européennes seront définitivement adoptés lors d'une convention nationale qui se réunira les 15 et 16 avril.



Certains chefs d'entreprise pensent que « tout passer » garanti leur puissance. Sont-ils en possession de toutes leurs facultés ?

DIAL propose le letting aux entreprises : parce que posséder des voitures, c'est complètement dépassé.

Argent bloqué, entretien compliqué, achats répétés, temps gaspillé, on perd toujours de l'argent à faire un métier qui n'est pas le sien. DIAL propose aujourd'hui le letting, un service qui met à votre disposition des véhicules neufs et les prend totalement en charge. Plus d'immobilisation de capitaux, plus d'a-coup de trésorerie, plus de problèmes d'assurance, plus de soucis de revente, un simple loyer mensuel remplace tout. Choisissez une marque, le modèle qui vous convient dans la gamme et prenez le volant. Vous êtes libéré de tout souci de gestion, vous pouvez contacter l'équipe DIAL à tous moments. Une équipe ultra-motivée qui a fait du « letting plein service » sa passion et sa philosophie. Tél. : (1) 39.53.92.08.

Dial
LE LETTING PLEIN SERVICE

هكذا من الأصل

Politique

L'enquête sur le rachat d'American Can par Pechiney et la polémique

Les initiés du Proche-Orient

L'indispensable Samir Traboulsi

En épinglant au revers du costume de M. Samir Traboulsi, le 3 octobre dernier, dans les salons du ministère des finances, la croix de la Légion d'honneur, M. Bérégovoy n'avait pas manqué d'évoquer les qualités exceptionnelles du récipiendaire : un homme qui a rendu de grands services à la France, avait déclaré en substance le ministre, un homme qui, en 1981, a guidé les pas du nouveau pouvoir lorsque, à peine arrivé aux affaires, ce dernier s'était trouvé un peu perdu à quelques jours de la visite à Paris du prince héritier Fahd d'Arabie saoudite.

La qualité de l'assistance où l'on remarquait M. Jack Lang, ministre de la culture, M. Robert Mitterrand, frère du président de la République, qui à l'issue d'un dîner de quarante couverts prononça un discours, M. Alain Boubill, directeur de cabinet de M. Bérégovoy, mais aussi M. Jean Gandois, patron de Pechiney, et M. Roger Patrice Pelat, homme d'affaires et ami personnel de M. François Mitterrand, disait assez que celui que l'on célébrait ce jour-là était à coup sûr parmi les plus importants.

Indispensable M. Samir Traboulsi ! A droite comme à gauche il n'a que des amis qui louent son engagement et célèbrent son savoir-faire. Cette Légion d'honneur que lui a remise le ministre des finances ne lui a-t-elle pas été décernée pour le pouvoir précédent pour, dit-on, honorer sa contribution à la libération des otages ? N'est-il pas l'un de ces hommes de confiance des dirigeants de la société Thomson pour lesquels, moyennant une commission de 10 % à 20 %, il accepte de démarcher ces gouvernements du Proche-Orient qu'il connaît si bien ? N'a-t-il pas également, alors que les retombées du terrorisme avaient distendu les liens entre Damas et Paris, mis en contact le général Tlass, chef d'état-major de l'armée syrienne, avec M. Christian Proust, alors chargé de mission à l'Élysée ?

Tout cela, et beaucoup d'autres choses, sont l'œuvre de M. Samir Traboulsi, homme d'affaires libanais, milliardaire au style hollywoodien, avec avion privé, yacht, luxueuses limousines et suite réservée à l'année dans un palace de Monaco. Qu'il est loin le temps où, collaborateur effacé de M. Akkram Ojeh, autre célèbre homme d'affaires, saoudien lui, M. Samir Traboulsi était surnommé le « Vieux des

plaisirs » pour son intuition à aller au devant des désirs de son patron. Depuis l'élève a grandi. Aujourd'hui, c'est lui qui est sur le devant de la scène, fêté, célébré, sollicité...

Une vie dangereuse

Le rôle n'est pourtant pas toujours sans danger. On en veut à son argent ou à ses documents — il y a quelques années son appartement parisien a été cambriolé dans des conditions mystérieuses — et parfois même à sa vie. En 1982, place de l'Etoile, alors qu'il regagnait en voiture son domicile, deux hommes à moto se portèrent à hauteur de sa portière et tirèrent deux coups de feu dans sa direction. Une balle de calibre 22 long rifle se perdit, l'autre alla se loger dans la mâchoire de l'homme d'affaires libanais. Des policiers qui patrouillaient dans ce quartier aux ambassades nombreuses arrêtaient les deux, deux petits voyous siciliens débarqués la veille de leur île et ne parlant pas un mot de français. Comme de juste, ils ne savaient rien et se laissèrent condamner sans desserrer les dents. Quant à M. Samir Traboulsi il ne se connaissait aucun ennemi.

Est-ce alors un de ses amis qui l'a récemment mis en cause dans une fraude douanière jugée cet été à Nice et qui a abouti à la condamnation de deux fonctionnaires des douanes, père et fils, surpris alors qu'ils faisaient commerce de bordereaux de détaxation ? Le mécanisme en était simple : des joailliers de Monaco consentaient à leurs clients des rebais de 10 % qu'ils récupéraient largement en se faisant rembourser une TVA fictive de 33 % grâce à des bordereaux à l'exportation fournis tamponnés par les deux douaniers. L'investigation menée par la direction nationale des enquêtes douanières devait évaluer le préjudice subi par le Trésor à trois millions six cent mille francs et aboutir à la saisie de deux cent cinquante-cinq faux bordereaux. Au centre de l'affaire, le secrétaire particulier de Samir Traboulsi qui affirmait avoir agi par d'avant son patron.

Les deux douaniers, dont l'un accusait l'homme d'affaires libanais, ont été depuis condamnés, mais le cas du collaborateur de M. Samir Traboulsi a été classé. Lui n'est toujours qu'inculpé...

(Suite de la première page.)

En somme, pour M. Michau, réputé le meilleur juge d'instruction parisien en matière financière jusqu'à son détachement à la COB en 1983, ce dossier se simplifie et se complique à la fois : plus ses investigations progressent, plus le soupçon d'un délit d'initié devient une certitude, mais plus aussi il apparaît multiforme, ayant suivi au minimum deux voies parallèles. La certitude ressort de la chronologie minutieusement établie par la COB avec l'aide notamment de M. Jean Gandois, PDG de Pechiney.

C'est le lundi 21 novembre 1988 que fut officiellement annoncé le rachat d'ANC par la société française. Le principe en était acquis depuis le vendredi 11 novembre, lors d'une rencontre en Floride entre M. Gandois et M. Nelson Peltz, principal dirigeant de Triangle Industries. Au lendemain du week-end, le lundi 14 novembre, le PDG de Pechiney devait entreprendre d'informer les pouvoirs publics afin d'obtenir leur aval, en commençant d'abord, peu après 8 heures, par un coup de téléphone à M. Boubill.

Or, dès le mardi 15 novembre, des ordres d'achat en forte quantité sont donnés sur les actions Triangle Industries à la Bourse de New-York. Ils entraînent, le mercredi 16, un volume de transactions inhabituel. Ce jour-là, 120 700 titres sont échangés, puis 50 200 le lendemain, et à nouveau 50 200 le vendredi 18. Alors que, le lundi 14, seulement 2 100 actions avaient changé de main, le mardi 15, 3 800 le mercredi 16, 10 500 le jeudi 17, pour terminer à 10 778 le vendredi 18. Ceux qui ont ainsi spéculé « en fin » ont largement récompensés. Achetés autour de 10 dollars, les titres seront revendus autour de 47 dollars dès le lundi 21, puis, quelques jours plus tard, au prix fixé d'avance dans l'accord entre

Tous les spécialistes du marché new-yorkais en conviennent : jamais l'action Triangle n'avait connu une telle agitation. « Sur le marché hors cote, de tels mouvements sont à l'évidence spéculatifs », affirment-ils d'une même voix. Achetés 9 dollars le lundi 14, l'action montera à 10,5 dollars le mercredi 16, puis à 10 3/8 le jeudi 17, pour terminer à 10 778 le vendredi 18. Ceux qui ont ainsi spéculé « en fin » ont largement récompensés. Achetés autour de 10 dollars, les titres seront revendus autour de 47 dollars dès le lundi 21, puis, quelques jours plus tard, au prix fixé d'avance dans l'accord entre

Triangle et Pechiney — 56 dollars, — quand l'OPA amicale sera confirmée par les autorités boursières de New-York.

« Lièvre » et « suiveurs »

Pour la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme de Wall Street, il n'y a pas de doute : les acheteurs des 221 100 titres étaient « au parfum ». Ils savaient qu'un accord de principe avait été conclu entre M. Gandois et M. Peltz et se sont rués sur ce titre sous-coté et peu recherché dans l'espoir d'une plus-value rapide et substantielle. Bref, ils étaient « initiés ». M. Michau serait aujourd'hui du même avis et n'a pas été convaincu par la malencontreuse « coïncidence des dates » plaidée par l'un des acheteurs français, M. Max Théret, qui donnera ses ordres le mardi 15, au lendemain des contacts et rendez-vous du PDG de Pechiney au ministère des finances. D'autant plus que M. Théret s'exprimera de conseiller la même opération à Roger-Patrice Pelat qui, lui aussi, décidera d'acheter le 15 (1).

Cependant MM. Théret et Pelat n'ont acheté qu'une petite partie des 221 100 actions : 32 300 pour le premier, 10 000 pour le second. Si on y ajoute les 5 000 titres achetés par M. Ricardo Zavala, responsable du service international de la société de Bourse Magnin-Cordelle, et les 5 000 également achetés en extrême, le vendredi 18, à 17 h 30, par M. Pierre-Alain Marsan de la société de Bourse Ferri, le total ne dépasse pas 60 000 actions (2). Restent donc environ 160 000 titres dont les acheteurs étaient jusqu'ici inconnus. A la différence des précédents, qui ont passé leurs ordres d'achat « en clair », ils ont multiplié les écrans, rendant difficile une identification formelle par la COB.

Mais la SEC, qui dispose de moyens autrement importants et qui est à l'origine de l'enquête française, les aurait identifiés. Il s'agirait de financiers du Proche-Orient qui pourraient ramener tous au même acheteur, dont les profits seraient ainsi d'une autre ampleur que ceux de MM. Théret et Pelat. Aussi n'est-il pas exclu que ceux-ci, selon l'expression d'un banquier parisien, aient joué le rôle du « lièvre » pour des « suiveurs » qui les auraient mis en avant afin d'abriter une opération plus.

Deux pistes mènent à ces financiers : la Suisse et le Luxembourg. En Suisse, où la SEC a fait bloquer des comptes dans des banques, trois sociétés financières sont sur la sellette. MEBCO et SOCOFI d'abord, situées rue du Rhône à Genève, l'une au numéro 10, l'autre au numéro 100, qui sont contrôlées par les mêmes dirigeants : Jawad Abdoul Hadi Al Chalabi, libanais, et Hazem Al Chalabi, irakien. Unification ensuite, qui, ainsi que l'a révélé le Point, fut déjà mise en cause à deux reprises par la COB pour des délits d'initié (3), la première fois en 1978 et la seconde en 1983.

Au Luxembourg, ce paradis des sociétés-écrans, où le délit d'initié n'existe pas, il s'agit de Petrusse Securities International, société créée le 25 février 1988 et ayant « pour objet principal toutes les opérations se rapportant à l'activité d'agent de change dans le sens le plus large autorisé par la loi » (Le Monde daté 15-16 janvier). En apparence, Petrusse ne ramène qu'à des sociétés néerlandaises, Optiekantoor et Effectkantoor, dirigées à Rotterdam par des conseillers financiers, MM. Gerardus Lingsveld et Robert Putter. Petrusse est en fait un prestataire de services qui a acheté des actions Triangle en passant par Paris et, sans doute, par d'autres places financières.

Le groupe INTRA

Pour qui travaille-t-elle ? Selon certaines sources, essentiellement pour la BPF, qui dépend du groupe Intra Investment, présidé par M. Roger Tamraz. Derrière ce groupe, qui fut propriétaire des chantiers navals de La Ciotat, se trouvent des capitaux venus du Koweït, du Liban et du Qatar. Ses activités sont multiformes, allant des dernières années en

France du contrôle de palais parisiens à la reprise des activités commerciales de la Banque Stern. Les montages financiers y sont très complexes, comptant des sociétés de droit libériennes, des pieds-à-terre au Luxembourg, une association avec l'homme d'affaires saoudien Gaith Pharaon dans la First Arabian Corporation, etc.

Le rôle de M. Tamraz et de la BPF dans l'affaire Pechiney ne relève pour l'heure du soupçon, la COB n'ayant pas les moyens de percer les écrans des transactions opérées depuis l'étranger. Mais il semblerait que la SEC dispose d'éléments plus consistants. Actuellement au Liban, dans la région du Chouf, M. Tamraz ne répondait pas ces derniers jours, ne serait-ce pour opposer des démentis. Toutefois la piste conduit M. Michau à examiner de près le rôle de M. Traboulsi, libanais comme M. Tamraz et appartenant au même monde financier, dans la négociation entre Pechiney et Triangle. M. Traboulsi nous a déclaré : « Je n'ai pas vu M. Tamraz depuis plus d'un an. Ce n'est pas un de mes amis. »

Tel qu'il ressort du témoignage de M. Gandois devant la COB, le rôle de M. Traboulsi ne fut pas tout à fait celui qu'il affirme avoir joué dans ses récentes et nombreuses déclarations publiques. L'homme d'affaires libanais, installé à Paris, affirme avoir « représenté la partie américaine » et avoir « organisé » le premier déjeuner de travail entre les deux parties sur le rachat d'ANC, le 28 juillet 1988. Pour M. Gandois, il a « participé à certaines réunions mais n'est jamais intervenu ». Selon le PDG de Pechiney, c'est M. Yves-André Istel, de la banque Wasserstein, Perella & Co, qui sera l'organisateur de ce déjeuner fin juillet, dans les locaux de la société nationalisée. Français installé à New-York, M. Istel connaît MM. Nelson Peltz et Peter May, les deux principaux actionnaires de Triangle, et deviendra ainsi le conseiller financier de Pechiney pour la transaction.

A l'évidence, M. Gandois n'appréciait guère la présence de M. Traboulsi. Il le lui fit savoir quand, au début d'octobre 1988, après la rupture des négociations par la partie américaine, le 27 septembre, le financier libanais se proposa pour rétablir le contact (4).

M. Gandois accueillit favorablement cette offre de services mais à la condition que M. Traboulsi n'assiste pas à ses nouvelles rencontres avec M. Peltz, dont l'une se déroulerait en tête à tête, le 11 octobre, dans une suite de l'Hôtel Ritz. Aussi le patron de Pechiney fut quelque peu courroucé quand, le 11 novembre, alors que l'accord de principe venait d'être conclu et le prix d'achat des actions fixé à 56 dollars, M. Peltz, dans sa somptueuse villa de Palm Beach en Floride, lui annonça qu'il s'était empressé d'en prévenir son ami Traboulsi, par un coup de téléphone à Paris.

MM. Traboulsi et Boubill

Proche ami en effet de M. Peltz, M. Traboulsi apparaît ainsi, depuis l'été 1987 — à une époque où c'était Triangle qui envisageait de racheter une filiale de Pechiney, Cebal — comme un témoin muet des relations entre Américains et Français. En août 1988, quand la négociation s'engage véritablement autour du rachat d'ANC par Pechiney, il passe ses vacances à Monte-Carlo en compagnie de M. Nelson Peltz. Le 11 août, une réunion de travail est prévue entre ce dernier et deux collaborateurs de M. Gandois, MM. Jean-Pierre Ergas et Jean-Louis Vinciguerra, qui passent leurs vacances dans le sud de la Corse. Ceux-ci verront arriver en baie de Figari deux yachts, celui de M. Peltz et celui de M. Traboulsi. Ce dernier est encore présent lors de la rencontre suivante, le 18 août, à Monte-Carlo. M. Peltz ayant envoyé son avion privé chercher les deux dirigeants de Pechiney.

Or, le 11 août, quand ils montent à bord du yacht de M. Samir Traboulsi, quelle n'est pas leur surprise d'y trouver M. Alain Boubill, directeur de cabinet de M. Bérégovoy, qui prend quelques jours de vacances en compagnie du financier libanais. Autant M. Gandois cherche-t-il à tenir à

distance M. Traboulsi, autant M. Boubill le fréquente-t-il amicalement depuis plusieurs années.

Ainsi, le 12 juillet 1988, l'ancien conseiller de M. Mitterrand reçoit dans son bureau de la rue de Rivoli M. Peltz qui vient lui présenter M. Traboulsi. (La veille, M. Boubill a fortuitement rencontré M. Vinciguerra, de Pechiney, qu'il croise souvent sur les courts de tennis du Racing Club. Le directeur de cabinet lui a demandé si Pechiney était intéressé à ce que lui-même cherche une ouverture auprès de l'Américain.) Au cours de cet entretien, M. Peltz qui vient plaider un dossier chimique s'entend donc dire par M. Boubill que Pechiney pourrait envisager le rachat d'American National Can.

En dehors des acheteurs et des vendeurs eux-mêmes, MM. Traboulsi et Boubill sont, donc les deux principaux témoins extérieurs informés des détails de la négociation. Un autre membre du cabinet de M. Bérégovoy bénéficie d'informations privilégiées. M. Pierre Fernandez, conseiller technique pour les questions industrielles. Ni M. Traboulsi, ni M. Boubill, ni M. Fernandez n'ont encore été entendus par M. Michau, qui semble vouloir reporter leurs auditions à la fin de son enquête. Sauf à recueillir les aveux d'un des acheteurs d'actions Triangle, rien ne prouve formellement qu'ils aient eux-mêmes commis un délit d'initié.

Cependant les liens tissés entre MM. Traboulsi et Boubill suscitent des commentaires peu amènes dans certains milieux socialistes, qui y voient un mélange des genres discutable. Plaidant auprès de son ministre la cause de M. Traboulsi, M. Boubill n'est pas étranger au dîner offert, le 13 octobre dernier, au ministère des finances, par M. Bérégovoy lors de la remise de la Légion d'honneur à l'homme d'affaires libanais. Il y avait une quarantaine d'invités, parmi lesquels MM. Jack Lang, Georges Pehereau, Ambroise Roux, Alain Gomez et M. Gilberte Beaux. M. Gandois était aussi présent à cette réception clôturée par un discours de M. Robert Mitterrand, frère du président et ancien associé de M. Pelat, présent lui aussi. M. Pelat dont, justement, le PDG de Pechiney fera la connaissance à cette occasion...

La conviction qu'il y a bien un délit d'initié entraîne la nécessité de démentir cet écheveau de relations, tout à la fois d'affaires et amicales. Aussi est-il prévisible qu'au sein de la COB M. Michau plaidera pour la transmission de son enquête au parquet de Paris, afin que soit ouverte une information judiciaire. On verra alors si la « piste moyen-orientale » est confirmée par les investigations des policiers de la brigade financière.

Dans l'immédiat, une curieuse histoire lui donne quelque consistance. Des confidences de l'Express et du Point enquêtent sur l'affaire Pechiney ont été avertis qu'une société spécialisée dans la sécurité privée, ARC International Consultant, s'intéressait à leur activité journalistique. Or les fonds de cette société sont déposés à la Banque de participations et de placements de M. Tamraz, tandis que la présidence en est assurée par M. Jacques Lefranc, directeur général de la BPF. Une nouvelle coïncidence ?

CLAIRE BLANDIN
CHARLES LESCAUT
(à New-York)
GEORGES MARION
et EDVY PLENEL

(1) L'argument de M. Théret selon lequel on n'achète qu'un nombre limité d'actions Triangle et en limitant son offre à 10,50 dollars le titre il ne s'est pas comporté comme l'aurait fait un véritable initié, ne convainc pas totalement les enquêteurs de la COB : ce pourrait être aussi une tactique pour ne pas donner l'alerte.

(2) Les enquêteurs de la COB s'accrochant pas que les deux sociétés de Bourse soient des « mises sur le coup » par une fuite vers le forage de M. Théret.

(3) Unification a démenti, lundi 16 janvier, dans un communiqué, être impliquée dans l'affaire Pechiney.

(4) Curieusement, le 27 septembre 1988, jour où la négociation échoue, un volume inhabituel d'actions Triangle fut échangé : 39 200, contre environ 6 000 les jours précédents. De même, la SEC a relevé une agitation sur le titre Triangle fin octobre 1988 : 13 400 actions échangées le 26, 12 200 le 27, 10 300 le 31. Certains spécialistes s'interrogent donc sur la spéculation sur les actions Triangle qui a commencé bien avant la mi-novembre.

Roger Tamraz : activités boursières, activités discrètes

Citoyen libanais né au Caire, ami de Samir Traboulsi, de Gaïth Pharaon, riche homme d'affaires saoudien, et d'Amine Gemayel, ancien président de la République du Liban, M. Roger Tamraz dont le nom, prononcé par les milieux boursiers, serait celui de l'un des acheteurs des titres de la société Triangle, est un homme d'affaires aux multiples responsabilités. On retrouve, en effet, son nom dans l'organigramme de la plupart des sociétés qui forment le groupe Intra (Intra Investments Company), à partir de capitaux originaires du Liban, du Koweït et du Qatar.

Liban, où il est aujourd'hui mis en cause dans un scandale financier à forte connotation politique, réfugié auprès de Walid Joumblatt pour, semble-t-il, échapper à l'attention trop soutenue d'une des factions chrétiennes libanaises, Roger Tamraz, éphémère candidat, l'été dernier, à la présidence libanaise, apparaît dans l'affaire Pechiney par l'intermédiaire de la société Petrusse Securities International. Société de droit luxembourgeoise fondée en février 1988, Petrusse ne travaillerait pratiquement qu'avec la Banque de participations et de placements (BPP), établissement financier installé à Paris et dont le président est Roger Tamraz. Les liens seraient si étroits que les spécialistes boursiers estiment que Petrusse ne serait que l'émanation de la BPP, créée spécialement pour la mise en œuvre de secrets coups boursiers.

Le directeur général de la BPP est M. Jacques Lefranc qui, comme Roger Tamraz, détient de nombreuses responsabilités dans plusieurs des sociétés du groupe Intra. Né en 1942 en

Belgique, banquier, M. Lefranc a longtemps séjourné au Liban. Il est aujourd'hui, entre autres titres, PDG d'une société de sécurité installée sur les Champs-Élysées, ARC International Consultants, dont la particularité est d'être formé quasi exclusivement d'anciens des services secrets français. C'est cette société, elle-même très liée à Roger Tamraz, qui s'adresserait à des journalistes du Point et de l'Express enquêtant sur l'affaire Pechiney. Son président n'avait pu être joint, ce mardi matin 17 janvier, et personne ne répondait au siège de la société.

ARC International Consultants a déposé ses statuts au tribunal de commerce le 24 novembre 1987. Ceux-ci sont accompagnés de l'attestation de dépôt de fonds qui indique que 325 000 F, « soit le quart libéré du capital de la société en formation », ont été déposés sur un compte bloqué numéroté 11 526 007 01018 à la Banque de participations et de placements.

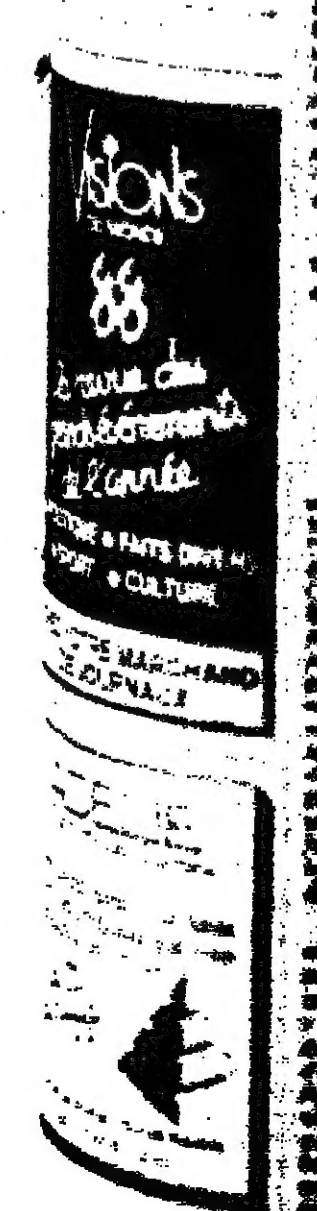
L'ombre de la DGSE

Parmi les créateurs de la société, outre Jacques Lefranc, figure M. Gérard Allouche, PDG de la société Raymond Gérard, société d'armement spécialisée qui, à la demande d'Yves Chaher, livra une partie du matériel nécessaire à la protection du sommet de Bujumbura, en décembre 1984. La société Raymond Gérard était, en outre, le fournisseur privilégié de la cellule élyséenne du temps où celle-ci menait quelques activités secrètes, et M. Christian Proust, chef de cette cellule, s'est souvent approvisionné auprès d'elle en divers matériels, télé-

phones de campagne ou pistolets-mitrailleurs à visée laser dissimulés dans des attachés-cases.

Parmi les autres fondateurs d'ARC International Consultants figurent aussi Jean-Louis Chénas, ex-lieutenant-colonel de la DGSE, personnellement très lié à Elie Hobeika, ancien chef des Forces libanaises, et l'adjoint-chef Alain Pasquier qui, sous le nom de colonel Bernard, sera envoyé par la DGSE pour former la garde présidentielle du général Lamsana Conté, successeur à Conakry, en Guinée, de Sekou Touré.

ARC International Consultants se veut une société haut de gamme, spécialiste de la formation des cadres d'entreprise sur les problèmes de sécurité. Sa publicité, qui ne mentionne pas les activités de renseignements auxquelles elle se livre parfois, souligne ses capacités en « audit de sûreté » et assure que « le caractère confidentiel des missions » qui lui sont confiées lui « impose des règles strictes de discrétion ». La société a organisé, en mars dernier, un séminaire d'une semaine en Israël. Pour le prix de 18 750 F, vingt « décideurs et responsables de sécurité d'entreprises ou de collectivités » ont pu assister à des conférences, visiter des « sites sensibles », assister à des démonstrations menées par un « organisme de lutte antiterroriste ». « Ceux qui, vivant depuis deux générations l'insécurité au quotidien, ont les premiers conçu et utilisé les systèmes de prévention et de protection les plus performants, sont les mieux placés pour apporter aux décideurs la réponse la plus pertinente », indiquait la note d'information envoyée aux participants.



Politique

sur le « dénoyautage » des sociétés privatisées

La contre-offensive médiatique des attaquants de la Société générale

M. Georges Pébereau, président de la Société générale, et ses alliés dans l'offensive sur le capital de la Société générale, MM. Jean-Louis Desours (président des Chausseries Andrieu), Gustave Leven (président de Source Perrier) et François Dalle, (président d'honneur de L'Oréal) ont vivement réagi, lundi 16 janvier aux propos de M. Roger Fauroux publiés dans l'Express du 13 janvier. Le ministre de l'Industrie avait indiqué que, dans l'attaque sur la banque privatisée, des « plus-values importantes » avaient été réalisées et que l'affaire était, de ce fait, d'une « tout autre gravité » que celle de Pechiney.

M. Pébereau a donné, dans des interventions successives à la télévision, à la radio, aux agences et à la presse écrite quelques indications sur les conditions dans lesquelles la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation), son arme dans l'attaque sur la Générale, a acheté les actions de la banque. Il a ainsi confirmé qu'il avait réalisé ses achats sur les marchés boursiers de Paris et de Londres par l'intermédiaire de filiales détenues à 100 % par la SIGP. Il a justifié cette technique par la nécessité de « garder le secret à ce genre d'affaires ».

Le président de la Société générale a ensuite contesté qu'il y ait eu des « partages d'actions constitués à sa demande, en accord ou à la connaissance de la SIGP ». « C'est de la calomnie », a déclaré M. Pébereau, qui a ensuite expliqué : « J'ai en mes partenaires une confiance totale et par conséquent je n'ai aucun doute sur cette affaire ».

Les trois principaux alliés de M. Pébereau, MM. Dalle, Desours et Leven, ont pour leur part publié lundi un communiqué dans lequel ils expriment leur « indignation face aux insinuations lancées à leur encontre », qu'ils qualifient d'« injurieuses et calomnieuses ». « Cette campagne de rumeurs ne s'appuie sur aucun fait correspondant à aucune réalité », expliquent-ils dans leur communiqué.

Par ailleurs, M. René Thomas, PDG de la Banque nationale de Paris (BNP), a estimé, dans un entretien publié par Ouest-France du 16 janvier, que « l'on doit se pencher sur le statut et les activités » de la Caisse des dépôts, dès lors qu'elle « sort de son rôle traditionnel ».

correspondant à aucune réalité », expliquent-ils dans leur communiqué. « Toutes les opérations concernant la Société générale ont été réalisées dans le strict respect de la légalité ». Les trois personnalités ajoutent : « Nous n'appartenons à aucun parti politique et nous avons agi en tant qu'industriels responsables de leurs entreprises, et déborde, de ce fait, rester à l'écart de toute polémique qui ne nous concerne pas ». Plus précisément, M. Desours a déclaré à l'AFP : « Je n'ai pas acheté une action pour le compte des Chausseries Andrieu, je n'ai pas acheté une action pour la revente à Marceau ou à la SIGP ».

Par ailleurs, M. René Thomas, PDG de la Banque nationale de Paris (BNP), a estimé, dans un entretien publié par Ouest-France du 16 janvier, que « l'on doit se pencher sur le statut et les activités » de la Caisse des dépôts, dès lors qu'elle « sort de son rôle traditionnel ».

Après avoir rendu hommage à M. Pierre Bérégovoy, M. Emmanuelli a indiqué qu'il « partage tout à fait » le point de vue de M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, estimant que les conditions de privatisation de Matra « étaient l'Etat ».

Rappelant qu'il avait été le premier à évoquer les « républiques bananières » lorsqu'on avait vu « les tenants du pouvoir exécutif distribuer les lettres du pouvoir économique ».

Comme on lui demandait son opinion sur l'accusation d'affairisme portée contre les socialistes, le secrétaire général du PCF a déclaré : « Il y a une chose qui ne me paraît pas du tout juste, c'est quand on parle d'affairisme de gauche, parce que, figurez-vous que, nous, les communistes, nous sommes de gauche et que jamais, à aucun moment, des banquiers ou des patrons ne nous ont informés qu'il y avait une bonne opération financière à faire ».

Après avoir rendu hommage à M. Pierre Bérégovoy, M. Emmanuelli a indiqué qu'il « partage tout à fait » le point de vue de M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, estimant que les conditions de privatisation de Matra « étaient l'Etat ».

Rappelant qu'il avait été le premier à évoquer les « républiques bananières » lorsqu'on avait vu « les tenants du pouvoir exécutif distribuer les lettres du pouvoir économique ».

Comme on lui demandait son opinion sur l'accusation d'affairisme portée contre les socialistes, le secrétaire général du PCF a déclaré : « Il y a une chose qui ne me paraît pas du tout juste, c'est quand on parle d'affairisme de gauche, parce que, figurez-vous que, nous, les communistes, nous sommes de gauche et que jamais, à aucun moment, des banquiers ou des patrons ne nous ont informés qu'il y avait une bonne opération financière à faire ».

Comme on lui demandait son opinion sur l'accusation d'affairisme portée contre les socialistes, le secrétaire général du PCF a déclaré : « Il y a une chose qui ne me paraît pas du tout juste, c'est quand on parle d'affairisme de gauche, parce que, figurez-vous que, nous, les communistes, nous sommes de gauche et que jamais, à aucun moment, des banquiers ou des patrons ne nous ont informés qu'il y avait une bonne opération financière à faire ».

Comme on lui demandait son opinion sur l'accusation d'affairisme portée contre les socialistes, le secrétaire général du PCF a déclaré : « Il y a une chose qui ne me paraît pas du tout juste, c'est quand on parle d'affairisme de gauche, parce que, figurez-vous que, nous, les communistes, nous sommes de gauche et que jamais, à aucun moment, des banquiers ou des patrons ne nous ont informés qu'il y avait une bonne opération financière à faire ».

BIBLIOGRAPHIE

« Que vive la République » de Régis Debray

Le misanthrope politique

« De moi, République, quelle République tu commènes, je te dirai quel avenir tu nous prépares. » Le ton est donné. Régis Debray part en guerre contre un Bicentenaire qui met l'accent sur l'acceptation de la Révolution dans notre histoire nationale. En réalité, « la Révolution française est interminable dans son caractère », et « quelconque dit : la révolution est terminée ».

Le propos, parti du Bicentenaire, s'élargit rapidement. Le colère contre le faux consensus est le prétexte pour critiquer la manière dont la gauche a traité ses valeurs, identifiées à celles de la République.

Les adversaires ? L'argent corrompeur, l'Eglise toujours prête à subordonner les âmes et les peuples ; les experts et les technocrates ; le consensus, toujours affublé de « mon » et désigné également ici comme « le cancer de l'opinion » ; les sondages ; la gauche modérée ; la télévision ou médiocratie ; la charité publique... Les droits de l'homme, comme dépassement du marxisme d'hier, sont probablement avec les médias la cible favorite : « Aurons-nous le courage d'expliquer aux milliers de fans de la « génération morale » ce qu'il y a d'immoral dans ce moralisme de cynisme dans cette générosité, de conservateur dans ce romantisme, de sectaire dans cette tolérance qui parait bête l'extrême ? Faut-il aujourd'hui pour se faire bien voir du public lui cacher cette duplicité, cette lâcheté, cette érudition, cette vanité, cette familiarité, cette verbosité qui recouvre le discours des droits de l'homme sans rien de commun que le nom avec 1789. La République, en réalité, est un combat, et si la gauche n'est pas un combat, elle cessera bientôt d'être une donnée ».

Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Gilbert Forray, ancien officier de presse lui-même, a présenté Terre Magazine mercredi 11 janvier à Paris. « Cela comble une lacune, dit-il, et correspond à un besoin : l'armée de terre doit mieux se connaître elle-même et mieux se faire connaître à la nation ».

Depuis des lustres, la marine nationale a son hebdomadaire : *Colbiers* ; l'armée de l'air a son mensuel : *Air Actualités* ; la gendarmerie nationale sa revue et la délégation générale pour l'armement sa publication, *l'Armement*. La disparition, il y a un an et demi, du périodique *TAM* et la spécialisation volontairement corporatiste de son mensuel *Terre Information* ont laissé l'armée de terre sans moyen de communication grand public.

Terre Magazine, en association avec les éditions Larivière, est né de cette volonté de l'état-major de pouvoir rendre compte de tout ce qui touche à la vie professionnelle des unités, aux activités de l'armée de terre et à la technologie, en direction des cadres d'active, des engagés et des recrues du contingent. Un périodique d'entreprise qui s'adresse, selon le général Forray, à « une grande famille » de 292 000 hommes et femmes. Soit 55 000 exemplaires en diffusion interne et 5 000 autres à l'extérieur, au profit de clients sélectionnés comme les milieux gouvernementaux et parlementaires, les écoles militaires étrangères, les ambassades françaises ou des journaux. Pas de vente en kiosque pour l'instant.

« L'armée de terre n'est pas une entreprise comme les autres : elle renouvelle son personnel aux deux tiers chaque année. Cette mobilité crée une nécessité et une contrainte à la fois. Une nécessité, d'abord : il lui faut, précisément, développer une « image » interne, pour tisser des liens de solidarité entre ses membres, de quelque origine qu'ils soient. Une contrainte, ensuite : il lui faut se raconter de la façon la plus honnête qui soit, sans risquer d'être contredit, sur-le-champ ou après-coup, par le « vécu » ou le témoignage de ceux — cadres de métier ou appelés — qui s'apprennent à quitter l'uniforme et qui seraient les premiers à faire sa contre-publicité. *Terre Magazine* est condamné à pratiquer un « journalisme-vérité » qui n'est pas toujours celui de la presse d'entreprise. »

« Ce que déteste peut-être le plus Régis Debray, ce ne sont pas les concessions inévitables faites par la gauche dans l'exercice du pouvoir, car il n'est pas un idéaliste, mais plutôt les efforts que celle-ci entreprend depuis vingt-cinq ans pour sortir de ses idéologies, erreurs et représentations dichotomiques. Le résultat est plutôt le portrait d'un misanthrope politique, définitivement méfiant à l'égard du public comme des partis politiques et qui n'accorde sa confiance qu'à une sorte d'élite, l'avant-garde critique et désabusée. Mais l'exercice systématique de la critique, apparemment la plus radicale, n'est souvent aussi qu'un conformisme ».

Au-delà des propos, c'est la construction même du livre qui donne au lecteur l'envie de s'en éloigner sur la pointe des pieds : le républicain d'en bas qu'il se sent de trop et, finalement, peu concerné par ce monologue à destination du prince qui nous gouverne, seul susceptible de sauver la République, avec ou malgré elle.

DOMINIQUE WOLTON.

★ Régis Debray, *Que vive la République*, Odile Jacob, 217 pages, 99 francs.

DÉFENSE

Soixante mille exemplaires par mois

Un journal d'entreprise dans l'armée de terre

L'armée de terre aura son journal d'entreprise. Dix numéros par an, un budget de 3 millions de francs, pour commencer, sans compter l'appoint de la ressource publicitaire, à condition qu'elle soit « de bon aloi », et une diffusion mensuelle de 60 000 exemplaires. Le premier numéro de *Terre Magazine*, c'est le nom de cette nouvelle publication, vient de paraître.

Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Gilbert Forray, ancien officier de presse lui-même, a présenté Terre Magazine mercredi 11 janvier à Paris. « Cela comble une lacune, dit-il, et correspond à un besoin : l'armée de terre doit mieux se connaître elle-même et mieux se faire connaître à la nation ».

Depuis des lustres, la marine nationale a son hebdomadaire : *Colbiers* ; l'armée de l'air a son mensuel : *Air Actualités* ; la gendarmerie nationale sa revue et la délégation générale pour l'armement sa publication, *l'Armement*. La disparition, il y a un an et demi, du périodique *TAM* et la spécialisation volontairement corporatiste de son mensuel *Terre Information* ont laissé l'armée de terre sans moyen de communication grand public.

Terre Magazine, en association avec les éditions Larivière, est né de cette volonté de l'état-major de pouvoir rendre compte de tout ce qui touche à la vie professionnelle des unités, aux activités de l'armée de terre et à la technologie, en direction des cadres d'active, des engagés et des recrues du contingent. Un périodique d'entreprise qui s'adresse, selon le général Forray, à « une grande famille » de 292 000 hommes et femmes. Soit 55 000 exemplaires en diffusion interne et 5 000 autres à l'extérieur, au profit de clients sélectionnés comme les milieux gouvernementaux et parlementaires, les écoles militaires étrangères, les ambassades françaises ou des journaux. Pas de vente en kiosque pour l'instant.

« L'armée de terre n'est pas une entreprise comme les autres : elle renouvelle son personnel aux deux tiers chaque année. Cette mobilité crée une nécessité et une contrainte à la fois. Une nécessité, d'abord : il lui faut, précisément, développer une « image » interne, pour tisser des liens de solidarité entre ses membres, de quelque origine qu'ils soient. Une contrainte, ensuite : il lui faut se raconter de la façon la plus honnête qui soit, sans risquer d'être contredit, sur-le-champ ou après-coup, par le « vécu » ou le témoignage de ceux — cadres de métier ou appelés — qui s'apprennent à quitter l'uniforme et qui seraient les premiers à faire sa contre-publicité. *Terre Magazine* est condamné à pratiquer un « journalisme-vérité » qui n'est pas toujours celui de la presse d'entreprise. »

M. Balladur propose à l'opposition et à la majorité de « travailler ensemble »

Dans un communiqué publié le lundi 16 janvier par l'Association pour le libéralisme populaire, M. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie et des finances, estime que « depuis plusieurs semaines, l'atmosphère de notre vie publique est empoisonnée par des révélations, des rumeurs, des soupçons qui, mettant en cause les liens du monde de l'argent avec celui de la politique, (...) il faut en finir et prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet. Pour cela, le gouvernement doit tout d'abord cesser de mettre en cause de façon outrancière, inexacte et parfois injurieuse la politique de privatisation. (...) Mais, au-delà, dans des affaires de cette importance, le gouvernement, la majorité et l'opposition doivent être capables de travailler ensemble. Je suis prêt pour ma part à concourir à cette action d'éclaircissement. A cette fin je propose : — que la Commission des opérations de Bourse se voie demander de façon formelle et publique par le gouvernement d'étudier les conditions dans lesquelles se sont déroulés les opérations constatées depuis quelques mois sur le capital de la Société générale ;

— que le gouvernement, la majorité et l'opposition élaborent en commun une réforme de la Caisse des dépôts et consignations dont les moyens et le rôle ne sont plus adaptés à notre époque et constituent un risque pour la liberté économique et pour l'impartialité de l'Etat. Je rendrai publiques mes suggestions à ce sujet dans les semaines qui viennent ;

— enfin que le gouvernement, la majorité et l'opposition élaborent d'un commun accord un projet de loi sur la moralisation de la vie financière, comportant notamment un règlement plus précis et plus contraignant des offres publiques d'achat ainsi que, allant au-delà de ce qui a été fait en 1987, une extension des pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse. »

M. Jospin a ajouté, à propos de la Société générale : « Nous savons que la Société générale a été accusée de quelques personnes et à quelques grands groupes, liés à un parti politique, par M. Balladur dans son bureau. Est-ce que l'on doit laisser faire cela ? Je pense que non. M. Bérégovoy s'y emploie (...). On doit régler cela à l'intérieur. Ces grandes entreprises doivent appartenir, soit à des groupes diversifiés, soit à la nation. Ce qui est la tradition française. »

M. Jospin a ajouté, à propos de la Société générale : « Nous savons que la Société générale a été accusée de quelques personnes et à quelques grands groupes, liés à un parti politique, par M. Balladur dans son bureau. Est-ce que l'on doit laisser faire cela ? Je pense que non. M. Bérégovoy s'y emploie (...). On doit régler cela à l'intérieur. Ces grandes entreprises doivent appartenir, soit à des groupes diversifiés, soit à la nation. Ce qui est la tradition française. »

M. Jospin a ajouté, à propos de la Société générale : « Nous savons que la Société générale a été accusée de quelques personnes et à quelques grands groupes, liés à un parti politique, par M. Balladur dans son bureau. Est-ce que l'on doit laisser faire cela ? Je pense que non. M. Bérégovoy s'y emploie (...). On doit régler cela à l'intérieur. Ces grandes entreprises doivent appartenir, soit à des groupes diversifiés, soit à la nation. Ce qui est la tradition française. »

M. Emmanuelli attaque les privatisations

M. Henri Emmanuelli, « numéro deux » du Parti socialiste, a dénoncé, lundi 16 janvier, au cours du point de presse hebdomadaire du PS, à propos des affaires Pechiney et Saint-Gobain, un « sinistramanque qui ne repose que sur des soupçons, des rumeurs, des amalgames ». Selon M. Emmanuelli, il y a une « orchestration politique » dirigée contre le gouvernement, mais aussi contre le PS, dont l'image positive auprès de l'opinion « égale ».

Répondant à M. François Léotard, qui s'était prononcé pour la formation d'une commission d'enquête, M. Emmanuelli a déclaré : « Pourquoi ne pas émettre l'hypothèse que le champ d'enquête de cette commission soit étendu aux affaires immobilières de la ville (NDLR : Fréjus) dont M. Léotard est maire. » A M. Alain Juppé, le « numéro deux » du PS a répondu que, comme l'avait souligné le secrétaire général du RPR, « rien ne doit rester dans l'ombre », ajoutant : « Ni de ce qui se passe ni de ce qui s'est passé. Il a évoqué « les scellés que sont restés pendant deux ans sur les documents relatifs à l'affaire Chausseries » et « la manœuvre de la droite pour empêcher l'Etat d'être boudé au moment des privatisations ».

Rappelant qu'il avait été le premier à évoquer les « républiques bananières » lorsqu'on avait vu « les tenants du pouvoir exécutif distribuer les lettres du pouvoir économique ».

Après avoir rendu hommage à M. Pierre Bérégovoy, M. Emmanuelli a indiqué qu'il « partage tout à fait » le point de vue de M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, estimant que les conditions de privatisation de Matra « étaient l'Etat ».

Rappelant qu'il avait été le premier à évoquer les « républiques bananières » lorsqu'on avait vu « les tenants du pouvoir exécutif distribuer les lettres du pouvoir économique ».

Comme on lui demandait son opinion sur l'accusation d'affairisme portée contre les socialistes, le secrétaire général du PCF a déclaré : « Il y a une chose qui ne me paraît pas du tout juste, c'est quand on parle d'affairisme de gauche, parce que, figurez-vous que, nous, les communistes, nous sommes de gauche et que jamais, à aucun moment, des banquiers ou des patrons ne nous ont informés qu'il y avait une bonne opération financière à faire ».

M. Jospin plaide pour la transparence la plus absolue

Invité à s'exprimer sur les « affaires » de la Société générale et de Pechiney, lors de l'émission « Face au public » de Franco-Lévy, lundi 16 janvier, M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, a estimé qu'il faut « faire la lumière sur ce qui s'est passé », notamment à propos des présumés débits d'initiales, mais qu'il n'y a aucune raison de monter une campagne politique contre le pouvoir. Selon lui, la démarche de « dénoyautage » de M. Pierre Bérégovoy, avec laquelle il s'est affirmé d'accord — et pour laquelle il a souhaité une méthode « développée dans la transparence la plus absolue » — explique « en grande partie [que M. Bérégovoy] soit l'objet d'attaques (...) scandaleuses ».

M. Jospin a ajouté, à propos de la Société générale : « Nous savons que la Société générale a été accusée de quelques personnes et à quelques grands groupes, liés à un parti politique, par M. Balladur dans son bureau. Est-ce que l'on doit laisser faire cela ? Je pense que non. M. Bérégovoy s'y emploie (...). On doit régler cela à l'intérieur. Ces grandes entreprises doivent appartenir, soit à des groupes diversifiés, soit à la nation. Ce qui est la tradition française. »

M. Jospin a ajouté, à propos de la Société générale : « Nous savons que la Société générale a été accusée de quelques personnes et à quelques grands groupes, liés à un parti politique, par M. Balladur dans son bureau. Est-ce que l'on doit laisser faire cela ? Je pense que non. M. Bérégovoy s'y emploie (...). On doit régler cela à l'intérieur. Ces grandes entreprises doivent appartenir, soit à des groupes diversifiés, soit à la nation. Ce qui est la tradition française. »

M. Jospin a ajouté, à propos de la Société générale : « Nous savons que la Société générale a été accusée de quelques personnes et à quelques grands groupes, liés à un parti politique, par M. Balladur dans son bureau. Est-ce que l'on doit laisser faire cela ? Je pense que non. M. Bérégovoy s'y emploie (...). On doit régler cela à l'intérieur. Ces grandes entreprises doivent appartenir, soit à des groupes diversifiés, soit à la nation. Ce qui est la tradition française. »

M. Jospin a ajouté, à propos de la Société générale : « Nous savons que la Société générale a été accusée de quelques personnes et à quelques grands groupes, liés à un parti politique, par M. Balladur dans son bureau. Est-ce que l'on doit laisser faire cela ? Je pense que non. M. Bérégovoy s'y emploie (...). On doit régler cela à l'intérieur. Ces grandes entreprises doivent appartenir, soit à des groupes diversifiés, soit à la nation. Ce qui est la tradition française. »

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPA 65572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonville-Méry (1944-1969), Jacques Faurat (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonville-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Woods.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE
2, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 226 136 F

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Régistrement sur les microfilms et les bandes du Monde au (1) 42-47-98-61

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72
TARIF FRANCE BENELUX SUISSE AUTRES PAYS
3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F
6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F
9 mois 1 030 F 1 089 F 1 404 F 2 040 F
1 an 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F
ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENOUEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

VISIONS DU MONDE
88
La revue des grands événements de l'année
• POLITIQUE • FAITS DIVERS
• SPORT • CULTURE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ADELIE
Informatique Conseil
Notre contrat moral : la haute qualité des prestations que nous fournissons à nos clients.
La SSII qui s'engage
15 rue de Rome, 75008 PARIS
Tél : (1) 43.87.12.10

هكذا من الأصل

Société

ÉDUCATION

Le projet de loi d'orientation de M. Jospin

- Plus aucun jeune ne devra sortir sans diplôme
- Révision des programmes et simplification des examens
- Création d'un corps de professeurs de collège

Voici les points principaux de l'intervention de M. Lionel Jospin en cours de la table ronde sur le projet d'orientation.

Après avoir rappelé « ce qui a été fait depuis le mois de juin » et la décision du gouvernement de dégager 6 milliards supplémentaires pour les mesures nouvelles, en 1989 et en 1990, M. Jospin indique que l'école doit faire face à « trois défis » : accueillir davantage de jeunes, notamment dans les lycées (400 000 élèves de plus d'ici l'an 2000 et les universités (200 000 étudiants supplémentaires) ; tenir compte des transformations des connaissances et répondre à l'aspiration des jeunes à l'égalité ; il évoque les maux principaux dont souffre notre système : augmentation des effectifs par classe, dégradation des locaux, nombre excessif de jeunes quittant l'école sans qualification, ne maîtrisant pas les apprentissages fondamentaux ou redoublant des classes.

Il indique ensuite que la France devrait se fixer quatre objectifs : « aucun jeune ne devrait sortir du système éducatif sans un niveau de formation reconnu (type CAP-BEP). Quatre élèves sur cinq doivent être conduits jusqu'au niveau du baccalauréat. Tous les bacheliers qui le demandent doivent

M. Jospin devait présenter les grandes lignes du futur projet de loi d'orientation sur l'enseignement au conseil des ministres, mardi 17 janvier. Il devait ensuite analyser les objectifs et les principales dispositions de ce texte dans une « table ronde », réunissant cinquante-cinq représentants des organisations d'enseignants, de parents, d'étudiants, d'élus locaux, de syndicats patronaux et ouvriers. Ces propositions feront ensuite l'objet de consultations qui dureront de deux à trois mois, et un projet de loi devrait être soumis, puis déposé à l'Assemblée nationale au cours de la session de printemps.

M. Jospin devait présider, mercredi, une seconde « table ronde » sur la revalorisation de la condition enseignante en présence des seuls représentants des syndicats enseignants.

être admis à poursuivre des études supérieures. L'enseignement doit s'ouvrir davantage, par ses méthodes et ses contenus, à la coopération internationale et à la construction européenne. »

Après avoir défini les missions propres à chaque niveau de l'enseignement, de l'école maternelle au supérieur, M. Jospin avance une série de propositions.

DES CONTRATS DE FORMATION POUR LES ÉLÈVES

L'Etat doit assurer l'égalité devant la formation en supprimant notamment les disparités locales. De leur côté, les jeunes et leurs familles ont à l'égard de l'école « des droits et des devoirs ». Ceux-ci « constituent des clauses » contractuelles de participation aux activités de l'établissement, les modalités d'information et d'entretien relatifs aux résultats scolaires, les modes d'élaboration des itinéraires personnels, les conduites liées au statut interne de l'établissement (assiduité, sanctions, recours). Ces contrats doivent aboutir notamment à mettre fin à l'orientation autoritaire des élèves. « Au terme de cinq années d'application de la présente loi, l'objectif est de faire coïncider l'orientation proposée par l'établissement et le vœu des élèves et parents. »

Les redoublements devront être « exceptionnels ». « Si les objectifs fixés pour la fin de chaque cycle ne sont pas atteints en dépit du soutien pédagogique apporté chaque année, l'élève se verra proposer une année supplémentaire de mise à niveau, pour se consacrer notamment aux disciplines dans lesquelles il aura rencontré des difficultés. »

RÉVISION PERMANENTE DES PROGRAMMES

Un « conseil national des programmes d'enseignement » sera créé pour réviser périodiquement les contenus de l'enseignement. Leur mise à jour « sera conçue de manière à faire une place importante aux relations entre les disciplines et à permettre le travail en petits groupes ainsi que les recherches personnelles. »

Un « plan d'équipement » sera lancé pour doter les établissements en moyens audiovisuels et télématiques.

SIMPLIFICATION DES EXAMENS

Les rythmes scolaires seront revus pour être mieux adaptés aux besoins

de jeunes. Dans la journée, « l'école élémentaire et le collège prendront en charge les élèves dans des conditions telles que des travaux et des activités leur soient systématiquement proposés lorsqu'ils n'auront pas cours ou lorsqu'un enseignement sera absent ». Dans la semaine, du temps sera libéré pour les activités non scolaires. Enfin « les trente-six semaines de travail scolaire seront divisées en cinq périodes de durée comparable, séparées par quatre temps de repos suffisamment longs ». Un calendrier des congés scolaires pluriannuel sera établi.

REDEFINITION DES TÂCHES DES ENSEIGNANTS

A tous les niveaux, les enseignants auront « à remplir, outre leur fonction traditionnelle de dispensateurs de savoirs, un rôle éducatif plus marqué, grâce à un suivi individualisé de la scolarité de chaque élève (assistance, aide à l'évaluation et à l'orientation) ; à un véritable tra-

vail en équipe (avec une responsabilité particulière pour ceux qui ont en charge l'animation de l'équipe pédagogique) ; à la possibilité de modifier leur service hebdomadaire dans le cadre d'un projet d'établissement conçu en commun ; à l'établissement de relations avec les partenaires extérieurs (parents, entreprises, environnement social et culturel, intervenants extérieurs) ».

UN CORPS DE PROFESSEURS DE COLLÈGE

La création d'un corps de professeurs de collège est proposée. Recrutés par concours avec le niveau de la licence, leur formation, leur statut et leur carrière « seront analogues à ceux des professeurs de lycée ». Toutefois le recrutement et la gestion de ces personnels seront déconcentrés au niveau académique. Ils n'enseigneront pas deux disciplines, mais M. Jospin suggère d'écarter la bivalence au profit d'une recombinaison des champs disciplinaires.

CRÉATION D'INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE FORMATION

Le ministre propose que la formation professionnelle des enseignants de tous les niveaux soit développée et réunie dans des « instituts universitaires de formation des maîtres », à raison d'au moins un par académie. Ces instituts devraient notamment se substituer peu à peu aux écoles normales d'instituteurs, après concertation avec les conseils généraux, et aux autres centres existants.

ENCOURAGER LA MOBILITÉ

Des mesures financières seront prises pour attirer les enseignants et les inciter à la mobilité ; allocations de pré-recrutement ; avantage particulier pour les disciplines ou les régions déficitaires ; « congés-mobilité » pour les enseignants sou-



haitant changer de métier (6 000 pourraient en bénéficier par an).

PROJETS D'ÉTABLISSEMENT

Les établissements adopteront des « projets » qui « définiront des objectifs pédagogiques et en détermineront les modalités de mise en œuvre (innovation pédagogique, formation continue, partenariat avec les collectivités locales et associations, relations avec l'environnement économique et social) ». Les relations entre les établissements scolaires d'une même zone géographique seront renforcées ainsi qu'entre les établissements de niveau post-baccalauréat.

EVALUATION DU SYSTÈME

Des évaluations systématiques seront effectuées pour rendre compte à la nation des progrès réalisés. Cette évaluation « concernera tout le système éducatif : les élèves, les étudiants, les personnels, les établissements, les services extérieurs, l'administration centrale ». Cette démarche devrait être « facilitée par l'évolution des missions de l'inspection générale de l'éducation nationale ». Un premier bilan de la loi sera présenté au Parlement en 1992 et un second en 1994.

Un emprunt public pour l'école ?

Les moyens budgétaires envisagés seront-ils suffisants pour assumer l'énorme effort de rénovation du système éducatif soutenu par le gouvernement ? « Je crains que non », répond Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, dans une interview à France-Soir, le 17 janvier. « D'où notre idée de lancer un emprunt national pour l'éducation. »

Une idée assez séduisante pour que beaucoup en revendiquent déjà la paternité. La FEN, publiquement. Mais aussi certains responsables socialistes proches de M. Rocard qui imaginent d'accompagner ainsi la loi d'orientation sur l'éducation, allant même jusqu'à évoquer le chiffre de 20 à 25 milliards de francs. De son côté, le ministre de l'éducation semble avoir suggéré, il y a quelques semaines, ce mode de financement complémentaire. A l'époque, sans grand écho de la part de l'hôtel Matignon.

Un tel emprunt auprès du public ne pourrait guère être consacré qu'au financement d'équipements (constructions de lycées et d'universités par exemple). Mais il déchargerait d'autant la part du budget consacré au fonctionnement et, en particulier, à la revalorisation des traitements des enseignants.

Le ministre à Franco-Inter

Pas de dispute avec M. Rocard « sur le dos des enfants »

Interrogé lors de l'émission « Face au public » de Franco-Inter, lundi 16 janvier, sur ses relations avec M. Michel Rocard, M. Lionel Jospin a notamment répondu :

« Le président de la République m'a confié une mission, fondamentale, dans le gouvernement que dirige Michel Rocard (...). J'exerce cette mission. Et je ne suis pas en mesure de me disputer avec quiconque sur le champ de ma compétence (...). Je n'ai participé à aucune discussion, je n'ai pas fait de commentaires. J'ai fait mes propositions au gouvernement sur la revalorisation, sur la loi d'orientation, je me suis tu (...). »

« J'ai une des plus belles mais aussi des plus difficiles missions que l'on puisse avoir dans ce gouvernement (...). Je suis passionnément attaché aux choses de l'éducation (...). Je pense que je peux aider à faire faire à ce système éducatif un pas en avant, formidable (...). J'ai une immense ambition pour cela et seulement pour cela (...). Je n'alimente pas la chronique (...). »

« Il est normal que le premier ministre s'exprime sur les problèmes d'éducation. Je crois qu'il est normal que je me charge des dossiers précis, des mesures précises (...). L'idée d'une dispute politique sur le dos des enfants, c'est une idée qui ne peut venir à personne, ni à Michel Rocard, en tout cas pas à moi-même et donc, vraiment, je n'ai rien de plus à dire. »

Néanmoins, M. Jospin a rappelé, sur deux points précis, que les propositions du premier ministre ne sont pour l'instant que des suggestions. Dans son discours de Limoges, le 8 décembre, M. Rocard avait demandé à M. Jospin de reporter sur le mois de juillet l'ensemble des examens qui raccourcissent le troisième trimestre de l'année scolaire. M. Jospin a affirmé : « le premier ministre a posé là un vrai problème. Est-ce que ça veut dire que les examens doivent être organisés en juillet ? N'allons pas si vite sur des dossiers concrets comme celui-ci (...). De toute façon, les vacances des enseignants et notamment les vacances d'été, ne sont pas en cause. »

De la même façon, à propos de l'enseignement des langues étrangères, le premier ministre avait suggéré, dans son interview au Monde de l'éducation, l'enseignement d'une langue du Nord et d'une langue du Sud. M. Jospin a répondu : « Il s'agit là de mon domaine de compétence. » Une diversité de choix des langues continuera bien évidemment », a-t-il ajouté.

Interrogé de nouveau sur sa rivalité avec MM. Rocard et Fabius, le ministre d'Etat a répondu : « Je n'aspire à aucun poste, je ne me suis fixé aucun destin et encore moins (...). J'ai une carrière. Je ne suis candidat à rien. Je suis simplement candidat à pouvoir exercer pleinement, tranquillement, efficacement, ma mission. »

Un enseignement pour tous les élèves

D'Edgar Faure à Alain Devaquet en passant par René Haby et Alain Savary, peu de ministres de l'éducation nationale ont résisté à la tentation de laisser leur nom à un texte de loi. Pour le meilleur ou pour le pire... Mais l'échec des projets de M. Savary sur l'enseignement privé et de M. Devaquet sur l'enseignement supérieur n'a apparemment pas refroidi leur successeur.

Le projet de loi d'orientation présenté par M. Jospin mardi 17 janvier ne constitue pas la dernière version d'une réforme scolaire et universitaire « clé en main ». Il s'agit plutôt d'offrir solennellement devant l'opinion publique des perspectives pour la décennie à venir et d'appeler à la mobilisation de tous les partenaires. Néanmoins, les propositions de M. Jospin ont des intentions et l'annonce de changements structurels, le ministre de l'éducation tente une synthèse entre trois préoccupations majeures : replacer les élèves au centre du système, accompagner et favoriser la généralisation des études au lycée, et remédier à la crise de recrutement des professeurs.

Sur ces terrains déjà largement labourés, M. Jospin ne découvre pas la lune, mais ouvre des pistes cohérentes. Son école veut fonctionner « au service des élèves et des étudiants », qui sont symboliquement placés dès les premiers chapitres du texte. Il peut sembler curieux que ce genre d'intentions et l'annonce de changements structurels, le ministre de l'éducation tente une synthèse entre trois préoccupations majeures : replacer les élèves au centre du système, accompagner et favoriser la généralisation des études au lycée, et remédier à la crise de recrutement des professeurs.

Parcours de réussite

Les lycéens et leur famille seraient partie prenante d'un « contrat de formation » incluant l'élaboration d'un « itinéraire personnel » et fixant leurs « droits et devoirs », en matière d'information sur les résultats scolaires par exemple. Autres objectifs : instaurer un meilleur équilibre entre les cours, les études dirigées et le travail individuel, et évaluer les élèves, non plus seulement sur leurs acquis, mais sur les progrès qu'ils réalisent. Tout cela afin de multiplier les « parcours de réussite » possibles.

Ces perspectives, comme celles qui tendent à promouvoir des projets pédagogiques spécifiques à chaque établissement et à organiser

les complémentarités entre eux au sein d'une zone géographique donnée, constituent la partie qu'on pourrait appeler « savyryste » du projet de M. Jospin. Elle procède peu ou prou des réflexions publiées dans la période 1981-1984, singulièrement sous la plume d'experts comme MM. André de Peretti, ancien directeur de département à l'Institut national de la recherche pédagogique, et Antoine Prost, professeur d'histoire de l'éducation à l'université Paris-1, en ajoutant le conseil de M. Rocard pour l'éducation. On retrouve aussi l'essentiel des propositions formulées par le Collège de France en 1985 à la demande du président de la République : remise à jour périodique des contenus d'enseignement, utilisation des moyens modernes de communication, autonomie des établissements.

Davantage de transparence

Conjugués, tous ces aménagements pourraient, s'ils étaient réalisés, modifier la vie des élèves et faciliter l'accès massif des nouvelles générations aux études longues ou à tout le moins à une qualification. Car tels sont bien les objectifs hautement proclamés pour la décennie à venir : 80 % des élèves au niveau du bac, accès de tous les bacheliers aux études supérieures, et aussi qualification reconnue (de type CAP ou BEP) pour tous les jeunes sans exception, ce qui n'est pas le moins ambitieux, puisque 100 000 d'entre eux quittent actuellement l'école, chaque année, sans aucun diplôme.

Les exigences pédagogiques et culturelles nées de ce renforcement spectaculaire de la demande scolaire ont été précisément analysées, notamment dans le rapport remis en décembre 1987 à M. Monory, alors ministre de l'éducation nationale, par M. Jacques Lesourne, professeur au conservatoire national des Arts et métiers. On en retrouve la trace dans le projet de M. Jospin avec la perspective de personnaliser l'enseignement, de promouvoir l'interdisciplinarité, de tendre vers une réduction des heures de cours au profit d'activités de soutien, et de simplifier les examens. De même la nécessité d'une « gestion harmonieuse du changement » dans l'éducation nationale, chère à M. Lesourne, a semblé-t-il être intégrée, avec l'annonce d'une « évaluation permanente du système ».

Au total, M. Jospin dessine les contours d'un système éducatif pour le vingt et unième siècle plus respectueux des individualités, plus

ouvert sur le monde extérieur, plus transparent, et où l'égalité ne rimait plus avec uniformité. Mais les proclamations, aussi ambitieuses soient-elles, ont leurs limites. Le genre prophétique a trop souvent fait office de politique aux ministres de passage pour que l'on se contente d'apprécier la copie de M. Jospin à la seule lumière de pétitions de principe. L'honnête travail de synthèse effectué par le ministre a-t-il à transporter d'enthousiasme un corps enseignant démoralisé ?

Tout dépend de la lecture que feront les professeurs des passages du projet de loi qui leur sont directement destinés et qui constituent finalement sa pièce maîtresse. Ils n'y trouveront aucun engagement sur la réduction des effectifs de leurs classes, leur première préoccupation du moment, si ce n'est un constat de la dégradation de la situation en la matière. Quant à la redéfinition des tâches des enseignants, incluant l'assistance aux élèves et la possibilité de « modular » le service hebdomadaire, elle ne pourra apparaître pour certains comme un allègement insupportable de leur travail. La plupart y verra, à juste titre, la traduction du slogan de la FEN « travailler autrement ».

L'inspiration de la FEN

Car la principale centrale syndicale enseignante semble bien constituer l'inspiratrice presque directe des propositions sur le statut et la fonction enseignante. Le nouveau statut de professeur de collège (de la sixième à la troisième), qui risque de susciter les plus vives controverses, est l'une des revendications essentielles de la FEN. Il symbolise en effet la victoire — sur le papier pour l'instant — de la majorité pro-socialiste de la fédération, qui, regroupée autour du SNI, défend le principe de la spécificité du collège pour préserver son champ de syndicalisation, au moment où la tendance pro-communiste qui dirige le SNES, bien implanté dans les lycées, menace de lui ravir la majorité.

On ne peut cependant limiter les ambitions de M. Jospin à un simple sauvetage des socialistes de la FEN. La nécessité de donner aux enseignants une véritable formation professionnelle est unanimement reconnue, et l'idée de le rapprocher des universités inspire tous les ministères depuis des années. Sans doute la fusion des écoles normales

d'instituteurs dans les nouveaux instituts universitaires de formation n'a-t-elle pas sans grandes difficultés, notamment en raison de l'attachement des départements à ces institutions symboles de l'école républicaine. Des projets semblables ont dû être abandonnés dans le passé : les instituts prévus par le ministre rassemblent comme des frères — à la dénomination près — aux structures proposées à Alain Savary en 1982 par M. de Peretti.

De même l'actuel ministre offre-t-il vraiment de l'édifice avec ses nouveaux professeurs de collège recrutés et gérés localement et enseignant plusieurs matières dans le cadre d'une « recombinaison des champs disciplinaires », perspective pour l'instant trop floue pour qu'on puisse y discerner autre chose qu'une manière de réintroduire la « bivalence » (enseignement de deux disciplines) des PEGC, si décriés. Il est vrai qu'à la différence de ces derniers, qui sont issus du corps des instituteurs, les professeurs de collège à la mode de M. Jospin seraient recrutés au niveau de la licence et bénéficieraient d'un statut et d'une carrière analogues à ceux de leurs collègues des lycées. Ils pourraient donc en principe accéder aisément à ces établissements.

Précisément, les mesures en faveur de la mobilité au sein ou en dehors de l'éducation nationale constitueraient sans doute l'une des innovations capitales introduites par la loi d'orientation. La « congé mobilité » permettrait en effet chaque année à 8 000 enseignants de préparer leur reconversion tout en conservant leur salaire. Une mesure clé pour briser l'enfermement de la profession, tant dénoncé par les intéressés et souvent dissuasiif pour les étudiants.

C'est sans doute ce type d'audace, dont les retombées sur le moral des troupes peuvent être déterminantes, que M. Jospin aura dans son projet de loi s'il veut non seulement le faire adopter par une majorité parlementaire, mais aussi le faire ratifier par la base enseignante. Au grand public, le ministre devra aussi expliquer quels bénéfices sont à attendre du bras-armé de combat qu'il vient de déclencher.

Après six mois d'une excessive discrétion, et au lendemain des sèves de Matignon silencieusement assourdis, M. Jospin s'est enfin donné matière à exercer tous ses talents de pédagogue.

PHILIPPE BERNARD.

Société

JUSTICE

Au tribunal de Bobigny

Peines sévères pour quatre adeptes d'un « racisme érigé en divertissement »

« Habituellement, la 17^e chambre du tribunal de Bobigny juge, en comparution immédiate, des étrangers en situation irrégulière. A l'inverse, aujourd'hui, il s'agit du droit des étrangers à circuler librement, même à 2 heures du matin, même en djellaba. » Ce propos du substitut Bernard Angonnet résume une partie de l'affaire mettant en cause cinq jeunes gens qui semblaient surpris d'être considérés comme des délinquants. Sylvain Brochetta, vingt-trois ans, étudiant en droit, Laurent Tuffery, dix-huit ans, serveur, Thierry Coolaet, vingt-trois ans, ouvrier d'entretien, Richard Rapi, vingt-deux ans, cuisinier, et Philippe Collin, vingt-deux ans, couvreur, n'ont pas volé d'autoradio et leur casier judiciaire est vierge. S'ils comparaissent devant cette juridiction, c'est parce que, selon leurs propres propos, ils ont voulu « faire peur aux Noirs et aux Arabes ».

Le 3 décembre 1988, une grenade à plâtre dont on avait remplacé le plâtre par des clous explosait devant le centre d'études juives d'Epigny-sur-Seine alors que plusieurs billes

d'acier traversaient les vitres du bâtiment. Le 5 décembre, c'est le foyer des travailleurs migrants de l'association Sonadita à Epigny dont les vitres étaient brisées à coups de billes de roulements. Les 9, 14 et 17 décembre, les vitrines du café Carin de M. Mohammed Ben Said subissaient le même sort. Enfin, le 17 décembre, M. Kante Hamadi, qui se promenait la nuit en costume traditionnel africain à Aubervilliers, a vu une voiture au ralenti à sa hauteur. Un coup de pistolet à grenaillage était tiré par la vitre brisée puis un homme, Brochetta, descendait de la voiture pour venir tirer un deuxième coup à bout portant, le blessant au visage.

Rapidement identifiés, les cinq jeunes gens étaient interpellés et reconnaissent les faits auxquels ils avaient participé, la totalité du groupe n'étant pas mêlée à chaque agression. Au domicile de certains d'entre eux, la police a saisi une grande quantité d'armes et de munitions : des lance-pierres d'armurier, des caisses de billes d'acier, des balles de base-bull, des revolvers à grenaillage, plusieurs fusils à pompe et des cagoules, un drapeau français frappé de la croix celtique ainsi qu'un brassard rouge et blanc avec la croix gammée.

mer leur absence de sentiment raciste. « On a donné à cette affaire des proportions considérables », a dit M. Derrass, en demandant que l'on ne montre pas à son client « ce qu'est la délinquance dans les prisons pour quelques minutes d'égarement ». M. Testevinde rappelle le témoignage du patron du café qui avait dit sur un ton navré : « C'est dommage, je les connais, les parents aussi », sans réclamer de dommages-intérêts, en expliquant : « Que voulez-vous que je demande ? Vous êtes là pour les juger. » M. Jean-Claude Guilbert plaide autrement : « Il y a cent-vingt nationalités différentes en Seine-Saint-Denis. Mais le dosage n'a pas été tout à fait respecté. On a pris le risque de causer certains un déséquilibre », dit l'avocat, qui est également prévenu, avant de soutenir que ces agressions « ressemblent à du racisme, mais ce n'est pas du racisme ».

Brochetta a été agressé en mars 1987 par des immigrés d'Afrique du Nord. Frappé à coups de couteil, il a fallu lui placer quatre-vingt-trois points de suture. Un autre de ses clients a vu sa fiancée lui préférer un Marocain, et la mère du troisième avait choisi de vivre avec un Africain au caractère difficile. A entendre l'avocat, cela pourrait constituer des explications.

Le tribunal a préféré suivre l'argumentation développée par le substitut Angonnet, pour lequel ces agressions, opérées uniquement en fin de semaine, constituent « le racisme érigé en divertissement ». En insistant sur le caractère « inacceptable et odieux » de ce qu'il a appelé des « razzias », le magistrat a dénoncé le principe qui consiste « à faire peur à tout ce qui est différent », en déclarant : « Ce n'est pas Anton-Victor, mais c'est un petit groupe de terroristes du samedi soir. » Et M. Angonnet a demandé des peines de six à dix-huit mois de prison ferme.

Les juges se sont montrés encore plus sévères : Rapi et Collin sont condamnés à deux ans de prison dont un avec sursis, Tuffery et Coolaet à trois ans de prison dont deux avec sursis, et Brochetta à trois ans de prison dont un avec sursis.

MAURICE PEYROT.

Bâtiments décrépis, pauvreté des moyens

Protestation des présidents des tribunaux de Nancy et de Verdun

L'état de la cité judiciaire de Nancy préoccupe M. Stéphane Lapeire, président du tribunal de grande instance, et son greffier en chef, M. Didier. C'est que le bâtiment fait eau et se fissure. Triste situation, moins de huit ans après la réception de l'édifice, et qu'a dénoncé M. Lapeire à l'occasion de l'audience solennelle de rentrée de son tribunal, il a tout d'abord exposé son état extérieur du bâtiment qui abrite trois cents fonctionnaires, le tribunal de commerce, le conseil des prud'hommes, le tribunal d'instance et l'ordre des avocats. Les façades, recouvertes de carreaux de grès, sont depuis des mois tendues de filets bleus. Ce n'est pas une fantaisie du greffier en chef, mais une mesure de sûreté. Un carreau de grès détaché des murs a déjà endommagé une voiture, et pour éviter qu'un passant soit victime d'une autre chute, des filets protecteurs ont été installés.

Ce n'est pas là le seul souci du président Lapeire : le bâtiment

bouge. Construit sur une nappe phréatique, la cité judiciaire de Nancy se lézarde tout aussi dangereusement de l'intérieur. M. Lapeire a constaté des experts sur la tenue du bâtiment. Devant les personnalités nancéiennes invitées à l'audience de la rentrée, il a expliqué, non sans humour, que les avis divergeaient sur les raisons de cette instabilité. Cette cité judiciaire présente la forme d'une étoile à quatre branches. « Les uns pensent », a dit le président, « que le bâtiment se casse en deux, les autres estiment que les ailes se désolidarisent du noyau central, d'autres encore se réfèrent à la tour penchée de Pise ! »

Les pieds dans l'eau

Ce qui est sûr c'est que de larges fissures affectent les murs et les sols de la cité, déchirant la moquette et le papier peint.

Il faut aussi parler des infiltrations d'eau permanentes. Des magistrats siègent dans des salles d'audience du sous-sol, les pieds dans l'eau. L'humidité suit le long des murs. Le revêtement du parking se détache par paquets entiers.

Le bâtiment a pourtant coûté plus de 50 millions de francs. En octobre 1986, un référent administratif a été engagé. Un expert a été nommé. Il a dressé la liste des désordres affectant la cité et de ceux qui pouvaient être couverts par la garantie décennale. Malheureusement, la garantie de la nappe phréatique, incriminations des matériaux, les causes paraissent multiples de la décrépidité d'une cité judiciaire ouverte il y a seulement huit ans.

A Verdun aussi, on se plaint mais pour d'autres raisons. En refusant de prendre la parole à l'audience solennelle de rentrée, M. François Muller, en poste depuis trente et un ans dans ce tribunal à une chambre dont il est aujourd'hui le président, a tenu à manifester publiquement sa protestation contre l'insuffisance des effectifs dont souffre selon lui sa juridiction. C'est l'annonce de la suppression d'un poste de greffier qui a provoqué l'irritation de ce

magistrat, membre de l'Association professionnelle des magistrats.

« Moi, d'habitude, je dis toujours quelque chose, aujourd'hui, je ne dis rien, nous a-t-il expliqué. Nous sommes huit magistrats et nous n'avons pas assez de greffiers secrétaires. Ce ne sont que des femmes qui travaillent à temps partiel, avec en plus les congés de maternité et les vacances. Si on nous supprime un poste, le tribunal ne pourra plus fonctionner. » Alors, M. Muller — dans un éloquent silence — a choisi, dit-il, de « rouspéter ». Pas seulement pour Verdun, mais « pour la justice en général ».

A Bordeaux

La fraude fiscale du viticulteur trop affairiste

M. Alain-William Mialhe, châtelain à Margaux, en Médoc, vient d'être condamné, pour fraude fiscale, à trois ans de prison dont six mois fermes, et 150 000 francs d'amende assortie d'une contrainte par corps par le tribunal correctionnel de Bordeaux.

Alain-William Mialhe s'était jusqu'alors distingué par un goût certain des arts et aussi pour avoir fait d'un abri anti-atomique ses châteaux de Bordeaux. Si son éventualité d'un accident nucléaire à la centrale voisine de Braud-et-Saint-Louis. Il fut aussi consul général honoraire des Philippines et bénéficia d'ailleurs de la double nationalité française et philippine. Homme d'affaires particulièrement avisé, il dirige une société à Manila. Il en a domicilié une autre à Panama et une troisième en Suisse. Cependant, en 1983, une enquête douanière révèle que le châtelain ne payait pratiquement pas d'impôts en France. Les agents du fisc constatent, malgré les dénégations de M. Mialhe, qu'il menait des activités commerciales d'import-export à partir de Bordeaux et qu'il avait tenté de se soustraire à l'impôt par le biais de sociétés-écrans.

Pour se défendre, M. Mialhe avait notamment soutenu que son lieu de résidence fiscale se situait aux Philippines. — (Corresp.)

Libération du militant arménien Monte Melkonian

Ancien dirigeant de l'Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie (ASALA), fondateur de la branche dite Mouvement révolutionnaire de cette organisation, Monte Melkonian, écroué depuis le 30 novembre 1985 et condamné le 12 décembre 1986 à six ans de prison, dont deux avec sursis, a été libéré, lundi matin 16 janvier, de la centrale de Poissy (Yvelines), où il purgeait cette peine.

A la chancellerie, on précise que Melkonian n'a bénéficié d'aucune grâce exceptionnelle, mais s'est trouvé être libérable par le jeu normal des remises de peines prévues par les textes. On indique aussi qu'il a été placé en « rétention administrative » à Versailles, dans l'attente d'une mesure d'expulsion vers les Etats-Unis, en raison de sa nationalité américaine, ou d'une assignation à résidence en France. La décision sera prise par un juge du tribunal de Versailles, qui devra statuer dans un délai maximum de six jours.

« Nettoyer la France »

Il n'appartient pas à aucun mouvement et semblait avoir agi de leur propre initiative. Mais l'audience du lundi 16 janvier n'a pas permis de connaître leurs motivations ni de savoir s'ils avaient tout écouté le chant des sirènes de l'extrême droite car la présidente, M^{me} Abelson, a réduit leur interrogatoire au minimum, se bornant à rappeler les dépositions faites devant les enquêteurs, où il était principalement question de « nettoyer la France ».

« Je n'ai pas dit ça », a seulement murmuré l'un d'eux, en admettant qu'il s'agissait de « faire peur ». Il revenait donc aux avocats d'expliquer leur comportement : une tâche délicate dans un domaine où la moindre ambiguïté peut constituer une maladresse. C'est ainsi que l'on apprendra qu'ils ont « des amis intellectuels », que des leaders ont produit des attestations pour affir-

CAMPUS

HEC via IPESUP

Pour la première fois, c'est un établissement privé de préparation qui, en 1988, a fait entrer le plus grand nombre d'élèves à HEC. L'IPESUP (Institut de préparation aux études supérieures) a, en effet, eu 21 admis, devant le lycée Carnot (19), puis Louis-le-Grand, l'Intégrale et Saint-Genève (18 chacun). Ce palmarès met en lumière la part considérable prise par l'enseignement privé dans cet exercice très particulier, puisque trois établissements privés figurent parmi les cinq premiers.

L'analyse des résultats au concours d'HEC, depuis quatre ans fait apparaître des évolutions intéressantes. Alors que, jusqu'en 86, trois lycées se taillaient la part du lion — Carnot, Louis-le-Grand et Janson-de-Sailly — on assiste depuis deux ans à une répartition beaucoup plus équilibrée des bons scores. En 85, neuf lycées seulement faisaient entrer plus de dix élèves ; il y en avait dix en 87, onze en 88. Cet élargissement profite en particulier à la province : parmi les nouveaux venus dans le club des « plus de dix admis », Masséna (Nice) et Pierre-de-Fermat (Toulouse) accompagnent Pasteur (Saint-Cloud).

L'élément le plus marquant de cette redistribution des cartes est le déclin de Carnot, dont les résultats ont baissé de moitié en quatre ans (38 admis en 85, 19 en 88) et de Janson-de-Sailly, dont les scores faiblissent régulièrement (21 admis en 85, 16 en 86, 15 en 87, 11 en 88). Si Louis-le-Grand se maintient honorablement, le champion de la régularité est le lycée du Parc à Lyon, qui place chaque année dix ou onze admis.

Le succès des petites préparations privées de haut niveau, comme l'IPESUP et Intégrale, prouve une politique d'hyper-sélection et de préparation intensive est évidemment spectaculaire puisqu'elles obtiennent des taux de réussite d'environ 50 %, alors que ceux des meilleurs lycées ne dépassent pas 20 % à 25 %. Un phénomène qui constitue un sérieux défi pour l'enseignement public — mais qui peut aussi amener à s'interroger sur la conception même de ces concours.

F. G.

Offres de stages

La Monde-Campus publiera chaque semaine, à partir de demain, dans son supplément hebdomadaire, des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Ce service est assuré en collaboration avec le COTE (Centre de développement des techniques d'enseignement).

Ressources humaines

Le département « formation permanente » de l'Institut d'administration des entreprises de l'université Lyon-3 vient de créer un nouveau cycle

d'études : « La gestion des ressources humaines dans la stratégie européenne d'entreprise ».

IAE, 15, rue Claude-Bernard, BP 638, 69238 Lyon Cedex 2. Tél. : 72-72-21-51.

Technologies thérapeutiques

L'Institut de formation supérieure biomédicale organise le 17 mars à Villejuif un colloque sur les « évolutions technologiques au service du diagnostic médical » et des « nouvelles approches thérapeutiques ».

IFSM, Institut Gustave-Roussy, PR2, rue Camille-Desmoulins, 94805 Villejuif Cedex. Tél. : 45-59-44-85.

SPORTS

TENNIS : Internationaux d'Australie

Lendl au rebond

Perturbée par la pluie, la deuxième journée des Internationaux de tennis d'Australie a permis, mardi 16 janvier, à deux anciens numéros un mondial, Ivan Lendl et John McEnroe, de se qualifier pour le deuxième tour, auquel ont accédé également les Français Eric Winogradsky et Nathalie Herremann.

MELBOURNE
correspondance

Il y a bien un domaine dans lequel Ivan Lendl reste imbattable : celui du détail qui tue. Le Tchecoslovaque, deuxième mondial depuis sa défaite en finale à Flushing Meadows en septembre dernier, n'aime guère les balles de fabrication sud-coréenne utilisées ici. Il les trouve lourdes et lentes, avec des rebonds inexacts. Comment faire d'un inconvénient un avantage ? Son match d'ouverture contre le jeune qualifié ouest-allemand Alexander Mronz était d'une telle facilité qu'il lui laissait tout loisir de se pencher sur le problème. Et la solution était simple. Quand la balle tombe du côté du nez du fabricant et du logo de l'Association australienne de tennis, elle s'écarte. Quand elle tombe de l'autre côté, elle rebondit assez haut.

Le voilà satisfait, comme il l'avait été de sa forme, de sa frappe, de sa fraîcheur. A vrai dire, il y avait de quoi. Pour être précis, un seul point de la rencontre lui avait laissé un goût amer : son refus de monter au filet pour saisir une de ses inévitables balles de break contre Mronz. Personne, bien sûr, n'aurait pu dire qu'il ne s'agissait que d'un détail. Pour Lendl, aux agnès, à la recherche de la maîtrise absolue de son métier, le mot « broutilles » n'a pas de sens.

Ingénierie lourde et travail de précision

C'est certainement pour cette raison qu'il apprécie tout particulièrement les conditions de jeu uniques,

parmi les tournois du Grand Chelem, offertes sur le central du nouveau complexe de Flinders Park. A travers son propre jeu, Lendl est devenu probablement un connaisseur du mariage utile entre l'ingénierie lourde et le travail de précision. Il approuve donc le toit amovible de 700 tonnes qui protège le court des intempéries et qui a permis le déroulement de son match mardi, alors qu'ailleurs le programme était retardé par une pluie fine. Il aime le voir systématiquement en place pour tous les matches en nocturne : « La lumière serait ainsi meilleure, le contraste entre le ciel noir et les projecteurs est trop brutal ».

La méticulosité du Tchèque, sa baguette et son ambition planifiée sont intactes. Manifestement il a beaucoup réfléchi à la merveilleuse année 1988 de Wimbledon. Ainsi Lendl s'est-il persuadé que si le Yougoslave Zivjovic avait pu arracher plus puissamment ses 97 kilos de la brique peinte de Roland-Garros, s'il avait pu sauter 5 centimètres plus haut sur la balle de match qu'il y détenait contre le Suédois, celui-ci n'aurait remporté ni les Internationaux de France ni ensuite l'Open des Etats-Unis.

Un tel coup de destin l'a laissé songeur. Pourrait-il en bénéficier lui-même ici, à Melbourne, où il avait subi l'échec le plus important de sa carrière contre l'Australien Cash l'année dernière ?

MARC BALLADE.

MÉDECINE

La lutte contre le tabagisme

Des autocollants pour cesser de fumer

Une étude menée en Suisse auprès de deux cents personnes fumant chacune plus de vingt cigarettes par jour vient de démontrer l'efficacité d'une nouvelle méthode de sevrage de la consommation de tabac. Cette méthode consiste à utiliser un médicament « autocollant » placé sur la peau.

Les résultats de cette étude effectuée par des universitaires de Berne, en collaboration avec les chercheurs de la multinationale pharmaceutique CIBA-Geigy, sont publiés dans le numéro de l'hebdomadaire médical britannique The Lancet daté du 7 janvier. Encore expérimental, « l'autocollant antitabac » n'est pas disponible en France.

La nouvelle méthode de sevrage tabagique étudiée en Suisse résulte des progrès réalisés dans deux domaines bien distincts : d'une part, la démonstration de l'efficacité que peut fournir, pour lutter contre l'envie de fumer, la présence d'une certaine concentration de nicotine dans le sang ; d'autre part, la mise au point de procédés autocollants — ou « patches » — permettant d'administrer certains médicaments par voie transcutanée de manière régulière pendant de longues durées.

Les médecins suisses ont partagé les deux cents fumeurs ou fumeuses volontaires pour cette expérience (d'un âge moyen de quarante ans et consommant en moyenne près de trente cigarettes par jour, à raison de 0,7 milligrammes de nicotine par cigarette) en deux groupes. Ni ces volontaires, ni les vingt et un médecins collaborant à cette expérience ne savaient s'il s'agissait d'autocollants contenant de la nicotine ou d'autocollants placebo fabriqués avec un produit a priori sans efficacité pharmacologique.

L'étude a duré trois mois et a analysé les effets d'autocollants de tailles différentes, de 10 à 30 centimètres carrés. Les médecins suisses expliquent que, après un trimestre de ce traitement, 36 % des volontaires du groupe « nicotine » (contre 23 % du groupe « placebo ») avaient cessé de fumer. Une différence suffisante, selon eux, pour démontrer l'efficacité de cette nouvelle méthode.

Les abstins du groupe « nicotine » n'ont pas pris de poids au

cours de l'étude. Les autres, en revanche, ont grossi en moyenne de plus de 4 kilos. Une preuve supplémentaire de l'impact important de la nicotine sur le métabolisme humain. Les « patches », notent les médecins suisses, bien que 25 % des personnes du groupe « nicotine » et 13 % de celles du groupe « placebo » aient présenté des rougeurs et des irritations localisées.

D'autre part, 5 % des personnes du groupe « nicotine » ont abandonné l'expérience à cause de problèmes de tolérance cutanée. Les responsables de la filiale française de la multinationale suisse estiment qu'en toute hypothèse, pour des raisons commerciales, ce nouveau procédé ne pourra être mis à court terme sur le marché français.

Pour M. Bernard Chalchat, PDG de CIBA-Geigy-France, le recours à l'autocollant antitabac soulève une série de questions d'ordre physiologique (pourquoi maintenir une concentration constante de nicotine dans le sang, alors qu'en pratique le fumeur recherche les pics de concentration correspondant à chaque cigarette ?), psychologique (importance de l'oralité et du geste retrouvé par exemple avec la gomme à mâcher) et médical (tolérance cutanée à la nicotine) qui font que la commercialisation de ce nouveau médicament ne peut, à court terme du moins, être envisagée en France.

JEAN-YVES NAU.

Communication

Une famille de décodeurs pour le câble
le satellite et la TV hertzienne

Qui tiendra les guichets de la télévision payante ?

Réseaux câblés et satellites de télévision font évoluer le paysage audiovisuel vers une télévision « à la carte » (1). Un service que le consommateur paiera de plus en plus souvent directement, et non plus par l'intermédiaire de la redevance ou de la publicité. Encore faut-il pour cela un « guichet », un dispositif technique souple permettant de faire payer l'usage. Avec près de trois millions de décodeurs installés, Canal Plus a construit son propre guichet. Mais il ne permet qu'une forme de péage — l'abonnement — alors que le paiement à l'heure, ou à l'émission, a montré tout son attrait auprès des consommateurs nord-américains. De plus, le piratage du décodeur Canal Plus, est une réalité certes réprimée mais qui incite la chaîne à remplacer son matériel.

Côté câble, il existe deux systèmes : certains réseaux câblés — dits en « étoile » (2) — sont structurellement conçus pour gérer le contrôle d'accès de certains canaux, et donc le péage ; pour tous les autres, il faut mettre en place chez l'utilisateur un boîtier avant d'ouvrir des services payants.

Enfin, le satellite TDF 1, dont les émissions doivent commencer en février, avec une préfiguration de la SEPT, véhiculera certainement des chaînes payantes. Ce satellite utilisera la nouvelle norme D2 MAC Paquet, qui apporte certes une amélioration de l'image et du son, mais au prix d'un dispositif supplémentaire. Un boîtier de plus pour la télévision.

La carte à mémoire clé du système

Bref, tant pour l'espace hertzien que pour le câble ou le satellite, le besoin d'unifier les démarches se fait sentir, afin d'éviter d'empiler sur le téléviseur du pauvre consommateur une série de boîtiers électroniques coûteux. L'idéal eût été de parvenir à construire ce « décodeur universel » produisant en grande série, qui aurait permis de multiplier rapidement le nombre de foyers en mesure de recevoir des émissions par satellite. C'était l'objet en octobre (Le Monde du 6 octobre) d'un appel d'offres commun à Canal Plus et France Télécom. Un tel dispositif devait remplir quatre fonctions : la transformation des signaux D2 MAC Paquet, le décodage des programmes brouillés, le contrôle d'accès par carte à mémoire, et enfin la conversion des fréquences reçues quel que soit le mode de transport (hertzien, câble, satellite). Répondant à ces multiples cas de figure, ce matériel se révélait cependant très coûteux. Trop, juge Canal Plus. La chaîne cryptée a donc renoncé à utiliser la norme D2M2

(une version hertzienne du D2 Mac) et préfère, en fonction de sa propre candidature à une fréquence du satellite TDF1, envisager plusieurs « décodeurs » complémentaires.

Les fonctions de décodage et de contrôle d'accès — la clé du système — seraient communes à tous les modèles. Mais il existerait quatre versions différentes adaptées à chacun des modes de réception : hertzien, par câble, individuelle ou collective par satellite. Les trois dernières sont adoptées au D2 Mac. L'espoir d'une telle standardisation est évidemment d'obtenir des économies d'échelle et d'avoir au bout du compte un moyen de paiement universel : la carte à mémoire.

Reste à savoir, une fois ces matériels disponibles, qui les exploitera. Canal Plus équipera ses abonnés comme auparavant, moyennant un éventuel supplément en cas de réception par satellite. La chaîne sera alors en bonne position pour négocier le partage de son décodeur avec d'autres chaînes payantes. France Télécom pourrait, de son côté, équiper les usagers du câble et ouvrir ainsi une sorte de « kiosque télévisuel » similaire au kiosque téléphonique. Elle souhaite même que toutes les chaînes payantes utilisent la norme D2 MAC — qui offre des facilités de cryptage — afin de promouvoir la transition vers la future télévision haute définition. Mais les opérateurs de réseaux câblés qui souhaitent garder la maîtrise de leurs abonnés — et de la facturation — surveillent de près ces projets. Le bras de fer ne fait que commencer.

La plupart de ces matériels ne pouvant être disponibles avant la fin 1989, qui pourra donc recevoir, en norme D2 MAC, les premières émissions du satellite TDF 1 ? Pas grand monde. En tout cas pas les abonnés au câble au moins pour les premiers mois. Pour différents raisons en effet — scepticisme sur le lancement de TDF 1 ou retard dans la mise au point des réseaux en fibre optique — France Télécom n'a pas encore adapté ses réseaux pour le D2 MAC Paquet.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

(1) Un ouvrage récent, *Code télévision à la carte*, de Jacques Oppenheim, éditions Edilux, constitue la source la plus complète sur ces évolutions.

(2) Il s'agit par exemple des réseaux en fibre optique de type IG du plan câblé, des réseaux du type Visipro (une technologie commercialisée par une filiale de Canal Plus, de Thomson et de France Télécom, dont le premier exemple commercial vient d'être à Lingolheim près de Strasbourg) ou encore des réseaux de type RC2 (construits par la Générale des eaux à Nice et à Saint-Amand).

En Allemagne, bientôt en France

Le groupe Ringier lance le magazine « Globo »

L'imprimeur-éditeur suisse Ringier vient de publier en Allemagne de l'Ouest un nouveau mensuel *Globo*. Deuxième titre édité en RFA par le groupe suisse après *Natur* (200 000 exemplaires vendus), *Globo* s'inscrit dans le créneau des *Raisonnement* (magazines de voyage et de tourisme) que Ringier veut occuper en concurrençant les éditeurs allemands Burda et Bruner und Jahr. Le premier a en

effet lancé, début janvier, un magazine de la même veine, *Holiday*, tandis que la filiale de Bertelsmann lancera son magazine de voyage, le trimestriel *Saison*, à la mi-mars.

Globo bénéficie d'un atout de choix. Au bout d'un an de négociations, Ringier a en effet arraché de la National Geographic Society, l'éditeur américain du fameux magazine *National Geographic*, les droits d'exploiter en France et en Allemagne la banque de données et certains articles d'un autre titre de la société américaine, le bimestriel *Traveller*.

Globo a nécessité un investissement de 30 millions de deutschemarks (environ 100 millions de francs). Tiré à 300 000 exemplaires — 250 000 pour l'Allemagne et 50 000 pour la Suisse allemande —, ce luxueux magazine en quadrichromie pour lequel Ringier compte recueillir plus de 400 pages de publicité par an, et espère vendre environ 200 000 exemplaires.

Quelques semaines après avoir arrêté la publication de son mensuel culturel *European Emote*, confié à sa filiale Ringier-France, l'éditeur suisse prévoit de lancer une édition française de *Globo*. L'hebdomadaire *le Point*, dont Ringier possède 20 % du capital, pourrait être associé à ce projet. Dans la foulée, Ringier pourrait faire son entrée au capital de *Gault et Millau*, le magazine dont *le Point* a pris le contrôle il y a un an.

Y.-M. L.

Edition

Accord

Gallimard-Larousse pour des collections destinées aux jeunes

La librairie Larousse (Groupe de la Cité) et les éditions Gallimard ont décidé de constituer à parité une filiale commune destinée à éditer de nouvelles collections encyclopédiques et de référence pour la jeunesse. L'objectif que s'assignent ainsi Gallimard et Larousse est de conquérir une forte position internationale dans ce domaine spécifique. La direction générale sera assurée par Pierre Marchand, directeur du département jeunesse de Gallimard, qui aura la responsabilité éditoriale. La présidence sera confiée à Patrice Maubourguet, directeur général de Larousse.

Les nouvelles collections de cette filiale commune sortiront dès la fin du mois de janvier.

هكذا من الأصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— Hélène et Alain
sont heureux d'annoncer la naissance
d'Axel de NOVION,

le 4 janvier 1989,

9, boulevard Carnot,
06300 Nice.

— M. et M^{me} Edouard Franco,
M. et M^{me} Roger Attal,
M. et M^{me} Bernard Franco,

ont la joie d'annoncer la naissance de
leur petite-fille et fille,

Laura,

née le 11 janvier 1989.

10, résidence La Pinsonne,
95140 Garges-lès-Gonesse.

— M. et M^{me} Jean Baudouin sont heu-
reux d'annoncer la naissance de leur cin-
quième petit-enfant,

Olivier,

frère d'Agathe,

chez Bruno et Delphine MARTIN,
le 31 décembre 1988, à Aix-en-
Provence.

— Valérie et Nicolas ENGELBACH

ont la joie d'annoncer
la naissance de

Orel,

le 8 janvier 1989 à Draguignan.

7, boulevard André-Bonis,
83920 La Motte.

— Morgane

a la joie d'annoncer la venue de son petit
frère

Pierre.

Sylvie Bremond
et Jean-Paul de Poorter,
50, rue Rambuteau,
75003 Paris.

Marriages

— M. et M^{me} Isaac HAYOUN

ont la joie d'annoncer le mariage de leur
fils

Marice-Ruben

avec

M^{me} Catherine HOHENBERG,

le 8 janvier 1989, à la synagogue La
Victoire.

Décès

— M^{me} François Cardin,
sa femme,
son frère aîné,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François CARDIN,
commandeur de la Légion d'honneur
à titre militaire,
croix de guerre 1939-1945
(trois citations),
rosier de la Résistance,
ancien directeur général de l'Office
de coopération radiophonique OCORA,

survécu le 15 janvier 1989, dans sa
soixante-seizième année.

Ses obsèques religieuses auront lieu
en l'église Sainte-Odile, Paris (17^e), le
jeudi 19 janvier, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité
au cimetière de Faverolles (Eure-et-
Loir).

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, avenue de la Porte-de-Villiers,
75017 Paris.

— Les familles Mabile, Coustère,
Haden, Pucchi, parentes et alliées,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Roger François COUSTÈRE,
sculpteur-céramiste,

survécu le 20 décembre 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

CARNET DU MONDE

Renseignements :
42-47-95-03

(Publicité) STAGES RADIO

De courte ou de longue durée, cet
enseignement d'expression orale et de
formation aux techniques radiophoni-
ques s'adresse aux personnes souhai-
tant devenir speaker, réalisateur ou
animateur, mais aussi à celles qui
desirent apprendre à s'exprimer avec
plus d'aisance et d'assurance dans la
vie quotidienne et professionnelle.

Un stage de deux mois débutera le
30 janvier 1989, à raison d'une
séance de trois heures par semaine,
au choix, du lundi au vendredi de
19 heures à 22 heures.

Deux stages intensifs de cinq jours,
à raison de sept heures par jour,
auront lieu du 23 janvier au 27 jan-
vier 1989 inclus, et du 20 au
24 février 1989 inclus.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
ARAC - 3, rue de Mont-Louis,
75011 PARIS - Tél. : 43-70-54-48.

— M^{me} Mélanie Frenkel,

son épouse,
M. et M^{me} Robert Frenkel,
M. Alfred Frenkel,
M. et M^{me} Jean-Claude Frenkel,

ses fils,
Sophie, Brigitte, Harold,
ses petits-enfants,
M. Nathan Frenkel,
M^{me} Dora Arbeitman,
M^{me} Annie Arbeitman,

son frère et ses sœurs,
M. et M^{me} Nicolas Pinhas,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Harry Frenkel,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Bernard Friedman,

leurs enfants,
M. et M^{me} Léon Margoline,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Daniel Cohen,
leurs enfants,
M. et M^{me} Maurice Chorenalup,
leurs fils,
M. et M^{me} Marry Zakser,
leurs enfants,
M. et M^{me} Uri Glucksmann,
leurs enfants.

Toute la famille et alliés.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Hermann FRENKEL,

survécu le 15 janvier 1989, en son domi-
cile parisien, à l'âge de quatre-vingt-
trois ans.

L'inhumation aura lieu le mercredi
18 janvier, à 10 h 45, au cimetière de
Bagneux parisien, où l'on se réunira
entrée principale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Guersant,
75017 Paris.

— M^{me} Paul Jarmou,

son épouse,
M. et M^{me} Georges Marzou
et leurs enfants,
M. et M^{me} Claude Bismuth
et leurs enfants.

Les familles Jarmou, Haddad, Sebog,
parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul JARMON,
docteur en pharmacie,
ingénieur chimiste,
ancien président fondateur
du Syndicat des pharmaciens de Tunisie
et secrétaire général
du conseil de l'ordre
des pharmaciens de Tunisie,
membre correspondant national
de l'Académie de pharmacie,
chevalier de l'Ordre de la Santé publique,
chevalier de Mérite social,

survécu le 12 janvier 1989, dans sa
quatre-vingt-cinquième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité, désirée par lui, dans le caveau de
famille, où repose, depuis 1970, son fils

Pierre.

Il rappelle également le souvenir
de sa fille

Lilias,
décédée en Tunisie en 1949.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille s'excuse de ne pas rece-
voir.

1, avenue Jean-Moulin,
75014 Paris.

— Nous apprenons le décès de

Henry LAFOREST,
ancien ministre,
ancien député,

survécu le 13 janvier 1989, à Nontron
(Dordogne), à l'âge de quatre-vingt-
quatre ans.

[Né le 19 juillet 1904 à Nontron, avocat à la
cour d'appel de Paris, Henry Laforest fut, en
1938, chef adjoint du cabinet du ministre de
l'Éducation, avant d'être élu conseiller général
du canton de Nontron en 1937. Mobilisé en
1939, il participa aux campagnes d'indochine
contre les japonais, et, à partir de 1942, partici-
pa aux combats du maquis dans les Alpes puis
à la campagne d'Allemagne. Conseiller de
l'Union française, député de la Dordogne
(radical-socialiste) en 1951, maire de Nontron
en 1953, il entra en 1955 dans le gouverne-
ment Edgar Faure comme secrétaire d'État aux
États associés puis aux forces armées. Il fut
secrétaire d'État aux forces armées de 1957
à 1958. Henry Laforest abandonna alors l'action
politique.]

En 1966, Henry Laforest est élu à la
présidence de la gauche démocratique et socialiste
après avoir démissionné des orientations prises
par son président, F. Mitterrand, qui a accordé
son investiture pour les élections législatives à
Georges Bonnet. Maire de Nontron, se classe
« radical-socialiste » et s'étant rapproché de
l'U.N.R., Henry Laforest abandonna alors l'action
politique.]

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas
75002 PARIS

Tél. : 42-36-94-48 - 45-08-86-45

— On nous prie d'annoncer la mort
du

vicomte Jacques d'ORTHEZ
de GACHASSIN-LAFITTE.

décédé le 5 janvier 1989, à Johannes-
bourg, Afrique du Sud, dans la paix du
Seigneur, après une longue maladie, à
l'âge de quatre-vingt-trois ans.

De la part de son épouse, la vicom-
tesse d'Orthez, et de ses enfants, de
toute la famille et de ses nombreux
amis.

— Françoise Rogé-Colombier,
son épouse,
Jean-Baptiste et Catherine,
Anna, Emmanuelle, Joachim,
ses enfants,
Adrien,
son petit-fils,
M. Charles Rogé,
son père.

Ses sœurs, beaux-frères et belles-
sœurs.

Les familles Soderberg, Ariza, Col-
ombier, Roger, Carriou, Rogé et
Sadoul,
ont le chagrin d'annoncer le décès de

Elie ROGÉ,

survécu le 15 janvier 1989, dans sa
cinquante-neuvième année, en son domi-
cile.

La messe d'enterrement en l'église
Notre-Dame-de-la-Compassion, 18, rue
du Plateau, à Reuil-Malmaison, sera
célébrée le jeudi 19 janvier, à 11 h 15.

Ni fleurs, ni couronnes.

Dons à l'ATD Quart-Monde et au
Secours catholique.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Rueil-Malmaison (Vosges), le vendredi
20 janvier, à 15 heures, dans la sépul-
ture de famille.

12, rue Gustave-Flaubert,
92500 Reuil-Malmaison.

— On nous prie d'annoncer le décès
de

M. Pierre SEIGNOLLE,
conseiller à la Cour de cassation
de Paris,
officier de la Légion d'honneur,

survécu le 10 janvier 1989, à l'âge de
soixante-deux ans.

Ses obsèques ont été célébrées dans
l'intimité familiale, à Brive.

Anniversaires

— Il y a deux ans,

Jacqueline ALFONSI

nous quittait.

Une prière est demandée à ceux qui
l'ont connue et aimée.

Communications diverses

— A l'occasion de l'élection à l'Académie
française de Pierre-Jean Rémy,
ses amis, sous la présidence de M. Jean-
Bernard Raimond, ancien ministre,
ambassadeur de France près le Saint-
Siège, viennent de constituer un comité
national pour lui offrir son épée d'acadé-
micien.

La pique sera exécutée par Alain Bon-
cheron.

Une participation peut être adressée
au comité national pour l'épée, aux édi-
tions Albin Michel, 22, rue Huyghens,
Paris (14^e), avec mention de son affec-
tion.

— Université Paris-I, le samedi

21 janvier, à 14 h 30, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumes-
nil, M. Guy Lutz : « L'insti-
tution de la micro-informatique en arché-
ologie, un exemple : la céramique com-
mune gallo-romaine en Limousin ».

— Université René-Descartes (Pa-
ris-V), le mardi 24 janvier, à 14 heures
(Sorbonne), salle Liard, 17, rue de la
Sorbonne, M^{me} Anne Lanery (née
Hoestlandt) : « Perspectives tempo-
relles et vie sociale. Contribution à une
approche psychosociale des notions tem-
porelles dans une situation de travail
scolaire ».

— Université Paris-VIII, 2, rue de la
Liberté, Saint-Denis, le jeudi 26 janvier,
à 15 heures, salle G 201, M. Habib
Mohamed Hamel : « Le complot orien-
tal et son traitement dans la littérature
française jusqu'à la Révolution ».

— La soutenance de thèse de M. Jean
Balsamo, prévue le 27 janvier, à
9 heures, est reportée à une date ulté-
rieure.

— Université René-Descartes (Pa-
ris-V), le mardi 30 janvier, à 14 heures
(Sorbonne), salle des Actes, centre
administratif de Paris-IV (cassette),
34, rue Saint-Jacques, M. Guy Dhe-
quais : « La duplicité de l'histoire. Re-
cherche sur les transformations des
sociétés humaines ».

— Université Paris-VII, le lundi
30 janvier à 14 h 30, salle des Thèses,
rez-de-chaussée de la tour 25,
M. Michel Prouzet : « Cadres et acteurs
administratifs et politiques dans l'orga-
nisation de l'espace urbain en Afrique
tropicale ».

— Université Paris-IV, le mardi
31 janvier, à 10 h 30, salle 10, Grand
Palais, person. Alexandre III, cours la
Reine, M. Jean-Marie Boubin : « Sans
naturel et genre grammatical en alle-
mand : arbitraire et référence ».

— Université Paris-IV, le vendredi
10 février, à 14 h 30, aménage de la
salle des Actes, centre administratif, M. Paul
Griscoll : « L'enseignement de la philo-
sophie dans les collèges français (1660-
1760) ».

— Université Paris-IV, le samedi
11 février, à 14 h 15, amphithéâtre Qui-
pet, 46, rue Saint-Jacques, escalier A,
M. Jérôme Laurent : « Procession et
participation selon Plotin ».

— Université Paris-I, le jeudi
16 février, à 18 heures, salle de con-
férences (centre Pasteur), M. El Mehdi
Mondy : « Droit et politique des mar-
chés publics en Afrique de l'Ouest et à
Madagascar : l'exemple de la Maurita-
nie ».

— Université Paris-IV, le lundi
27 février, à 14 heures, salle Louis-
Liard, M. Jean-Loup Lemaître : « Mo-
nisme à Saint-Martin. La communication
des morts et les obstacles à Saint-
Martin de Limoges ».

— Université Paris-I, le samedi

21 janvier, à 14 h 30, salle 308, entrée
1, rue V.-Cousin, galerie J.-B. Dumes-
nil, M. Guy Lutz : « L'insti-
tution de la micro-informatique en arché-
ologie, un exemple : la céramique com-
mune gallo-romaine en Limousin ».

— Université René-Descartes (Pa-
ris-V), le mardi 24 janvier, à 14 heures
(Sorbonne), salle Liard, 17, rue de la
Sorbonne, M^{me} Anne Lanery (née
Hoestlandt) : « Perspectives tempo-
relles et vie sociale. Contribution à une
approche psychosociale des notions tem-
porelles dans une situation de travail
scolaire ».

— Université Paris-VIII, 2, rue de la
Liberté, Saint-Denis, le jeudi 26 janvier,
à 15 heures, salle G 201, M. Habib
Mohamed Hamel : « Le complot orien-
tal et son traitement dans la littérature
française jusqu'à la Révolution ».

— La soutenance de thèse de M. Jean
Balsamo, prévue le 27 janvier, à
9 heures, est reportée à une date ulté-
rieure.

— Université René-Descartes (Pa-
ris-V), le mardi 30 janvier, à 14 heures
(Sorbonne), salle des Actes, centre
administratif de Paris-IV (cassette),
34, rue Saint-Jacques, M. Guy Dhe-
quais : « La duplicité de l'histoire. Re-
cherche sur les transformations des
sociétés humaines ».

— Université Paris-VII, le lundi
30 janvier à 14 h 30, salle des Thèses,
rez-de-chaussée de la tour 25,
M. Michel Prouzet : « Cadres et acteurs
administratifs et politiques dans l'orga-
nisation de l'espace urbain en Afrique
tropicale ».

— Université Paris-IV, le mardi
31 janvier, à 10 h 30, salle 10, Grand
Palais, person. Alexandre III, cours la
Reine

CINÉMA

« Mon cher sujet », d'Anne-Marie Miéville

Le bonheur de la vie

Pour le titre de son premier long métrage, la compagne et collaboratrice de Jean-Luc Godard a voulu éviter le mot « femme », comme l'adjectif « féminin ». D'où la neutralité intéressante du terme « sujet »...

Au tout début, il y a une bande-son et une bande-image parallèles qui s'écartent ou se rapprochent de manière peu orthodoxe. C'est un hommage sans doute à la géométrie non euclidienne de l'espace-cinéma selon Jean-Luc Godard, dont Anne-Marie Miéville a été la proche collaboratrice sur huit films depuis 1973.

Ce petit coup de chapeau donné au maître et ami — le temps d'une conversation au téléphone — c'est le style personnel de Miéville qui s'impose, magnétique et simple : on pourra tout dire de ce film sauf que c'est du Godard (faux). Pas plus qu'il ne s'agit d'un « film de femme ». Les hommes y sont là aussi aux trois âges de la vie, du grand-père que la vieillesse ennuie, (« Comment pourrais-je supporter toute cette histoire sans la certitude que ça finira... »), au jeune homme rebelle à la paternité (« Pensez petite salope, heureusement que vous avez les hommes pour vous tirer des pattes de vos mères ») et à l'enfant aux questions casse-tête (« Comment elle vient la peau sur quelq'un ? »).

En face, à côté, simultanément, trois femmes. La fille d'abord, Angèle Renoir (quel nom de révé...) interprétée par Gaëlle Le Roi, locataire au cinéma mais non à l'école de l'Opéra de Lyon, soprano colorature. Une pure merveille. Belle, pointue, juste, résolue, avec ce petit mauvais caractère parfois qui fait qu'on lui reproche d'être trop fière, elle est encadrée de Carlo (Yves Neff) et, devant les réticences de celui-ci, se tourne vers sa mère, Agnès (Anny Romand).

Est-ce qu'il s'agit d'un désir d'enfant ou seulement d'un désir de grossesse, demande Agnès, ou à travers Carlo d'un désir de dépendance envers moi, ta mère ? Angèle avorte. On le voit, la mère non plus n'est pas au bout de ses questions, et

ses relations avec sa propre mère, Odile (Hélène Roussel), délicateuse et glaciale, avec le même sourire que sa sœur (Michèle Morgan), sont douces-amères, souvent d'une rosierie feutrée.

Agnès, entre deux âges, est la moins à l'aise de toutes, entre deux amants aussi, deux images, Angèle, au contraire, est tout entière portée par la jouissance du chant (la leçon avec son professeur est d'ores et déjà un morceau d'anthologie musicale amoureuse) et la sérénité d'enfant pour de bon cette fois un enfant désiré.

L'élégance de Miéville est magistrale et légère. Elle aborde la douleur et le rire, la mort du père et la joie de l'amour avec une égale aisance, beaucoup d'amour, une sagesse qui n'est pas de l'innocence mais plutôt cette façon de dire « oui » au monde, à la vie, qui vient plus volontiers aux femmes, semble-t-il. Par bonheur, Anne-Marie Miéville le prouve le temps d'un film, c'est un talent communicatif.

MICHEL BRAUDEAU



Anne-Marie Miéville, janvier 1989

Les suites de l'affaire de l'Opéra Bastille

Pierre Bergé a notifié son renvoi à Daniel Barenboïm

On a commencé par croire résolue la crise entre Daniel Barenboïm et Pierre Bergé, président de l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris, après que ce dernier eut annoncé la rupture de leurs négociations et le limogeage de fait du chef d'orchestre du poste de directeur artistique du futur théâtre lyrique. Mais le patron de l'Opéra de Paris a créé la surprise lundi 16 janvier, au cours d'une conférence de presse qu'il a eu lieu à midi. « Depuis le 13 janvier, date du communiqué de M. Bergé, a-t-il déclaré, je n'ai reçu aucune notification officielle. Je ne peux que me considérer toujours directeur artistique et musical. Je continue mon travail ».

Daniel Barenboïm a également déclaré que ces « événements » étaient « inadmissibles » dans un pays « où il a connu tellement de joies pendant quinze ans ». Il a maintenu que le « contrat » qui le liait à l'Opéra Bastille était valable et a fait appel au président de la République, qui présidait le conseil des ministres lors de sa nomination le 31 juillet 1987.

Touchant la participation de Carlo-Maria Giulini au télégramme de protestation adressé au président de la République le 13 janvier, il a montré la lettre de solidarité que le chef d'orchestre italien lui avait remise le 15 janvier au soir, en arrivant pour diriger l'Orchestre de Paris.

Nouveau rebondissement en début d'après-midi, Daniel Barenboïm recevait une lettre de Pierre Bergé dans laquelle celui-ci lui notifiait officiellement qu'il était « mis fin » à ses « fonctions de directeur artistique et musical ». Cette lettre serait datée du 14 janvier et aurait été livrée à son destinataire par porteur.

En ce qui concerne enfin l'établissement du contrat de Daniel Barenboïm, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui était à l'époque ministre du budget, a déclaré qu'il s'agit « d'un contrat qui lui était proposé par le ministre de la culture de l'époque (il s'agissait de M. François Léotard), et qui accordait à M. Barenboïm les mêmes avantages fiscaux que ceux dont disposait M. Liebermann lorsqu'il était administrateur général de l'Opéra ».

L'imbricatio de l'Opéra Bastille continue à susciter des réactions dans les sphères politiques ou artistiques.

Estimant que le salaire initialement proposé à Daniel Barenboïm « chatouillait la morale », Jack Ralite, ancien ministre communiste, a relevé que ce dernier avait accepté de « la baisse de moitié », et a demandé à ceux qui émettent ces critiques d'avoir « autant d'énergie » pour critiquer les « hautes sphères » de l'affairisme.

Enfin, Daniel Toscani du Plantier, président d'Unifrance Film, PDG d'Erato, qui avait signé l'engagement moral de mettre en images les premiers spectacles de l'Opéra Bastille, a déclaré à Avoriaz, où il participait à un colloque sur le thème « Le cinéma sait-il communiquer ? » : « Aurait-on pensé, un jour, qu'une situation rendue absurde par la politique et la vanité nous obligerait à choisir entre François Mitterrand, Jack Lang, Pierre Bergé d'un côté, et Daniel Barenboïm, Pierre Boulez, Patrice Chéreau de l'autre ? Alors que l'histoire de l'art et du spectacle a toujours été faite de la rencontre amoureuse de Louis XIV et de Lully, rendons la Bastille à l'esprit de Versailles ».

Un entretien avec la réalisatrice

« Il faut parler de ce que l'on connaît »

Elle pourrait collectionner les pierres dures et les dentelles. Elle pourrait être harpiste ou cavalière. Beaucoup d'élégance, de blondeur calme. Son premier long métrage, *Mon cher sujet*, sort le mercredi 18 janvier. Un film qui parle des femmes sans mièvrerie ni complaisance, un film musical et essentiel. Anne-Marie Miéville répond souvent aux

questions avec un sourire d'une grâce hermétique, comme si tout ce qu'on devait savoir d'elle était dans son film. Elle a, bien sûr, raison.

Depuis vingt ans, Anne-Marie Miéville est présente dans l'œuvre et dans la vie de Jean-Luc Godard. Qui est-elle ? Complice ? Assistante ? Associée ? Plus simplement, compa-

gne. Ils vivent et travaillent plutôt en Suisse, au bord du lac, dans une petite maison qui tourne le dos à l'eau, rue du Nord... Elle reçoit dans son appartement parisien qui n'est que de passage, blanc comme une page blanche, vide. Avec beaucoup de bibliothèques encore sans livres. Pourtant, sur une table, il y a quelques fleurs vivantes.

— Quelle a été la première idée, celle des trois femmes ?

— L'idée de filiation. L'écriture d'un court scénario a suivi. J'ai très vite eu un enchaînement de dix-sept séquences. Je leur ai cherché un nom, c'était important, par exemple *le Monde d'Agnès*, ou *Agnès et les hommes* ou *Duo*. Mais en même temps je sentais qu'il fallait que j'échappe au rituel de l'écriture du gros scénario, qu'il ne fallait pas que je fixe un an, un an et demi à l'avance des dialogues dont je ne savais pas qui les dirait, j'ai donc réalisé une bande vidéo de dix minutes qui présentait le thème avec des photos, de la musique. Avec des visages aussi, les premières idées que j'avais eues. Danielle Darrieux dans le rôle de la grand-mère, Aurélien Clément éventuellement pour le personnage de quarante ans...

— Ce matériel là — le scénario d'une trentaine de pages et la bande vidéo, — je l'ai présenté à différentes institutions. L'avance sur recettes en France et la 5 ont répondu tout de suite favorablement. Par contre, en Suisse, l'équivalent du Centre du cinéma, alors là, non non non ! Ils trouvaient que ce n'était pas assez développé. J'ai rajouté des dessins. C'était la première fois que j'utilisais ce moyen pour chercher de l'argent. Ça n'a pas séduit non plus (rires). Je ne voyais pas ce que je pouvais encore rajouter... Je leur ai offert en prime le court métrage *Faire la fête*, que j'avais tourné en attendant de boucler mon budget. Et cette fois, ça a marché !

Regard d'amour !

— Vous avez réuni un budget de quel ordre ?

— Environ 5 millions et demi de francs. J'ai tourné dans l'ordre chronologique, en ménageant un peu de temps pour respirer.

— Comment avez-vous trouvé Gaëlle Le Roi, cette extraordinaire soprano colorature de vingt ans ?

— En écumant tous les conservatoires de France et de Navarre. Elle était à l'école de l'Opéra de Lyon. Pendant le tournage, Gaëlle s'est montrée la plus professionnelle de tous. Le rôle, bien sûr, était très proche d'elle. Mais elle a une grande capacité vocale, un vrai talent. Elle a tout enregistré en son direct, évidemment.

— Sans chercher la part autobiographique de *Mon cher sujet*, ou

soit lent et naturel. D'ailleurs, le cinéma n'est-il pas une des rares professions où l'on parle d'un jeune réalisateur quand il a quarante ans ! Mais demain je peux retourner à autre chose. Le long métrage, pour moi, n'est pas une prise de pouvoir.

Un court scénario

— Pourquoi ce titre, *Mon cher sujet* ?

— Ce n'est pas un très bon titre de film. Déjà, il y a un problème de prononciation. Au début, quand on commence à travailler, on parle de son projet. Mais un projet, ça n'arrive jamais. Alors cela devient un sujet. Autour de moi, comme une blague, on commençait à dire : « Alors, comment va le cher sujet ? ». Le sujet, après tout, c'est le thème, et la personne... Le titre, qui n'en est pas un, est ainsi resté. Au moment de livrer le film, on a encore essayé de le changer. Mais tous les titres qui comportaient le mot « femme » ou l'adjectif « féminin » étaient si dangereux...

peu de chanson. Je ne les écrivais pas, on les taillait en fonction de mon physique d'alors. J'étais « une porcelaine » comme ils disaient...

— Et la rencontre avec Jean-Luc Godard ?

— C'était après 1968. Nous militions tous les deux... La cause polonaise. Nous avons travaillé pendant un an et demi tous les jours au montage de *ici et ailleurs*. Le film a été retardé par l'accident de Jean-Luc, mais nous avons décidé de reprendre ensemble tout le matériel qu'il avait tourné au Liban, en Syrie, en Jordanie. Et c'était assez pénible d'ouvrir ces boîtes, comme ça, pleines de gens qui depuis étaient morts... Ils parlaient de leur terre, de leur mère patrie. C'étaient des paysans pour la plupart, très loin de ce qu'on disait ici... C'est pour ça que le film plus tard s'est appelé *ici et ailleurs*.

— Comment s'est organisé votre travail, après ? Vous apparaissiez toujours, mais à des postes différents.

— Oui, et c'était formidable pour moi. Une bonne école. J'ai com-

peut évidemment constater que vous êtes une femme, que vous avez une mère...

— J'ai aussi une fille. On la voit chanter dans le film une chanson qu'elle a écrite, elle a vingt-quatre ans. Et il y a quelques mois, alors que le film était déjà fini, ma fille à son tour a eu une petite fille... Je pars du principe qu'il faut parler de ce qu'on connaît. Et s'il y a dans *Mon cher sujet* des points communs avec ma propre histoire, je pense qu'il y en a autant avec la voisine du dessous, et celle du dessus.

— Mais il n'y a aucun compte que j'ai voulu régler, aucune situation que j'ai voulu reproduire, aucun conflit que j'ai voulu liquider. J'ai essayé, ce cher sujet, de l'élargir. Disant par exemple que l'IVG, toute remboursée qu'elle soit par la Sécurité sociale, reste un drame...

— La leçon de chant de Gaëlle Le Roi/Agnès est une scène particulièrement émouvante, sensible.

— Je me souviens, j'étais à la caméra. En tournant certains plans, je voyais entre le professeur et son élève des regards d'amour comme on peut en voir entre un nourrisson et sa mère, ou entre deux amants, c'est le même.

— Vous avez avec la musique ce rapport de nécessité, de proximité.

— Si je devais dresser la liste de mes regrets, elle serait courte. Je n'en ai qu'un, celui de ne pas avoir été musicienne. Tout ce que je peux faire avec la musique, c'est lui donner une place dans mon travail.

— Dans *Mon cher sujet* on retrouve des images, des ambiances, des bruits, ces bruits de la vie, de la rue, qui nous ont frappé déjà chez Godard. Dans *Savez-vous ce que ça veut dire* ?

— Je ne m'en suis jamais préoccupé. Je n'avais aucun souci de « faire comme » ou de « ne pas faire comme ». C'est sûr qu'il y a un air de famille, sauf que d'autres choses sont dites et que les dis à ma manière.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.

● RECTIFICATIF. — Dans le « Calendrier des expositions » (*Le Monde* du 12 janvier), le numéro de téléphone indiqué pour le Grand Palais (exposition Gauguin) était erroné. Il faut composer le numéro suivant : 42-89-54-10.

THEATRE DE LA GAITE-MONTPARNASSE
26, rue de la Gaite - PARIS 14^e - Tel. : 43 22 16 18

ERIK BERCHOT
PIANOTE

PHILIPPE ETESSE
COMEDIE

FREDERIC CHOPIN
LE MALHEUR DE L'IDEAL

SPECTACLE CONCU PAR PHILIPPE ETESSE ET ERIK BERCHOT
LUMIERES PIERRE DUPOUEY

Rendez Vous

UN SPECTACLE DU THEATRE NATIONAL DE MARSEILLE - MOLIERE 88 DU MEILLEUR SPECTACLE DE LA DECENTRALISATION jusqu'au 15 février

MOLIERE/MARCEL MARECHAL
L'ECOLE DES FEMMES

Une vague de bonheur d'une étrange finesse
MICHEL CURNOT LE MONDE

Un bijou
JEAN-FRANÇOIS JOSSELYN LE NOUVEL OBSERVATEUR

Un travail gai, simple, tonifiant
PIERRE MARCABRU LE FIGARO

Une "Ecole des Femmes" qui va droit au cœur
BRIGITTE SALINO L'EVENEMENT DU JEU

48 99 18 88

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

| | |
|--|--|
| CHOPIN Byron JANIS | ENSEMBLE POIKILON E. NUNES, J.-P. OLIVEIRA J. PEDRINHO Isabel SOVERAL Virgilio MELO |
| MIDIS MUSICAUX UDO REINEMANN | MURARO RACHMANNOFF-HOUSBOEK |
| ORCH. SYMPH. DE PARIS Dir. : RENÉ-PIERRE CHOUTEAU BEETHOVEN SYMPHONIE N° 3 « HÉROÏQUE » CANTATE OPUS 112 FANTASIE pour piano, chœur et orch. | WEIGEL MEDELSON-SCARLATTI LISZT-HACHMANNOFF |

Ensemble Intercontemporain
Direction : Hans Zender
Elizabeth Laurence, mezzo-soprano
Madeleine Jalbert, soprano
Sylvie Deguy, contralto
Alain Neveux, piano
Cœuvres : Schœbel - Nidaigo
Zender - Reger
Lundi 30 janvier - 20 h 30
Théâtre Renaud-Barrault
Location 42 56 08 80

ORCHESTRE DE PARIS
Directeur Musical Daniel Barenboim
Directeur Général Pierre Vazirsky
SALLE PLEYEL 20H30
26 janvier, 28 janvier - 21 h
Daniel Barenboim, direction
Hildegard Behrens, soprano
Waltraud Meier, mezzo-soprano
Gary Lakes, ténor
John Tomlinson, basse
Chœur de l'Orchestre de Paris
Arthur Oldham, Chef de chœur
Beethoven, Missa Solemnis
29 janvier - 21 h
Andreas Schiff, piano
Bach, Variations Goldberg
2, 7 février
4 février - 21 h
Daniel Barenboim, direction
Waltraud Meier, mezzo-soprano
David Rendall, ténor
John Tomlinson, basse
Philippe Rouillon, baryton
Chœur de l'Orchestre de Paris
Arthur Oldham, Chef de chœur
Berlioz, La Damnation de Faust
Renseignements : LOCATION
SALLE PLEYEL 45630796

Culture

Les projets de M. Jacques Chirac

Le maire de Paris veut donner la priorité à la formation artistique

M. Jacques Chirac s'est déclaré satisfait du bilan de son action dans le domaine culturel et a annoncé ses intentions.

La culture est aujourd'hui un chapitre essentiel de toute politique municipale dynamique. Aussi M. Jacques Chirac a-t-il tenu, au cours d'une conférence de presse donnée dans les nouveaux locaux de l'hôtel d'Albret (lire ci-dessous), à présenter, dans ce domaine, le bilan

de son action passée et un aperçu de ses intentions. Un bilan dont il est satisfait. Même si son budget culturel (en augmentation cette année de 8,6 % avec 695 millions de francs) ne place pas Paris dans le peloton de tête des villes qui ont fait de la culture une priorité.

Le maire a cité en exemple les conservatoires de musique d'arrondissement, « il vient d'inaugurer celui du XVI^e » et la nouvelle bibliothèque de Tolbiac, dont le système de prêt est totalement informa-

tisé, en oubliant toutefois de noter qu'il n'existe toujours pas, à Paris, de grande bibliothèque municipale digne de ce nom. Il a également évoqué les 400 ateliers de voisinage où 170 disciplines artistiques sont pratiquées. La Maison du geste et de l'image qui doit ouvrir, dans quelques semaines, en face de la Fontaine des Innocents, permettra aux scolaires de s'initier sérieusement au théâtre et au cinéma. « Un effort sans précédent a été accompli en faveur du patrimoine », a ajouté M. Jacques Chirac qui doit inaugurer, dans quelques jours, les effigies remises en état des grandes villes de France place de la Concorde.

Côté commande publique, le maire de Paris se félicite de la fondation de Gérard Singer, placée au pied du Palais omnisports de Bercy. Le bicentenaire de la Révolution sera l'occasion de lancer un vaste programme de commandes d'art moderne et qui semble devenir le « M. Art plastique » de la Ville de Paris, se chargera du choix des artistes. Les grandes institutions parisiennes : théâtres de la Ville et du Châtelet, musée Carnavalet - qui va doubler sa surface en juin prochain - n'ont pas été oubliées par le maire qui s'est également réjoui des succès du Mois de la photo et du premier Festival de Paris.

L'action culturelle sera dans l'avenir poursuivie et accélérée en particulier dans le nord et l'est de la capitale où seront implantées une Maison de la photo (dirigée par Henry Chapier) et une Maison de la danse (place des Abbesses). Mais la formation artistique sera sans doute le grand projet de la troisième mandature de Jacques Chirac. « Il y a cent ans, a-t-il souligné, on a créé l'école, la connaissance à la portée de tous. Une grande inégalité subsiste aujourd'hui sur le plan culturel et qu'il faut réduire. » Des centres de formation aux arts plastiques ouvriront donc, dans la plupart des arrondissements, des ateliers. Enfin, un institut des hautes études en arts plastiques « dans l'esprit du Bauhaus » s'installera au Musée d'art moderne de la Ville de Paris à l'occasion des travaux d'agrandissement de cet établissement. Il sera confié à l'indispensable Pontus Hulten. Roland Petit sera chargé, lui, d'étudier la possibilité d'ouverture d'une école de chorégraphie. Quant au conservatoire national de région, désormais conservatoire de Paris, « puisqu'il n'est ni national ni régional », il occupera les locaux du Conservatoire de la rue de Madrid dont on espère qu'il sera sérieusement rénové.

Le maire de Paris a conclu son intervention en rappelant sa conception de la politique culturelle : ni dirigisme ni soumission aveugle aux lois de l'économie. « Le laissez-faire pur et simple aboutirait à la concentration, sur quelques quartiers privilégiés, d'un nombre réduit d'activités jugées rentables. » C'est pourquoi le maire de Paris a proposé à l'Etat les terrains de l'ancienne gare de Tolbiac pour y installer sa future « Très Grande Bibliothèque ». « Un geste de plusieurs millions de francs, a précisé M. Jacques Chirac, grâce auquel ces bords de Seine pourront devenir un pendant de l'Institut. »

Les affaires culturelles dans l'hôtel d'Albret rénové

Un « look » d'enfer

M. Jacques Chirac a inauguré, lundi 16 janvier, les nouveaux locaux de la Direction des affaires culturelles de la Ville de Paris, dans l'hôtel d'Albret rénové.

C'est à Christian Germanez, architecte disert sur son œuvre et intraitable sur ses « motivations », que Jean Musy, alors directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris, aujourd'hui disparu, avait confié l'aménagement de l'hôtel d'Albret, l'un des plus beaux hôtels du Marais, mais l'un de ceux aussi qui avaient le plus souffert du temps. L'entreprise était ambitieuse : trouver 2 000 mètres carrés pour loger les quelque quatre cents personnes des services centraux de la « culture » municipale, sans méconter outre mesure les Monuments historiques, et sans toutefois donner une image par trop conservatrice de la Ville. La quadrature du cercle.

Le pari est tenu. Les nouvelles affaires culturelles de la Ville de Paris ont un look d'enfer, si moderne, si affirmé qu'on jurerait une succursale de la rue de Valois. Un grand et beau trait blanc, dynamise la vieille carcasse de l'hôtel, donne une signification à l'entrelacs des structures anciennes et des structures et circulations adaptées à la bureaucratie contemporaine. Comme les couleurs de la Ville ont une raison d'être - les festivités de la Révolution nous rafraîchissent la mémoire - de grands aplats d'un rouge « sang chaud » font vivre quelques murs de la demeure aristocratique, en répondant au bleu.

N'allez cependant pas croire qu'on soit dans le domaine du sacrilège. Bien au contraire, tout ce qui de l'édifice ancien était encore valide, en particulier ses façades, ses escaliers, et jusqu'aux rajouts parasites, tout cela a été parfaitement restauré, respecté. Germanez, comme il le dit lui-même, a su faire valoir l'hôtel d'Albret, en jouant la transparence et la fluidité du regard, en plaçant le contemporain à une bonne distance - physique autant que spirituelle - de l'ancien.

Cet ancien-là a un passé, qu'il nous faut ici prendre en compte pour avoir la mesure des périls. La première pierre de l'hôtel fut posée en 1550 par le grand comte de Montmorency, qui voulait un pied-à-terre convenable pour un de ses gamins. Guillaume, l'édit gamin, ne s'en soucia pas par trop longtemps puisque, à peine construit, l'hôtel changea, et à plusieurs reprises, de propriétaires, ordinairement banquiers. Et c'est enfin Henri de Guénégaud, secrétaire d'Etat fortuné qui, héritant le bâtiment de son père, le fit remanier par Mansart pour le céder, en 1648, à son beau-frère, César Phœbus d'Albret, maréchal de France. Et voilà comment l'hôtel ne tire pas son nom de Jeanne

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Le socialisme saisi par le capital

1 Sur les marches du palais

Savez-vous ce qui m'étonne le plus dans ces histoires de Bourse ? C'est la mollesse relative de l'opposition pour s'en prendre au gouvernement, qui dans le présent quart d'heure a pourtant bonne mine ! Comme si la droite craignait de noyer son cher bébé libéral en évacuant l'eau sale du bain socialiste. Comme si les vertus réuses des dénégations, de la libre entreprise et du marché des valeurs ne devaient pas souffrir de ce qui s'était passé, il y a peu, au palais Brongniart, à Wall Street ou bien ailleurs. Pour cette opposition, la Bourse, c'est vraiment la vie, elle lui pardonne tout, et même le tour qu'elle lui a joué lors du krach de 1987. M. Balladur, si l'on avait eu l'idée de le questionner, aurait dit sans doute : si la survie du temple est à ce prix, l'accepte qui soit envolé par les marchands de la gauche.

Après Herou, Borogovoy. D'un septennat à l'autre, le gouvernement veut nous administrer la preuve qu'il ne craint plus désormais - le niveau du socialisme monte ! - d'affronter ses adversaires dans les domaines qui leur étaient jadis réservés : l'armée et les finances. Et qu'il est aussi doué pour s'emparer d'une société même générale que pour couler un bateau. Ces mots « défilé d'initiales » ont été, on le sait, employés ces jours derniers avec une vertueuse réprobation dans la voix par des millions de Français. Nous n'étions plus qu'entre honnêtes gens qui gagnions durement notre pain à la sueur de notre front et de nos mains en montant les marches du palais Brongniart. Il y avait d'un côté la masse des citoyens, ces petits porteurs sagement conseillés par leurs banquiers et leurs agents de change qui faisaient fructifier tant bien que mal leurs quatre sous qu'ils avaient mis au service de l'industrie et du patrimoine français, et de l'autre quelques louches individus qui amassaient des fortunes après s'être procuré frauduleusement des secrets d'Etat. Ne plaisantons pas, car c'est l'on appelle défilé d'initiales, c'est le rêve de tout un chacun, de toute personne qui joue son argent ou celui des autres à la Bourse. Et ce rêve, c'est d'obtenir le tuyau qui permet de gagner le plus d'argent possible dans un minimum de temps et sans effort.

Il n'y a pas une Bourse morale et l'autre, s'il y a une Bourse réglementée. Il y a le jeu boursier - et c'est parce qu'ils jouent que les boursiers sérieux n'aiment pas les jeux de hasard - qui favorise, cela va de soi, les plus riches, ceux dont le portefeuille dans tous les sens du mot est bien garni. Ce portefeuille leur permet d'attendre leur moment, un nouveau coup, ou de se refaire en cas de défaillance du rendement.

Je n'ai rencontré dans ma vie qu'une fois M. Max Théret, et à sa demande, le jour où précisément je quittais le Matin dont il était devenu l'heureux propriétaire avec la bénédiction des meilleurs socialistes. Les propos optimistes qu'il m'a tenus sur l'avenir radieux du journal si chacun y mettait du sien m'ont persuadé que si Max Théret avait un bon gauche, toutes les qualités qu'on l'on voudrait, il ne connaissait rien à la presse ni aux journalistes. Son passé en témoignait : les Nouvelles littéraires, le Matin, l'Autre Journal (qu'il au passage il aurait pu sauver s'il avait eu la modestie de l'aider financièrement sans demander son reste ; mais la modestie n'est pas le fort des hommes d'affaires, qui ont toujours leur mot à dire et qui préfèrent que les entreprises dont ils s'occupent soient des gouffres dont on parle plutôt que des réussites médiocres).

Trois journaux à son passif, c'est un joli palmarès, il y a de l'abbé Pierre du journalisme chez cet ancien combattant de la guerre d'Espagne. On comprend que, après ces tentatives malheureuses pour venir au secours d'une presse qui ne cache pas ses opinions, les économistes qu'avait pu mettre de côté Max Théret quand il était garde du corps de Trotski (encore un qui n'a eu qu'à se louer de ses services !) et accessoirement fondateur de la FNAC, aient fondu comme neige au soleil.

Et comment aider efficacement ses amis, les causes qui sont votre passion, si l'on n'a plus assez d'argent pour le faire ? Les coups de Bourse, bien sûr, pour se refaire une pelote et une santé. C'est le mot de Léoline actualisé : les perdre avec les cordes qu'ils nous tendent ! Se servir de la Bourse pour blanchir le sale argent du capital. Avec Max Théret, nous étions au sommet. Le militant d'avant-guerre qui a des convictions. Quand il s'agit de démanteler les nœuds durs, on risque de se casser les dents soi-même. Contre les requins, il faut des dents de requin.

Si des financiers aident une politique qui va dans le sens du pouvoir, ce n'est pas seulement pour les beaux yeux de cette politique ou d'un ministre même d'Etat, il faut qu'ils y trouvent, en dehors du plaisir du jeu et de la passion de gagner, leur intérêt. Et dans ce type d'affaires, c'est comme ça, il y a forcément des fuites. Pas la peine de parler avec des airs courroucés ou entendus de manœuvres, de complots politiques ; quand il y a une opposition et un gouvernement, le « complot politique » est permanent. Et tout ce qui sert l'opposition et tout ce qui sert le gouvernement font partie de ce « complot ». Ça s'appelle Boulin, l'affaire des diamants, des histoires d'immobilier, etc.

Le taux de natalité des sujets de mécontentement en France n'a jamais baissé ! Ma consultation est gratuite. Je conseille au pouvoir quand il en est encore temps une solide cure de vertu et de modestie, de ne pas s'enfoncer trop bêtement dans les coussins douillets des voitures ministérielles. Les vices, la bonne vie, c'est pour nous qui n'avons que ça pour nous consolider d'être des citoyens sans importance !

2 Aron dans la fosse

Perrine Simon-Nahum vient de réunir sous le titre *Essais sur la condition juive contemporaine* (éditions de Fallois, 100 F) les textes consacrés par Raymond Aron à ce qu'elle appelle le judaïsme et qui occupent, dit-elle, une place relativement restreinte dans une œuvre par ailleurs considérable.

Ce qui m'a retenu dans ce recueil, c'est la brochure publiée en 1968 chez Pion par Raymond Aron, que je n'avais pas lue à l'époque, ou distrairement - mais n'ai-je pas toujours été un lecteur distrait de Raymond Aron quand il parlait de sujets qui auraient dû m'intéresser, ayant l'impression d'avoir compris où il voulait en venir avant même d'avoir terminé sa phrase ? - et qui était intitulé *Le Temps du sabbat*.

Cette brochure fut provoquée par la conférence de presse du général de Gaulle, celle où, ce dernier, six mois après la guerre de six jours, traite des problèmes du Moyen-Orient, des rapports entre Juifs et Arabes, prononce la phrase fameuse qui allait faire sauter tant de consciences juives ou non un peu endormies, dont celle de Raymond Aron. La voici : « Certains même redoutaient que les Juifs, jusqu'alors dispersés, mais qui étaient restés ce qu'ils avaient été de tout temps, c'est-à-dire un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur, n'en viennent, une fois rassemblés dans le site de leur ancienne grandeur, à

3 Otez de mes yeux ce filet de porc !

Vous vous souvenez peut-être qu'évoquant, il y a quelques semaines, une œuvre de l'homme aux orchidées, New York, la Radio New-York (v.o. : *And be a Villain*) de Rex Stout, publié en 10-18, j'avais tiré devant un bizarre client : « Nous aurons un velouté au curry, une poularde Rossini farcie de foie gras et une timbale. » Un lecteur grand amateur de Stout et qui n'aurait pas gardé souvenir de cette poularde Rossini m'avait demandé des précisions. De fil en aiguille, l'on s'aperçoit que le velouté au curry, la poularde Rossini, la timbale, sont des références poétiques du traducteur. En fait, il fallait lire : « Nous aurons un filet de porc frais préparé en cocotte dans une sauce brune modérément épaisse. » Peut-être le traducteur n'appréciait-il pas le porc ? Peut-être sa religion allait-elle jusqu'à lui interdire de traduire le mot ?

MUSIQUE A L'ANCIENNE
7 CONCERTS 18 H 30

PREMIER CONCERT VEN. 20
SALOMON STRING QUARTET
BEETHOVEN - MOZART

DEUXIEME CONCERT SAM. 21
AMSTERDAM LOEKI STARDUST QUARTET
QUATUOR DE FLUTES A BEC DE PALESTRINA A VIVALDI
LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4

théâtre

ARLEQUIN (43-89-43-22). ♦ Monsieur de Pourceaugnac : 20 h 30.
ARTISTE-ATHÉNAÏNS (48-06-36-02).
 Le Témoin en palais : 20 h 30.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bernard. ♦ La Terreur : 18 h 30. Salle Louis Jovet. ♦ Madeleine Julie : 19 h.
BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). ♦ Freaks : 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).
 Une absence : 20 h 30.

MERCREDI

« Le réalisme, de Daudet à Millet... »
11 heures, Musée d'Orsay, vestiaire collectivité, à gauche de l'entrée (G. Marteau-Cancien).

« Redon et les symbolistes français »
14 heures, salle Petit Palais (M. Coze).

« Versaille... du temple de l'Abondance à la cathédrale Saint-Louis... »
14 h 30, façade de la cathédrale (Office du tourisme).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, méro Saint-Placide, sortie (Résurrection du passé).

« Opéra de la Bastille. Visite chantier », 14 h 45, 75, me de Lyon (Accès : par la porte des arts et lettres).

« Le symbolisme » (dernière visite)
15 heures, Petit Palais, hall d'entrée (M. Bazin).

Salle des ingénieurs, 9 bis, avenue d'Iéna, 15 heures : « Pérou mytique et légendaire », de H. de Pérou et J.-C. Stevens.
17-17, boulevard Saint-Germain, 18 heures : « Eauquet, Gaiques », de J. Durst (Musée de l'Amérique latine).
6, place d'Iéna, 18 h 30 : « L'Inde, du Tibet à l'océan indien », montage de J. Durst, J. Moreau et P. Faïry (Musée Océan).
Sorbonne (amphithéâtre Descartes), 18 h 15 : « Le système d'organes chez l'œuf », de J. Durst (Musée d'histoire naturelle).
12, rue la Boétie, 18 h 15 : « Les trésors », par S. Bontep, expert en numismatique (École d'art de communication).
Centre Georges-Pompidou (salle d'actualité de la BRP), 18 h 30 : « Le désert aride et le droit humanitaire », débat animé par O. Roubicek.
35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « L'Art abstrait d'art portais », par J.-A. France (Musée de

GAYTE-MONTMARNASSE (43-22-60)
16-18; cf. Frédéric Champsy, op. La Mairie
mille L.: 21 h.

GAITE-MONTMARNASSE (43-22-60)
16-18; cf. Frédéric Champsy, op. La Mairie
mille L.: 21 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE
OF PARIS (43-26-63-51). cf. The
Dining Room: 20 h 30

GILBERT (43-27-90)
38-61 Adrien Agajaz: 20 h 30

GYMNASE MARIE-BELL (43-27-
79-79). cf. L'ange gardien: 20 h 30

HUCHETTE (43-26-38-99). cf. La Canne
à sucre: 19 h 30; cf. Le Lapin
20 h 30; cf. La pluie et le tonnerre: ce
que l'on écrit: 21 h

JARDIN D'HIVER (43-62-39-98). cf.
Nadine: 21 h

L'ECLUSE EUROPEEN (43-63-69-68)
La Fiac casse d'Orléans: 20 h 30. Adrien
Monseigneur Tchékoff: 21 h 15

LE BASTILLE (43-57-62-14). cf. Moins
de deux: 21 h

LE RUAU (43-60-68-99). cf. Le Retour:
21 h

LE POUVAIL (43-73-47-54). Ce soir, on
cultive tous: 20 h 30

LE GRAND EDGAR (43-30-90-09)
L'homme qui aime les chats: 20 h

LES 20 CHARGEURS (43-36-04-02)
Barbecue: 20 h 30

LUCIENNAIRE POUR HOMME (43-57-53)
Théâtre noir. Le Petit Prince: 14 h 45-34
Le grand Edgar: 20 h 30
cette nuit: 21 h 30. Théâtre rouge
Contes satiriques arabes du XIVe siècle:
21 h 30. Quant au théâtre, n'en parlez pas:
21 h 30

MADRIELEINE (43-63-07-09). La Foire
d'empoigne: 21 h

MARCELLE (43-26-75-82) 43-26-75-82

20 h 30.
MARIE STUART (45-08-17-80). O. Pierrot gardien de l'ordre : 20 h 30. O. La Vie après l'amour : 22 h.
MOGADOR (48-78-75-00). O. D'Armaganan : 20 h 30.
MONTARNASSE (43-22-77-74). La Vraie Vie : 21 h.
MONTARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). O. Toros : 21 h.
ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappoport : 20 h 45.

18 JANVIER

- Rodin et Camille Claudel .
- 15 heures, musée, 77, rue de Varenne
- (Cf. p. 10)
- Caves sauvages et grands châteaux au Musée de la chasse . 15 heures
- 60, rue des Archives (Approche de l'art)
- Le symbolisme . 15 h 45, Petit Palais (M^{lle} Lobban).
- Café Procope et ancienne Comédie française . 16 heures, 15, rue de la Comédie-Française (Touraine culture)

Moments historiques

- Saint-Eustache, le tombeau de Colbert . 15 heures, portail central, rue du jour
- Le troisième arrondissement : ses rénovations et sa population actuelle . 15 heures, infirmerie Maison Blanche, rue de la République, 10
- L'ancien hôtel de la Cour de cassation, côté impasse de l'avenue d'Italie .

107, rue de Reuzilly (salle n° 1),
19 heures : « Fondements, histoire et
philosophie d'un langage », par
Jean-Luc Guéron. « Nankak, perle de cette
religion ? » (dispositives), par
M. Singh ; salle n° 2, 19 heures
« L'activité sensorielle, mortrice et psy-
chologique peut-être nous permettrait-elle
d'élucider et d'entretenir notre dynamisme
? » ; par J. Barbin (Université libre de
Paris et de l'Île-de-France).

3, rue Kosselstein, 19 heures
« L'archéologie, l'écrit et le temps : la
trappe historique », par J.-P. Adam
(Arcens).

78, boulevard Malesherbes, 20 h 30
« Le Kabbalah ou tradition cosmique
de la Kabbalah », par J. Broythaler (Le
Labyrinthe ou l'identité au destin ? »
par J. Broythaler (L'Homme et la
connaissance).

Sorbonne (amphithéâtre Bachelard)
17, rue de la Sorbonne, 19 h 30 : « La
symbolique chrétienne d'art roman »
(dispositives), par R. Blanc (Espace
Expression).

60, boulevard Latour-Maubourg,
20 h 30 : « Extériorisation et introjection
chez Yvea Didiot (Psychiatrie
psychanalytique).

La Cinémaèque

PALAIS DE CHAILLOT
(42-54-24-34)
Ciel de plomb (1974) de George F. Walker, 16 h ; Découverte et Sauvageur du cinéma britannique ; Les Monstres de l'espace (1967, v.a. s.t.f.), de Roy W. Baker, 19 h ; Le Marquis du Saint-Evremond (1955), de Jack Conway, 21 h.

SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-76-37-29)
Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(42-26-34-35)
Paris-Paula : Fo'Art : la Maison aux images (1955), de Jean Grémillon, Mesures à Montmartre (1956), de Gilles Gavignac, 14 h 30 ; Côté film : Appelés à 1914 (1972), d'Edouard Malraux, Milleux (1978), de J.-M. Hurneau, Faits divers (1982), de Raymond Depardon, 16 h 30 ; Jours trouble les jours : Entre autres : Les autres (1974), de Henri Decoin ; Copia confusa (1947), de Jean Drville, 15 h 30 ; Malheur nous frappe : Accusés Jean Guemont, Mesures pour mémoire (1964), de Laurent Heynenau, 20 h 30.

Les exclusivités

ACQUERIEUX (Sov., v.a.) : ...
Persepolis, 67 (42-26-58-00).
LES ALLES DU DÉSIR (Fo'Art, v.a.)

BERTLEUCE (A., v.o.): *Form* Are
en-Ciel, 1^{re} (47-57-53-74); UGC Océan
6^e (42-25-10-30); *Parthé* Margiane-
Concorde, 5^e (43-59-92-82); UGC Biar-
ritz, 3^e (45-62-20-40); v.l.: *Paranorm*
Opéra, 3^e (47-42-56-31); *Mistral*, 14^e
(45-39-52-43); *Trois Parnassiens*, 14^e
(43-20-30-19); *La Gamberra*, 20^e (46-
36-10-96).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): *Gavmou*
Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); *Gavmou*
Opéra, 2^e (47-42-60-33); 14. *Juillet*

Germann, G* (42-22-72-50) ; La Pagode
7* (47-05-12-15) ; Gausson Chibout
Elysee, R* (43-59-04-67) ; Saint-Lazare
Piqueux, R* (43-67-35-43) ; 14 Juillet
Bessille, J* (42-77-50-81) ; Les Nouragues
12 (43-43-04-67) ; Escorial, J* (47-07-
28-04) ; GUGO Gobelins, J* (43-56-
56-56) ; GUGO Gobelins, J* (43-56-
56-56) ; GUGO Gobelins, J* (43-56-
56-56) ; Miranor, L* (43-20-82-52) ;
Jullier Beaugenelle, L* (45-75-79-19)
Gausson Chibout, L* (47-05-12-15)
42-27* ; Kinopanorama, J* (43-06-
30-50) ; GUGO Mallory, J* (47-48-
06-56) ; Faïbe Wepler, L* (42-
22-42-01).

Qu 14 Janvier au 20 Mars

Les
Rideaux

de CONSTANCE DELAUNAY
mise en scène CLAUDE SANTELLI
avec ANNIK ALANE, NELLY BORGEAUX,
EVELYNE ISTRIA et SOPHIE ROBIN

cinéma

L'ETUDIANTE (Fr.) : George V. 8 (45-52-41-46).

FAMILIAN EN FÊTE (A. w.) : 45-52-41-46.

Form : **Oriont Express** (A. w.) : 42-33-32-26; **Pathe Marignan-Concorde**, 32 (43-39-92-82); v.f. : **Paramount Opéra**, 34 (42-36-53); v.f. : **Pathe Monpanasse**, 14 (43-20-12-04).

LE GRAND RUAU (Fr. w.) : **Ren** (Le Grand Rex), 32 (42-38-53-93); v.f. : **Les Montparnasse**, 14 (43-27-52-37).

LE HASARD (Pol. w.) : **L'Empire**, 14 (43-20-12-04).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong w.) : **Ciné Beaumont**, 3 (42-71-52-36); **Ciney Palace**, 3 (42-75-52-36); **Le Triumphant**, 3 (42-50-47-76).

La Bestie, 11 (43-54-04-76); **Sept Parousiens**, 14 (43-20-32-20); v.f. : **Pathe Français**, 34 (42-37-53-38).

L'INSOUTENABLE LÉGITIME DE L'OPÉRA (Fr. w.) : **Cinéma**, 3 (46-33-10-82).

MINÉRAIE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : **Form Horizon**, 14 (45-08-08-08); v.f. : **Form**, 3 (42-36-53-93); v.f. : **Form**, 3 (42-22-57-77); **UGC Odéon**, 6 (42-23-10-30); **Gaumont Ambassade**, 8 (43-39-13-08); **George V**, 8 (45-08-08-08); **Le Grand Rex**, 32 (43-39-13-08); **La Nation**, 12 (43-34-04-67); **UGC Lyon Bessière**, 12 (43-34-01-59); **Parousiens**, 14 (43-31-56-86); **Gaumont Opéra**, 14 (43-31-56-86); **Gaumont Alcazar**, 14 (43-31-56-86); **Le Juillien Beaumont**, 14 (45-07-76-76); **Pathe Marignan**, 17 (47-48-96-96); **Pathe UGC Molière**, 17 (47-48-96-96); **Pathe**

KRYSAK, LE JOUEUR DE FLÛTE,
(technique, v.a.) : Utopia Champollion, 5
(43-26-84-65) ; v.f. : Denfert, 14 (43-21-
41-01).

LA LECTRICE (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-
44-57-34).

**LES MARIS, LES FEMMES, LES
AMANTS** (Fr.) : Forum Horizon, 1
(43-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-
25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8
(43-59-92-82) ; Publicis Champa-
Ellysée, 8 (47-20-76-23) ; Saint-Lazare
Esquayeur, 6 (43-87-33-33) ; Pathé France

Bessière, 11 (43-57-90-81); Les Nations
12 (43-43-04-67); Fauvette Bis, 13
(43-61-67-76); Garnett Cécile, 14
(43-27-84-50); Miramar, 14 (43-20-
89-52); Sept. Parisiennes, 14 (43-23-
72-84-14); Julie Beaumgard, 15 (43-
75-79-79); Gastronom Convention, 15
(48-28-43-27); UGQ Maillo, 17 (47-
48-06-06); Publi Clichy, 18 (45-22-
46-01).

MORT A L'ARRIVEE (A. v.), Georges
V. 9 (45-62-41-46).

LE MUSEE JOSEPHVAL (L. v.),
v. 9; Chny Palace, 9 (43-54-07-01).

LA RECO

DE BERNARD NOËL
MISE EN SCENE DE
CHARLES TORDJMAN
PRODUCTION DU THEATRE

POPULAIRE DE LORRAINE.
DU 19 JANVIER AU 4 FÉVRIE
THEATRE GEMIER
LOCATION 47.27.81.15
France inter

LES FILMS M

DOMANI, DOMANI. Film italien de Daniele Lucchetti, 15 : *Pathé Impérial*, 27 (47-42-72-52) ; *Ciné Beaubourg*, 37 (42-71-52-36) ; *Le Saint-Germain-des-Près, Salle G.* de Beaugrenard, 67 (42-72-72-36) ; *UGC Cinéma*, 10 (42-74-94-94) ; *Les Trois Beizac*, 87 (45-61-10-60) ; *La Bastille*, 114 (43-54-07-76) ; *14 Juillet* Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LA FEMME DE MESSAMOUËS. Film franco-italien de Gianfranco Mingozzi : *Ciné Beaubourg*, 37 (42-71-52-36) ; *UGC Montparnasse*, 67 (45-74-94-94) ; *UGC Odéon*, 68 (42-25-10-30) ; *UGC Biarritz*, 87 (45-62-10-40) ; *UGC Opéra*, 94 (45-74-95-40) ; *UGC Lyon Bastille*, 128 (43-54-07-76) ; *UGC Gobelins*, 134 (43-36-23-44) ; *Mistral*, 144 (43-59-52-43) ; *Convention Saint-Charles*, 158 (43-79-33-00) ; *Images*, 181 (43-22-47-46) ; *Le Gambetta*, 200 (43-54-07-76).

L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE. Film américain de Buddy van Horne, v.n.: Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Normandie, 8^e (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2^e (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94); UGC Opéra, 9^e (45-74-95-95); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59);

23-44); Mistral, 14^e (45-39-52-43); Raïns Montmarquet, 14^e (45-20-12-06); UIC, Convention, 15^e (45-74-93-40); Images, 18^e (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19^e (42-06-79-79); Le Gambetta, 20^e (46-56-10-95).

LE MOIRNE NOIR. Film soviétique de (45-64-23-50), v.4. Cosmo, 6^e (45-44-22-50); Le Triomphe, 8^e (45-62-45-76).

DUVEAUX

LE PASSEUR. Film norvégien de Nils Gaup, v.o. : Forman Aron-
Ciel, 1* (42-97-53-24) ; **Pathé**
Impérial, 2* (47-42-72-52) ;
Pathé Hauserette, 4* (46-53-
78-52) ; **Publicis Champe-**
Elysées, 4* (47-20-76-23) ; **Sept**
Parassians, 14* (42-30-33-20).

TUCKER. Film américain de
Francis Coppola, v.o. : Gaumont
Les Halles, 1* (40-56-12-12) ;
Pathé, 2* (42-25-57-07) ;
UGC Odéon, 6* (42-25-10-30) ;
Gaumont Ambassade, 8* (43-59-
19-08) ; **Max Lindar Panorama**,
9* (42-24-33-33) ; **14 Juillet Ba-**
saire, 10* (43-59-79-24) ; **Capri-**
1, 13* (47-07-38-04) ; **Gaumont**
Alésia, 14* (43-27-54-50) ;
14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-
75-79-79) ; v.f. : Gaumont
Top 2, 2* (47-42-60-33) ; **Fan-**
tasque, 13-11 (41-56-06) ; **Gaumont**
Convention, 15* (43-28-
42-27) ; **Pathé Wexler**, 18*
(43-22-46-01).

VAMPIRE. VOUS AVEZ DIT

v.a.: Forum Horizon, 1^{re} (43-08-57-57); George V, 8^e (43-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82); v.f.: Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31); Fauvette Bis, 13^e (43-31-60-74); Les Montparnos, 14^e (43-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15^e (43-79-33-00); Pathé Clichy, 18^e (45-22-46-01); La Gambetta, 20^e

LA VOUVÈRE. Film français de Georges Wilson : Gaumont Les Halles, 1^{re} (47-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-40-40-33) ; 14 juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08) ; Gaumont Paraisse, 14^e (43-35-30-40) ; Gaumont Alsia, 14^e (43-27-44-50) ; Gaumont Convention, 15^e (49-28-42-27).

DOMANI, DOMANI. Film italien de Daniele Lucchetti, v. a. : Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-32) ; Ciné Beaubourg, 3^e (47-41-32-36) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de la Gaîté-Montparnasse, 4^e (47-42-94-94) ; UGC Rameau, 6^e (45-74-94-94) ; Les Trois Balcans, 8^e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11^e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79).

LA FEMME DE MESS
AMOUX. Film franco-italien de Gianfranco Mingozzi : Ciné Beaubourg, 3^e (42-37-36-36) ; UGC Montparnasse, 4^e (45-94-94) ; UGC Odéon, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Bizarri, 8^e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9^e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Convention 13^e (45-75-79-33) ; Mistral, 14^e (45-39-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15^e (45-79-33-00) ; Images, 18^e (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20^e (46-46-10-96).

L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE. Film américain de Buddy van Horn, v. a. : Pathé Impérial, 2^e (47-57-57) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8^e (45-63-18-16) ; v.f. : Rex, 2^e (43-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 4^e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 6^e (45-74-95-40) ; UGC Convention Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13^e (43-36-23-44) ; Mistral, 14^e (43-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 15^e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15^e (45-74-93-40) ; Images, 18^e (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20^e (45-79-33-00) ; La Gambetta, 20^e (46-46-10-96).

LE MOINE NOIR. Film soviétique de Ivan Dikovitchni, v. a. : Cosmos, 6^e (43-44-28-80) ; La Triomphe, 8^e (45-62-45-76).

STITUTION

LE PASSEUR. Film norvégien de Nils Gaup, v.o. : *Paran Arc-en-ciel*, 1^{er} (42-97-53-74) ; *Pathé Impérial*, 2^{es} (47-42-72-52) ; *Pathé Hauserfeldt*, 6^e (46-53-75-48) ; *Libellule*, 1^{er} (42-97-53-74) ; *Elysées*, 4^e (47-20-76-23) ; *Sept Passereaux*, 14^e (43-20-53-20).

TUCKER. Film américain de Francis Coppola, v.o. : *Gaumont Les Halles*, 1^{er} (40-56-2-12-12) ; *Brigitte*, 1^{er} (42-97-53-74) ; *UGC Odéon*, 6^e (42-25-10-30) ; *Gaumont Ambassade*, 8^e (43-59-19-08) ; *Max Linder Panorama*, 9^e (42-24-89-83) ; *14 Juillet Basille*, 11^e (47-43-97-80-81) ; *Gaumont*, 12^e (47-43-97-80-81) ; *Gaumont Alézia*, 14^e (43-27-84-50) ; *14 Juillet Bougrecelle*, 15^e (45-75-79-79) ; v.f. : *Gaumont Opéra*, 2^e (47-43-60-33) ; *Faureta*, 13^e (43-51-56-86) ; *Gaumont Convention*, 15^e (48-28-42-27) ; *Pathé Wexler*, 15^e (45-22-46-01).

VAMPIRE, VOUS AVEZ DIT VAMPIRE ? IL (*) Film américain de Tommy Les Wallace, v.o. : *Paran Horizon*, 1^{er} (45-08-57-57) ; *George*, 5^e (42-62-41-46) ; *Pathé Marguerite-Concorde*, 8^e (43-59-92-82) ; v.f. : *Paran Opéra*, 9^e (47-42-56-31) ; *Faureta Bis*, 13^e (43-51-56-86) ; *Les Montgolfiers*, 14^e (43-27-52-57) ; *Convention Saint-Charles*, 15^e (45-79-33-00) ; *Pathé Clichy*, 15^e (42-26-46-01) ; *Le Gambetta*, 20^e (46-36-10-66).

LA VOUIRE. Film français de Georges Lacombe, v.o. : *Gaumont Les Halles*, 1^{er} (40-56-2-12-12) ; *Gaumont Opéra*, 2^e (47-42-60-33) ; *14 Juillet Odéon*, 6^e (42-25-19-83) ; *Gaumont Ambassade*, 8^e (43-59-19-08) ; *Gaumont Paris*, 10^e (43-59-30-40) ; *Gaumont Alézia*, 14^e (43-27-84-50) ; *Gaumont Convention*, 15^e (48-28-42-27).

Du 14 Janvier au 20 Mars

THEATRE

Les Rideaux

PARIS VILLETTE

de **CONSTANCE DELAUNAY**
mise en scène **CLAUDE SATEL LI**

avec **ANNIK ALANE, NELLY BORGEAUX**

ATHÈNÉE
LOUIS JOUVET

KAL KA

LE

TERRIER

LA RECONSTITUTION

DE BERNARD NOËL
MISE EN SCÈNE DE
CHARLES TORDJMAN
PRODUCTION DU THÉÂTRE
POPULAIRE DE LORRAINE.
DU 19 JANVIER AU 4 FÉVRIER
THÉÂTRE GEMIER
LOCATION 47.27.81.15
France Inter

Toute ressemblance avec des personnes ou personnages ayant existé ou existants serait purement fortuite.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

THEATRE DE LA CITE UNIVERSITAIRE - LA RESSEIERE Loc. 45 89 38 01

du 3 JANVIER au 18 FEVRIER

John Gabriel BORKMAN
de Henrik IBSEN
par **JEAN SOLLEPY**

C'est hallucinant... quelque chose d'unique au théâtre. M. COURNOT, le MONDE. Jean Sollepy sait miraculeusement rendre compte de cette violence enfouie. P. MARCABRU, le FIGARO. C'est un très beau spectacle.

FRANCE CULTURE.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » ; F Film à éviter ; O On peut voir ; N Ne pas manquer ; M Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 17 janvier

TF 1

20.35 Cinéma : A la poursuite du diamant vert. Film américain de Robert Zemeckis (1984). Avec Michael Douglas, Kathleen Turner, Danny de Vito. Une romancière à succès part pour l'Amérique du Sud retrouver sa sœur kidnappée. 22.30 Magazine : Ciel, mon mari ! Présenté par Christophe Dechavanne. 23.45 Journal et météo. 0.05 Magazine : Livres en tête. 0.15 Série : Drôles d'histoires. 0.40 Feuilleton : Quelques hommes de bonne volonté. 1.35 Documentaire : Histoire de la vie. 2.25 Feuilleton : Symphonies. 2.50 Documentaire : Histoires naturelles. 4.30 Musique : Chés à la dérive. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

A 2

20.40 Les dossiers de l'écran : Le passé français. Téléfilm de Larry Elikan, avec Lindsay Wagner, Armand Assante, Douglas Sheehan. Elle est enseignante, mariée et mère de deux enfants. Un accident de voiture la rend amnésique. Son existence et celle de sa famille s'en trouvent bouleversées. 22.20 Drame : Quand on se sent plus qu'un être humain. Avec le professeur Jean-Louis Signoret (neurologue), Blanche Ducreux (neuro-psychologue), le professeur Bernard Soumireu Mourat (professeur de psychiatrie à l'université de Provence), le docteur Carvillat (responsable du centre d'accueil psychiatrique de Sainte-Anne), et des personnes victimes d'amnésie. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.35 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot. 0.10 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.30 Téléfilm : Un jour, entre chiens et loups. De Patrick Saglio, avec Valérie Pécqueux, Xavier Gelin. Un jeune couple de Parisiens débarque au Caucase. 22.10 Journal. 22.35 Téléfilm : Mortelle saison. De Jacques Cornet, avec Jean Bouise, Pierre Malet. La rencontre de deux marginaux : un écrivain raté qui vit reclus et un voyou en fuite. 23.55 Musique, musique. Concerto pour quatre pianos, de Bech.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Les diamants sont éternels. Film américain de Guy Hamilton (1971). Avec Sean Connery, Jill St. John, Charles Gray. 22.25 Flash d'informations. 22.30 Cinéma : Le Monstre du traître. Film canadien de Roger Spottiswoode (1979). Avec James Lee Curtis, Ben Johnson. 0.05 Cinéma : La Vie en rose. Film américain de Jean-Claude Tramont (1980). Avec Gene Hackman, Barbra Streisand, Diane Ladd (v.a.). 1.45 Les superstars du catch.

Mercredi 18 janvier

TF 1

14.35 Club Dorothea après-midi. 17.50 Série : Matt Houston. 18.40 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Trépas du jour. 20.15 La tête à l'épreuve. 20.40 Journal, météo et Tapis vert. 20.55 Trépas du jour. 20.40 Variétés : Sacré soirée. Invités : David Hallyday, Michel Leeb, Marie-Laure Augry. Variétés : Louis Chédid, Krazy, Tiffany, Bros, Jaffo, François Valéry, Images. A cause des garçons : un extrait du spectacle Starmania. Cours de cuisine : Margaux Homingway. 22.35 Magazine : Ex libris. Explicite-moi (François Varigot pour Ma vie pour un rêve ; Rémy Bricka pour L'homme qui marche sur l'eau ; Léonard de Vinci pour L'homme qui marche sur l'eau ; Léonard de Vinci pour L'homme qui marche sur l'eau ; Léonard de Vinci pour L'homme qui marche sur l'eau). 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.45 Magazine : Figures.

A 2

14.30 Série : Film à tout prix. 14.40 Magazine : Champs les glorieux. 17.00 Magazine : Graffiti. 17.55 Série : L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.05 INC. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Pétit de rire : Tel père, tel fils. 20.00 Journal. 20.35 Météo. 20.40 Feuilleton : La grande cabriolet. De Nina Compagnon, avec Fanny Ardant, Francis Huster, Bernard Giraudeau, Robin Renucci. (3^e épisode). C'est le temps de la Terreur. 22.35 Magazine : Ex libris. Explicite-moi (François Varigot pour Ma vie pour un rêve ; Rémy Bricka pour L'homme qui marche sur l'eau ; Léonard de Vinci pour L'homme qui marche sur l'eau ; Léonard de Vinci pour L'homme qui marche sur l'eau). 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.45 Magazine : Figures.

FR 3

14.00 Magazine : Montagne (rediff.). 14.30 Jeu : Cherchez la France. 15.00 Magazine : Dans la cour des grands. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Dessin animé : Petit ours brun. 17.06 Des petites histoires presque vraies. 17.10 Série : Tom Sawyer. 17.35 Série : La chevalier invisible. 18.00 Actualité pour l'éducation. 18.05 Magazine : Drevet vers la météo. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.53 Dessin animé : Il était une fois la vie. 20.02 Jeu : La classe. 20.30 Opéra : Macbeth. De Giuseppe Verdi. D'après Shakespeare, mise en scène de Luca Ronconi, par l'Orchestre de l'Opéra de Berlin direction Giuseppe Sinopoli ; solistes : Maria Zampieri, Renato Bruson, David Griffith, James Morris (Retransmis en direct et en simultané sur France-Musique). 23.10 Journal. 23.35 Magazine : Océanographie. Jean Tinguely. En direct avec le sculpteur et rétrospective de son œuvre à l'occasion de l'exposition qui lui est consacrée au Centre Georges-Pompidou jusqu'au 27 mars. 0.00 Musique, musique.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Sampanthe retrouvée. De Lex Marinos avec Wendy Hughes, Richard Moll. 15.00 Série : Stalk 13. 15.30 Série : Les Jumeaux de la Révolution. 1. Talleyrand ou comment la barge révolutionnaire vint à un fils de l'aristocratie. 17.10 Documentaire : La plume miraculeuse. 17.35 Cabine café. 18.25 Dessin animé : Virgil. 18.30 Dessin animé : Ca cartoon. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Bandes annonces cinéma dans les salles.

Audience TV du 16 janvier 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

| HORAIRE | FOYER AVANT RÉGULARITÉ LA TV (en %) | TF 1 | A 2 | FR 3 | CANAL + | LA 5 | M 6 |
|---------|-------------------------------------|------------------|-------------------|--------------|------------|-------------------|-----------------|
| 19 h 22 | 84,2 | Santa-Barbara | Actual. rég. | Actual. rég. | Top 50 | 2 Films à l'écran | Rouge paradis |
| 19 h 48 | 60,5 | Rouge paradis | Tel père tel fils | 19-20 info | Nulle part | 2 Films à l'écran | Rouge paradis |
| 20 h 10 | 71,8 | Journal | Journal | La classe | Nulle part | Journal | Coucou cher |
| 20 h 55 | 72,3 | Mer. Vendémiaire | Mer. vendém. | Louise | Chado | Spécial | Néja espère |
| 22 h 8 | 54,6 | Super eddy | Heure vérité | Louise | Flash | Spécial | Drôles de dames |
| 22 h 44 | 32,3 | Super amy | Fou | Colombes | Robogift | La voyageur | Drôles de dames |

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 18 janvier à 0 heure UTC et le dimanche 22 janvier 1989 à 24 heures.

Au cours des trois prochains jours, le temps sera généralement gris et brumeux. Dans le Midi, le ciel sera voilé et des averses chûtes sont probables.

Samedi, une perturbation traversera notre pays, apportant nuages et précipitations. Ensuite, le temps sera plus élement, avant l'arrivée par l'ouest d'une nouvelle perturbation dimanche après-midi.

Mercredi : gris et brumeux, soleil voilé sur le Sud-Est.

Sur la quasi-totalité des régions, en matinée, le temps sera gris. Par endroits, ces grâilles se doubleront de nuages de brouillard denses qui seront lents à se dissiper. Ils pourront même persister toute la journée dans certaines vallées du Massif Central et du Sud-Ouest. L'après-midi, le soleil tentera de percer. Des éclaircies apparaîtront de loin en loin. Elles seront généralement de courte durée. Les régions du Nord-Est devraient être favorisées avec d'assez belles périodes ensoleillées.

Seuls le Languedoc-Roussillon, la Provence, les Alpes, la Côte d'Azur et la Corse sont assurés d'un temps ensoleillé malgré un ciel passagèrement voilé par des nuages élevés.

Jedi : grisaille de rigueur.

Brouillards givrants dans le Centre et l'Est et nuages bas seront au menu du matin sur la quasi-totalité du pays. Mais au-dessus de 1000 mètres, le soleil règnera en maître.

Seules les régions méridionales seront relativement éparpillées, le soleil disparaissant peu à peu derrière un voile nuageux.

L'après-midi, les éclaircies seront brèves. Des brouillards persisteront encore localement. Le temps restera gris d'ensemble.

Des ondées se produiront sur la Corse et pourraient même atteindre le pourtour méditerranéen.

Vendredi : gris et brumeux, puis quelques éclaircies.

Brouillards et nuages bas seront nombreux le matin, mais en cours d'après-midi des éclaircies se développeront çà et là.

Dans le Midi, le ciel sera voilé toute la journée. Quelques averses se produiront en mer et sur les côtes. Le vent d'Auran soufflera.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4920

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. Source d'énergie. — II. Quelque chose qui est en nous. Sert à frapper. — III. Un qui a peut-être souffert d'une fièvre de cheval. Où certains travaillent la terre à leur façon. — IV. Un qui impose. — V. Préfixe. Ne se fait pas entendre quand il n'y a pas un chat. — VI. Est utile à ceux qui veulent atteindre des sommets. Groupement d'intérêt économique. — VII. Adverbe. Moyens de faire le siège. — VIII. Poussé en repoussant. Gonfle le Danube. — IX. On s'en sert pour rouler. Fait refaire. — X. Est à l'origine de la formation de certains nuages. Vite comme une bête, dans les deux sens du terme. — XI. Se font entendre en brayant.

VERTICALEMENT

I. C'est nous qui pouvons en faire une maladie quand ce sont elles qui ne vont pas bien. Article. — 2. Mor de passe. Ne se comporta pas toujours comme un homme. C'est du chinois ! — 3. Bon conducteur. Remplit de multiples fonctions. — 4. Va au coin. On les a en main. — 5. Sur des grimaces de singe. Fut amenée à s'intéresser à ce qu'il y avait à ses pieds. Interjection. — 7. Peut mourir quand il fait trop chaud. Faniers à saucisses. — 8. Qui a peut-être l'intention de se mouiller. A connu de nombreux succès dans le monde du disque. — 9. De vieux potreaux. Peut se révéler utile quand on veut frapper un grand coup.

Solution du problème n° 4919

Horizontalement

I. Couloir. — II. Absorbant. — III. Réa. Git. — IV. Aiguiseur. — V. Brève. Lei. — VI. Sessile. — VII. Na. Tés. — VIII. Ilotier. — IX. Elne. Ni. — X. Riz. Leçon. — XI. Sées. Sang.

Verticalement

1. Carabinière. — 2. Obéir. Allé. — 3. Usages. Ouzé. — 4. L'A. Uvète. — 5. Orgie. — 6. Ibis. Sables. — 7. Râtelier. Ca. — 8. Uglé. Non. — 9. Ut. Riesling.

GUY BROUTY.

Dans la soirée, le vent de sud se renforcera sur l'Ouest.

Samedi : nuages et pluie.

De la Bretagne et de la Vendée au Nord, le ciel sera couvert et il pleuvra le matin. Le vent, de sud à sud-ouest dans la nuit, tournera au nord-ouest. L'après-midi, le temps faiblira, la pluie cessera et des éclaircies se développeront. Cependant les nuages apporteront quelques averses sur les côtes de la Manche.

Des Pyrénées aux Charentes, au Massif Central, à la Champagne, au Nord-Est et à la Franche-Comté, les brouillards seront nombreux le matin. L'après-midi, les éclaircies ne seront que de très courtes durées. Le ciel se couvrira rapidement et le vent de sud à sud-ouest se renforcera. En soirée, il pleuvra de l'Aquitaine à la Bourgogne, à la Cham-

pagne et à la Lorraine. Quelques flocons de neige sont possibles sur le relief.

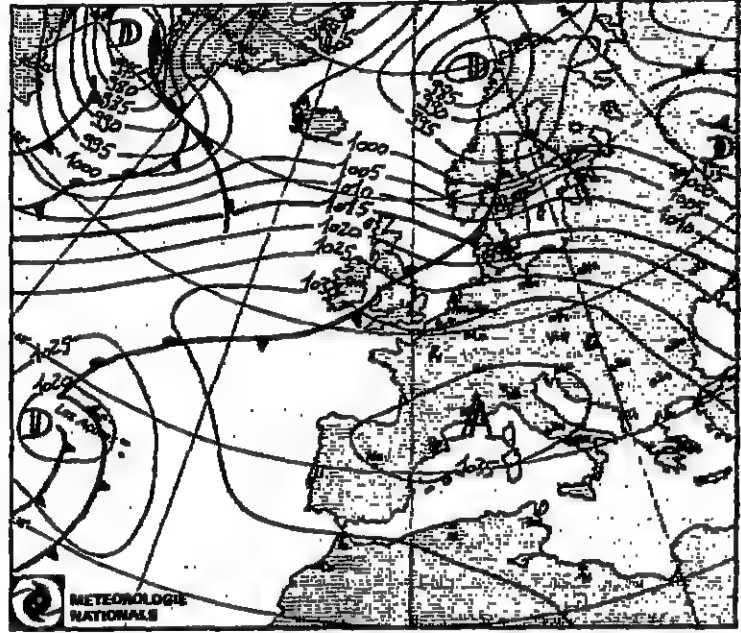
Le ciel sera encore voilé le matin dans le Sud-Est. Mais ensuite le soleil brillera.

Dimanche : amélioration temporaire.

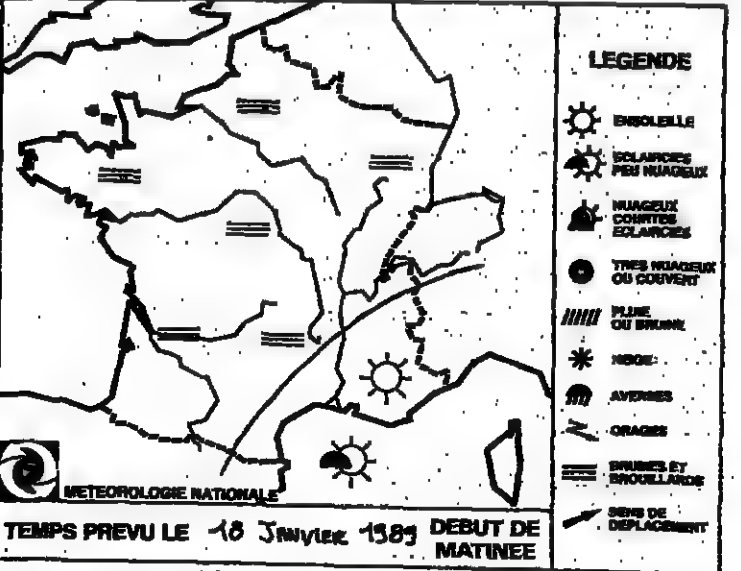
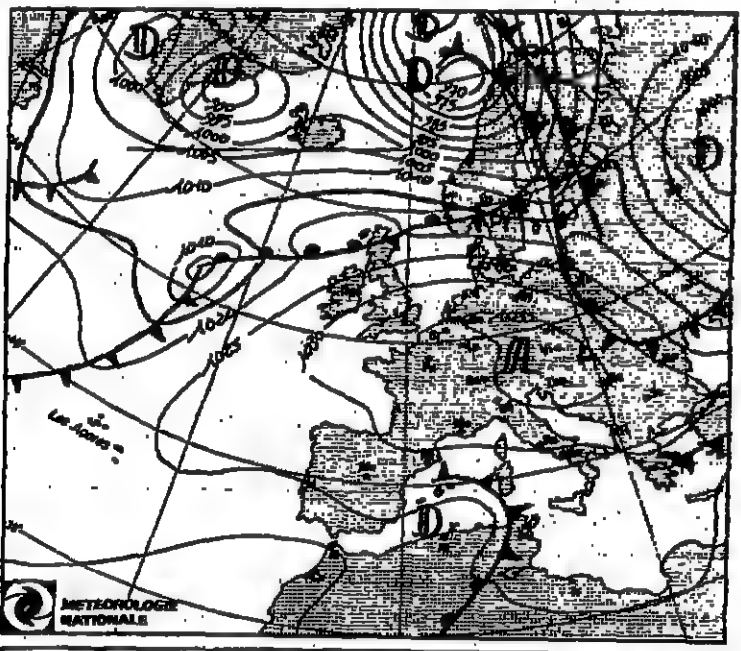
Sur la majeure partie du pays, après la dissipation des brouillards matinaux, le soleil se montrera généralement. Cependant, les nuages couvriront le ciel dès le matin de la Bretagne à la Basse-Normandie. Puis ils gagneront progressivement la moitié nord de la France. En soirée, le vent de sud à sud-ouest se renforcera de la Bretagne au Cotentin et il pleuvra.

Dans le Sud-Est, les nuages seront nombreux le matin et quelques gouttes de pluie sont possibles par endroits. Mais l'après-midi le soleil brillera largement. Le mistral se lèvera le matin.

SITUATION LE 17 JANVIER 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 18 JANVIER 1989 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 18-1-1989 à 6 heures TU et le 17-1-1989 à 6 heures TU

| FRANCE | TOURS | LOS ANGELES |
|-----------|--------|-------------|
| ALGER | 15 4 N | 21 8 D |
| BARCELONE | 15 5 N | 21 8 D |
| BELGRADE | 15 5 N | 21 8 D |
| BOMBAY | 15 5 N | 21 8 D |
| BUDAPESTE | 15 5 N | 21 8 D |
| CAIRO | 15 5 N | 21 8 D |
| CHENNAI | 15 5 N | 21 8 D |
| CHONGKING | 15 5 N | 21 8 D |
| COLOMBO | 15 5 N | 21 8 D |
| DARWIN | 15 5 N | 21 8 D |
| DELHI | 15 5 N | 21 8 D |
| GUANGZHOU | 15 5 N | 21 8 D |
| HONGKONG | 15 5 N | 21 8 D |
| KOLKATA | 15 5 N | 21 8 D |
| LAOBAO | 15 5 N | 21 8 D |
| MANILA | 15 5 N | 21 8 D |
| MUMBAI | 15 5 N | 21 8 D |
| NEW DELHI | 15 5 N | 21 8 D |
| OSAKA | 15 5 N | 21 8 D |
| PARIS | 15 5 N | 21 8 D |
| SEATTLE | 15 5 N | 21 8 D |
| SINGAPORE | 15 5 N | 21 8 D |
| TOKYO | 15 5 N | 21 8 D |
| YOKOHAMA | 15 5 N | 21 8 D |

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SCIENCES ET MEDECINE

Graphologie : les détectives de l'écriture

La graphologie, très utilisée par les bureaux de recrutement, étend son champ d'application. La médecine s'y intéresse de plus en plus.

Il était une fois un berger qui possédait un troupeau de cent moutons. Il les reconnaissait tous, sans jamais se tromper. Un jour, un étranger qui l'avait observé l'interpella : « Berger, quel est le secret de ton art ? Comment les reconnais-tu ? » Et le père répondit en souriant : « A leur visage... ». Parce que la graphologie est, elle aussi, au-delà de la connaissance livresque, faite d'intuition et de ce « je ne sais quoi » qui lui interdit de devenir une science tout à fait exacte, l'histoire aurait pu servir d'introduction au congrès international organisé la semaine dernière sous l'égide de la Société française de graphologie (SFDG). Deux jours durant, ce dernier a réuni, à Paris, près de onze cents participants européens. Pour faire le point sur une discipline en pleine évolution, comme le soulignait d'ailleurs le titre du congrès : « Recherches récentes et actuelles ».

Unanimes, tous s'accordent à souligner l'importance de l'expérience acquise. « Laisser parler une écriture, cela signifie aussi faire taire sa raison, être disponible et attentif », assure le docteur Edgar Haldimann, président de la Société suisse de graphologie. Se dégageant peu à peu de la trop rigide codification établie par le pionnier de l'art, le Français Jules Crépeux-Jamin (qui définit à la fin du siècle dernier cinq genres et... cent soixante-quinze espèces d'écriture), la graphologie, bien que toujours intuitive et sujette aux querelles d'écoles, n'en a pas moins atteint une certaine maturité qui lui permet d'évoluer sur des bases à la fois plus solides et plus souples qu'autrefois. Et d'accorder, grâce à une approche plus globale de son art, une attention croissante au rapport qu'entretient l'écriture avec la société, ses changements et ses tendances.

Écriture ténue

« Une science vivante ne peut être séparée du monde où elle a trouvé sa place », souligne Jacqueline Peugeot, présidente de la SFDG, et il est très important que la graphologie comprenne ces mutations et en tienne compte dans ses interprétations. « Un exemple ? L'intrusion dans la panoplie des scribes modernes du stylo-feutre, encore quasiment ignoré il y a seulement vingt ans. De la plume d'oie des moines copistes du Moyen Âge au stylo-bille, en passant par le crayon à mine et le stylographe, dont la plume d'aigle faisait son apparition à la fin du dix-huitième siècle, le trait, qu'il soit moué ou

évanescant, cabré ou enlacé, dépend pour une large part de l'instrument qui le trace. Que pensez-vous alors du dernier avatar ? Si ses inconditionnels apprécient le feutre pour des raisons pratiques (facilité d'emploi, séchage rapide) et le confort qu'il leur procure (impression d'aisance, de glissement, de régularité), son caractère neutralisant complique en fait singulièrement la tâche des graphologues. « Employé tantôt comme une gomme pour effacer les traits trop légers, tantôt comme un tampon pour dynamiser les traits trop légers, le feutre est une prothèse plus ou moins discrète de l'écriture », estime Anne-Marie Simond, graphologue diplômée de la SFDG, pour qui « ignorer le feutre en 1989 serait comme vouloir travailler uniquement sur des écritures antiques au calame ». Un « maquillage de beauté » trop jeune encore pour que l'on puisse certifier qu'il modifiera durablement notre écriture contemporaine, mais dont les spécialistes, désormais, devront tenir compte dans leurs interprétations.

Plus inattendue en cette fin de siècle occidentale, la mutation qui semble s'opérer sur l'écriture elle-même. Certes, le fait en lui-même n'est pas nouveau : il suffit de feuilleter les cartes postales de nos parents ou grands-parents pour s'apercevoir que pleins et déliés, héritiers d'un faisceau d'empreintes sociales et culturelles, ont considérablement évolué en un demi-siècle. Mais le phénomène, éclairé d'une lumière plus crue par l'utilisation croissante de la graphologie dans le recrutement d'entreprise, semble s'accroître et modifier son mécanisme d'action. Comme si le monde du travail, en trouvant la notion de développement — mot-clé de la vie professionnelle des années 60 — contre celles de rentabilité et de communication, était parvenu à modifier l'écriture même de ses postulants.

Graphologue-conseil en région parisienne, Monique Riley évoque ainsi « la perplexité croissante » à laquelle elle s'est trouvée confrontée en voyant se multiplier un nouveau type d'écriture, pour l'essentiel celui de jeunes femmes de vingt à quarante ans. Des graphismes à dominante de formes arrondies, compactes, souvent statiques. Et surtout étonnamment semblables par leur caractère stéréotypé — ce qui semblerait banal — si elles n'émanaient pas de femmes aux personnalités fort différentes qui, pour la plupart, connaissent une excellente réussite professionnelle. « Devant

cette écriture en trompe-l'œil, les graphologues reconnaissent « avoir du mal à évaluer le niveau de responsabilité auquel ces jeunes femmes peuvent prétendre, leur degré d'efficacité et leur potentiel d'évolution ». Ce qui, ajoute Monique Riley, « revient à dire qu'une partie des générations actuellement rencontrées sur le marché professionnel risque de se trouver quelque peu sous-estimée dans nos rapports ». Une prise de conscience qui, loin d'être un constat d'échec, paraît somme toute plutôt rassurante. Quels meilleurs avocats peut-on en effet souhaiter pour garantir la crédibilité d'une profession que ceux qui, d'eux-mêmes, soulignent les limites de leur savoir ?

Convaincus de la nécessité de réactualiser certains de leurs critères face à l'émergence — du moins dans la population féminine — d'une nouvelle écriture « professionnelle » où l'angle s'efface au profit de la rondeur et de la courbe, les graphologues procèdent ainsi la plus grande prudence dans le cadre du travail. Et ce d'autant plus que leur discipline y a connu, en quelques années, une véritable explosion. « Officiellement ou non, 70 % des entreprises

françaises et des bureaux de recrutement font aujourd'hui appel à des graphologues », affirme Jacqueline Peugeot, Rédigée « le plus naturellement possible », d'un seul côté de la feuille, en laissant une marge raisonnable et sans oublier de signer (« la signature est indispensable, car elle réunit dans une même image les deux pôles, social et individuel, de chacun d'entre nous »), la lettre-type servira le plus souvent d'outil de présélection. Le contenu du curriculum vitae reste cependant déterminant pour la décision d'embauche finale, de même que l'entretien avec les responsables de l'entreprise.

Introduite par la grande porte dans le monde du travail, la graphologie commence également, bien que plus discrètement, à faire son entrée dans d'autres champs d'exploitation. Si l'étude des écritures d'enfants, employée pour surveiller leur faculté d'adaptation scolaire et familiale, n'a depuis longtemps plus besoin de faire ses preuves (1), l'apport de cette science de l'écriture à la médecine reste en revanche moins connu. Plusieurs services hospitaliers de neurologie et de psychiatrie associent pourtant des graphologues à leur équipe, qui

interviennent pour surveiller l'amélioration — ou déceler l'aggravation — de l'état psychique des malades.

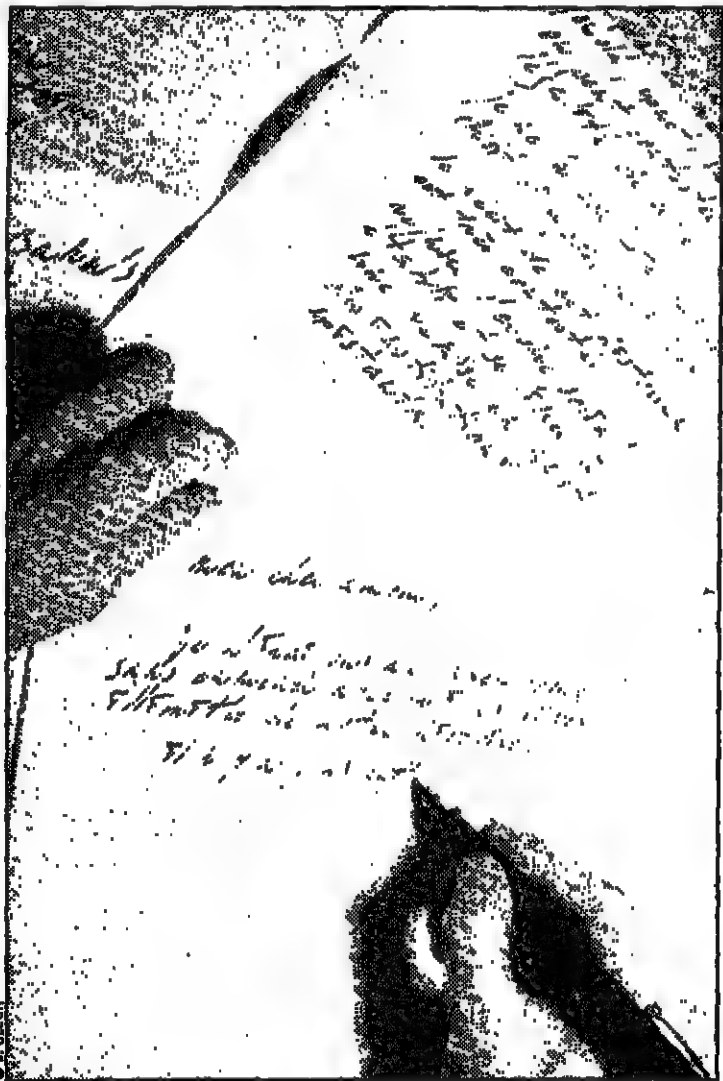
Après avoir étudié l'impact des médicaments sur l'écriture des dépressifs, l'équipe de Robert Volmat, professeur à la clinique neurologique et psychiatrique du Centre hospitalier de Besançon, s'est ainsi attaquée au graphisme des « dépressifs masqués » — ces faux malades imaginaires, dont les multiples symptômes somatiques cachent un vrai syndrome dépressif. « Le but de notre travail est de rechercher s'il existe des signes d'un trouble de l'humeur dans l'écriture de ces patients (trait inhibé, ralenti ou hétéro, signes qui permettraient d'attirer l'attention sur une affection que les malades, par définition, n'avouent pas et que les médecins mettent parfois beaucoup de temps à détecter », explique le professeur Volmat. Une recherche encore balbutiante, mais d'autant plus prometteuse que 50 % des dépressifs, selon les dernières estimations, ne sont pas ou trop tardivement diagnostiqués.

Enfin, il se pourrait bien que la science de l'écriture, lassée de ses pauvres vingt-six lettres romaines,

tente de s'échapper vers d'autres horizons. Compositeur de musique et chef d'orchestre, Dominique Dupraz a ainsi soutenu récemment une thèse de doctorat d'Etat sur l'écriture musicale. Partant des manuscrits originaux et des esquisses d'œuvres de onze compositeurs célèbres (sur une large période allant de Bach à Satie), ce graphologue d'un genre particulier s'est employé, à travers leur analyse, à « affiner la connaissance psychologique » de ses maîtres et, surtout, à « déceler les processus créateurs propres à chacun d'eux ». Un chemin pavé de bémols, de soupis et de points d'orgue, parcouru avec une patience de bénédictin, au détour duquel l'écriture musicale, soudain, se surcharge de ratures souvent ravageuses (Beethoven), de retouches inquiètes (Schumann), s'écrit (Debussy), s'enfile (Haendel), s'allège et s'accélère (Chopin). Incapable de deviner ni l'âge ni le sexe, la graphologie serait-elle à même d'appréhender le génie ?

CATHERINE VINCENT.

(1) Pour une analyse plus détaillée, lire la *Connaissance de l'enfant par l'écriture*, de Jacqueline Peugeot (1983, Éditions Privat).



L'ÉCOLE DES SIGNES

« De la passion, une formation sérieuse et un solide bon sens. » Pour Jacqueline Peugeot, présidente de la Société française de graphologie (SFDG), les conditions requises pour devenir un vrai professionnel de l'écriture se déclinent sur le mode pragmatique. Bien que concurrencée depuis peu par l'analyse automatique de l'écriture par ordinateur (entreprise qualifiée de « totalisme charlatanesque » par la SFDG), la profession, dans l'ensemble, se porte plutôt bien. Attrait d'une formation relativement souple ? Perspective d'un métier pouvant se révéler, à terme, fort lucratif ? Ils sont en tout cas de plus en plus nombreux, chaque année, à se présenter aux portes de la graphologie (trois cents candidats pour l'enseignement de la SFDG en 1988). « Ils », ou plutôt « elles » : encore aujourd'hui, la profession compte environ 90 % de femmes. Si les plus jeunes à choisir cette voie ont vingt ans à peine, la majorité d'entre elles suivent cet enseignement en appoint à un autre métier — médecin, psychologue. Voire, mais de plus en plus rarement, par simple intérêt personnel.

Quant aux écoles, les principales sont au nombre de deux : fondée en 1871, la Société française de graphologie (SFDG), société savante reconnue d'utilité publique, assure un enseignement sanctionné au bout de trois ans par un diplôme (1).

Conditions requises : être titulaire du baccalauréat (ou d'un titre équivalent) et être âgé d'au moins vingt ans. A raison de deux heures de cours par semaine et de quelques séances de travaux pratiques, les frais de scolarité sont d'environ 1500 francs par cycle annuel. Plus d'un millier d'élèves suivent actuellement l'enseignement de la SFDG, dont six cents à Paris.

Constitué en 1946, le groupement des graphologues-conseils de France (GGCF), quant à lui, délivre le seul diplôme reconnu par les pouvoirs publics depuis l'homologation officielle, en 1978, du titre de « graphologue-conseil » (2). Les candidats doivent être titulaires du diplôme de la SFDG ou d'une licence. L'enseignement dure entre deux et trois ans, à raison de deux heures par semaine.

C. V.

(1) Société française de graphologie, 5, rue Las-Cases, 75007 Paris ; tél. : 45-53-46-04.
(2) Groupement des graphologues-conseils de France, 80, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly ; tél. : 47-47-91-51.

Parkinson : les greffes intracérébrales

Les premières greffes intracérébrales pour traiter la maladie de Parkinson devraient être bientôt pratiquées en France.

La greffe de cellules humaines à l'intérieur du cerveau pour traiter une maladie dégénérative constitue sans aucun doute l'une des aventures médico-chirurgicales les plus enthousiasmantes de l'histoire de la médecine. Longtemps perçue comme totalement utopique, la greffe intracérébrale semble commencer à devenir une réalité thérapeutique dans le cas de la maladie de Parkinson.

Plusieurs centaines de malades dans plusieurs pays ont déjà été traités de la sorte, et la première expérimentation française de ce type pourrait être qu'une affaire de quelques mois. Pourtant, en dépit — ou à cause — de l'importance considérable du sujet, les

informations circulent mal au sein de la communauté médicale et scientifique spécialisée.

Certains vantent des résultats que d'autres considèrent comme fragmentaires. Aucun consensus n'existe réellement quant à l'évaluation des améliorations observées chez les malades, et dans le même temps les spécialistes mettent en cause la manière souvent simpliste et sensationnelle dont les médias d'information générale ont usé pour porter ces travaux à la connaissance du public.

Alors que la greffe d'organe, pratiquée de façon régulière et croissante depuis une trentaine d'années, ne choque plus — pas plus il est vrai qu'elle n'enthousiasme le plus grand nombre, — la

greffe cérébrale continue de faire l'objet d'un intérêt passionné, suscité par l'idée plus ou moins consciente que, en greffant un cerveau, on participe plus ou moins à un transfert de l'esprit.

Sans doute faut-il ici bien s'entendre et distinguer, comme le fait M. Marc Peschanski (INSERM unité 161), les « greffes médicamenteuses » (qui visent à fournir au cerveau receveur un produit chimique qui lui manque ; c'est le cas des travaux effectués dans le traitement de la maladie de Parkinson), les « greffes ponts » (on offre aux neurones une structure de soutien pour leur permettre de repousser, dans les traumatismes de la moelle épinière, notamment), et les « greffes prothèses » (où l'on cherche à remplacer des neurones manquants pour reconstruire des circuits neuronaux). Si l'étude fondamentale, chez l'animal, des transplants cérébraux a commencé dès la fin du dix-neuvième siècle, les premières tentatives

thérapeutiques chez des personnes souffrant de la maladie de Parkinson n'ont eu lieu qu'en 1982, en Suède (le Monde du 27 juillet 1982).

Ces tentatives avaient été jugées possibles compte tenu des différentes données dont on disposait sur le devenir des cellules — animales ou humaines — greffées dans le cerveau des mammifères ainsi que sur la maladie de Parkinson.

Décrite pour la première fois en 1817 par le docteur James Parkinson, cette affection grave évolutive et invalidante se caractérise par l'apparition de tremblements, d'une rigidité, de troubles touchant la coordination des mouvements, l'expression orale ainsi que, d'une manière générale, par une réduction générale de l'activité et des investissements affectifs.

JEAN-YVES NAU.
(Lire la suite page 18.)

Un sujet : la croissance des ressources alimentaires de la planète.
Un enjeu : améliorer les plantes et protéger l'environnement.
Une règle : défendre les cultures et la santé de l'homme.



Une enquête de Jean-Louis PEYVAIN, grand reporter.

Jusqu'à présent, la planète avait le choix entre la famine provoquée par l'explosion démographique et la pollution généralisée due à la diffusion de la chimie. La famine, pour une large part, a été contrôlée et on sait que la pollution, en dépit des craintes des années 60, peut être évitée. L'industrie de la protection des plantes a joué son rôle pour lutter contre la faim. A elle de prouver qu'elle est capable de contrôler les atteintes à l'écosystème. Plus que jamais la terre devra être « sous ordonnance ».

Éditeur EJCJ Collection passeport

Parkinson : les greffes intracérébrales

(Suite de la page 17.)

On sait aujourd'hui que cette maladie relativement fréquente (elle touche une personne sur deux cents dans la population de quarante ans et plus) est due à une anomalie de certaines cellules capables, en temps normal, de synthétiser de la dopamine, une molécule neuro-transmettrice indispensable au bon fonctionnement du système nerveux central et au contrôle de la motricité. Ces cellules se situent dans une région bien déterminée du cerveau, et d'autres cellules aux propriétés similaires peuvent être trouvées, soit dans la glande surrénale du malade, soit dans des cerveaux de fœtus obtenus par avortement. Compte tenu du caractère, décroissant avec le temps, des effets positifs du traitement médicamenteux (à base de L-Dopa), il était tentant de chercher à substituer des cellules actives aux cellules devenues non fonctionnelles. L'expérimentation était d'autant plus intéressante que les traitements médicamenteux fournis aux malades ne permettaient pas, à long terme, de corriger efficacement les manifestations pathologiques.

Les premières tentatives suédoises devaient rapidement être suivies de beaucoup d'autres, en dépit de résultats préliminaires très discordants.

L'équipe suédoise décida prudemment, entre 1982 et 1984, de tenter ce type de transplantation chez quatre malades parkinsoniens, écrit M. Olivier Rascol, pharmacologue. A la place des cellules embryonnaires on greffa, par commodité immunologique et éthique, des cellules chromaffines provenant de la propre glande médullosurrénale des malades. La caractéristique négative des résultats ne toucha guère le grand public, malgré la déception des milieux spécialisés.



Une fois encore, la presse et les médias, plus intéressés par les nouvelles sensationnelles que par la rigueur scientifique, renforcèrent le phénomène. A l'inverse, l'enthousiasme suscité par les résultats spectaculaires publiés en 1987 par l'équipe mexicaine de Madrazo dépassa tous les espoirs, pour ne pas dire toutes les craintes. De nombreux malades, pleins d'optimisme, avides de solutions nouvelles pour lutter contre leur handicap, demandèrent à subir immédiatement l'opération miraculeuse et se déclarèrent prêts à entreprendre le voyage vers Mexico. (1).

On chercha alors à comprendre les raisons des discordances observées entre la Suède et le Mexique : les deux équipes, ayant recours à

des techniques différentes (injections stéréotaxiques de cellules en suspension pour les Suédois, chirurgie « à ciel ouvert » au Mexique) et à des malades d'âges différents.

Une série de programmes de greffes intracérébrales fut aussi décidée au Mexique, à Cuba, en Espagne, aux Etats-Unis ou en Chine. L'équipe mexicaine annonça pour sa part, il y a un an, utiliser des cellules prélevées sur un cerveau de fœtus humain de treize semaines après avortement spontané chez une femme de trente et un ans (le Monde du 9 janvier 1988). Depuis, selon M. Pechanski, une trentaine de tentatives similaires auraient été réalisées : 8 au Mexique, 10 à Cuba, explique-t-il, on vient d'inaugurer le 1^{er} centre de neurochirurgie des neurogreffes cérébrales, une dizaine en Chine, deux en Suède, deux à Birmingham (2).

En France, on indique dans les milieux spécialisés que les premières greffes intra-cérébrales chez des personnes souffrant de la maladie de Parkinson pourraient être réalisées dans quelques semaines ou quelques mois. Le consensus sur cette démarche thérapeutique est toutefois loin d'être acquis. Et il est d'autant plus difficile à imaginer que l'ensemble des résultats qui devraient être disponibles ne sont pas communiqués.

Pour le docteur Denis Malapert (hôpital Henri Mondor (Créteil)), « il convient de faire aujourd'hui un bilan de cette nouvelle thérapeutique de la maladie de Parkinson : il est indispensable de répertorier toutes les greffes qui ont été tentées de par le monde et d'évaluer les améliorations obtenues ; il faudrait entreprendre des études multicentriques contrôlées, rationaliser ce type d'intervention en définissant les patients qu'il est judicieux d'opérer (les patients jeunes - la maladie apparaît parfois vers quarante-cinq ans ou même avant - et pour lesquels la L-Dopa n'est plus active) et utiliser les mêmes tests internationaux d'évaluation (des symptômes et des données biologiques), de l'état du patient, avant et après son opération ; il conviendrait aussi d'intensifier l'expérimentation animale pour répondre aux questions en suspens » (3).

Le débat et les controverses sont d'autant plus importantes qu'il apparaît clairement aujourd'hui que la maladie de Parkinson n'est que la première d'une longue série d'affections (certaines très fréquentes) qui pourraient demain bénéficier des greffes intracérébrales.

« Les transplantations dans la maladie de Parkinson ont rapidement conduit à concevoir d'autres indications ; chorée de Huntington, lésions traumatiques de la moelle épinière, et même schizophrénie. (La maladie d'Alzheimer a aussi été mentionnée comme une indication possible.) Expérimentalement, certains transplants d'hypothalamus fœtal, riche en vasopressine, ont amélioré le diabète insipide génétique de certains rats, et des transplants d'aire

(1) Greffes cérébrales chez les parkinsoniens : la prudence d'après, de M. Olivier Rascol, pharmacologue à Toulouse (revue « Prescrire » - Novembre 1988).

(2) Sur ce thème, on se reportera avec le plus grand intérêt à l'ouvrage de M. Pechanski : *Mes greffes dans le cerveau*, « Sciences et Découvertes », Editions Le Rocher. On peut lire aussi, de même auteur, en collaboration avec Fabienne Julien : *Comment fonctionne notre cerveau ?* « Monde en poche », Nathan.

(3) Espoir pour les parkinsoniens ? (« Pour la science » de novembre 1988).

préoptique fœtale ont rendu fertiles mâles et femelles de souris mutantes hypogonadiques. Expliquait-il y a quelques jours le professeur Jean-Claude Gautier à l'Académie nationale de médecine.

C'est dire l'urgence qu'il y aurait à résister à l'inflation des tentatives expérimentales chirurgicales et à établir au plus vite un consensus international sur les avantages et les inconvénients que constitue pour les malades parkinsoniens la greffe au sein de leur cerveau de leurs propres cellules ou, a fortiori, de cellules cérébrales de fœtus humains.

JEAN-YVES NAU

Bibliographie

TROIS CLASSIQUES

PARMI les dizaines d'ouvrages consacrés à la médecine parus en 1988, signalons-en quelques-uns dignes de figurer dans les bibliothèques. Plus spécialement destinée au corps médical, trois véritables « monuments » sont parus l'an dernier. A commencer par la première édition française du *Manuel Merck de diagnostic et thérapeutique*, un classique de la littérature médicale américaine (1). Ne serait-ce qu'en raison de son format et de la qualité de son papier, cette extraordinaire somme des connaissances médicales actuelles mérite le surnom de « bible de la médecine » qu'on lui attribue souvent.

Dans le même registre, il convient également de saluer la parution de la quatrième édition française des *Principes de médecine interne*, de Harrison (2). Encore un grand classique, à la sobriété et à la rigueur universellement reconnues.

Autre pionnier de la littérature médicale, la deuxième édition de *Pharmacologie clinique* - *Bases de la thérapeutique* publiée par J.-F. Groud, G. Mathé et G. Maynard (3). En un peu plus de 2 300 pages, cet ouvrage, auquel ont participé de nombreux spécialistes français et étrangers, apporte des réponses à toutes les questions que les médecins se posent avant de mettre en œuvre un traitement. Une somme.

(1) Manuel Merck, Editions Sider-Frison Roche. 2 890 pages.

(2) Principes de médecine interne, T.R. Harrison. Editions Flammarion-Médecine-Sciences. 2 119 pages, 1 150 francs.

(3) Pharmacologie clinique, bases de la thérapeutique. L'Expansion scientifique française. 2 352 pages.

UNE CHRONIQUE DU SIDA

ALIX, Khalid, Antoine et les autres, tous sont atteints du SIDA. Ensemble, dans un appartement thérapeutique, près de la porte de La Villette, ils affrontent la maladie. Dans son livre *Chambres ouvertes*, Eric Favereau, journaliste à Libération, qui a passé 90 jours à leurs côtés, les observe avec simplicité et sensibilité. La vie au quotidien des malades atteints de SIDA. Une chronique qui dit la souffrance de ceux qui souffrent, une manière de dire : « On est ensemble, on fait partie du même monde, et tout continue ».

* *Chambres ouvertes*, par Eric Favereau. Balland éditeur. 276 pages, 98 francs.

L'ORIGINE DE LA VIE le sceptique et le gourou par R. Shapiro

« Pour tout connaître des théories passées et présentes concernant l'origine de la vie sur Terre », Isaac Asimov.

« Livre important, passionnant et indispensable, qui analyse clairement et simplement l'état actuel des connaissances sur l'origine de la vie », *Times Literary Supplement*.

« Accessible aux non-spécialistes », *La Recherche*.

« Un livre si bien fait qu'il nous transporte dans les laboratoires où se déroulent toutes ces recherches et fait de nous des observateurs privilégiés », *Nature*.

« Son approche rigoureuse passionnera également les scientifiques », *New York Times Book Review*.

Editions Eshel, 23, rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris. Tél. : 45-74-44-65. En vente en librairie (Stendhal Diffusion).

SCIENCE & TECHNOLOGIE

présente : 6 numéros spéciaux pour comprendre notre avenir

1^{er} JANVIER 1989 : VERS L'AN 2000

CLEFS POUR LA REVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Le grand pari de l'intelligence

- LE PANORAMA DES PROGRÈS TECHNIQUES DES ANNÉES 90
- LES CONSÉQUENCES DANS CHAQUE DOMAINE
- QUELLE PLACE POUR L'HOMME
- VERS UNE DÉMOCRATIE DE LA TECHNOLOGIE

En kiosque le 14 janvier, 80 p. 40 F.
Envoi contre chèque de 40 F + 14 F frais d'expédition
Abonnement : 11 numéros dont 6 spéciaux : (290 F au lieu de 400 F).
Ecrire à SCIENCE & TECHNOLOGIE - 60732, SCS Geneviève cedex

Double transplantation pulmonaire

Une nouvelle technique chirurgicale permet de greffer deux poumons chez des enfants atteints de mucoviscidose.

UNE équipe de chirurgiens et de médecins marseillais dirigée par le professeur Michel Noirclerc, et constituée notamment des docteurs Dominique Metras et Alain Vailant, développe avec succès depuis mai dernier une technique prometteuse consistant à greffer deux poumons chez les enfants atteints de mucoviscidose (1). Cinq greffes ont déjà été tentées, dont quatre avec succès. La greffe de poumon isolé est pratiquée en France depuis 1972. Celle du bloc « cœur-poumons », depuis 1981. En revanche, la greffe des deux seuls poumons est très récente. Réussie pour la première fois à Toronto en 1986, elle a été développée en France par le professeur Philippe Darteville (hôpital Marie-Lannelongue, Le Plessis-Robinson). Les interventions de Marseille sont les premières applications de cette technique à la mucoviscidose.

L'originalité de l'intervention est de laisser au cœur au patient. « En ne changeant que deux organes, explique le professeur Noirclerc, on diminue les risques de rejet et le cœur, « économisé », peut sauver un malade cardiaque. Techniquement, c'est aussi difficile que de greffer le bloc « cœur-poumons ». La faible vascularisation de la trachée rend délicate la suture de l'arbre aérien. Mais chaque opération a permis de progresser. La cicatrisation semble meilleure depuis que nous suturons directement les deux bronches sèches, mieux vascularisées.

Pour améliorer les suites respiratoires, nous avons mis au point une méthode de « marsing alterné » qui draine les deux poumons par gravité jusqu'à la cicatrisation des vaisseaux lymphatiques. Quant à la surveillance des crises de rejet, le professeur Jean Camboulives, anesthésiste, a découvert que la modification de certaines constantes, comme la pression partielle en CO₂ dans le sang, apparaît avant les images radiologiques. Si cela peut être confirmé, les rejets pourraient être détectés très précocement.

Gagner du temps

L'autre difficulté de cette greffe bi-pulmonaire appliquée à la mucoviscidose tient au choix de l'enfant. Dans tous les cas, il s'agit d'un organisme amalgamé et infecté, ce qui complique considérablement la tâche du chirurgien. Il faut donner priorité aux cas les plus graves, mais néanmoins capables, médicamenteusement à l'appui, de retrouver un certain équilibre.

« Sur les cinq greffes tentées depuis juin, commente le professeur Pierre Chazalotte (hôpital Sabran, Gien), l'une a échoué. L'intervention s'était bien passée, mais les enfants étaient au départ beaucoup trop fatigués. Pour offrir un espoir crédible, il ne faut plus opérer dans ces conditions. » Lorsqu'elle réussit, la greffe transforme complètement le malade. L'un des enfants, opéré en juin, a pris 15 kilos, fait du sport et retourne à l'école.

Pour les spécialistes, la greffe bi-pulmonaire n'est encore aujourd'hui qu'un moyen de gagner du temps en attendant de pouvoir éradiquer la maladie (les biologistes croient à la localisation du gène d'ici un ou deux ans), mais l'issue ne sera plus fatale pour tous.

Au-delà de la mucoviscidose, d'autres maladies pulmonaires sont concernées : certains emphyèmes, certaines fibroses ou dilatactions des bronches. Cette nouvelle technique chirurgicale peut-elle déboucher sur un programme suivi ? « Il faut pouvoir, répond le professeur Noirclerc, mobiliser à tout moment une équipe de chirurgiens et d'infirmiers bien entraînés. A l'hôpital de la Timone à Marseille, c'est dans l'unité de transplantation pédiatrique du professeur Carcassonne qu'ont été réalisées les cinq premières greffes bi-pulmonaires. Nous espérons pouvoir en faire dix par an ici et dix autres à l'hôpital Sabran ».

Pour l'heure, le coût de l'opération (sans les transferts d'organes ni les éventuelles complications) a été évalué à 250 000 francs. Le développement de cette technique impose aussi que l'on puisse trouver sans trop de difficultés les greffons nécessaires.

MARIE-NOËLLE DELFOSSE.

(1) La mucoviscidose est une affection héréditaire caractérisée par un fonctionnement anormal de certaines glandes (pancréas, glandes de la muqueuse bronchique) qui sécrètent un mucus trop visqueux. Elle entraîne des troubles divers, respiratoires notamment. Les différents traitements proposés ne permettant actuellement que de réduire l'intensité des symptômes pathologiques. En France, trois cents enfants atteints de mucoviscidose naissent chaque année.

IMPRESSION LASER

EN LIBRE SERVICE !



Tirez vos documents Macintosh, PC ou portable sur notre imprimante à laser. Location, location et formation à l'usage. **LASERMARK** 40 bd Richard Lenoir 75011 Paris Tél. : 48 98 84 01 Lun - Ven 9.00 - 18.30 Sam 14.00 - 18.00

AUTOMOBILISTES

Assurez-vous, rassurez-vous

36.15 LE MONDE
Code ASSUR

La leçon d'Arménie

Les incertitudes des prévisions sismiques montrent que seules des normes de construction peuvent limiter le nombre des victimes et l'ampleur des dégâts.

A FLANC de montagne, dans les vallées, courent à perte de vue un petit escarpement haut de quelques décimètres à 1,60 mètre ou un bourrelet plus ou moins gros. Ici ou là, le sol sombre ou cancéré est fendu par des crevasses pas bien grandes. A première vue, ces accidents topographiques sont mineurs. Ils ont, en fait, une énorme importance puisque ils sont les marques visibles de la faille dont le jeu instantané, le 7 décembre dernier, a provoqué le tremblement de terre catastrophique d'Arménie.

Ces photos superbes et terribles ont été montrées à l'Institut de physique du globe de Paris, le 11 janvier, par M. Hervé Philip (université scientifique et technique du Languedoc), lors de la réunion scientifique tenue sur le thème « Risque sismique » par la section de sismologie et de physique interne de la Terre (du Comité national français de géodésie et de géophysique) (1). M. Philip est l'un des sismologues et géologues français qui sont allés étudier sur place le séisme d'Arménie (le Monde du 6 janvier). Il a illustré ses propos avec des photos et aussi avec des cartes qui ont permis à ses collègues de mieux comprendre ce qui s'est passé.

L'après-midi de la réunion a été consacrée à la prévision des tremblements de terre. M. Jean-Claude

Ruegg (Institut de physique du globe de Paris) a commencé par rappeler les théories qui, au cours des vingt dernières années, ont permis de croire un moment que la prévision sismique était maîtrisée ou était en bonne voie de l'être (le Monde du 13 avril 1988). Et toujours les espoirs des sismologues, des responsables politiques et du grand public ont été rapidement déçus.

Depuis 1981, trois Grecs, MM. P. Varotsos, K. Alexopoulos (spécialistes de la physique du solide) et K. Nomikos (électronicien) pensent avoir trouvé — par hasard — une méthode de prévision sismique fiable fondée sur les variations des courants telluriques, c'est-à-dire des courants électriques naturels circulant dans le sous-sol.

Ces courants peuvent avoir pour origine, d'une part, les variations du champ électromagnétique externe lié à l'activité solaire, les variations du champ magnétique interne de la Terre ainsi que l'activité industrielle, etc. ; d'autre part, des modifications de la structure des roches ou de la circulation des fluides dans celles-ci, etc. Les trois Grecs pensent que certaines variations des courants telluriques ont pour cause des phénomènes précurseurs de séismes. Considérablement aidé par le gouvernement et l'armée grecs, le réseau VAN (des initiales des trois inventeurs)

est constitué par dix-huit observatoires fixes, comprenant un ou plusieurs capteurs, répartis sur le territoire de la Grèce continentale.

Depuis les premières publications en 1983, la méthode VAN a toujours soulevé des réactions très dubitatives chez la quasi-totalité des sismologues et des autres géophysiciens du monde entier. Parmi les géophysiciens de renom international, seul le Japonais S. Uyeda en est un partisan déclaré. Il a installé au Japon un réseau de vingt-trois stations. Mais, en une vingtaine de mois, le bruit de fond, beaucoup plus important qu'en Grèce, n'a pas encore permis de capter de signaux précurseurs à des tremblements de terre, alors que le Japon est un des pays les plus sismiques du monde.



La photo prise le 17 décembre à 2 kilomètres de Spitak, tout près de l'épicentre du séisme du 7 décembre, montre ce que les spécialistes appellent le « miroir » de la faille qui a joué ce jour-là, tout tel qu'il est. Un tel « miroir » est créé par le jeu instantané d'une faille et constitue un caractère des mouvements relatifs des deux blocs situés de part et d'autre de cette faille. Ici, c'est le bloc nord qui est descendu sur le bloc sud.

Les cent vingt spécialistes français qui assistaient à la réunion scientifique du 11 janvier sont, eux aussi, très dubitatifs, malgré l'enthousiasme de M. Jacques Labeyrie, ancien directeur du Centre des faibles radioactivités, qui présentait et défendait la méthode VAN. Pour eux, les premiers doutes sont soulevés par les modes de mesure, ceux du traitement des signaux et des arguments de physique pure. De même, la quasi-totalité de la communauté scientifique française, reflétant fidèlement en cela la communauté internationale, déplore de ne pas avoir assez d'informations pour être en mesure de tester elle-même la méthode, mais assure qu'elle est toute prête à changer d'avis si les

éléments nécessaires lui sont fournis.

Les renseignements précis ne sont pas donnés. Même le gouvernement grec — qui subventionne l'équipe VAN — ne peut intégrer les télégrammes échangés par les trois membres de l'équipe, car ceux-ci sont envoyés d'une personne privée à une personne privée, et sont donc inviolables comme toute correspondance privée.

Après l'historique de la prévision sismique, M. Denis Hatzfeld (observatoire de Grenoble) a rappelé que la Grèce est un pays extrêmement sismique : 32 735 secousses de toutes magnitudes, dont 4 080 de magnitude égale ou supérieure à 4, s'y sont produites de 1904 à 1984, et 916 de magnitude égale ou supérieure à 4 de 1981 à 1987.

Cette très grande sismicité a permis de faire appel à M. Philippe Bois, spécialiste de l'analyse statistique des phénomènes naturels à l'Institut de mécanique de Grenoble. M. Bois a appliqué les « succès » revendiqués par les trois Grecs en 1983 à la sismicité de l'année 1981 : les résultats de ses calculs montrent peu de différences avec ceux venant de l'application des « succès » de 1983 à la sismicité de cette même année...

M. Labeyrie a reconnu que la méthode avait encore besoin d'être précisée, raffinée, et que les spécialités d'origine des trois inventeurs, étrangères aux sciences de la Terre, avaient, au début, fait commettre beaucoup d'erreurs à ceux-ci. Il a aussi souligné que la méthode VAN avait besoin d'une sorte d'« étalonnage » local et régional. Si une secousse ne produit dans une région où la méthode n'a pas encore été appliquée, la prévision est effectivement très aléatoire. En revanche, si un autre séisme survient dans la même région quelque temps après le précédent tremblement de terre, le deuxième est prévisible puisque les caractéristiques magnéto-telluriques de la région sont désormais connues.

Ces arguments n'ont pas convaincu les spécialistes qui assistaient à la réunion du 11 janvier. M. Hatzfeld a rappelé que le séisme annoncé le 20 octobre 1988, qui devait se produire dans les six jours avec une magnitude de 6,3 à 6,5 dans la région de Kyliki (sur la côte ouest du Péloponnèse), ne s'est toujours pas produit. Mais à l'époque, la population a dormi dehors pendant plusieurs jours. Alors que la région est « étalonnée » par les secousses

du 22 septembre et du 16 octobre 1988, prévues, mais survenues avec un retard de quinze à vingt jours par rapport à la prévision.

L'ensemble de la communauté scientifique française ne rejette pourtant pas a priori la méthode VAN. Après tout, les variations des courants telluriques (ont partie, depuis une vingtaine d'années, des précurseurs possibles des séismes au même titre que les variations du champ magnétique local, les déformations du sol, les émanations de radon, les changements de niveau de l'eau dans les puits ou des débits des sources, les variations de la sismicité régionale, etc.

M. Guy Perrier, en conclusion, a fait les meilleures suggestions. La France n'est peut-être pas une zone particulièrement favorable aux essais de la méthode VAN : une quinzaine de séismes de magnitude égale ou supérieure à 4,5 s'y produisent — seulement — par an, ce qui rend hypothétique l'« étalonnage », et en outre les tests sont très chers.

M. Perrier a aussi regretté que la réunion du 11 janvier n'ait pas abordé le sujet de la prévention des séismes, c'est-à-dire du génie parasismique. La catastrophe d'Arménie a prouvé — une fois de plus — que le nombre de morts et l'ampleur des destructions sont étroitement liés à la qualité des constructions et à la bonne connaissance des particularités locales du sol et du sous-sol, essentielles à la stabilité des immeubles et à l'amplification des ondes sismiques.

Or, a fait remarquer M. Perrier, le conseil général de l'Isère a donné 1 million de francs pour tester la méthode VAN, mais il n'a accordé que 300 000 francs pour étudier les risques sismiques liés à la nature du sol et à la structure des sous-sols sur lesquels sont édifiés des hôpitaux, des usines et les installations du Centre d'études nucléaires de Grenoble. Alors que 1 million de francs auraient été nécessaires pour des levés précis. Alors que l'état actuel des connaissances la prévention, c'est-à-dire la construction ou le renforcement parasismiques des immeubles, est seule capable de diminuer efficacement le risque sismique.

YVONNE REBEYROL.

(1) La section a aussi tenu son assemblée générale. Collé à son nouveau président, M. Guy Perrier, professeur à l'université Joseph-Fourier de Grenoble, en remplacement de M. Michel Cara, directeur adjoint de l'Institut de physique du globe de Strasbourg, dont le mandat venait à expiration.

TGV : un rapide de l'Ouest

Le TGV Atlantique vient de battre le record de vitesse sur rail. Plus performant que les trains étrangers comparables.

Le TGV Atlantique, présenté pour la première fois ce mardi 17 janvier à M. Michel Delebarre, ministre des transports, ambitionne de reprendre à son concurrent allemand, l'Inter City Express (ICE), le record du monde de la vitesse sur rail que celui-ci détient avec 406,9 km/h.

La SNCF, son exploitant, et Alstom, son constructeur, ont montré le bout de l'oreille à l'occasion des essais qui se déroulent quotidiennement sur la ligne à grande vitesse du Sud-Est, à l'ouest de Dijon. Au mois de décembre dernier, une rame a été poussée par ses pilotes jusqu'à 410 km/h (le Monde du 11 janvier). Les responsables de la SNCF ont grondé, parce que la mission de ce train d'essai était d'explorer, grâce à une rame du TGV Sud-Est améliorée, avec les équipements du TGV Atlantique les environs des 400 km/h, sans pour autant dépasser le record ouest-allemand. Les tests étaient si concluants que les responsables de la rame ont succombé à la tentation...

Plus léger, plus puissant

Les essais en cours ne pouvaient en rien déboucher sur un record homologable avec huisseries, capteurs validés et journalistes, identique à celui du 26 février 1981, qui avait porté à 380 km/h le record de vitesse sur rail, dans la cuvette de Moulins-en-Tonnerrois (Yonne). Ils ont permis aux ingénieurs de vérifier qu'aucun seuil critique n'existait à haute vitesse hormis celui, bien connu, qui, aux abords de 230 km/h, voit le bogie confronté à un mouvement de lacet pouvant aboutir au déraillement. Ces tests ont aussi validé les améliorations que le TGV Atlantique apporte par rapport à son aîné, le TGV Sud-Est.

Il peut sembler facile de passer de 270 km/h (vitesse commerciale du TGV Sud-Est) à 300 km/h (vitesse du TGV Atlantique). En réalité, l'effort demandé évolue avec le cube de la vitesse, c'est la conception des

moteurs qui a été revue. Leur puissance a crû de 535 kW à 1 100 kW. Ils n'utilisent plus le courant continu, mais le triphasé. Ils sont « synchrones autopilotés », c'est-à-dire que le flux électromagnétique n'est plus régulé par un dispositif mécanique interne, mais par un dispositif électronique externe. Le rotor tourne à la même vitesse que le champ tournant produit par le stator, grâce à des onduleurs statiques. Cette innovation a permis de limiter le poids de chaque moteur, qui affiche seulement 1 450 kg ; de réduire de six à quatre (sur quinze) le nombre des bogies-moteurs ; et de ne pas dépasser la température de 130°.

Pour une masse comparable à celle du TGV Sud-Est, Alstom a mis au point un train dont la puissance est plus que doublée.

Le pantographe a été amélioré. Ce bras articulé, situé sur le toit du train, assure le contact du courant transmis par la ligne électrique de la caténaire. A grande vitesse, il doit éviter les décolllements intenses dus au vent tout en limitant la pression sur le fil. Des expérimentations ont prouvé que les caténaires « Atlantique » sont moins sensibles au vent latéral, et que leur frottement n'échauffe pas la ligne à plus de 55,9°.

Un TGV lancé à 300 km/h a besoin de quatre kilomètres environ pour s'arrêter, le TGV Atlantique a donc remis au magasin des antiquités le bon vieux sabot frottant sur la roue. Place aux freins électriques surpuissants, alimentés en cas de coupure par des batteries, et surtout à des freins à disque de 70 % plus énergiques que ceux du Sud-Est. A noter que le TGV est désormais équipé de l'équivalent de l'ABS pour les voitures : l'enrayage d'une rame abîmant le rail, des microprocesseurs empêchent le blocage de l'essieu et optimisent l'adhérence de la roue.

La suspension était le point noir du TGV Sud-Est. A 270 km/h, les vibrations empêchaient les voyageurs d'écrire. On a donc fait appel à l'air comprimé pour supprimer les liaisons d'amortisse-

ment entre la caisse de la voiture et le bogie. En revanche, les concepteurs ont accru la solidarité entre chaque caisse. Ce montage offre à 300 km/h le confort d'une voiture Corail classique roulant à 160 km/h. Cela dit, on retrouve vers 330 km/h les vibrations dont souffrent les voyageurs du Sud-Est.

L'aérodynamisme du TGV Atlantique marque un net progrès. Son frère aîné avait été conçu, à l'origine, pour être propulsé par une turbine à gaz, et les équipements électriques y avaient été intégrés vaille que vaille. La conception assistée par ordinateur a conduit à alléger le squelette du train et à caréner plus efficacement le toit des motrices.

Enfin, la fée électronique offre au conducteur et aux exploitants une souplesse exceptionnelle. Non seulement l'informatique se charge de surveiller la vitesse imposée de 300 km/h et l'enrayement des roues, mais le conducteur voit s'afficher sur un écran la fermeture des portes, l'échauffement anormal d'un essieu, ainsi que la vitesse maximale à respecter en cas de mise hors service d'un bogie. Finie la « bible » de quatorze cents pages où le conducteur cherchait malaisément les réponses aux incidents. L'écran lui communique instantanément la panne et la conduite à tenir. Même le poste de contrôle au sol peut consulter les différents organes du train en circulation. On estime que cette électronique réduit de 20 % les coûts d'entretien des rames.

La menace magnétique

C'est sur cette deuxième génération du train à grande vitesse que compte la SNCF pour s'approprier à nouveau le ruban bleu de la vitesse sur rail. Elle aurait déjà effectué une tentative si les catastrophes ferroviaires ne l'avaient amenée à adopter un profil bas. Il lui aurait été reproché de signer son image de marque au moment même où elle maîtrisait moins bien la sécurité de ses trains classiques. Il n'empêche : la société nationale espère pouvoir approcher très officiellement les 450 km/h au cours de cette année. Il est prévu au sud de Vendôme une section de voie rectiligne et en pente vers le Val-de-Loire qui semble idéale pour des très hautes vitesses. Son achèvement est en cours.

La prudence des ingénieurs, qui n'avaient qu'après s'être assurés qu'aucun phénomène critique ne se manifeste, ne peut dissimuler la stratégie poursuivie par la SNCF et par Alstom. Car ce record du monde n'est pas seulement destiné à satisfaire la gloire nationale. A 450 km/h, le TGV français laisse sur place l'ICE ouest-allemand qui lui avait ravi la première place. D'autant plus que celui-ci n'entrera pas en service commercial avant trois ans, et qu'il ne dépassera pas les 250 km/h en vitesse commerciale entre Mannheim et Stuttgart. En vitesse de pointe comme en vitesse « ordinaire », la technologie française l'emporte aussi sur le Shinkansen japonais, qui se traîne à 210 km/h.

Il s'agit aussi d'empêcher l'essor d'un autre redoutable concurrent : le train à sustentation magnétique. Le modèle ouest-allemand Transrapid a atteint les 418 km/h, et tout laisse à penser qu'il vise les 500 km/h. Ce train silencieux est propulsé par moteur linéaire. Il flotte à quelques millimètres au-dessus de la voie par le jeu d'électro-aimants. Les Japonais ont eux aussi développé cette technologie. Les inconvénients de la sustentation magnétique sont réels. Le train magnétique réclame une voie spéciale et ne peut emprunter les infrastructures existantes. Son coût est donc difficilement chiffrable. D'autre part, les phénomènes de régulation, d'échauffement et de consommation ne sont pas encore maîtrisés.

En atteignant 450 km/h, le TGV Atlantique fait passer aux gouvernements tentés par la grande vitesse le message suivant : « Pourquoi vous lancer dans un train magnétique hors de prix, puisque, avec la technologie classique roue-rail, nous avons un jour presque aussi vite ? Et comme au-delà de 300 km/h l'avion est plus performant en termes de consommation d'énergie et de coût des infrastructures rapportés au siège, abandonnez donc vos illusions futuristes ! »

Pour faire bonne mesure, la SNCF ne tardera pas à annoncer que le TGV Atlantique sera dépassé par son cadet, le TGV Nord, qui filera en 1993 vers Lille, Bruxelles et Londres à la vitesse de croisière de 320 km/h. A cette allure, l'avion lui-même est-il bien nécessaire ?

ALAIN FAUJAS.

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINUTEL 36.15 CODE A37
prix OSP

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, JEUDI 26 JANVIER 1989 à 14 h
APPARTEMENT à PARIS-10°
104, QUAI JEMMAPES et 75, RUE BICHAZ
2° étage gauche, 3 pces peuplées, entr., cuis., w.-c., salles de bains et C.AVE.
S'adr. M. R. BOISSEL, avocat,
9, boulevard Saint-Germain, PARIS-5°, tél. 43-29-48-58
M. à px : 130 000 F

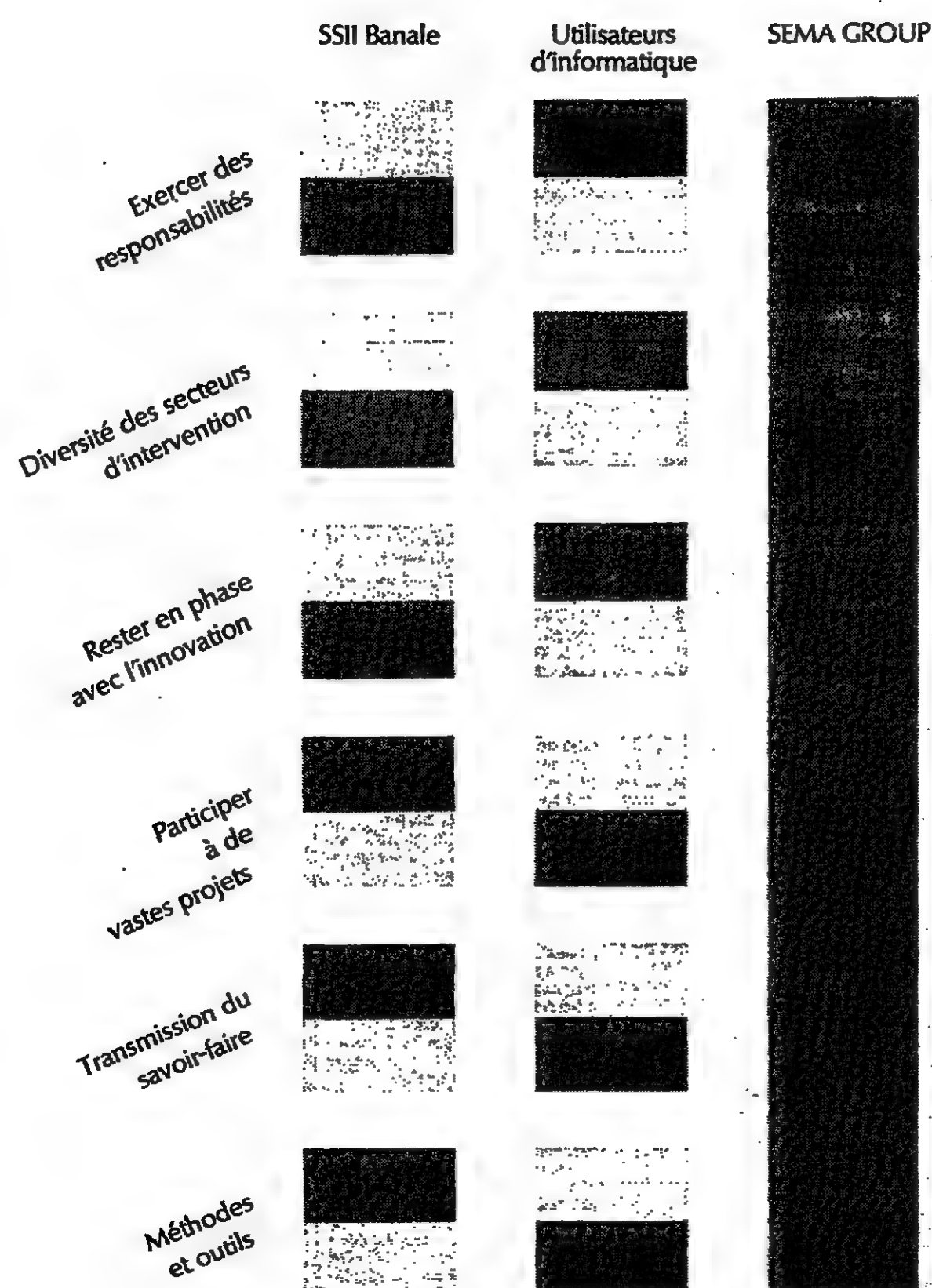
VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de CRÉTEIL
le JEUDI 26 JANVIER 1989, à 9 h 30
UN PAVILLON D'HABITAT. 4 p. à ABLOU-SUR-SEINE (94)
20, rue Pitois
S'adr. SCF GASTINEAU, MALANGEAU et BOTTLE-COUSSAU, avocats associés, à PARIS-9°, 2, carrefour de l'Odéon, tél. 46-33-02-21.
Tous avocats pr. Trib. grande instance de CRÉTEIL. Sur les lieux pour visiter, 23 janvier de 10 h à 11 h 45 et le 24 janvier de 15 h à 16 h.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL
le JEUDI 26 JANVIER 1989 à 9 h 30
au seul lot
PAVILLON D'HABITAT à VITRY-SUR-SEINE
(Val-de-Marne)
3, rue Marie-Sorin-Defresne
d'un rez-de-cha. et d'un étage compr. 8 pces, sur un terrain de 3 a 19 ca
Mise à prix : 200 000 F
S'adr. pour renseignements à : 1° M. VARINOT, avocat à NOGENT-SUR-MARNE (94), 156 bis, Grande-Rue - 2° SCF GASTINEAU, MALANGEAU et BOTTLE-COUSSAU, avocats associés, à PARIS-9°, 2, carrefour de l'Odéon, 75016 PARIS, tél. 45-24-46-40 - 3° A tous les avocats postulant près le Trib. de grande instance de CRÉTEIL.

VENTES SUR LICITATION, au Palais de Justice de PARIS, le LUNDI 30 JANVIER 1989 à 14 heures
UN APPARTEMENT de 2 p. princ. à PARIS-11°
129, AVENUE PARMENTIER
au 5° étage façade gauche - C.AVE - LIBRE DE LOCAT. ET D'OCUP.
M. à px : 180 000 F S'adr. SCF GASTINEAU, MALANGEAU et BOTTLE-COUSSAU, avocats associés, 2, carrefour de l'Odéon, 75006 PARIS, tél. 46-33-02-21.
M. MEULET, avocat à PARIS-1°, 14, rue des Pyramides, tél. 46-30-11-73.
Tous avocats pr. Trib. de grande instance de PARIS. Sur place pour vis. en s'adr. à M. LOPEZ, gardien, les 24 et 27 janvier de 14 heures à 16 heures.

مكتبة من الأصل

Carrières dans les Technologies de l'Information faites le plein...



La Qualité du service dans les technologies de l'information est directement proportionnelle au degré de satisfaction qu'éprouvent les ingénieurs dans l'exercice de leurs métiers.

La réussite de SEMA GROUP s'explique ainsi : tous y bénéficient d'une combinatoire d'opportunités élevée et participent à l'avènement de l'informatique de demain.

SEMA GROUP met en œuvre tout un réseau de compétences et d'expertises qui reposent sur l'emploi systématique de méthodes et d'outils de génie logiciel et sur une forte capitalisation sectorielle : Banque, Assurances, Administrations, Distribution, Industrie, Défense... En Informatique de Gestion comme en Informatique Industrielle, Scientifique et Technique existe l'opportunité de devenir consultant, expert, chef de projet, ingénieur d'affaires, architecte technique.

Fort de 6 500 personnes, SEMA GROUP, qui réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs en France, Grande-Bretagne, Allemagne Fédérale, Benelux, Espagne... est aujourd'hui le premier groupe véritablement européen de services informatiques.

SEMA GROUP

Informatique de Gestion : Merci d'envoyer C.V. et lettre manuscrite sous référence MC11 à Jacques SCHWAB, 16, rue Barbès 92126 MONTRouGE

Informatique Technique : Merci d'envoyer C.V. et lettre manuscrite sous référence MC11 à Patricia PANCHERI, 56, rue Roger-Salengro 94126 FONTENAY-SOUS-BOIS

Les Ingénieurs
Revenir
INGÉNIEURS EN
GRANDS
LOGICIELS
SYSTÈMES
INGÉNIEURS
L'intelligence artificielle
est notre passion

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Informaticiens ... Les Informaticiens ...

NOUS AVONS L'ART DE REVELER LES TALENTS INGÉNIEURS INFORMATIQUES GRANDES ÉCOLES

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (Temps Réel, Télécommunications, Processus Industriels...), INFORMATIQUE APPLIQUÉE À LA GESTION D'ENTREPRISES (Transactionnel, Télématique, Bases de Données...), autant de domaines dans lesquels vous pourrez exprimer vos talents d'ingénieur informaticien.

Débutant, après une formation spécifique à notre méthodologie et aux techniques informatiques que vous utiliserez, vous participerez à des projets diversifiés.

Si vous avez déjà une première expérience, vous aurez le plaisir de découvrir une entreprise qui privilégie le dialogue.

Si une telle opportunité à Paris, Lille, Lyon, Orléans... vous attire, envoyez rapidement à Hervé Caplier une lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo.

Pour le reste, accordez nous quelques jours. LOGISTA, 33 quai de Dion Bou-

ton, 92814 PUTEAUX CEDEX.

LOGISTA

DES HOMMES D'ENTREPRISES



INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Il y a des dates et des rencontres
qui comptent dans des carrières.
Commencez 1989 avec SYSECA.

Notre expansion est régulière et continue. Nous maîtrisons nos savoir-faire dans tous les grands domaines de l'informatique. Nous recrutons et formons en permanence des ingénieurs de haut niveau. Nous prenons de l'avance en investissant plus de 10 % de notre chiffre d'affaires en recherche/développement. Nos perspectives vous sont favorables. A SYSECA vous exercerez votre sens du service et des responsabilités. La filière commerciale vous permet de déboucher sur la gestion d'affaires.

Les opportunités sont diversifiées :

• Vendre des services et de l'ingénierie en télécommunications, génie logiciel et logiciel de base auprès d'une clientèle de Grands Comptes.
• Commercialiser CIO, le SGBD réalisé et maintenu par une des plus importantes équipes de développement et de support de logiciels d'Europe.

• Renforcer notre partenariat avec un grand Constructeur mondial en développant le marché des logiciels de gestion et systèmes clés en mains.

Ces postes sont à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 414
315, bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.



L'intelligence artificielle est notre passion...

Venez la partager avec nous.

Nous recherchons pour Paris et Grenoble :

- des CHEFS DE PROJETS, de formation supérieure (X, Centrale, ENSIMAG, UTC, thèse ou DEA en IA), expérimentés en développement de systèmes experts, pratique LISP et machines symboliques indispensables, pour prendre la responsabilité d'importants projets d'applications en IA.

- des INGÉNIEURS D'ÉTUDE, de formation supérieure, débutants ou première expérience pratique LISP souhaitée, pour s'intégrer à des équipes de développement.

Adresser CV et prétentions à ITMI,
Service du Personnel, ZIRST,
Chemin des Frères, 38240 MEYLAN,
sous la réf. IA-467.



GRUPE CAP GENIA SOCIÉTÉ

LE FUTUR, C'EST NOTRE MÉTIER



Avionique, monétique, contrôle de process, robotique... autant de techniques qui vous projettent directement dans le futur. LOGATIQUE, société de services spécialisée en informatique industrielle, vous permettra d'exercer votre expérience et votre talent en vous confiant des missions auprès de grandes entreprises, dans des secteurs à haute technologie.

INGÉNIEURS LOGICIEL

Vous êtes diplômés de Grandes Écoles et vous avez une première expérience en développement d'applications temps réel sur un ou plusieurs des matériels suivants : VAX, GOULD, MOTOROLA 68000, INTEL 8086 et vous maîtrisez les langages et les environnements : C, ADA, PASCAL, FORTRAN, ASSEMBLEUR, UNIC.

La réussite est le fruit d'une équipe motivée et pluridisciplinaire. Pour nous rejoindre, adressez votre candidature à :

LOGATIQUE - 149, rue Montmartre - 75002 PARIS.

LOGATIQUE

INGÉNIEUR INFORMATIQUE

Bon Champs



Télesystèmes

3 compétences inconfondables

C'est l'annonce de notre stratégie du succès pour les années 90. Elle englobe l'ensemble de nos métiers autour de trois "compétences - forces" :

Services et Exploitation Informatique,
Ingénierie de Systèmes et de Réseaux, Développement Logiciels.
Complémentaires, elles permettent une solution globale dans la construction et le développement des systèmes de communication des grandes entreprises.

Cette stratégie est le fruit de l'engagement de nos 2000 collaborateurs qui ont permis nos résultats et notre croissance.

Télesystèmes

3 valeurs engagées

Nos collaborateurs ont une façon claire de voir et de vivre TELESYSTEMES : professionnalisme, synergie et agressivité commerciale. Les valeurs mettent en évidence un vrai savoir-faire allié à une réelle volonté de perfection. Intégrées à notre stratégie, elles situent clairement votre rôle dans notre organisation et offrent à chacun un champ d'action considérablement élargi. Elles traduisent enfin notre volonté de continuer à grandir (100 % de croissance interne en 5 ans).

Télesystèmes

une volonté de vaincre.

Vous l'avez saisi, TELESYSTEMES évolue et se tourne résolument vers l'avenir. Avec sa nouvelle organisation et l'esprit qui l'accompagne,

TELESYSTEMES vous présente un schéma clair dans lequel inscrire votre parcours professionnel.

Ingénieurs Réseaux, Ingénieurs Systèmes, Chefs de Projets, Directeurs de projets, Ingénieurs d'Affaires, vous associez à votre formation supérieure (BAC + 5)

une solide expérience (4 à 6 ans). Vous trouverez au sein de TELESYSTEMES le contexte où exprimer votre professionnalisme, dans la compétence de votre choix.

Adressez votre dossier de candidature à : TELESYSTEMES - Direction du Personnel
115, rue du Bac - 75007 PARIS - Tél. : 45.49.87.00



GAGNONS ENSEMBLE

Informaticiens

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

... Le Monde • Mercredi 18 janvier 1989 23

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Informaticiens ... Les Informaticiens ...

SYSECA

Ingénieurs Informaticiens

INGENIEURS INFORMATICIENS

Ingénieurs Informaticiens

SYSECA

SYSECA

HOBART

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

INGENIEUR

informatique



industrielle :

PARTAGEZ NOTRE GOUT DU CHALLENGE

INGENIEURS GRANDES ECOLES

X, SUPELEC, MINES, ENST, ENSIMAG, ENSTA, ECP, SUP AERO, ENSEEIHT

Excel Ingénierie, après 1 an d'existence, ne cesse de développer ses activités, d'accélérer sa progression et d'augmenter le nombre de ses collaborateurs.

C'est dans ce contexte que nous créons le secteur informatique industrielle et que nous recherchons de réels co-équipiers pour participer avec nous à ce nouveau challenge.

Votre première expérience en informatique industrielle vous a permis d'acquies vos compétences et de connaître les environnements et les langages suivants : 68 000, VAX, HP 9000, UNIX, ADA, C, PASCAL.

Si votre goût des techniques de pointe vous a orienté vers les télécoms et les réseaux, c'est un atout que nous saurons apprécier.

Vous pourrez valoriser votre formation et votre acquis en participant à des projets d'envergure dans des domaines très variés :

• productique

• robotique, contrôle de process, IA,

• avionique, systèmes embarqués,

• ingénierie et imagerie médicale, C.A.O.,

• applications réseaux, télécoms, téléphonie.

Outre des compétences techniques et de la rigueur, vous possédez de réelles qualités relationnelles, faites preuve de souplesse et avez, comme nous, l'esprit d'équipe.

L'ambition, l'enthousiasme, la jeunesse et la convivialité, c'est ce que nous vous proposons de partager avec nous.

Un haut niveau de salarie, la réussite et une évolution rapide, c'est ce que nous pouvons vous offrir.

Entamez dès aujourd'hui le dialogue en appelant Michel LEVY au 42.81.23.72 ou adressez lui votre dossier de candidature sous la référence I01 - EXCEL INGENIERIE - 80, rue Talbot 75009 PARIS.

EXCEL
ingénierie



Division Communications d'Entreprise
recherche

Ingénieurs Electroniciens et Informaticiens

Débutants ou ayant 1/3 ans d'expérience

Pour participer aux études matérielles et logicielles relatives au développement d'équipements et systèmes de communications d'Entreprises.

Formation : Grandes Ecoles d'ingénieurs (SUPELEC, AM, ENSI, INSA, ISEP...).

Lieu de travail : Benlieux Sud-Ouest (Essonnes).

Merci de nous adresser votre CV détaillé, en précisant la référence PL/n 91 sur l'enveloppe à

C.O.S. CARRIERES - GROUPE ALTRAN

88, boulevard Gouvion Saint-Cyr - 75017 Paris



Le Crédit Agricole Mutuel
d'Alsace

recherche pour STRASBOURG

Concepteur haut niveau

A la tête d'une équipe Méthodes/Outils de 3 personnes, vous serez chargé d'améliorer la qualité et la productivité du développement de nos projets informatiques.

Outre l'implantation des outils et méthodes, vous assurerez la formation ainsi que l'assistance.

Ingénieur Grande Ecole, vous avez une réelle expérience des Méthodes, outils et SGBD.

CONVAINCU DES METHODES, vous saurez convaincre les autres !

Le CREDIT AGRICOLE D'ALSACE, c'est un grand système IBM - MVS/XX, CICS, DB2 et PACBASE.

Envoyez votre dossier (lettre manuscrite + CV) à :

Caisse Régionale de Crédit Mutuel d'Alsace,

Département des Relations Humaines, 1 place de la Gare, BP 440/RB., 67008 STRASBOURG Cedex.



IMA Informatique conçoit, réalise et installe des systèmes complets "clés en main", avec sa propre gamme de Minis. IMA a développé une gamme de progiciels (gestion commerciale, GPAO, SAV, compta, gestion du personnel, gestion intégrée services et guichets banque). Les systèmes IMA fonctionnent sous MIBS ou UNIX, supervisés par THALES. IMA recherche un(e) :

Chef de projets confirmé(e)

■ (FORTRAN, connaissance Minis, compta, gestion, GPAO). Maîtrise appliquée ou Ingénieur qui prendra en charge des applications avec créativité et rigueur (1 ou 2 gros projets/an). (Réf. CPT/IMA)

Analyste-programmeur

■ (FORTRAN, Minis, gestion ou gestion de production). Compétent(e) et rapide, intéressé(e) par des développements de haut niveau. (Réf. AP/IMA)

Ils s'intégreront à une équipe d'ingénieurs et d'informaticiens qui travaillent sur des projets diversifiés et pointus.

Lieu de travail : Pont de Saint Cloud.

Recrutements immédiats, décision rapide.

Envoyer CV à J.N. TRINH, rue des Roches - 27930 BROSVILLE.

Tél. : (32) 34 36 44, consultant chargé de cette recherche.



INGENIEURS - CONSEILS EN SYSTEMES DE COMMUNICATION

Se situer en pointe

Nous sommes l'une des premières SSII françaises. Filiale du groupe FRANCE TELECOM, nous conjuguons 20 ans d'expertise, le professionnalisme de 2000 collaborateurs et une maîtrise parmi les plus avancées dans le domaine des télécommunications.

Hommes d'expérience, nos consultants en systèmes de communication se situent en pointe :

Ils aident les entreprises à opérer les choix stratégiques dans la mise en oeuvre des moyens adaptés à l'évolution rapide de leurs besoins en communication.

Organiser son succès

Réussir dans cette activité renvoie à la capacité à mobiliser les savoir-faire.

Télesystèmes fait de l'application de ce principe sa stratégie du succès pour les années 90.

Elle organise l'ensemble de ses métiers autour de trois "compétences forces" : Service et Exploitation Informatique, Ingénierie de systèmes et de réseaux, Développement logiciels. Complémentaires, ces compétences fonctionnent en synergie pour développer les systèmes de communication de demain. Votre position dans notre organisation est claire,

vos champs d'action considérablement élargis. Avec Télesystèmes, vous complétez, si nécessaire, votre formation sur les techniques de communication actuelles et futures (RNIS, réseaux locaux, transmission d'énergies, commutateurs privés, etc.) et partagez une même volonté de continuer à grandir (Télesystèmes : 100 % de croissance interne en 5 ans).

Evoluer concrètement

Vous l'avez compris, devenir Ingénieur Conseil en Systèmes de communication avec Télesystèmes, peut vous permettre d'accélérer votre développement professionnel. Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Centrale, Mines, Supélec, Sup Telecom...),

âgé de 30-35 ans, vous évoluez depuis 3 ans minimum : - soit dans un cabinet de conseil, en tant que consultant

- soit au sein d'une grande entreprise, dans un rôle d'interface entre informaticiens et utilisateurs pour les questions d'informatisation.

Capacité d'écoute, esprit d'innovation et rigueur intellectuelle sont les qualités personnelles qui vous permettront de réussir dans vos missions.

Adressez votre dossier de candidature à :

TELESYSTEMES - Direction des Ressources Humaines - 115, rue du Bac 75007 PARIS - Tél. : 45 49 87 00

Telesystemes
GAGNONS ENSEMBLE

ALCATEL

TITN

UN

nom...

une

carrière

TENTEZ INTELLIGEMMENT LES TECHNIQUES NOUVELLES.

Nous sommes : une importante Société d'Ingénierie Informatique filiale du groupe ALCATEL, leader mondial des Télécommunications.

Nos compétences : se développent autour des deux axes :

- informatique technique industrielle,
- informatique des communications (de données, images, voix) en alliant créativité, innovation technologique et souci de la rigueur méthodologique.

Les besoins de notre expansion nous conduisent à mener une importante campagne de recrutement. A ce titre nous recherchons plusieurs :

INGENIEURS LOGICIEL

- expérimentés, compétences "temps réel", "système" et "réseaux",
- et débutants formation Grandes Ecoles.

Contactez nous :

Alcatel TITN - 1, rue Galvani 91301 MASSY CEDEX.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

... Les Informaticiens ... Les Informaticiens ...

TRANSITIQUE - SYSTEMES INTEGRÉS DE MANUTENTION CONTINUE

Rapistan Lande Société Européenne spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes intégrés de manutention continue pour charges isolées, veut étudier son service de réalisation, et recherche :

UN CHEF DE PROJET (ref 01)

Dépendant du Directeur Général, il assure la direction effective de la réalisation de systèmes de manutention complexes, il anime l'équipe des spécialistes européens chargés de chaque discipline du projet, il fait respecter les délais et budgets, et est l'interlocuteur du client.

Ce "manager" possède une expérience de 5 ans minimum dans une industrie d'équipement, maîtrise parfaitement l'anglais (écrit et parlé), déplacements fréquents en France et en Europe de courte durée.

UN INGENIEUR AUTOMATISMES (ref 02)

Il assure, sous la direction de l'ingénieur en Chef, responsable de ce département, les études, la programmation et la mise au point des automatismes et équipements connexes des systèmes que nous réalisons. Il coordonne les sous-traitants programmation et mise au point pour les projets complexes sur le site de nos clients.

Ce "spécialiste" possède une forte expérience professionnelle de plusieurs années dans le domaine de la Transitique ou dans des domaines connexes; il parle et écrit couramment l'anglais.

Déplacements fréquents en Province à prévoir.

Rémunération motivante selon expérience. Lieu de travail : Banlieue sud, région parisienne.

Envoyer CV, lettre manuscrite et photo à RAPISTAN LANDE SA-44, Av de Champagne 91421 MORANGIS CEDEX, en précisant la référence du poste choisi.

Micro-Informatique Paris

**YOU want to do things ?
Do them with US !**

Mettez votre expérience (2 à 3 ans), votre créativité et votre sens du concret au service d'une équipe de développement.

Nous vous offrons au sein d'une équipe européenne de 6 personnes travaillant en collaboration avec d'autres équipes basées sur d'autres continents, un environnement professionnel international et une formation adaptée à cet environnement tant en France qu'à l'étranger.

Vous participerez au développement de logiciels à usage interne pour un groupe international de 35 000 personnes. Avec votre connaissance des micro ordinateurs à base d'Intel 80xxx et des langages de programmation tels que Clipper, C, vous contribuerez aux spécifications, à l'analyse, à la programmation, aux tests, à l'élaboration de la documentation utilisateurs, au lancement et au support technique de nos produits logiciels d'audit.

Votre formation d'ingénieur (Grande Ecole ou ENSI) alliée à votre pratique courante de la langue anglaise vous permettra d'atteindre le degré de qualité exigé par nos quelques 20 000 utilisateurs.

Si la perspective de participer à des projets internationaux vous intéresse, veuillez adresser votre candidature, accompagnée de votre CV et rémunération actuelle à Bernard Fictin, Ernst & Whinney Conseil, 150 Boulevard Haussmann, BP 629-08, Paris cedex 08.

Ernst & Whinney Conseil

RESPONSABLE EXPLOITATION

Société de Service (1 200 personnes), filiale française d'un Groupe International leader sur son marché, recrute pour le Département Informatique de son siège social PARIS-LOUVRE : **RESPONSABLE EXPLOITATION**, A/P niveau DUT. Il devra maîtriser COBOL et DBASE et connaître le S36, l'AS/400 et PC. Il aura à encadrer une petite équipe.

Merci d'envoyer avec CV et rémunération actuelle sous réf. 1314 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne, 75008 PARIS.

SOGERIS, leader sur le créneau du BACK-UP de grands systèmes IBM, dispose d'importants moyens de traitement et de télécommunication, recherche pour son activité de conseil :

DES INGENIEURS ETUDES SYSTEME

Mission : — Etudes, Assistance et Conseil auprès de grands utilisateurs (Banques, Assurances, Industrie, Administration...) — Architecture de systèmes — Gestion de centres (organisation, métrologie, "capacity planning", qualité de service, performances) — Implantation des solutions.

Profil : — Ingénieurs ou Universitaires. — Ils doivent justifier plusieurs années d'expérience dans les systèmes d'exploitation MVS. Réf. R 1

DES INGENIEURS ETUDES RESEAUX

Mission : — Responsabilité de projets d'études auprès de grands utilisateurs (Banques, Assurances, Industrie, Administration...) — Architecture de réseaux (SNA, token ring, Ethernet) — Administration de systèmes-réseaux (incidents, performances, qualité de service) — Mise en œuvre des solutions.

Profil : — Ingénieurs ou Universitaires, formation Télécommunications — Des compétences confirmées dans les domaines SNA, réseaux locaux, outils d'administration sont nécessaires. Réf. R 2

UN INGENIEUR D'EXPLOITATION

Mission : — Il aura la charge de : la Conception • l'Organisation • la Mise en œuvre d'un projet de Service de Réseau à Valeur Ajoutée.

Profil : — Ingénieur ou Universitaire — Plusieurs années d'expérience et de responsabilité d'une importante exploitation IBM ainsi qu'une bonne connaissance des logiciels de base sont requises. Réf. R 3

Pour les trois postes, des qualités relationnelles, le goût des solutions bien faites, la curiosité sont des critères importants.

Merci d'adresser votre CV manuscrit en précisant la référence du poste retenu à : Michel BENICHOU - SOGERIS 16, rue Chateaubriand-Lagarde 75008 PARIS.

RANK XEROX

Un grand nom de l'informatique se doit aujourd'hui d'être connu par la qualité de ses produits avant que par la compétence de ses commerciaux. Aussi Rank Xerox leur donne-t-il les moyens d'être les interlocuteurs crédibles dans les entreprises en besoin.

Confrontés très vite à la réalité des affaires, disposant des meilleurs outils pour concevoir les débuts, les ingénieurs Rank Xerox trouvent chez Rank Xerox un environnement ouvert à tous les talents, propice à toutes les ambitions.

Aussi à l'aise dans la négociation que dans le diagnostic des besoins, votre connaissance des technologies informatiques et des réseaux vous permettra de proposer aux professionnels des grandes entreprises des solutions performantes et d'étudier avec eux le mode de financement adapté.

De formation supérieure, vous avez une expérience des logiciels et des réseaux en environnement gros systèmes.

De tempérament commercial, ouvert au dialogue et désireux de partager votre expérience, vous souhaitez évoluer vers des responsabilités d'expertise ou d'encadrement.

Des postes sont à pourvoir à Paris, Strasbourg, Nancy, Lille, Nantes, Rennes, Tours, Bordeaux, Toulouse, Marseille et Lyon.

Merci d'envoyer votre candidature avec C.V. sous réf. LLM48 à Laurent Amelineau, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 53607 Aubry-sous-Loup Cedex.

Chef de projet méthodes/qualité

LE HAVRE

CGM

Implantée sur les cinq continents, la COMPAGNIE GENERALE MARITIME est le premier transporteur maritime français. Aujourd'hui 3200 personnes en France participent à notre expansion internationale.

VOTRE MISSION : Intégrée à notre Direction de l'Organisation et des Systèmes d'Information (80 collaborateurs - BULL DPS8/DPS7 - parc de 800 terminaux et micros), vous serez chargé de notre cellule méthodes-qualité et de notre atelier de génie logiciel : MEGA/DELTA. Vous assurerez la mise en œuvre, l'extension et la diffusion de Plans d'Assurance Qualité ainsi que la formation de nos collaborateurs au sein d'un contexte en pleine évolution.

VOTRE PROFIL : Votre expérience de 5 à 10 ans en informatique de gestion vous a permis de conclure des projets dans leur intégralité. Votre maîtrise d'outils méthodologiques et votre formation supérieure (BAC +5) garantiront la qualité de vos prestations. Votre curiosité intellectuelle et votre sens du dialogue vous permettront d'évoluer au sein de notre structure.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à Mina AZIZ en précisant la référence.

CAP SESA SELECTION

Tour Mafé, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

Lancez notre activité Assistance Technique en Informatique Industrielle

DIRECTEUR ASSISTANCE TECHNIQUE

SSI de 450 personnes (40 % de croissance l'an), notre réputation en Informatique Industrielle est incontestable.

Nous comptons sur vous pour développer notre nouvelle activité "Assistance Technique" à Paris Sud, Aix-en-Provence ou Lille, en bénéficiant de tout l'appui de nos différentes équipes.

Véritable professionnel, polyvalent tant sur le plan commercial que technique, la délégation de personnel vous est familière et bien sur l'informatique industrielle, c'est votre domaine. Aujourd'hui, il est temps pour vous d'aller plus loin, de relever de nouveaux défis. Vous mettez à profit vos contacts personnels, prospectez et concluez efficacement, fidélisez votre portefeuille clientèle. Rapidement, vous créez votre équipe.

Contactez-nous en toute confidentialité en adressant votre CV ou votre carte de visite sous réf. 45471/M à Media-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17 qui transmettra.

DES HOMMES ORCHESTRE... POUR UN CONCERT PARFAIT

Notre informatique de gestion est à notre image... en pointe. MVS/XA - TSO ISPF - IMS/DB1 - DB2 - SNA/VTAM... composent l'environnement dans lequel vous développerez vos actions et votre expertise; nous renforçons nos équipes et offrons plusieurs opportunités à des jeunes diplômés, de préférence de Grandes Ecoles, ayant déjà une expérience de cet environnement.

Orientés configuration système, vous concevez et mettez en place toutes les solutions destinées à garantir l'utilisation optimale de nos moyens informatiques sur l'un des systèmes suivants :

- Systèmes MVS (Réf. O/DMV/LM)
- Systèmes IMS DB/DC DB2 (Réf. O/DIM/LM)
- Systèmes Réseaux SNA (Réf. O/DSN/LM)
- Systèmes d'Automatisation de l'Exploitation (Réf. O/AEX/LM)

Nous évoluons dans un univers technologique de pointe. Nos réalisations sont le fruit d'un travail de groupe.

Au-delà de vos compétences techniques, votre capacité à communiquer est donc indispensable à votre réussite.

Merci d'adresser votre résumé de carrière sous la référence choisie, à notre Conseil Christiane CHARBONNE RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - 74 Rue de la Fédération - 75015 PARIS.

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

1989
change
pour
gagner

DEL

Osez l'Info

digital™

1989 changer pour gagner

Spécialistes UNIX

Digital, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information, vous ouvre d'autres portes.

Avant-vente

Vous interviendrez en tant que consultants et experts auprès de nos clients pour leur présenter l'offre UNIX de Digital et la positionner techniquement à partir de cahiers des charges et d'appels d'offres.

Universitaires ou ingénieurs, vous avez au moins 6 ans d'expérience de projets informatiques sous UNIX : gestion de projets, développements d'applications, recherche.

La connaissance des réseaux, bases de données et du monde Digital serait un atout.

Plusieurs postes sont ouverts en région parisienne, Lyon, Marseille.
Écrivez à M.C. San-Quirce sous réf. MON 608.

Centre de compétences entreprise intégrée

Vous assurerez la mise en place de démonstrations, de maquettes et les évaluations de performance sous UNIX/ULTRIX.

Vous réaliserez les portages et migrations d'applications de nos Clients, Partenaires et Prospects dans l'environnement UNIX de Digital.

Une formation supérieure technique, la connaissance et la pratique du monde UNIX, des langages associés et des environnements hétérogènes ainsi qu'une expérience d'au moins 5 ans dans la réalisation de projets et le développement d'applications sous UNIX sont indispensables.

Postes ouverts en région parisienne.
Écrivez à A. Chevallier sous réf. MON 609.

Formation

Vous développerez et donnerez :

• des cours destinés aux ingénieurs commerciaux et à toutes les personnes impliquées dans le cycle de vente.
Universitaires ou ingénieurs, vous avez 5 ans d'expérience technico-commerciale et informatique en environnement UNIX. De réelles aptitudes à la communication.

• ou des cours techniques donnés aux ingénieurs logiciels.
Universitaires ou ingénieurs vous avez 2 ans d'expérience au moins de développement sous UNIX, une bonne connaissance des applications scientifiques.

Postes ouverts en région parisienne.
Écrivez à M.C. San-Quirce sous réf. MON 610.

Il est nécessaire de connaître la langue anglaise.
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - 2, rue Gaston Crémieux
BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital
Equipment
Corporation



LES FROMAGERIES BEL recherchent

CHARGE D'ETUDES

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Ingénieur de formation, vous avez une grande capacité d'adaptation aux évolutions technologiques.

Vous serez intégré à une équipe d'ingénierie grâce à votre bonne connaissance des automatismes (capteurs - actionneurs), et la maîtrise des commandes de ces automatismes (relais - automates programmables).

Vous êtes, de plus, à même d'élaborer le schéma de commande (grafcet - organigramme) et possédez une solide expérience des langages (basic - C).

Ce poste est basé dans l'est dans une unité de production.

Adresser votre CV, photo et prétentions à FROMAGERIES BEL - Division FRO - V.Q.R. - Service du Personnel
BP 292.08 - 75361 PARIS CEDEX 08.

JEUNES DIPLÔMÉS ECOLES D'INGENIEURS ET COMMERCE

Osez l'Informatique et la Finance...

Entrez à la SITB.

SSTI française, parmi les premières sur les marchés Banque, Bourse, Finance, elle est aussi la meilleure « prépa » aux métiers de l'informatique financière : après 3 mois de formation vous participerez à la réalisation de Projets. Et vous vous apercevrez très vite qu'il existe mille et une occasions d'enrichir vos compétences.

Car à la SITB, tout va très vite. L'explosion de ses domaines d'applications fait naître chaque jour des besoins nouveaux. Dans la grande variété des missions offertes, nous cherchons ensemble celle qui vous convient le mieux. Attention... soyez curieux, observateur : c'est à vous d'aller au-devant des opportunités. Ensuite, vous serez surpris de la rapidité avec laquelle vous prendrez des responsabilités.

Autonomie, ouverture, compétence et qualité : c'est cela SITB. C'est aussi plus de 850 personnes et une croissance de 30% par an, qui n'est pas près de faiblir.

Jean-Marc Quilès vous invite à lui adresser votre candidature sous référence JD/189M. SITB, Service du Recrutement 137 Boulevard Voltaire, 75011 Paris

SITB

L'HIGH TECH DE LA FINANCE

Cabinet International d'Organisation

Ernst & Whinney est l'un des tout premiers réseaux internationaux d'audit et de conseil. Le développement de notre activité de conseil en informatique nous conduit à renforcer nos équipes basées à Paris et Lyon, et à rechercher des :

Consultants Informatique et Télécom Grandes Ecoles d'Ingénieurs

L'expérience requise porte sur la conception et la mise en place d'architectures informatiques (IBM, environnement hétérogène, etc.) et/ou la conception et la mise en place de systèmes d'information fondés sur des méthodes reconnues (Merise, etc.).

Les missions que vous devrez conduire porteront d'une part sur des schémas directeurs informatiques de grandes entreprises, d'autre part sur des audits techniques et, enfin, sur des études d'organisation.

Trois profils sont spécifiquement recherchés :

Consultants Systèmes Informatiques Réf. N 186.

Le candidat disposera d'une solide expérience de conception et de réalisation d'architectures informatiques. Il justifiera d'une connaissance approfondie des architectures matérielles et logicielles IBM ; expérience de 4 ans minimum.

Consultants Systèmes d'Information Réf. N 187.

Le candidat aura participé à la conception et à la réalisation de systèmes d'information et disposera de solides connaissances méthodologiques ; expérience de 3 ans minimum ;

Architectes Réseaux Réf. N 188

Le candidat disposera d'une solide expérience de conception et de réalisation de réseaux SNA (ou DSA, etc.) ; expérience de 3 ans minimum.

Si vous avez le sens du conseil et êtes motivé pour participer au développement d'une équipe soudée et dynamique, nous vous remercions d'adresser votre candidature à M. NOBLINS, Ernst & Whinney Conseil, 6 rue de Téhéran 75008 Paris qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Ernst & Whinney Conseil

Ingénieur "systèmes experts"

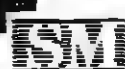


Leader français de l'industrie optique oculaire, nous occupons l'une des trois premières places au niveau mondial. Pour poursuivre notre avancée technologique et maintenir notre forte notoriété, nous investissons dans le domaine de la production, de la recherche et du développement, en liaison avec le Marketing. Nous recherchons une personne capable de créer des systèmes experts pour ces deux directions.

A partir d'entretiens approfondis avec les directeurs concernés et en fonction des souhaits et des demandes exprimés, le titulaire du poste devra proposer des solutions et mener les études de faisabilité et de rentabilité de ces outils. Il aura ensuite à concevoir, développer et mettre en place ces nouveaux systèmes d'aide à la décision.

Le candidat est diplômé de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur ou université) comportant une bonne formation scientifique et technique et, si possible, une première expérience ou une motivation pour les systèmes experts. Ce poste requiert des qualités de finesse, de communication et d'écoute ainsi qu'un sens aigu de l'analyse et de la synthèse.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite et prétentions, sous référence S 037/M à Sophie de GOROSTARZLI.



SEMA-SELECTION

16 rue Barbès, 92126 MONTRouGE CEDEX.

maticiens

INGENIEUR D'ETUDES en Informatique Industrielle

STERIA

INCOM

CAPFOR

ASYLOG

Commercial(e) onfirme(e)

DIRECTEUR D'AGENCE

Le Gouvernement d'Europe et de l'Est

CONSEIL DE SERVICE INFORMATIQUE

REPRODUCTION INTERDITE

... Les Informaticiens ... Les Informaticiens ...

INGENIEUR H.F.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON

Au sein d'une équipe en place, dont le champ d'action privilégié est l'intervention auprès des P.M.I. de la région, il aura pour MISSION :

- de mener des actions de conseil individualisées pour permettre à ces entreprises d'adopter de nouvelles technologies :
- informatique industrielle
- productique
- concept d'organisation intégrée

- de participer, par des actions collectives, à leur sensibilisation dans ces mêmes domaines.

Votre profil :

Vous avez une formation d'ingénieur doublée d'une expérience industrielle de 3 à 5 ans minimum, une bonne connaissance de la P.M.I. et du milieu industriel régional ; des compétences en informatique (XAC), en systèmes et méthodes de gestion de production, et, si possible, en automatismes. Vous pratiquez couramment l'anglais, et éventuellement l'allemand.

Vos qualités : forte capacité d'adaptation, sens des contacts et de l'animation, dynamisme et ouverture d'esprit, rigueur, sens des responsabilités.

Vous répondez à ce profil ? Adressez-nous votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) sous réf. 429 à :

MEDIA 84, 52, rue du Colombier - 69007 LYON - qui transmettra.

ALTRAN TECHNOLOGIES TECHNIQUES DE POINTE

Société de Prestations Intellectuelles de Haut Niveau, cotée en Bourse : 100 % de croissance, 550 ingénieurs ; 170 ingénieurs recrutés en 1988. Pour assumer les besoins de nos marchés, nous recrutons pour notre filiale autonome, leader dans les domaines RESEAUX suivants :

- Protocoles de communication et architectures de réseaux (SNA, DSA, X25, OSI, MAP/TDP) ;
- Messagerie (CITT, MHS, X400) ;
- Architecture de documents (IBM-DCA, ISO-ODA).

INGENIEURS RESEAUX à fort potentiel

INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

Expérimentés en Télécommunications pour assurer des missions de conseil et d'encadrement pouvant aboutir, à terme, à la responsabilité d'un secteur.

Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne et Grenoble. Merci de nous adresser votre CV en rappelant sur l'enveloppe la référence JLO/01, ou MINITEL : 3818 ALTRAN.

GRUPPE ALTRAN TECHNOLOGIES
58, boulevard Gourville St-Cyr 75017 PARIS

Filiales : DELTA INFORMATIQUE - IDEFI - SEGIME - INCOM - LORE INFORMATIQUE.

lore

SILICOM

INGENIERIE EN INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE ET INDUSTRIELLE
SA DES SOCIETES OMNIS, PERIPHERIQUE ASSISTANCE, ET SILICONE Recherches.

Ingénieurs Grandes Ecoles

Mission : participer à la conception d'applications temps réel.

Domaine : Aéronautique - Télécommunications

Profil : ADA C, UNIX, 68000 pour GRENOBLE, PARIS, MARSEILLE.

Ingénieurs Informaticiens

Mission : formation logicielle

Domaine : Informatique Industrielle et Scientifique

Profil : UNIX, C, VMS et bases de données

Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience

Mobilité France et Etranger - Anglais lu et parlé.

Ingénieurs Electroniciens, option télécom

Mission : formation réseau et télécommunication

Domaine : télécommunication

Profil : réseaux industriels, modems et multiplexeurs

Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience

Mobilité France et Etranger - Anglais lu et parlé.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature : SILICOM, 18, Chemin de Malgache ZIRST 38240 MEYLAN.

Bétel Ingénierie

INGENIEUR informaticien

expérimenté en calcul par éléments finis.

Nous vous proposons de l'autonomie et des responsabilités au sein d'une grande société. Vous aidez à mettre en place le code de calcul NASTRAN, vous développez des solutions adaptées aux utilisateurs et organisez la formation.

Les Postes sont à pourvoir en Région Parisienne et dans l'Est de la France.

N'hésitez pas à téléphoner au (1) 45 36 06 99 ou écrire sous Réf. : PM à BETEL INGENIERIE 23, rue de la Paix 75002 PARIS

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

S'unir, c'est gagner

DE NOUVEAUX CONTRATS DE NOUVEAUX PROJETS DE NOUVELLES COMPETENCES

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES Leader européen dans notre domaine, la conception et le développement de systèmes de détection sous-marine, nous remportons les contrats internationaux les plus ambitieux. Nous fondons cette réussite sur notre maîtrise des techniques avancées, la compétence et la motivation de tous. Organisés en sites autonomes à taille humaine, nous développons un style de management participatif basé sur la responsabilité maximale, l'esprit d'équipe et la sensibilisation de chacun aux impératifs économiques.

Ingénieurs Informaticiens, 1ère expérience ou confirmés, que vous choisissiez notre établissement d'Arcueil ou de Brest, vous participez à la réalisation de grands programmes dans le cadre de nouveaux contrats internationaux.

INGENIEURS INFORMATIENS 1ERE EXPERIENCE

Nous vous confions selon vos goûts et votre expérience des responsabilités dans l'un des domaines suivants :

- Etudes et développement :
- Machines 680XX et logiciels associés
- Machines RISC et logiciels associés
- Systèmes de visualisation
- Traitements temps réel, langages de haut niveau (ADA, LTR 3, C, langage IA,...)
- Exploitation : mise en oeuvre de systèmes sur les moyens internes (VAX, VMS, stations SUN, UNIX, réseaux)

INGENIEURS INFORMATIENS CONFIRMES

Management d'une équipe, sens du contact, implication totale à toutes les phases du projet, tels sont les impératifs des missions suivantes :

- Chef de projet logiciel,
- Ingénieur Qualité logiciel,
- Responsable méthodologie développement de logiciels.

1ère expérience ou confirmés, vous êtes ingénieur grandes écoles (ENST, ESE, ECP ...) et vous possédez une bonne connaissance de l'anglais. Votre aptitude à appréhender des problèmes complexes, votre volonté de conduire des projets jusqu'à leur réalisation, votre capacité à faire partager votre enthousiasme vous permettront de réaliser vos ambitions.

Selon le site que vous choisissez, merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le domaine ou le poste choisi à :

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES
Nathalie HUILLE, 1, avenue Aristide Briand, 94117 ARCUEIL CEDEX
Thierry JAROSZ, Route de Sainte-Anne du Portzic - 29601 BREST CEDEX

THOMSON

CATIA REMPORTE DE NOUVEAUX SUCCES : DASSAULT SYSTEMES RECHERCHE DE NOUVELLES COMPETENCES

INGENIEURS D'AFFAIRES

Ingénieurs ayant une première expérience et si possible une double formation technique et commerciale, maîtrisant l'anglais et éventuellement une autre langue (allemand, italien, espagnol...), vous assurerez :

- le conseil et l'assistance à la vente,
- le suivi d'affaires,
- le support grands comptes.

INGENIEURS DEVELOPPEMENT

Diplômés Grandes Ecoles ou titulaires d'un DEA d'informatique, débutants ou ayant une première expérience, vous parlez l'anglais. Venez rejoindre nos équipes de développement pour collaborer à nos projets informatiques d'avant-garde puis bientôt... les conduire. Une mission qui mettra en valeur vos compétences dans :

- la connaissance des métiers : mécanique, conception, fabrication, simulation, analyse, ingénierie, électricité...
- le génie logiciel,
- l'architecture logicielle,
- le domaine scientifique : algorithmes mathématiques, modèles de représentation de données.

Ecrivez-nous (lettre, photo, CV), en précisant le poste choisi, nous saurons vous proposer un poste à la hauteur de vos talents et de vos qualités personnelles. DASSAULT SYSTEMES, SRH, 24-28 av. du Général-de-Gaulle, 92150 Suresnes.

dassault systemes CATIA, LA CFAO DE DASSAULT SYSTEMES

هكذا من الأصل

OPÉRATION SPÉCIALE

... Les Informaticiens ... Les Informaticiens ...

Laboratoires de Marcoussis

• INFORMATIQUE AVANCÉE
• COMMUNICATIONS OPTIQUES
• RECHERCHE
• OPTIQUE

CENTRE DE RECHERCHES DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

recherchent dans le cadre du développement de leur division informatique :

INGÉNIEURS DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE
confirmés et débutants

Dans les DOMAINES D'ACTIVITÉS :

- INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
- GÉNIE LOGICIEL
- ARCHITECTURE DE SYSTÈMES
- ROBOTIQUE

- ayant une expérience dans l'un ou plusieurs des thèmes suivants : temps réel, informatique sécuritaire, bases de données, réseaux de neurones, développement de systèmes experts.

- ayant une connaissance approfondie sur le système UNIX, en langage C et dans les langages de programmation de l'Intelligence Artificielle.

Ces différents postes impliquent une formation grande école d'ingénieur ou universitaire (thèse), ainsi qu'une bonne pratique de l'Anglais écrit et parlé.

Moyens matériels de premier ordre : réseau local, stations de travail Sun 3, Sun 4, Vaxstation 3000, machines Lisp...

Ambiance de travail stimulante dans le cadre d'un Grand Groupe Industriel.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, Route de Nozay - 91460 MARCOUSSIS.

CGE

JEUNES INGÉNIEURS
JOUEZ LA CARTE DE L'INFORMATIQUE

LA G.I.E. (700 PERSONNES) CONÇOIT, RÉALISE ET FAIT FONCTIONNER L'ENSEMBLE DES SYSTÈMES D'INFORMATION DU GROUPE A.G.F. POUR RÉPONDRE AUX NOUVEAUX ENJEUX DE L'ASSURANCE DANS UN ESPRIT CONSTANT D'INNOVATION ET D'ANTICIPATION.

Après une FORMATION rémunérée de 4 mois (prochaine session : 13 février 89) à notre informatique de gestion, vous serez analysés au sein de nos équipes.

Opérationnel, vous prendrez en main des projets importants et diversifiés dans un environnement de pointe :

- 3 unités centrales (IBM 3090-800).
- 1 très important réseau de télétraitement IMS (4 800 terminaux, 1 million de messages par jour).
- de nombreux domaines de développement : Infocentre, télématique, micro-informatique connectée, outils d'aide à la décision...

Vous apprécierez la qualité des relations humaines et vos compétences seront reconnues : réauration et évolution seront à la hauteur de votre implication.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature sous réf. M 103 à Melle Dominique BIEUF - B.I.E. Direction des Ressources Humaines Tour Franklin - 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 11

GIE

INFORMATIQUE EN ACTION

FUTUR SPECIALISTE DU MARCHE DES PROGICIELS

Vous connaissez notre spécialité : les progiciels. Nous œuvrons sur ce marché une mission d'information technique des entreprises. Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe pour y prendre rapidement des responsabilités. Vous êtes un jeune diplômé de l'enseignement supérieur BAC + 4, minimum, ayant une première expérience informatique acquise par exemple lors d'un stage. Vous serez responsable de la réalisation de publications du CIP consacrées aux progiciels : catalogues ou études de marché. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.

Vous êtes attiré par la connaissance du marché informatique, vous avez le goût des contacts, du travail en équipe, ainsi qu'une bonne aptitude à la rédaction, contactez-nous : ce poste est à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Madame ROUSSET - CIP 99, boulevard Malesherbes - 75008 PARIS.

CXP Centre d'Information des Utilisateurs de Progiciels

CRÉDIT CHIMIQUE
BANQUE DU GROUPE PECHINEY
devenez notre :

Inspecteur informaticien

Agé de 25/35 ans, de formation supérieure et bénéficiant d'une expérience en analyse informatique (matériel D.E.C. si possible), vous serez intégré à notre Direction du Contrôle et de l'Inspection.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Monsieur STAUB - D.R.H. CRÉDIT CHIMIQUE, 20 rue Treillard - 75008 PARIS.

SAT CONTROL

AÉROSPATIALE - CNES - MATRA

Spécialiste du développement de CENTRES DE CONTRÔLE DE SYSTÈMES SPATIAUX, participant notamment aux programmes HERMES, SPOT, TELECOM 2, recherche de toute urgence plusieurs

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

POUR ASSURER LE MANAGEMENT DES PROJETS CORRESPONDANTS.

Ingénieur grande école ou équivalent, vous avez de 8 à 10 ans d'expérience dans au moins l'un des domaines informatiques suivants :

- Ingénierie, temps réel, bases de données ;
- Réseaux, interfaces hommes/machine.

Vous avez de plus travaillé sur des matériels DEC, APOLLO ou HP.

Si vous voulez rejoindre nos équipes pluridisciplinaires à TOULOUSE, envoyez C.V. + prétentions à :

SAT CONTROL - B.P. 113 - 31328 LABEGE CEDEX.

Venez créer avec nous le PAN EUROPÉEN :
La Radiocommunication numérique et cellulaire pour l'Europe de 1992 !

Deuxième pôle français en communication d'Entreprise (6 500 personnes, plus de 4 milliards de Francs de C.A.), déjà présents sur tous les grands marchés des Télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la TELEPHONIE (postes), COMMUNICATION ET RESEAUX D'ENTREPRISE (autocommunications), COMMUNICATION ECRIT ET IMAGE (terminaux télématiques, télécopie) et RADIO-TELEPHONIES (systèmes, réseaux et mobiles).

Nous vous offrons l'opportunité :

- d'acquies un savoir-faire dans un environnement exigeant sur la méthodologie et les outils de génie logiciel ;
- stations de travail en réseau - outils d'aide à la spécification, à la conception (SADT...).
- de réaliser vos compétences sur l'un des marchés les plus porteurs de la décennie,
- de travailler «Européen» avec nos partenaires.

Vous avez de la rigueur et de l'imagination et vous créez autour de vous un véritable esprit d'équipe pour réussir dans une fonction impliquant également ouverture et sens du dialogue avec d'autres services.

Vous pourrez évoluer vers l'organisation de projet et l'animation d'équipe.

Réf. ILTR/M

Jeunes Ingénieurs Logiciel

Vous participez à la réalisation de logiciels dans les domaines de radiotéléphonie et de transmission de données.

Nous vous offrons l'opportunité d'acquies des compétences en informatique temps réel et transmission de données dans un environnement jeune et motivé pour réussir.

Réf. JIL/M

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Nicole KAMERZAC DPHI - MATRA COMMUNICATION - BP 26 - rue Jean-Pierre Timbaud - 78392 BOIS D'ARCY CEDEX

MATRA COMMUNICATION

LES HOMMES QUI COMPTENT...

C.B.L. Filiale Ouest de SAE recherche pour son Siège Social à RENNES SON RESPONSABLE INFORMATIQUE

Rattaché au Secrétariat Général de la filiale il est en relation fonctionnelle avec l'ensemble des services des différentes Sociétés du groupe dans l'Ouest pour :

- le suivi, la maintenance et le développement du parc informatique.
- la mise au point ou l'adaptation de logiciels spécifiques, tant en informatique de gestion (comptabilité, finance, paie) qu'en informatique technique (études de prix).
- l'aide aux utilisateurs et leur formation.
- la préparation pour la mise en place d'un nouveau système informatique (IBM AS 400).

Diplômé MIAGE ou équivalent, les aptitudes relationnelles des candidats et leurs qualités d'adaptation feront la différence.

Merci d'adresser votre CV + lettre manuscrite + prétentions sous la réf. RINF 0189 à

Anita FAVREAU - Service du recrutement
32 avenue de New York - 75116 PARIS.

SAE
le groupe d'entrepreneurs

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeunes ingénieurs de production

Le Département Aluminium Métal du Groupe Pechiney avec 9,3 MF de CA et plus de 10 000 collaborateurs est le 3ème producteur mondial d'aluminium.

Vous souhaitez trouver l'entreprise capable de valoriser votre potentiel. Nous recherchons de jeunes ingénieurs de production X, Mines, Ponts, Centrale, ESE, ENSIC, ENSEEG...

Nous vous proposons dans un premier temps d'animer une équipe sur le terrain et de gérer un atelier dans l'une de nos usines situées dans la Région Rhône-Alpes ou le Sud-Ouest.

Vous apprendrez à maîtriser nos techniques, qu'il s'agisse d'électro-

lyse, de fonderie d'aluminium ou de fabrication de l'alumine.

La diversité de nos activités et notre implantation internationale (Australie, Québec, Grèce, Pays-Bas) vous ouvriront de nombreuses et passionnantes évolutions de carrière.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV et photo, sous réf. AP à notre Service Recrutement : PECHINEY - 23, rue Balzac 75008 PARIS

ALUMINIUM PECHINEY

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE PECHINEY

PARTAGEZ NOTRE PASSION POUR LES RÉALISATIONS DE POINTE

Filiale du leader mondial dans le domaine du transport et de la distribution de l'énergie électrique, nous recherchons, pour nos activités de protections et d'automatismes, plusieurs ingénieurs pour les postes suivants :

INGÉNIEUR D'ÉTUDES DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS TEMPS RÉEL

chargé de développer les logiciels temps réel en langage C et Assembleur pour des microprocesseurs INTEL 16 bits sur un site HP 9000. Pour ce poste, une première expérience en informatique temps réel ou industrielle serait appréciée, ainsi qu'une connaissance Hardware et systèmes. L'anglais est nécessaire.

Réf. HGB / 1

CONCEPTEUR D'ARCHITECTURES RÉSEAUX

pour des systèmes répartis de haute sécurité fonctionnant dans des environnements perturbés. Diplômé d'une grande école (Centrale, Télécom, ENSTA...), cet ingénieur possède une solide connaissance des réseaux locaux normalisés (ETHERNET, MAP) ou en cours de normalisation (BITBUS, FIP) ainsi que des outils d'évaluation. Des compétences en traitement numérique du signal seraient également utiles.

Réf. HGB / 2

DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS ÉLECTRONIQUES

chargé de développer de nouvelles lignes de produits numériques de très haute sécurité comportant une importante partie de traitement du signal.

Diplômé d'une grande école (ESE, Télécom, ENSL...), cet ingénieur débutant ou ayant une première expérience dispose de bonnes bases en filtrage numérique. Attiré aussi bien par le développement de matériel que de logiciel, il a, si possible, des connaissances en électrotechnique.

Réf. HGB / 3

SIMULATION NUMÉRIQUE DE RÉSEAUX ÉLECTRIQUES

Responsable à terme des outils de simulation numérique au sein de la division, cet ingénieur s'initiera à nos activités, à nos technologies et à nos outils en assurant une première mission d'étude et d'évaluation d'un nouveau programme de simulation de ligne de transport d'énergie.

Ingénieur grande école (ESE, Centrale, Télécom, ENSTA...), il a de bonnes bases en mathématiques, en programmation informatique (FORTRAN, PASCAL) et en traitement du signal.

Réf. HGB / 4

MARKETING - CHEF DE PRODUITS

pour prendre en charge, au niveau international, l'étude des marchés et de la concurrence pour nos gammes d'équipements. Responsable des entrées en commande, il conduira les différentes phases d'homologation et de lancement commercial et suivra l'évolution de nos produits.

Ingénieur possédant de bonnes connaissances en électrotechnique des réseaux d'énergie, il a à l'occasion d'une première expérience réussie, développé de réelles qualités de contact, de disponibilité et de mobilité. L'anglais est indispensable, l'espagnol serait un atout supplémentaire.

Réf. ICE / 5

Tous ces postes pourront ouvrir à leurs titulaires d'intéressantes possibilités de carrière dans un contexte international en forte croissance. Ils nécessitent une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence du poste concerné, à



PSC
ENERTEC

51, Avenue Jean-Jaurès
BP 380, 92541 Montrouge Cedex

INGÉNIEURS CONSEILS SYSTEMES INFORMATIQUES

DIEBOLD est un cabinet de conseil de dimension internationale. Son siège est à New York. Il est présent en Europe dans les principales capitales... et à Paris avec DIEBOLD FRANCE. La vocation de Diebold est d'aider les entreprises à maîtriser, au profit de leur gestion, les différentes technologies de l'information. Notre expansion nous conduit à renforcer notre équipe avec des **INGÉNIEURS CONFIRMÉS**. Ils auront à participer à des interventions de haut niveau dans des domaines variés, en particulier :

- EXPERTISE ET CHOIX STRATÉGIQUES INFORMATIQUES
- CONSEIL QUALITÉ ET SÉCURITÉ
- DIRECTION DE GRANDS PROJETS
- ARCHITECTURE DE SYSTEMES D'INFORMATION.

De formation Grandes Ecoles, vous possédez une expérience pluridisciplinaire d'au moins 5 ans acquise en entreprise, au sein d'un cabinet d'organisation ou d'une société de conseil en informatique. Vous apportez des compétences concrètes dans les grands systèmes informatiques, la mise en œuvre d'architectures décentralisées, la convergence des technologies bureautique, informatique et télécommunications, etc...

Si vous souhaitez valoriser votre potentiel dans des missions de conseil auprès de grandes entreprises et administrations, merci d'adresser votre dossier de candidature à Mme AICH

Diebold France

56, rue de Londres - 75008 PARIS

Notre Métier, une Vocation : le Conseil

Valeo

Systèmes
d'essuyage

Recherche pour une importante unité de production en grande série de moteurs et d'ensembles mécaniques (1 000 pers.)

Ingénieur Responsable Maintenance

Il définira et mettra en œuvre les actions de maintenance des moyens de production dans le cadre d'une évolution vers le prévisionnel. Sa mission comprendra également les travaux neufs et la sécurité de l'usine. 3 à 5 ans d'expérience en maintenance électronique et informatique sont indispensables. (Réf. IRM 0110/LAM)

Responsable Approvisionnement et Gestion de Production

Il aura notamment la responsabilité en liaison avec les services achats et qualité des approvisionnements et de la gestion des stocks. Il sera chargé de la mise en place des flux tendus fournisseurs.

Ingénieur ou diplômé Grande Ecole de gestion, le candidat recherché possède une première expérience de la fonction et parle couramment l'anglais. (Réf. RAO 0110/LAM)

Pour ces deux fonctions : l'expérience aura été impérativement acquise dans un environnement grande série. Les 2 postes sont situés à Châtelleraut (86).

Merci d'adresser votre dossier de candidature précisant la référence choisie à Valeo Systèmes d'Essuyage - Recrutement des Cadres - 21 Bd Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

Valeo L'Équipement Automobile



SAGITEC

FIABILITÉ ET SÛRETÉ DU LOGICIEL

Spécialistes du développement d'applications temps réel destinées à garantir la fiabilité et la sûreté des logiciels, nos interventions s'inscrivent dans des environnements techniques avancés :

GÉNIE LOGICIEL, SYSTÈMES D'ARMES, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, TÉLÉCOMMUNICATIONS...

Par les technologies qu'elles maîtrisent, comme par les enjeux économiques qu'elles recouvrent, nos activités intéressent fortement les grands groupes industriels qui constituent notre clientèle.

INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU
Nous vous proposons de rejoindre notre société pour y exercer d'importantes responsabilités techniques et contribuer à l'évolution de nos structures.

En relation directe avec les responsables chez nos clients, vous dirigerez des missions qui feront appel aussi bien à vos compétences techniques (2 à 7 ans d'expérience des différentes phases de développement d'applications temps réel) qu'à vos qualités managériales et de communication.

Vous participerez avec l'équipe de direction à l'élaboration et à l'application de la politique de développement de notre société et du groupe SAGITEC.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo et rémunération souhaitée, à

SAGITEC
42, rue d'Artois
75008 PARIS

150 km de Paris... la Bourgogne

PRECILEC

conception et fabrication de matériel électromécanique et électronique de haute technologie
220 personnes

3 INGÉNIEURS ELECTROTECHNICIENS

Au Service Etudes Electromécaniques (25 personnes dont 5 ingénieurs) votre mission consistera à concevoir et développer nos produits : capteurs de position, moteurs à hautes performances et actionneurs destinés aux industries de haute technologie (aéronautique, robotique...). De formation Ingénieur Electrotechnicien (Grenoble, Toulouse, Nancy...), vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et prétentions s/référence 9148 à Bernard Colindres, PRECILEC, 41 rue Guynemer, BP. 238, 88002 Auxerre Cedex.

**SECTEURS
DE POINTE**
Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LES CABLES DE LYON

Notre position de n° 1 mondial du câble avec 21 milliards de CA se traduit par une réelle dimension internationale (19000 personnes implantées dans 20 pays, 65% des ventes réalisées hors de France) et s'appuie sur une politique d'indépendance technologique par l'intégration et la compétence (installation de systèmes complets et maîtrise totale du produit).

Notre croissance s'effectue pourtant dans le respect de l'identité de chacune des 35 sociétés du groupe dont les structures à taille humaine de nos 60 établissements industriels confèrent à chacun créativité, esprit d'entreprise et sens des responsabilités.

Nous relevons chaque jour de nouveaux défis technologiques et nous souhaitons vous associer à notre expansion.


Une stratégie pour l'avenir
ALCATEL
CABLES

RELIER LES CONTINENTS ET LES HOMMES

DEPARTEMENT HAUTE FREQUENCE
Etablissement de BEZONS

DIVISION ELECTRONIQUE ET ELECTROMAGNETIQUE

CHEF DU SERVICE EQUIPEMENT

Réf. CSE/M

A environ 35 ans, de formation ingénieur (AM, INSA...), vous possédez une expérience d'encadrement vous permettant de prendre en charge l'animation d'une équipe de techniciens de haut niveau. Responsable d'un service de 40 personnes (techniciens, ingénieurs) vous prendrez en charge l'industrialisation et la fabrication des systèmes de protection et des moyens de mesures. Chargé du compte d'exploitation, vous suivrez l'ensemble des cycles de production jusqu'au service après-vente.

INGENIEUR QUALITICIEN

Réf. IQ/M

Ingénieur de formation, votre expérience vous a permis de vous familiariser avec la notion de Service Qualité. Dans un souci constant d'améliorer le niveau de qualité, vous serez responsable de l'ensemble des procédures et de la conformité produit. Animateur des cercles de qualité, vous sensibiliserez le personnel au problème de qualité, tout en intervenant auprès des différents services opérationnels.

DIVISION CABLES ET COMPOSANT HAUTE FREQUENCE

CHEF DU SERVICE INDUSTRIEL

Réf. CSI/M

Vous assurez le contrôle de fabrication des câbles haute fréquence, vérifiez le produit fini, vous gérez le stock. Vous mettez en place la connectique associée à ces câbles (commande, suivi, montage, adaptation) et vérifiez l'installation des systèmes câbles et composants en phase terminale chez le client. Vous gérez et développez la fabrication des composants hyper (composants passifs et circuits hybrides).

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Réf. ID/M

Dans le cadre du développement de la division, vous serez chargé d'étudier les produits hyperfréquence, câbles, composants et microélectroniques, vous rechercherez de nouveaux produits et les suivrez jusqu'à leur industrialisation. Ce poste ouvre de multiples évolutions au sein du groupe pour un ingénieur SUPELEC, INPG, Option électronique.

Pour ces postes l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à la Direction des Relations Sociales - M. CALICO, CABLES DE LYON 30, rue des Chasses - BP 309, 92111 Clichy cedex.

BESNIER

Dans le cadre de l'extension de ses activités de recherche et de développement, notre Groupe N° 1 de l'Industrie Laitière Française recherche

Ingénieur Développement en Membranes de Séparation

Pour ce poste, basé à LAVAL, il sera demandé une formation Ingénieur Agro. (ENSAIA, INA, ENSA...) ou Universitaire (D.E.A., DOCTORAT) et une expérience en recherche agro-alimentaire ayant amené à développer des travaux dans le domaine de la séparation membranaire.

Responsable de vos projets jusqu'aux phases de préindustrialisation, vous pourrez trouver dans notre entreprise l'évolution de carrière que vous recherchez.

Merci d'adresser CV + photo + prétentions sous réf. 01/01/105/25 à STE BESNIER - Service Ressources Humaines BP 719 - 53002 LAVAL CEDEX qui traitera votre dossier en toute discrétion.

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DE NOS CALCULATEURS EMBARQUES : Un esprit système associé à des contacts humains.

De formation ingénieur, vous avez une expérience d'environ 3 ans qui vous a permis de maîtriser les techniques numériques, électroniques et informatiques réseaux. Vous souhaitez élargir vos compétences dans un cadre système en prenant la responsabilité d'importants projets.

INGENIEUR Grandes écoles

Responsable des spécifications et du suivi du développement de calculateurs embarqués, vous rédigerez les cahiers des charges en spécifiant les besoins, en aidant les acheteurs et en suivant les relations avec les fournisseurs.

Votre sens du contact ainsi que votre maîtrise de la langue anglaise vous permettront de réussir dans cette mission.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. GS/MO.17 au Service du Personnel AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION 78, quai Marcel Dassault - 92214 SAINT CLOUD.

de l'aviation aéronautique

AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION

POUR CONCEVOIR NOS NOUVEAUX VEHICULES ET ORGANES MECANQUES, NOUS RECHERCHONS DES

INGENIEURS CALCUL

STRUCTURE, DYNAMIQUE, SUPPORT LOGICIEL

Les domaines d'intervention proposés sont variés, en recherche, en études ou méthodes ; Nos moyens sont puissants : calculateurs scalaires de type IBM (50 MIPS) et calculateurs vectoriels (CRAY), et stations de travail UNIX (SUN et Silicon Graphics).

Votre rôle : élaboration de codes et développement/amélioration de logiciels - ou réalisation des calculs opérationnels, validation par les essais correspondants.

Ingénieurs mécaniciens et/ou informaticiens, vous utiliserez la méthode des éléments finis et connaîtrez la modélisation numérique de phénomènes physiques : mécanique des solides et des fluides, vibrations, acoustique, thermique...

Votre expérience en calcul (de 2 à 6 ans) et vos qualités relationnelles sont vos atouts pour réussir ces projets d'équipes et évoluer au sein d'un groupe qui investit fortement dans son développement technologique.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CALCUL, à J.F. Gadecq - RENAULT - Direction Ingénieurs et Cadres - 12, place Bi-Haleim 92109 Boulogne-Billancourt Cedex.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.


Le ministère des affaires étrangères recrute

POSTE CONTRACTUEL

ATTRIBUTIONS : préparation de documents budgétaires, analyses économiques et études de gestion.

FORMATION : E.N.S.A.E. ou deux maîtrises (dont une en économie, gestion, A.E.S.).

LIEU DE TRAVAIL : Paris.

RÉMUNÉRATION : 120 à 135.000 F bruts annuels.

ADRESSER : Dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) :

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
D.P.A.B.F. 8/RCB,
23, rue La Pérouse,
75016 PARIS.

هكذا من الأصل

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SECM recherche pour
ETABLISSEMENT DE LA DEFENSE NATIONALE
(Région Parisienne)
3 candidats libérés des obligations militaires

INGENIEUR
ELECTRONICIEN

Rattaché au Service des études de la Défense Nationale, vous serez chargé de la conception et de la réalisation de systèmes électroniques de commande et de contrôle.

TECHNICIEN

Vous serez chargé de la réalisation de systèmes électroniques de commande et de contrôle.

INGENIEUR PHYSICIEN

Chargé de l'élaboration de la mise en œuvre et de l'exploitation de programmes d'essais notamment en soufflerie basse vitesse.

Ce poste nécessite des connaissances précises en mécanique des fluides, mesures physiques et instrumentation.

La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant le poste choisi à l'attention de M. Alain GRAMOLA

SECM COUNSELLING - 66 Champs Elysées - 75008 PARIS

ALSTHOM

LES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE
développent leur potentiel pour la construction
des grands paquebots de croisière et recherchent

UN INGENIEUR ETUDES
ELECTRICITE

Vous participerez au développement du potentiel technique et humain d'un Service d'Etudes de 40 personnes, en menant des études de normalisation, de standardisation, d'informatisation et avec la responsabilité de spécialités techniques (éclairage, son, démarrages, etc.).

Vous avez un très bon sens de l'écoute et de la communication. Anglais indispensable.

UN INGENIEUR DE MONTAGE
ELECTRO-MECANICIEN

Vous participez à la coordination des travaux de préparation en électricité et mécanique, pour le secteur armement-bord. Pour cela, vous êtes Ingénieur Généraliste, avec option électricité, doué d'un bon contact et d'une forte capacité à communiquer.

Anglais indispensable.



Merci d'envoyer lettre et C.V. à :
M. G. DEMEAUX
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE
B.P. 400 - 44608 SAINT-NAZAIRE Cedex

Vous avez une formation GE, ENSI ou équivalent.
LA DIVISION TRANSFORMATEURS DE PUISSANCE recherche pour son laboratoire.

UNE INGENIEUR DE RECHERCHE
SOULAITANT PREPARER UNE THESE
DE DOCTORAT (CONVENTION CIFFRE)

pour études d'optimisation des isolations mides Très Hautes Tensions, au moyen de méthodes d'électronique rapide et d'électro-optique.
Lieu de travail LYON et GRENOBLE

Adresser CV à JEUMONT-SCHNEIDER - C. Deudon - DRH - 31 quai de Dion Bouton - 92811 PUTEAUX Cedex

JEUMONT SCHNEIDER

Schlumberger

**NOUS
INNOVONS
DANS
L'INDUSTRIE
VENEZ
INNOVER
DANS LE
COMMERCIAL**

SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans les domaines des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, des systèmes de défense...

A Colombes, notre Département conçoit, fabrique et commercialise des équipements avancés utilisateurs de cartes à mémoire.

Pour participer à notre développement et mettre en œuvre les outils de vente et d'enrichissement des relations avec nos clients, nous recherchons :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

Responsable d'un portefeuille de clients Grands Comptes dans toute la France (Banques et organismes financiers, industriels, groupes de la grande distribution...), vos activités commerciales évolueront vers la vente de "produits-systèmes" clés en main.

Ingénieur de formation, vous avez débuté dans la vente de produits industriels (2 à 3 ans d'expérience). Vous y avez révélé vos qualités de battant et vous souhaitez évoluer vers des relations commerciales plus complètes et vers de plus larges responsabilités.

Ref. CL/C1.

RESPONSABLE
ASSISTANCE CLIENTÈLE

En relation directe et étroite avec l'ensemble de nos clients, vous aurez une double mission : d'une part, concevoir et développer des moyens de contacts et de communication permettant de leur apporter un service, une formation et une information optimum ; d'autre part, conduire l'ensemble de nos activités d'assistance et de maintenance technique, en relation avec les services internes (Commercial, Qualité...) et les mainteneurs sous-traitants.

Votre formation d'ingénieur électronicien, votre première expérience industrielle, votre créativité et votre goût pour les contacts doivent vous permettre de bien maîtriser les dimensions techniques et technico-commerciales de ces fonctions.

Ref. CL/M.2.

Pour tous ces postes, de fréquents déplacements sont à prévoir. Une bonne pratique de l'anglais vous permettra d'évoluer au sein de SCHLUMBERGER.

Les candidatures sont à adresser, sous la référence concernée, au Service du Personnel.

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Département Cartes Mémoire et Systèmes
420, rue d'Estienne-d'Orves
92700 COLOMBES



Votre marché

Le marché Apple

INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES
Paris-Provence

Derrière la réussite d'une entreprise, il y a souvent une idée simple. Chez Apple, notre idée se résume en une phrase : c'est avec des machines puissantes mais simples d'accès que l'on donnera à chaque individu les moyens d'exprimer le meilleur de lui-même. Le véritable enjeu, c'est le marché à conquérir. 56 % de progression du CA en 88 (1,7 milliard), la profitabilité la plus forte du secteur, toujours une vision d'avance sur le marché, ça n'existe que chez Apple.

Notre stratégie de développement auprès des Grands Comptes confère à nos ingénieurs commerciaux un cadre d'intervention exceptionnellement dense et riche. Pour assurer la promotion des solutions Apple dans les Grands Comptes et conseiller les décideurs au plus haut niveau, nous souhaitons rencontrer des professionnels ayant déjà une expérience réussie dans ce domaine.

Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous justifiez d'une expérience de la vente directe de 5 ans dont 3 dans les Grands Comptes. Vous parlez un « fluent English » et possédez une connaissance approfondie des environnements réseaux et télécommunications.

Pour mettre en œuvre votre créativité et votre expérience dans le cadre d'une entreprise qui privilégie le développement de ses collaborateurs, écrivez à Pierre GRELLIER, Directeur des Ressources Humaines, sous réf. ICGC/M, Apple Computer France, 12, avenue de l'Océanie, ZA de Courtabœuf, 91956 LES ULIS Cedex.

Consultez 3614 code Apple.

Révélez le meilleur de vous-même.



هكذا من الأصل

مركزنا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RESEAUX TRANSPORT SUR FIBRE OPTIQUE !

Notre ligne produits vidéocommunication recherche pour sa Direction Technique UN INGENIEUR SYSTEME.

Il prendra en charge la conception et la réalisation de systèmes de transport numériques audiovisuels. Intégré dans l'activité architecture systèmes, il participera à l'étude et au développement de systèmes destinés à l'international.

De formation supérieure (ESE - INSA - ENSI) une première expérience en transmission numérique, traitement d'image, codage vidéo son est demandée pour ce poste où l'anglais est parlé quotidiennement.

Si cette offre vous intéresse, merci de bien vouloir adresser votre dossier (lettre, CV, photo), sous référence EDS-14 à Catherine BONNIER - ALCATEL-CIT, Département Transmission - BP 6 - Nozay - 91620 La Ville du Bois.

Le Département TRANSMISSION SUR CABLES d'ALCATEL CIT (3500 personnes) conçoit, développe et produit des systèmes de télécommunications sur supports physiques (cuivre et fibre optique) pour liaisons terrestres et sous-marines, des équipements de transmission de données et des réseaux câblés de vidéocommunications.

ALCATEL
CIT
Département Transmission sur Câbles



On ne transige pas avec la qualité dans l'aéronautique

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

Rejoindre Intertechnique (1 000 p., 800 MF en C.A.) c'est partager son souci de qualité, son professionnalisme et son esprit d'innovation. Spécialiste des équipements aéronautiques, nous accordons une importance toute particulière au Département QUALITE qui dépend de la Direction Générale.

Dans ce cadre, nous recherchons un INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN.

Vous assurerez, en coordination avec plusieurs services, la mise en œuvre de l'assurance de la qualité des systèmes de circulation de combustible.

Pour mener à bien votre mission, vous devez avoir une expérience industrielle en hydraulique et électromécanique, si possible en tant que qualifié.

Une formation supérieure de type Grande Ecole (A et M, ENSMA, ENSM, ENSI...) est souhaitée ; une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Vous pourrez évoluer vers des responsabilités élargies dans d'autres secteurs du groupe.

Nous vous remercions d'envoyer votre C.V. sous la référence DG/2 à INTERTECHNIQUE - Direction du Personnel - BP N°1 - 78374 PLAISIR Cedex.



La maîtrise de projets à l'export

Division Electricité et Nucléaire

Au sein de la Direction Transport de la Division Electricité et Nucléaire, le Groupe Caténaires réalise en France et à l'étranger, des installations d'équipements de traction électrique pour des chemins de fer, tramways, métros...

INGENIEUR D'AFFAIRE EXPORT

Au sein du Service Export, vous prenez en charge la responsabilité globale d'une affaire, de l'étude à la réalisation. Vous assurez, en liaison avec le Chef de Service, la préparation, la négociation et le suivi des contrats à l'exportation.

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs Mécanique ou Electricité, vous avez 3 environ ans d'expérience dans l'industrie. Vous avez le goût du contact et du travail en équipe. Vous parlez couramment l'anglais, pratiquez l'espagnol et maîtrisez la micro-informatique.

Vos perspectives d'évolution seront à la mesure de vos ambitions dans le cadre d'un Groupe international aux activités pluridisciplinaires. Poste basé à Cergy-Pontoise avec des déplacements de courte durée. (Rét. EMB0041)

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à Mme BOURZED, Spie Batignolles, Parc St-Christophe, 95861 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

UN ESPRIT D'ENTREPRISES

Signez votre réussite...

SPECIALISTE TELECOM

En contact permanent avec nos clients du marché des télécommunications, vous identifiez leurs besoins, élaborez les programmes de promotion, assurez le conseil et le support technique de nos produits.

En collaboration avec les centres européens de conception de produits (près de Nice) ou d'applications (près de Londres), vous contribuez à la définition des nouveaux produits et à l'exécution des programmes élaborés.

Ingénieur électronicien, vous avez environ 4 ans d'expérience dans la conception de systèmes de télécommunications et vous êtes attiré par les technologies nouvelles de communication (RNIS, radiotéléphone...).

Pour ce poste basé à Vélizy, une pratique professionnelle de l'anglais est indispensable. Elle sera un atout déterminant pour votre évolution dans notre société à la mesure de vos résultats.

Bernard TISON vous remercie d'adresser votre dossier de candidature (photo jointe) sous réf. SCTEL/8901/1M, à TEXAS INSTRUMENTS France, 8/10 avenue Morane Saulnier, 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



LE DEPARTEMENT DEVELOPPEMENT PHARMACEUTIQUE DES LABORATOIRES CASSENNE, situé près de Cergy Pontoise, recherche :

PHARMACOLOGUE TOXICOLOGUE EXPERIMENTE

- vous animez une équipe chargée de toxicologie, pharmacologie, pharmacocinétique animale,
- vous êtes capable de planifier des études dans le cadre du budget, d'élaborer les protocoles et de les suivre en relation avec des expérimentateurs en France et/ou à l'étranger et de faire l'analyse des résultats,
- vous mettez en forme les dossiers d'expertises toxico-pharmacologiques pour l'obtention des A.M.M.,
- vous organisez les laboratoires et animaleries dans le respect des bonnes pratiques de laboratoire et de la réglementation.

Vous êtes vétérinaire, pharmacien ou médecin spécialisé en toxicologie et pharmacologie et vous avez une expérience confirmée des essais toxico-pharmacologiques. Vous pratiquez l'anglais et vous avez le goût des contacts et de l'innovation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., + photo et prétentions, sous référence 102/IM, ROUSSEL UCLAF, Service de Recrutement des Cadres, 35, Bd. des Invalides, 75007 PARIS.

GROUPE ROUSSEL UCLAF

REJOIGNEZ FRANCE TELECOM !

Jeunes diplômé(e)s, Futur(e)s diplômé(e)s de l'enseignement supérieur

FRANCE TÉLÉCOM vous propose en Ile-de-France 210 postes de cadre dans divers secteurs d'activité : commutation, transmission, recherche, technico-commercial.

Un concours vous est ouvert les 6 et 7 Mars 1989

Cloûture des inscriptions le 31 Janvier 1989

Renseignez-vous dès à présent

UNIVERSITÉS DEUG Licence ou Maîtrise Scientifique

IUT DUT de génie électrique mesures physiques génie civil



NUMERO VERT 06 21 11 11 ou 05 21 31 41

Chez un des "grands" mondiaux

INGENIEUR DE VENTES

Spécialités chimiques

Au sein d'une filiale d'un des premiers groupes industriels mondiaux, nous offrons un poste d'ingénieur de ventes pour une gamme de spécialités chimiques.

Interlocuteur compétent et dynamique de nos clients, il sera à même d'analyser leurs besoins, d'orienter nos laboratoires pour y trouver une solution efficace et de maîtriser les problèmes de négociation commerciale.

Ce poste implique un intérêt marqué pour la technique, de réelles aptitudes relationnelles et un solide sens des affaires. Il conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école de chimie, désireux de valoriser une première expérience professionnelle, acquise soit dans des activités technico-commerciales, soit dans le développement et l'assistance technique à la clientèle.

Connaissance de l'anglais indispensable. Poste à PARIS. Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à BP CHIMIE Cadex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1, à l'attention du Service des Relations Humaines.



La Méthode Legrand

Lauréat 88 de la Coupe de l'Expansion, Legrand développe une culture d'entreprise sans faille privilégiant l'homme, son potentiel et son épanouissement. L'investissement industriel est un postulat, la mobilité des carrières un principe.

INGENIEUR INDUSTRIALISATION

En pays de Loire, notre établissement de Gien conçoit et fabrique des appareillages électroniques destinés notamment au marché de la Sécurité informatique, et des automates programmables. Notre jeune ingénieur est l'interface du service d'Etudes, du nouveau Labo électronique et de la Production. Il anime une équipe de techniciens supérieurs, branchés sur la qualité et les procédés de fabrication.

Pour ce poste carrefour où l'on parle de rationalisation des méthodes, analyse de la valeur, industrialisation de nouveaux produits, flexibilité des lignes... Nous souhaitons accueillir un jeune ingénieur A.M. ou équivalent, avec de préférence une première expérience des Méthodes dans l'électrotechnique. Mais nous saurons également prendre le temps de former un débutant à fort potentiel. Pour en savoir plus sur Legrand et ses opportunités, contactez notre Conseil, Charles Emmanuel Koshier, au CPA, 3 rue de Liège, 75009 Paris (Référence 49.011M).



MEMBRE DE SYNTec

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

NORMANDIE

300 KF+

Notre Société fournit les 2/3 de la consommation mondiale de PRODUITS CHIMIQUES de hautes performances. Nous recherchons un

CHEF D'EXPLOITATION

Sous l'autorité du Directeur de l'usine et de l'ingénieur en Chef de Production, assisté de 2 ingénieurs, il dirige 140 personnes (AM et opérateurs) travaillant en 5 X 8 avec un procédé en batch. Sa mission principale est d'assurer, tout en améliorant la qualité, les délais et les prix de revient, la production d'environ 600 références.

Seules peuvent nous intéresser les candidatures d'ingénieurs diplômés (chimie, génie chimique avec de bonnes connaissances en mécanique) âgés de 40 ± 5 ans et ayant acquis une expérience significative, réussie et épanouissante en fabrication à un niveau équivalent de technicité et de responsabilité.

Notre Conseil attend votre CV détaillé et une lettre de motivation sous la référence M/103/BJ (portée sur la lettre et sur l'enveloppe). Il vous enverra une description détaillée du poste avant de vous recevoir.

Chp - 25000 Paris

Schlumberger

Industries

CONDUIRE
L'EVOLUTION
DE NOS
PERFORMANCES
INDUSTRIELLES

SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans les domaines des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, de systèmes de défense.

Dans l'objectif de renforcer l'avance technologique de nos Unités de fabrication de cartes à mémoire et d'équipements destinés à des utilisateurs "grand public", nous souhaitons intégrer un

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
Automatismes et Process industriel

Vous avez développé, au cours de vos 3 à 5 années d'expérience industrielle, des compétences en électronique et en informatique (Basic + C). Des connaissances en automatismes seraient un atout supplémentaire.

Vous prendrez une part active à l'évolution de nos performances industrielles, en conduisant des projets liés à la conception et l'amélioration de moyens de production existants ou à venir et intégrant des développements avancés en mécanique, en automatismes et en informatique.

De réelles qualités de communication liées à une bonne maîtrise de l'anglais vous permettront d'évoluer au sein de SCHLUMBERGER.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence CL/AP. 171, au Service du Personnel.

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Département Cartes à Mémoire et Systèmes
420, Rue d'Estienne d'Orves
92700 Colombes



Un des premiers groupes d'ingénierie européen performant dans les domaines du pétrole, des mines, de la métallurgie et de l'ingénierie générale, recherche dans le cadre de son développement tant en Europe que dans le reste du monde, des Ingénieurs et Techniciens expérimentés ou débutants, mobiles et responsables parlant au moins l'anglais, désireux de relever avec lui le défi de 1992, de participer à l'évolution du métier de l'ingénierie et de s'intégrer dans des équipes pluridisciplinaires motivées et dynamiques.

FLUIDES

JEUNES INGENIEURS DIPLOMES
(IM, AM, ENSEBHT, INSA...)

Débutants ou possédant une première expérience industrielle pour études d'installation et calculs informatiques en mécanique des fluides et thermique. Connaissance de l'anglais indispensable.

(Réf. M 370)

DESSINATEURS B.T.S.

Pour son Bureau d'Etudes Tuyauteries
Spécialité Bureau d'Etudes ou Constructions Mécaniques
(DIPLOME EXIGE)

(Réf. M 371)

MANUTENTION

INGENIEURS MECANICIENS (AM, INSA, ICAM...)

Spécialistes en : manutention continue et discontinue, préparation de matières • levage.
3 à 5 ans d'expérience, maîtrisant bien la conception et le calcul. Anglais courant.

(Réf. M 380)

DESSINATEURS ET PROJETEURS B.T.S.

Pour son Bureau d'Etudes - maîtrisant l'infographie (Cadam...)

(Réf. M 381)

CONSTRUCTIONS METALLIQUES

INGENIEURS DIPLOMES (GRANDES ECOLES)

Débutants ou ayant quelques années d'expérience.
Au sein du Service STRUCTURES de la Société, les candidats intégreront une équipe de conception et de calculs de grands ouvrages tels que : plate-forme offshore, bâtiments industriels, ouvrages d'arts, etc... La connaissance de l'anglais serait fortement appréciée.

Paste basé à Paris, plus déplacements à prévoir.

(Réf. M 310)

TECHNICIENS B.T.S.

Débutants ou ayant quelques années d'expérience.

(Réf. M 311)

BATIMENTS ET URBANISMES

INGENIEURS BATIMENTS DIPLOMES

Pour prise en charge des projets, coordination des études, planning, contrôles des coûts, suivi des réalisations, relations avec le client.

(Réf. M 420)

Connaissance second œuvre très appréciée.

(Réf. M 421)

Spécialistes en second œuvre pour suivi des études de bâtiments et établissements des pièces écrites.

Pour ces postes, expérience 4 ou 5 ans en B.E. et/ou entreprises.

Espoir d'initiative. Pour certains postes, anglais lu, écrit et parlé indispensable. Déplacements courts et longue durée à prévoir.

RISQUES INDUSTRIELS

INGENIEURS ANALYSE DE RISQUES

Formation Master de Sécurité ou Génie Chimique, avec quelques années d'expérience en exploitation ou engineering. Chargé de la réalisation d'audits, d'études de danger, ils sauront s'intégrer à une équipe chez le client et l'animer.

(Réf. M 220)

ORGANISATION
GESTION INDUSTRIELLE

JEUNES CONSULTANTS INDUSTRIELS

Diplômés (Mines, Centrale, ESTP...) avec une formation complémentaire ou une expérience d'au moins 1 an en gestion industrielle. Au sein d'une équipe d'ingénieurs, les candidats recrutés seront en charge d'études en milieu industriel (organisation, gestion de production, logistique, système expert). Leurs compétences d'analyse et de communication leur permettront de développer des missions originales.

(Réf. M 210)

CONSULTANTS CONFIRMES
EN GESTION DE PRODUCTION

Ingénieurs Grandes Ecoles, ayant 5 à 10 ans d'expérience de conseil et d'implantation de gestion de production.

• Ils développeront l'activité de conseil en gestion de production
• Ils participeront à la conception de nouveaux ateliers industriels.

Les candidats maîtrisent les techniques d'organisation, et les systèmes d'information intégrés. Ils parlent anglais. (Réf. M 211)

CHIEFS DE PROJET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Ingénieurs Grandes Ecoles, ayant 3 à 7 ans d'expérience d'informatique temps réel et gestion.

• Ils prendront en charge la définition et le suivi de projets de systèmes intégrés d'ateliers industriels.
Les candidats maîtrisent les interfaces Automates/Temps réel/Gestion et les outils de conception de système. Ils parlent anglais.

(Réf. M 212)

GENIE CIVIL

INGENIEURS MANAGEMENT

Formation ESTP ou équivalent, ayant 4 à 5 ans d'expérience dans la profession pour management d'affaires importantes, France et étranger. Connaissance de l'anglais indispensable. (Réf. M 330)

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Expérience B.E. Génie Civil confirmée dans études grands projets B.E. et B.P. minimum 10 ans d'expérience.

(Réf. M 331)

Pratique de l'anglais indispensable.

INGENIEURS CHEF OU ESTP

2-3 ans d'expérience B.E. - calcul de Génie Civil et de bâtiment.

Bonne connaissance de l'anglais. (Réf. M 332)

ELECTRICITE / AUTOMATISMES

INGENIEURS ELECTRICIENS

Diplômés ESE, ENSE, ESME, ESIE, etc...
Débutants ou possédant 2 à 3 ans d'expérience en conception et suivi de réalisation de réseaux électriques de distribution industriels HT, MT et BT et en systèmes d'automatisation utilisant les automates programmables et microcalculateurs. (Réf. M 390)

INGENIEURS AUTOMATISATION-INSTRUMENTATION

Diplômés ESE, ENSE, ESME, ISEP, ISEN, ENSEM, etc...
Première expérience industrielle acquise sur des systèmes de contrôle-commande avec automates mini et micro calculateurs associés aux techniques modernes d'instrumentation, d'automatisation de réseaux, de transmission de données et d'informatique. Des connaissances particulières des automates Allen Bradley et calculateurs Microvax.

(Réf. M 391)

Les candidatures d'ingénieurs débutants seront très favorablement examinées. Les missions offertes couvrent la conception et le suivi de réalisation de projets d'automatisation mettant en œuvre des systèmes d'instrumentation conventionnelle ou numérique, des automates programmés et des calculateurs industriels.

GESTION DES PROJETS

INGENIEURS ET TECHNICIENS
ASSISTANTS DE CHEFS DE PROJETS

Ayant quelques années d'expérience pour contrôle des coûts, planning.

(Réf. M 110)

THERMIQUE INDUSTRIELLE

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Expérience professionnelle 5 ans minimum dans le domaine de la Thermique Industrielle pour effectuer des études : • Process (flux énergétique) • Chauffage multi énergies • Installation d'auto-production • Etudes énergétiques.

La pratique de l'informatique sur micro-ordinateur est souhaitée, ainsi que le sens des relations avec la clientèle, les fournisseurs et autres partenaires. Des déplacements fréquents en province sont à prévoir.

(Réf. M 020)

MAINTENANCE

CONSULTANTS MAINTENANCE
INGENIEURS DIPLOMES GRANDES ECOLES

Notre objectif : Développer et mettre en œuvre des actions d'optimisation de l'EXPLOITATION et de la MAINTENANCE des installations des clients français et étrangers.
Les candidats recherchés doivent : • avoir une expérience en milieu industriel et une compétence en Maintenance • être prêts à assumer la responsabilité d'une intervention et à diriger une équipe de techniciens. Être MOBILE. Maîtriser l'anglais.

(Réf. M 270)

PETROLE - GAZ PIPELINE

INGENIEURS DE PROCÉDES

Diplômés ENSPM, GENIE CHIMIQUE.
Ce poste s'adresse à des ingénieurs diplômés possédant quelques années d'expérience en traitement de pétrole et de gaz sur champ de production offshore ou à terre.
Au sein d'une équipe process, le rôle de ces ingénieurs consistera à : • conduire des études de faisabilité et de dimensionnement de projets de traitement de pétrole et de gaz • assurer les études de procédés sur des projets en cours de développement • participer aux phases de construction et de démarrage.
Ces postes nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et de l'informatique aussi bien sur ordinateur central que micro. La connaissance de l'hydrologie est un plus.

(Réf. M 100)

INGENIEURS HYDRAULICIENS

Diplômés ENSEBHT Toulouse, ou HYDRAULIQUE Grenoble.
Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés possédant quelques années d'expérience dans l'étude des réseaux de transport et de distribution de fluides divers : pétrole, gaz, eau, etc...
Outre la mécanique des fluides, les candidats retenus devront avoir une bonne connaissance des pompes, des compresseurs et des systèmes de régulation et de protection des ouvrages.
Au sein d'une équipe "process/hydraulique", ces ingénieurs auront à : • conduire les études de faisabilité et de dimensionnement d'ouvrages de transport par canalisation • assurer les études hydrauliques sur les projets en cours de développement • participer aux phases de construction et de démarrage.
Bonne connaissance de l'anglais et de l'informatique aussi bien sur ordinateur central que sur micro souhaitées. La connaissance des procédés de traitement du pétrole et du gaz au niveau de la production est un atout supplémentaire.

(Réf. M 101)

CONSTRUCTION ET
INSPECTION EN ATELIERS

INGENIEURS METALLURGIE SOUDAGE

Diplômés, spécialisation ESSA appréciée, quelques années d'expérience en fabrication, contrôle en montage de structures métalliques, pièces chaudronnées et grosses tuyauteries. Anglais indispensable. Déplacements à prévoir.

(Réf. M 315)

INSPECTEURS

Structure Métallique, Chaudronnerie soudage. Formation BTS, capable d'interpréter les radiographies et de pratiquer les contrôles par V.S. Anglais indispensable.

(Réf. M 316)

AGENTS TECHNIQUES GENIE CIVIL

Formation BTS et expérience en entreprise ou bureau de contrôle.

(Réf. M 333)

AGENTS TECHNIQUES AUTOMATIQUES

Formation BTS automatique. Expérience en matériel informatique appréciée, pour assurer la réception en usines d'ensembles d'automates, pupitres et synoptiques.

(Réf. M 392)

TECHNICIENS

Mécaniciens, électro-mécaniciens, fluides. Formation BTS ou marine avec expérience en montage, exploitation en entretien d'ensembles mécaniques et machines tournantes. Anglais indispensable. Déplacements à prévoir.

(Réf. M 372)

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous référence correspondante à SOFRESID - Direction des Relations Sociales - Service Recrutement
59, rue de la République 93104 MONTREUIL Cedex.

هكذا من الأصل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



**Peindre le futur
avec talent**

Ingénieurs mécaniciens ou généralistes

LYON FRAMATOME, leader en ingénierie nucléaire vous propose de rejoindre sa Direction des Services Industriels.

Débutants

Intégrés au département des Circuits Auxiliaires,
- vous préparez les interventions en centrales,
- vous définissez les prestations des entreprises sous-traitantes,
- vous assurez le suivi des réalisations.
Dynamisme, méthode, goût de l'innovation vous permettront de réussir dans cette fonction. (Réf. RI/NM 4661)

Confirmé

Adjoint au chef de la section (11 personnes), vous coordonnez et contrôlez les actions menées pour améliorer les conditions d'interventions dans le domaine des circuits auxiliaires. Vous avez quelques années d'expérience sur chantier ou en bureaux d'études et des compétences en montage tuyauteries et soudage. (Réf. RI/NM 4659)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à FRAMATOME, Service Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon en précisant la référence.



LE FUTUR EN TÊTE

Beckman

Une valeur sûre

Beckman crée, pour son activité BIOANALYTIQUE, 2 postes basés à GAGNY (93) :

**INGENIEUR ^{HE}
COMMERCIAL**

spécialisé en HPLC des protéines

PROFIL :
- thèse de 3ème cycle en biochimie,
- expérience commerciale appréciée,
- anglais courant souhaité.

Intégré dans une équipe d'ingénieurs commerciaux et sous la responsabilité d'un chef des ventes régional, il assurera la prospection, la vente, les démonstrations et le suivi ou niveau applications des systèmes installés.

BECKMAN

A SMITHKLINE BECKMAN COMPANY

**INGENIEUR ^{HE}
TECHNICO-COMMERCIAL**

spécialisé en dialogue moléculaire

PROFIL :
- thèse de 3ème cycle en biochimie, spécialité biologie moléculaire séquence et synthèse d'ADN,
- anglais courant souhaité.

Intégré à l'équipe Marketing, il assurera le support à l'équipe de vente en participant aux démonstrations, séminaires, mises en route des instruments et au suivi des applications. Missions occasionnelles en Espagne, Belgique et Portugal.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V. et photo s/ référence 9198 à la Direction des Ressources Humaines, BECKMAN INSTRUMENTS FRANCE, 52/54 chemin des Bourdon, 93220 GAGNY.

DSM France

Filiale française de commercialisation des Matières Plastiques du groupe international DSM. nous recherchons dans le cadre de notre forte expansion à renforcer nos équipes en créant les postes :

INGENIEUR QUALITE

réf : 2075 R/M

Rattaché directement à la Direction Générale, il aura pour mission la création, la préconisation et la mise en place de l'action globale de qualité de l'ensemble de notre Société. Intérieuriste privilégié de tous nos services : Marketing, Recherche, Distribution, Gestion... il devra avoir pour objectif constant la satisfaction de nos clients dont il mesurera en permanence la demande. Pour ce poste qui devra évoluer à moyen terme vers d'autres responsabilités, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur diplômé, âgé d'une trentaine d'années. Il possèdera déjà une expérience "Qualité" acquise dans un milieu industriel (Automobile, Electromécanique, Mécatronique etc.). Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable dans le cadre de la fonction.

2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Paris réf : 2077 R/M

Lyon réf : 2076 R/M

Intégrés au sein de nos équipes de vente, ils auront pour mission la commercialisation de nos Plastiques Techniques auprès d'une clientèle de Transformateurs et d'équipementiers (Automobile, Aéronautique...).

Pour ces deux postes, une formation supérieure scientifique ou technique (Chimie, Mécanique, Electromécanique) ainsi que de réelles aptitudes à la négociation et à la vente sont nécessaires.

Agés de 28 ans à 35 ans, ils devront également posséder de bonnes bases en anglais.

Merci de nous adresser votre dossier en précisant la référence du poste choisi ou transmettez-le à CYCADRE en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel, où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.

JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL

12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

PARIS - LYON - NANTES - TOULOUSE - BARCELONE

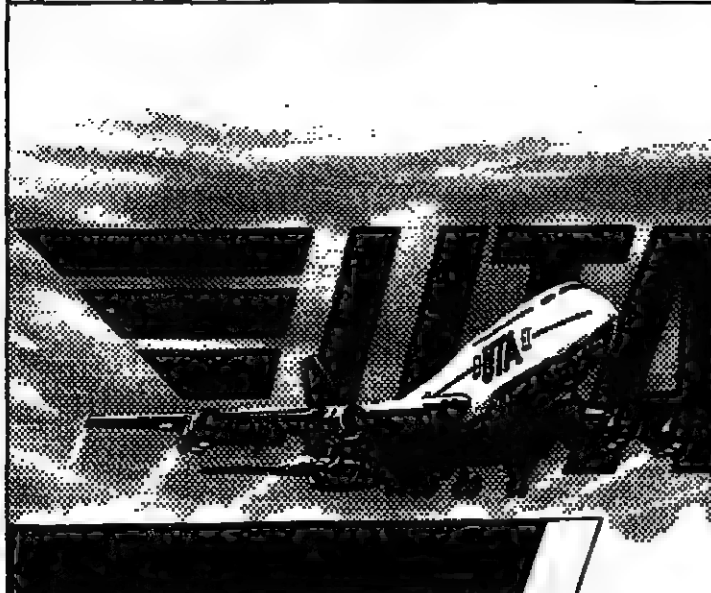


CHARGEURS S.A.



est une société de CHARGEURS S.A., première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéromatime, Causse-Walon, Delier, Gilet, Laitière de Picardie, Lepoutre, Novocel, Paquet, PJT, Peignage Amédée, Provost Lafibre, Roudière, UTA.

**JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES
(X, MINES, PONTS, CENTRALE...)**



IMAGINEZ LE FUTUR

Vous êtes attiré par le développement du transport aérien, la modélisation économique, les avions de demain : Vous serez INGENIEUR D'ETUDE au sein de notre direction chargée de la planification.

DECOLLEZ AVEC NOUS

Adressez votre candidature sous réf. DFP/0189 à UTA-DAS/Service Recrutement - 50, rue Arago - 92806 PUTEAUX.

DUMEZ recherche pour des chantiers de travaux publics

**2 Ingénieurs de projet
de haut niveau**

(réf. LM 043)

rattachés au Directeur Général, ils auront la charge du suivi d'un ou plusieurs chantiers en participation (tunnels, ponts, autoroutes...); contrôle des comptes, gestion technique et administrative, réunions de Comité de Direction.

**1 Ingénieur adjoint à
un chef de projet**

(réf. LM 044)

**1 Ingénieur d'études
structures**

(réf. LM 045)

(béton et précontrainte)
ayant 5 années d'expérience minimum en bureau d'études.

**1 Ingénieur d'études
V.R.D.**

(réf. LM 046)

ayant 3 années d'expérience minimum en bureau d'études.

2 Ingénieurs

(réf. LM 047)

débutants ou première expérience pour études de pro.

Ces postes, à pourvoir rapidement, sont basés au Siège Social, à (92) NANTERRE - 345, avenue Georges Clemenceau.

Les candidatures seront traitées confidentiellement par la Direction du Personnel.



DES HOMMES QUI ENTREPRENNENT



**Constructeur
de véhicules
industriels**

recherche

**Ingénieurs de fabrication
de formation mécanique**

pouvant justifier de plusieurs années d'expérience dans le domaine de la mécano-soudure, de l'hydraulique et du pneumatique.

Hommes de terrain, ils auront à prendre en charge la production, la gestion et la conduite des hommes de plusieurs ateliers.

Ingénieur mécanicien

pouvant justifier d'une solide expérience en milieu industriel pour prendre en charge dans le cadre d'une nouvelle activité, le démarrage et le fonctionnement d'un centre de profit de matériel de transport.

Cette fonction nécessite de bonnes connaissances en mécano-soudure, en hydraulique et pneumatique.

Gestionnaire et animateur d'hommes, ce responsable devra avoir une parfaite maîtrise de l'allemand et de bonnes connaissances en anglais.

**Jeune ingénieur
mécanicien**

pour assister le responsable du Bureau d'Etudes Industriel.

Formation A.P.I. ou équivalent, connaissance de l'allemand et de l'anglais souhaitées.

Dynamique et créatif, il devra être en mesure de devenir rapidement un véritable second du BEI.

Le lieu de travail est situé à 15 km de Strasbourg.

Adressez lettre de candidature et C.V. à :

Direction des Ressources Humaines, LOHR

29, rue du 14-Juillet, 67980 HANGENBIETEN

Filiale Groupe International

distribuant ses produits à l'échelon mondial

Recherche pour Paris (Etoile)

**CHEF DE PROJET HARDWARE
ENTÉLÉCOMMUNICATION**

350 000 +

- Diplômé école ingénieur ou équivalent.
- 3 années expérience professionnelle minimum.

**INGENIEUR SOFTWARE
GESTION**

280 000 +

- Diplômé école ingénieur ou équivalent.
- Expérience programmes de gestion.

Envoyer C.V. manuscrit et photo à :
CONVERGENCE 33, rue Bayen 75017 PARIS

DIRIGER UNE E

Le monde des affaires est en constante évolution. Pour rester à la pointe, il faut être capable de diriger une équipe. C'est pourquoi nous recherchons des personnes motivées et capables de prendre des décisions. Si vous êtes intéressé, envoyez-nous votre CV et une lettre de motivation.

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

S'unir, c'est gagner

THOMSON SINTRA
ACTIVITES SOUS-MARINES
(2500 personnes, CA 1,3 Milliard)
Rejoignez notre centre de CAGNES/MER (06)INGENIEUR
DE SOUTIEN LOGISTIQUE

Homme de contact, âgé de 30 ans environ, vous serez chargé de la définition et de la prise en compte des spécifications logistiques à la conception ainsi que de la coordination des différentes tâches logistiques au cours de la phase Développement/ Production.

Pour chaque équipement, vous prendrez notamment en charge les études de l'évaluation de :

- la maintenabilité
- la fiabilité
- la disponibilité

Voire formation supérieure d'ingénieur électronicien et/ou informaticien, votre maîtrise de l'anglais et l'expérience que vous avez déjà acquise dans un contexte international constituent des atouts indispensables.

De larges perspectives d'évolution existent au sein du Groupe pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. 89.013 à : SM CONSEIL, qui vous garantira réponse et confidentialité
38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS
Tél. 45.63.03.10

THOMSON

JEUNES INGENIEURS

Génie chimique

Ce site industriel de près de 700 personnes, situé en Alsace, constitue une filiale à dimension stratégique pour ce groupe chimique international spécialisé dans les dérivés pétrochimiques. La politique de développement du groupe offre un cadre idéal de première expérience pour plusieurs jeunes ingénieurs de formation "chimie" et "génie chimique". Intégrés à la direction technique et assurant l'interface entre les laboratoires et les fabrications, ils seront

chargés de l'étude, du développement et du contrôle des procédés. A terme, l'évolution logique de carrière passe par l'encadrement d'équipe de production avec ce que cela comporte de responsabilités élargies. Postes basés à proximité d'une grande ville universitaire. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6616M - PA - 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

UNE
CARRIERE
A FEU
CONTINU
POUR
JEUNE
INGENIEUR
DIPLOME

PARACHIMIE Bouches-du-Rhône (13)

Notre Société (3 Sites de production en France - 550 personnes) appartient au leader mondial de la production de charges minérales. Notre savoir-faire nous permet d'exporter notre technique et la moitié de notre production. C'est au sein de notre Unité Pilote située dans les Bouches du Rhône (13) dans un environnement technique et technologique très moderne où s'élaborent les processus industriels de demain, selon un style de management participatif et avec des circuits courts de décision, que nous désirons intégrer un jeune ingénieur diplômé au poste d'

ADJOINT AU CHEF DE PRODUCTION

Il est d'abord formé et initié à nos techniques particulières, à partir de missions ponctuelles d'études fonctionnelles destinées à accroître les performances de nos moyens et assurer rapidement la gestion courante de la production, son animation, son développement.

28 ans, ingénieur diplômé (AMI, Mines, Chimie ou équivalent) parlant l'anglais couramment, et si possible l'allemand ou l'espagnol, ou l'italien, vous avez une première expérience industrielle et d'encadrement d'équipes (mini 50 personnes) dans l'industrie fondée à feu continu, utilisant des lignes de process très automatisées (Pétrochimie, stérilisation, chimie, verrerie...).

Perspectives très ouvertes pour candidats disponibles et de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. P. 55/0MM à notre Conseil : 34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

Schlumberger Industries

Development of tools for test of components for fabrication of electronic circuits and memory.

TEST
DE
COMPOSANTS

SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans les domaines des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, des systèmes de défense...

Nous souhaitons renforcer l'équipe de validation de semi-conducteurs de notre unité industrielle de Colombes, spécialisée dans la fabrication en très grandes séries de cartes à mémoire pour différentes utilisations.

ÉLECTRONICIEN GRANDE ÉCOLE

Voire expérience de 2 à 3 ans dans le domaine des programmes de test de semi-conducteurs vous permettra de prendre rapidement des responsabilités dans l'élaboration et la mise au point de nouvelles méthodes de test de composants.

Vous interviendrez dès la phase de conception des produits pour lesquels vous développerez les outils de test et de contrôle. Vous serez en relation directe et étroite avec les Départements internes (Etudes, Qualité, Production) et avec nos fournisseurs de semi-conducteurs en France et à l'étranger.

La connaissance des langages "C" et Assembleur serait un atout. L'environnement international du poste et les possibilités d'évolution qu'il ouvrira au sein de SCHLUMBERGER nécessitent une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous référence CL/TCE, au Service du Personnel.

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Département Cartes à Mémoire et Systèmes
420, rue d'Estienne-d'Orves
92700 Colombes

A.R.I.S.T. BRETAGNE RENNES

Agence Régionale d'Information
Scientifique et Technique
recherche:

INGENIEUR D'ETUDES

De formation mécanique ou agro-alimentaire, le candidat doit avoir de solides connaissances en information technique et/ou propriété industrielle et, si possible, une expérience dans une fonction d'étude et de conseil.

Il sera chargé d'assistance technique en matière d'études technico-économiques ou de propriété industrielle auprès des entreprises de la région.

Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et dernière rémunération à

HERTZ CONSULTANTS
34, rue de l'Arcade - 75008 PARIS
(sous la référence 8552)

INGENIEURS
DEVENEZ
CHEFS
D'ORCHESTRE...

■ Important Groupe de taille mondiale, leader dans les domaines Télécommunication et informatique, nous recherchons notre

RESPONSABLE GRANDS PROJETS

Homme de contact et de technique auquel nous confierons la responsabilité :

- d'assurer la maîtrise d'œuvre complète de très importants projets télécom impliquant de nombreux partenaires internes et externes,
- d'animer une équipe d'ingénieurs chargés d'assurer le suivi technique des systèmes de télécommunication,
- d'être l'ingénieur « d'affaires » coordonnant nos relations avec les administrations.

Cette mission pourrait convenir à un ingénieur (IECP, SUP TELECOM, SUPELEC...) ayant acquis à 35 ans environ une expérience de maîtrise d'œuvre de projets et de négociation à haut niveau. L'expérience de l'encadrement d'une équipe de développement sur grands projets télécom (réseaux, système, téléphonie...) serait un plus. Sa maîtrise de l'anglais et son professionnalisme lui permettront d'évoluer au sein du groupe.

LE POSTE EST BASÉ À LA DÉFENSE.

MERCI D'ADRESSER C.V., PHOTO ET PRÉTENTIONS SOUS RÉF. M.G.P. A REDWOOD 37 BIS, AVENUE GAMBETTA 75020 PARIS ■

DIRIGER UNE EQUIPE A 30 ANS !

LA VIDEO-SON GRAND PUBLIC, c'est dans ce domaine que vous avez acquis les techniques de circuit électronique, de simulation électrique et la micro-électronique.

Cette étape franchie, vous souhaitez maintenant exprimer vos compétences d'animateur en prenant la responsabilité d'un laboratoire (7 techniciens et ingénieurs).

Nous recherchons un leader pour une petite équipe de concepteurs - réalisateurs, intégrée dans notre ligne de produits vidéo communication, ayant en charge la définition des éléments de construction des systèmes, de leur réalisation et qualification.

Au-delà de choix techniques importants, il aura en charge l'animation et l'organisation du groupe, les budgets et les relations extérieures (CNET, fournisseurs composants, clients...).

ALCATEL est international, la pratique professionnelle de l'anglais est indispensable.

Si cette offre vous intéresse, merci de bien vouloir envoyer votre dossier (lettre, CV, photo), sous référence EDP 10, à Catherine BONNIER - ALCATEL-CIT - Département Transmission - BP 6 - Nozay - 91820 La Ville du Bois.

Le Département TRANSMISSION SUR CÂBLES d'ALCATEL CIT (3500 personnes dont 800 ingénieurs et cadres) conçoit, développe et produit des systèmes de télécommunications sur supports physiques (câbles et fibre optique) pour liaisons terrestres et sous-marines, des équipements de transmission de données et des réseaux câblés de vidéocommunications.

ALCATEL

CIT
Département Transmission
sur Câbles

Matra Transport :
N° 1 Mondial des métros automatiques

Notre maîtrise des technologies de pointe et des systèmes complexes, notre capacité à innover et notre volonté d'entreprendre nous ont permis, en quelques années, de devenir le N° 1 Mondial dans le domaine des systèmes de transports automatiques.

Poursuivre notre expansion dans un contexte international très concurrentiel nous promet des défis comme nous les aimons : aussi difficiles que passionnants. Pour les relever avec succès, nous avons besoin de votre enthousiasme et de votre talent. L'Équipe du Projet ORLYVAL recherche un

Ingénieur Electrotechnicien

Après une participation à la définition des équipements électriques du VAL, vous aurez en charge la réalisation de l'alimentation en énergie de la liaison ANTONY-ORLY ainsi que la mise en œuvre des automatismes, des télécommandes et télésurveillance du système.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec les responsables des sous-systèmes, et assurerez le contrôle et la coordination des sous-traitants.

Ingénieur Grande École (Supélec, INPG...) vous avez déjà quelques années d'expérience (5 ans) de responsable d'affaires en installations d'équipements électriques qui vous auront permis de développer vos compétences en moyenne tension, basse tension et très basse tension, ainsi que votre sens du dialogue et de la négociation. Ce poste est basé à MONTROUGE.

Si vous souhaitez réussir et évoluer avec nous, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence IE1701/LM à MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel 48-56 rue Barbès - BP 531 - 92542 MONTROUGE Cedex

MATRA TRANSPORT

هكذا من الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Développer de nouvelles applications de services numériques de télécommunications

DEPARTEMENT PRESTATIONS France Câbles et Radio est spécialisée dans le domaine de l'ingénierie et des services de télécommunications internationales. Son service études et développement, qui fait face à une forte croissance de ses activités dérivées de nos nouveaux services numériques de Télécommunication, recherche :

CHEFS DE PRODUITS

Vous définissez les nouveaux produits et services s'appuyant sur les services numériques (GAMME TRANS, NUMERIS), élaborez l'organisation à mettre en place et assurez la coordination et le suivi opérationnel des premières opérations.

Ingénieur de formation, vous avez une expérience de 4 à 10 ans dans le domaine de la téléinformatique et des télécommunications, acquise en partie chez un constructeur de ce domaine d'activités. (Réf. CLADIM).

CHEFS DE PROJETS

Vous assurez l'élaboration de projets mettant en œuvre les nouveaux services de télécommunications aussi bien au niveau national qu'international, en assurez le suivi et selon les projets, la maîtrise d'œuvre. Ingénieur de formation spécialisée en informatique et télécommunications, vous débutez ou possédez une expérience de quelques années et une compétence sur les protocoles de communication en milieu hétérogène acquise chez un constructeur ou dans une SSII. (Réf. CLA: 3/4).

Ces deux types de postes nécessitent la maîtrise de l'anglais. Pour l'un des postes de chef de projet, l'allemand courant sera apprécié.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous la référence choisie, à Monsieur Chaperon, Direction des Relations Humaines et de l'Administration, France Câbles et Radio, 134 rue Réaumur, 75014 Paris Cedex 02, qui vous assure de sa discrétion.



FRANCE CÂBLES ET RADIO

Avec 6000 personnes, plus de 5 milliards de CA, GENERAL ELECTRIC CCR est le pôle européen de GENERAL ELECTRIC MEDICAL, leader mondial de l'imagerie Médicale. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

2 Ingénieurs Systèmes GPAO

Chargés de l'harmonisation des systèmes informatiques liés à la production (GPAO, CAO) ils interviendront, en France et en Europe, en liaison avec nos correspondants américains.

Ils assureront l'interface entre les concepteurs de la Direction des Systèmes d'Information et les utilisateurs de la Direction Industrielle.

Ces postes s'adressent à :

Un Ingénieur Confirmé

Il coordonnera l'ensemble de nos sites de production et assurera la mise en place de procédures et de système informatiques unifiés.

Pour ce faire, une expérience d'une dizaine d'années dans l'industrie est souhaitée.

Un Ingénieur Débutant

ou ayant une première expérience en milieu industriel. Il rejoindra notre site de production situé en banlieue nord. Il y assurera la gestion du système GPAO existant et préparera l'évolution vers un nouveau système tout en assistant les utilisateurs.

Nous demandons à nos candidats d'être mobiles, de parler anglais et d'utiliser les logiciels à la communication et à l'animation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous référence 129 M à notre Conseil).

EUROSELECTION, 3 rue Troyon 75017 PARIS.



General Electric CCR

EURO SELECTION

TECHNICATOME, Maître d'œuvre délégué des chaufferies nucléaires embarquées à bord des sous-marins de la Marine Nationale, recherche à **AIX-EN-PROVENCE** :

Pour son département "Équipements et Systèmes de Contrôle" chargé de l'application de technologies de pointe à de nouveaux secteurs industriels, des

MANAGERS, CHEFS DE PROJET ET INGÉNIEURS D'ÉTUDE SYSTÈMES

Issus de grandes écoles, possédant des connaissances poussées dans au moins un des domaines suivants :

- Études d'architecture système
- Traitement du signal et asservissement
- Génie logiciel
- Logiciel temps réel
- Conception de calculateurs embarqués
- Conception et développement de capteurs

Contact : Olivier DIEUDONNE - Tél. (16) 42.25.18.09 - Réf. SEC-013

Pour son département "Ingénierie Électrique et Contrôle Commande" des

CHEFS DE PROJET ET INGÉNIEURS D'ÉTUDE CONTRÔLE COMMANDE

Pour l'étude, la conception, la réalisation du Contrôle Commande Électrique de réacteurs PWR.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs ayant 3 à 10 ans d'expérience, issus de grandes écoles Électrique/Électronique (Génie Atomique apprécié), possédant une bonne connaissance dans les domaines suivants :

- Procédés
- Instrumentation-capteurs de mesure
- Automatismes de commande
- Bureau d'étude électrique (CAO - DAO)

Contact : Jean-Paul THEROND - Tél. (16) 42.25.18.30 - Réf. TA-SEC-016

Pour son département "Électrique et Électronique de Puissance" des

INGÉNIEURS D'ÉTUDE ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE

Pour l'étude et la conception de systèmes de conversion d'énergie à base d'Électronique de Puissance.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs issus de grandes écoles ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la conception d'électronique numérique ou analogique, assurant la commande et la supervision de convertisseurs statiques de puissance.

Une bonne connaissance des structures de puissance et des techniques de convertisseurs à résonance est souhaitable.

Contact : Guy BOMMOND - Tél. (16) 42.25.10.53 - Réf. TA-SEC-000

CV - LETTRE MANUSCRITE - PHOTO ET PRÉTENTIONS sont à adresser sous références indiquées ci-dessus au Service du Personnel : Michèle FORAY



technicatome

Établissement d'Aix-en-Provence
BP n° 34 - 13762 LES MILLES Cedex



Leader du verre plat sur les marchés de l'Automobile et du Bâtiment.

De formation ingénieur Grandes Ecoles (Centrale, Mines, Arts et Métiers...) vous possédez une solide expérience industrielle dans les domaines de production ou d'entretien et de travaux neufs. Aujourd'hui, vous souhaitez exprimer vos connaissances à l'échelle de nos marchés en exerçant une fonction complète de conception de lignes de fabrication. Devenez

CHEF DE PROJET INGENIERIE

Responsable d'un budget de plusieurs millions de francs, vous aurez en charge la définition et la réalisation totale ou partielle de lignes de production et de découpe de verre plat ainsi que la transformation de ce dernier en vitrages automobiles.

Outre la gestion d'équipes de techniciens, vous négociez avec l'ensemble des fournisseurs.

Si vous associez technicité, sens commercial et talents d'animateur, ce poste peut-être un tremplin vers d'autres fonctions ou sein du Groupe.

Alors, rencontrons-nous !

Pour cela, envoyez votre dossier de candidature (lettre + CV) sous référence 2886 à

JOURNEL

108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris, qui transmettra.



SAINT-GOBAIN



Leader mondial des systèmes d'aide à la décision
1000 personnes
CA : 800 MF - Présent dans 23 pays



INGENIEUR CONSULTANT

- Vous êtes diplômé d'une grande école commerciale ou d'ingénieur ou équivalent, débutant ou expérimenté.
- Vous êtes passionné par les nouvelles technologies logicielles et vous souhaitez vous voir confier rapidement des responsabilités et acquérir une réelle autonomie.

Rejoignez nos équipes de réalisations qui mettent en œuvre dans les plus grandes entreprises des systèmes d'information et de décision grâce à des logiciels de pointe. Vous aurez comme interlocuteurs des cadres de haut niveau, des directions financières, personnel et marketing de nos clients.

Nos perspectives d'évolution vous créeront de nombreuses et passionnantes opportunités.

Envoyez CV, lettre et prétentions sous réf. 3370 à notre Conseil



FMI RECRUTEMENT

11, rue Liancourt 75014 Paris. Tél. 43.20.69.29

Schlumberger Industries

CHEF DE PRODUITS INDUSTRIELS

SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans les domaines des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, de systèmes de défense.

Nous recherchons, pour notre établissement de fabrication de câbles pour l'exploitation pétrolière, un jeune

INGENIEUR MECANICIEN

De formation ENSAM ou équivalent, vous avez de préférence, une spécialisation en électrotechnique ou transmissions. Vous avez le goût des responsabilités et vous souhaitez vous orienter vers un poste qui vous permette d'aborder tant le commercial que la conception et la fabrication.

Sous la responsabilité du Directeur de l'Établissement, vous animeriez une équipe de 4 techniciens. Vous assurerez le suivi des clients hors SCHLUMBERGER et vous serez en charge de la conception, la production et la qualification des produits nouveaux.

Vous avez une bonne pratique de l'anglais et vous êtes prêt à une grande mobilité géographique pour réaliser une carrière très ouverte au sein de SCHLUMBERGER.

Le poste est basé à Abbeville dans la Somme, à 170 km de Paris. Merci d'adresser lettre, c.v. et photo, sous la référence PM612, au Service du Personnel.

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Division Technique et Productions
125, Rue de Paris 91300 Massy

Chef de production affinage-pour

CARTE

INGENIEURS

INGENIEURS DE

Ingénieur en organisation de production

Marketing

ASSISTANT TECHNIQUE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Chef de produit raffinage-pétrochimie

Nous sommes l'un des leaders mondiaux du conditionnement des fluides industriels.

Afin de poursuivre notre développement en France, nous recherchons un

CHEF DE PRODUIT RAFFINAGE-PETROCHIMIE

Ingénieur chimiste, à 28/35 ans, vous avez une formation ou une expérience professionnelle complémentaires dans l'industrie pétrolière.

Nous vous confierons la responsabilité technique et le développement de ce secteur.

Basé en banlieue Est, avec des déplacements constants et fréquents en France, vous travaillerez au sein d'une Equipe reconnue pour ses performances.

- Vous maîtrisez l'anglais, vous êtes un homme de challenge, autonome, rigoureux et particulièrement motivé.

- Le poste comporte de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo, sous réf. 10.88/BS, à

CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

Informations MINITEL 3615 Code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - AGOMARSEILLES - NANTES - CLERMONT-FERRAND - CASTRES
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

INGENIEURS CONSULTANTS

Réf. : 190 - PROFIL : Ingénieur confirmé en informatique ayant au minimum 5 ans d'expérience et une excellente pratique des méthodes d'approche des grands projets (RACINES et MERISE de préférence).

Son esprit de synthèse, sa capacité à bien communiquer et la qualité de son expression orale et écrite sont des compléments indispensables.

MISSION : Schémas directeurs et conseil à haut niveau.

INGENIEURS DE CONCEPTION

Réf. : 191 - PROFIL : Ingénieur ayant plusieurs années de pratique des méthodes de spécification et de conception de système d'information (MERISE de préférence). Sa rigueur et sa capacité créative sont des compléments indispensables.

MISSION : Spécification et conception de systèmes.

CR2A est la société d'ingénierie scientifique et technique du groupe CCL.

Dans l'un et l'autre de ces postes, vos fonctions vous permettront de participer au développement d'une SSI leader dans ses domaines et de vous associer à sa réussite.

Le lieu de travail se situe dans notre Agence de Nanterre ou en Région Parisienne.

CANDIDATURE :

Sans omettre la référence, veuillez adresser

C.V., lettre manuscrite et

photo à notre Direction

des Ressources Humaines.



CR2A

CONCEPTION ET

REALISATION

D'APPLICATIONS

AUTOMATISEES

19, avenue Dubonnet - 92411 Courbevoie Cedex.

Ingénieurs en organisation de production

Au sein d'une équipe intervenant dans tous les domaines d'activité de nos usines, vous serez chargé de missions pour optimiser et développer l'utilisation des concepts et techniques de JUST IN TIME, QUALITE TOTALE et G.P.A.O.

Nous souhaitons intégrer de jeunes ingénieurs généralistes AM, ECL, ENI, INSA, etc., ayant si possible une première expérience, motivés par la vie en usine et les contacts humains. Bonne connaissance de l'anglais souhaitée.

Ces fonctions peuvent déboucher sur des postes à responsabilité après une expérience concluante dans la fonction organisation. Une formation complémentaire est assurée.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo à : 3M FRANCE, Service Recrutement, Avenue Boulé, 95250 BEAUCHAMP.

l'enthousiasme

3M

Marketing direct

Directeur général de groupe de communication, puisement équipé, recherche

ASSISTANT TECHNICO-COMMERCIAL

SPECIALLEMENT COMPETENT EN MARKETING DIRECT

Il faut associer une ardeur commerciale constante et une bonne connaissance de la clientèle et des techniques, plus précisément des clients utilisateurs, et des fichiers utilisables, ainsi que des applications informatiques.

Les chances de carrière sont fonction de la personnalité et des capacités.

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE.

Adresser votre dossier de candidature à :

CFI - B.P. 261 - 75063 PARIS CEDEX 02.

Schlumberger Industries

CONCEVOIR
LES PRODUITS
DE
COMMUNICATIONS
DE DEMAIN
(RANIS, Réseaux...)

SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans les domaines des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, de systèmes de défense...

Dans le cadre de projets de pointe liés aux nouveaux moyens de télécommunications, nous souhaitons renforcer une de nos équipes d'études par un

ELECTRONICIEN GRANDE ÉCOLE

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en développement de produits analogiques et numériques.

Vous participerez à d'importants projets d'équipements destinés aux marchés français et internationaux et vous assurerez la conception et la mise au point de produits de télécommunications très avancés.

Ce poste entraînera des contacts fréquents avec les clients, les services internes et les sous-traitants.

De solides qualités de communication et une bonne maîtrise de l'anglais sont nécessaires et vous permettront d'évoluer au sein de SCHLUMBERGER. Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence CL/1001, au Service du Personnel.

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Groupe Transactions Electroniques
420, Rue d'Estienne d'Orves - 92700 Colombes

Important Groupe Français de dimension internationale (11.000 p., CA 4 MdF) spécialisé dans la fabrication d'équipements pour l'aéronautique, l'automobile, l'armement et l'électronique.

DIVISION CABLAGE AUTOMOBILE

JEUNES INGENIEURS

3 INGENIEURS PRODUCTION CABLAGE

Dans le cadre du développement de ses structures et moyens de production en FRANCE d'une part, et de la création de nouvelles filiales à l'ÉTRANGER d'autre part, la Division recrute des Ingénieurs débutants diplômés d'une grande École type A.M., INSA...

Durant plus d'une année, vous serez formé au métier du câblage automobile au sein des unités de production et ensuite un poste à responsabilités vous sera confié.

Un des postes est basé en région toulousaine. La pratique courante de l'anglais est indispensable. (écrire sous réf. 63/88).

Deux postes de responsabilité technique (Production, Méthodes, Qualité) seront à pourvoir à l'étranger (EUROPE - AFRIQUE) pour lesquels vous êtes parfaitement bilingue Anglais et/ou Espagnol et devez faire preuve d'une grande mobilité. (écrire sous réf. 720).

INGENIEUR DE RELATIONS TECHNIQUES

Vous assurerez les contacts techniques avec les bureaux d'études et Méthodes des constructeurs et équipementiers (définition des besoins clients, suivi des développements produits, élaboration du contrat technique, obtention de l'homologation client).

De formation Ingénieur en mécanique ou électromécanique (ESTACA, ENI, INSA...) vous justifierez d'une expérience de 2 à 3 ans dans le secteur automobile.

La pratique courante de l'Anglais est impérative.

Ce poste basé à Montigny-Le Bretonneux (78) nécessite des déplacements chez les clients et en usines de production. (écrire sous réf. 715).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à LABINAL - Christian LEFRANÇOIS - Gestion des Cadres - Direction des Affaires Sociales - B.P. 218 78051 SAINT-QUENTIN YVELINES Cedex.

labinal

Présents dans 73 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

JEUNES INGENIEURS, APRES LA THEORIE PASSEZ A LA TECHNIQUE ACTIVE !

Rencontrez-nous, en découvrant votre compétence, nous imaginerons ensemble votre parcours professionnel. Pour cela, adressez votre dossier de candidature (lettre, CV) sous référence choisie à BULL - Direction Commerciale France - Patrice HERVIER - 3, avenue du Val de Fontenay - 94133 FONTENAY SOUS BOIS.

BULL a fait de la haute technicité l'un des leviers décisifs de sa stratégie de conquête. Pour relever ce défi quotidien, BULL possède de sérieux atouts : une organisation et une couverture géographique exceptionnelles, la capitalisation d'une expertise dans le domaine des actions de conseil, d'assistance et de partenariat.

BULL vous offre aujourd'hui l'opportunité de rejoindre ses équipes, vous permettant d'atteindre le plus haut niveau de vos compétences individuelles grâce à une formation intensive.

Alors, si vous êtes jeunes ingénieurs (niveau BAC + 4 ou 5), rejoignez-nous, nous nous engageons à faire de vous des experts dans l'un de ces domaines d'activité :

- Ingénieurs technico-commerciaux spécialisés UNIX, Réf. 270.M

- Ingénieurs application pour le service Clientèle Assistance, Réf. 271.M

- Ingénieurs Service Client (étude, télémaintenance, télédiagnostic, télé-surveillance des systèmes), Réf. 272.M

Bull

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



MAGNETI MARELLI

JAEGER

La Branche Instrumentation de MAGNETI MARELLI (effectif de 11 000 personnes et CA de 6 Milliards de francs) premier fabricant européen d'équipements de bord électroniques et électromécaniques pour l'automobile, recherche (H/F) pour JAEGER, sa principale filiale française, dans le cadre de son développement technologique :

DES INGENIEURS POUR LA DIRECTION RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT :

- SYSTEME RM.500M
- ELECTRONICIENS RM.501M
- MICROELECTRONICIENS RM.502M
- ELECTROMECHANICIENS RM.503M
- PHYSICIENS RM.504M
- PHYSICOCHIMISTES RM.505M
- CHIMISTES PLASTURGISTES RM.506M

De formation supérieure, ils sont débutants ou ont quelques années d'expérience. Au sein de cette Direction située au siège de LEVALLOIS, ils sont intégrés dans des équipes dynamiques, dans un environnement motivant et avec des moyens importants. Ils participent à la conception de produits nouveaux (ordinateurs d'habitat, nouveaux dispositifs d'élaboration de données et d'affichage d'informations, systèmes de multiplexage, etc.). Ils font appel à l'électronique analogique aux microprocesseurs, au traitement du signal, au développement de logiciels, aux techniques avancées dans les domaines de la physique, la chimie, les matières plastiques ou l'optique.

DES INGENIEURS QUALITE POUR LA DIRECTION QUALITE :

RM.600M De formation supérieure, avec spécialisation dans le domaine de la qualité ils ont une expérience industrielle de quelques années. Ils ont la pratique des méthodes qualité, définissent les études de capacité, animent les AMDEC PROCESS. Ils sont intéressés par les statistiques, ils analysent et organisent les retours clients. Ils ont des connaissances suffisamment larges en micro-informatique (Dbase III, etc.). Ils interviennent au siège de LEVALLOIS ou dans notre usine de CHATELLERAULT.

DES INGENIEURS POUR LA DIRECTION INDUSTRIELLE :

- MECANICIENS RM.700M Ils ont une formation spécialisée dans le domaine du moulage par injection des matières plastiques et du zamac, complétée par une expérience minimale de 3 à 5 ans dans la conception et la réalisation des moules. Au sein du Service des Technologies Industrielles situé à LEVALLOIS, ils établissent les cahiers des charges, sélectionnent et consultent les fournisseurs de moules, suivent les réalisations.
- ELECTROMECHANICIENS RM.701M De formation supérieure, ils ont dans la mesure du possible une première expérience dans un service de méthodes. Au sein du Service Technologies, ils ont pour mission de suivre le lancement des nouveaux produits en liaison avec les services études, les usines de fabrication, les achats. Ils s'assurent du respect des Budgets établis.
- METHODES RM.702M Rattaché au Chef du Service des Méthodes de l'usine de CHALONS SUR MARNE, il détermine les processus de fabrication, met au point les procédés industriels nouveaux, coordonne les différents services lors du lancement des nouveaux produits. Débutant ou avec une petite expérience, il a une formation supérieure en électromécanique.
- METHODES RM.703M De formation supérieure, il a une expérience d'au moins 5 ans en fabrication ou dans un service de méthodes. Affecté à notre usine d'AMIENS, il détermine des procédés de fabrication nouveaux, optimise les procédés en cours et améliore la fiabilité de la production des dispositifs d'échappement qui y sont fabriqués.
- CHEF D'ATELIER RM.704M Ingénieur de formation, il a déjà une petite expérience de la fabrication et de la gestion des hommes. Il est responsable dans notre usine d'AMIENS d'un atelier d'une soixantaine de personnes où se montent des sous-ensembles mécaniques. Il gère un ensemble de machines et automatismes.
- AUTOMATICIEN RM.705M Ingénieur électronicien, option automatisme, il a déjà quelques années d'expérience. Il intervient dans notre usine de CAEN où il a la responsabilité de la définition, la mise en œuvre, la maintenance d'automatismes de fabrication.

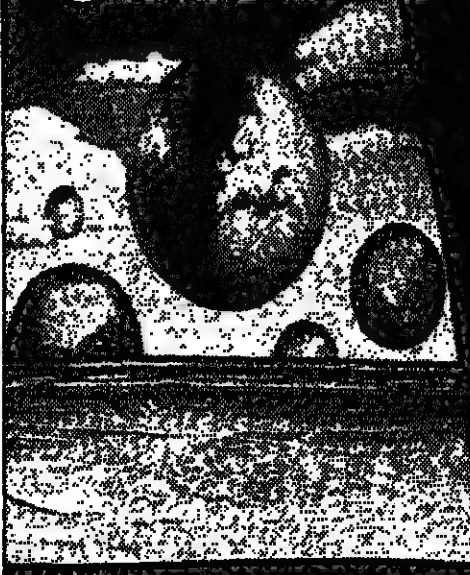
UN CONTROLEUR DE GESTION POUR LA DIRECTION PLANIFICATION CONTROLE :

RM.800M De formation supérieure (Ecole supérieure de commerce, Université, ...) il doit avoir une expérience industrielle minimale de 2 à 4 ans. Affecté au siège de LEVALLOIS, il a pour mission de participer à l'élaboration des plans à moyen terme des budgets, contrôler les informations traitées, analyser les écarts par rapport aux objectifs.

Ces postes sont à pourvoir au sein d'un Groupe International pratiquant une politique active d'innovation et de qualité, associée à un développement important des investissements. La gestion avancée des carrières est garantie d'une évolution rapide des candidats de valeur.

Adresser C.V., photo, prétentions sous référence choisie à Pierre STOFATI, Gestion des Cadres JAEGER, 2 rue Baudin 92303 LEVALLOIS PERRET

Jeunes ingénieurs grandes écoles



Des projets de grande envergure

Nous sommes leader mondial dans un secteur de pointe. Nous disposons de moyens importants en recherche et développement pour de grands projets et nous offrons des opportunités de carrière très ouvertes vers le management ou l'expertise. Venez participer à notre développement et rejoindre nos équipes de généralistes et d'experts en :

- Conception (mécanique, automatisme, thermique, électrotechnique).
- Etudes (de composants, de circuits fluides, d'installations, de systèmes).
- Calculs (analyses de structures, thermohydrauliques).

L'aspect international des projets exige un bon niveau d'anglais et quelques déplacements en France et à l'étranger. Les postes sont basés à Lyon.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à notre conseil : MILO, 3 avenue des Termes, 75017 Paris. Tél : 47 64 05 18.

FRAMATOME

LE FUTUR EN TÊTE

JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Lyon

PME, filiale à 100% d'un groupe pharmaceutique prestigieux, nous sommes aujourd'hui leader dans notre domaine. Nous cherchons pour l'une de nos 3 divisions - la division Equipements - un Jeune Ingénieur Développement.

Il devra améliorer les produits existants, sélectionner des nouveaux projets et en assurer la réalisation : rédaction des cahiers des charges, recherche de solutions techniques, consultation des fournisseurs, suivi de fabrication des prototypes, essais.

Sa réussite passera par ses compétences techniques mais aussi par sa bonne prise en compte des données marketing et par sa capacité à catalyser et renforcer le potentiel créatif de son environnement.

Ingénieur généraliste (AM, ECAM, INSA), fort d'une première expérience dans les études ou le développement, ou à défaut débutant, vous souhaitez aujourd'hui prendre votre pleine mesure au sein d'une petite équipe et d'une entreprise qui bouge.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous réf. 606 M, à notre conseil, KEY MEN - 2 rue Châteaubert, 69002 LYON.

KEY MEN

UN PEU D'AMBIANCE POUR DES TRAVAILLANTS

Société leader sur le marché des produits d'entretien automobile, filiale groupe International recrute

INGENIEUR DE RECHERCHE

chargé de la mise en œuvre d'une politique axée sur le développement de produits nouveaux.

Un esprit curieux, une grande capacité d'adaptation et une motivation au travail en équipe devront accompagner une formation universitaire (Ecole de chimie), complétée d'une expérience réussie.

La pratique de langues étrangères (Anglais - Allemand - Espagnol) constituera un atout.

Envoyez CV + photo s/réf. 11185 à ORC-Pierre Lichau - BP 220 75063 PARIS cedex 02.



recherche

UN TECHNICIEN SAV

BTS électronique, débutant ou première expérience.

Bonnes connaissances des micro-processeurs et systèmes VIDEO.

Anglais lu et parlé.

Il assurera la mise en service, la maintenance et le dépannage de matériel de simulation en France et à l'étranger.

Envoyer CV et prétentions à G.D.I. - B.P. 30 - 92151 SURESNES CEDEX



NANTES

Importante Société d'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE recherche

pour service Etudes

INGENIEUR

Débutant ou 1^{ère} expérience SUP AERO ou école d'Electronique Spécialisation automatisme électronique. Connaissance hydraulique appréciée.

pour service Production

INGENIEUR DE FABRICATION

Adresser C.V. à : SERCEL - Service du Personnel BP 64 - 44471 CARQUEFOU cedex.

EXPERTISE COMPTABLE

HAUTE-SOYON Nous sommes un important cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, implanté essentiellement en Haute-Savoie. Pour faire face au développement de nos activités, nous recrutons :

UN DIRECTEUR D'AGENCE

(DECs + CS ou expérience équivalente) Il dirigera un bureau d'expertise comptable avec une dizaine de collaborateurs. (Réf. : 45/036)

UN ASSISTANT

(Futur Chef de cabinet) Ces 2 postes sont à pourvoir au sein d'une équipe jeune et importante et offrent donc de réelles perspectives d'évolution. Les premiers entretiens auront lieu à Lyon.

Adresser rapidement lettre + CV + photo à notre conseil

MICA RECRUTEMENT 74100 ANNECY

JEUNE INGENIEUR DE RECHERCHE

... (text is partially obscured and blurry)

Seperef

... (text is partially obscured and blurry)

JEUNE INGENIEUR

... (text is partially obscured and blurry)

Procter des centres de la qualité

JEUNE INGENIEUR

... (text is partially obscured and blurry)

INGENIEUR GRAND

... (text is partially obscured and blurry)

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Organisme de l'O.N.E.R.A.
(Office National d'Etudes et de Recherches Aéronautiques), l'Institut de Mécanique des Fluides de Lille recrute :

LILLE

JEUNE INGENIEUR DE RECHERCHE

Au sein du groupe « Mécanique des Fluides Fondamentale », ce jeune chercheur travaillera à la conception et à la réalisation de moyens d'essais originaux en hydrodynamique, tant sous les aspects de la modélisation que du point de vue expérimental.

Au-delà des compétences techniques, motivation et sens des initiatives seront un plus pour occuper ce poste.

Merci d'adresser (lettre + CV + photo) à :
O.N.E.R.A. - I.M.F.L. - Direction du
Personnel - 5, bd Paul-Painlevé -
59000 LILLE.

FILIALE D'UN DES PREMIERS GROUPES FRANÇAIS

Seperef

Spécialisée dans la transformation des matières plastiques et la production d'équipements pour la distribution des eaux recherche pour son bureau d'études implanté au nord de Lyon.

JEUNE INGENIEUR

AM - ECAM - ICAM - INSA (Génie mécanique)

Débutant et libéré des OM, vous avez l'esprit d'équipe, êtes curieux, créatif et aimez communiquer. Rejoignez un BE performant où vous valoriserez rapidement vos connaissances. Votre polyvalence vous permet de prendre en charge le développement des produits nouveaux depuis l'analyse du cahier des charges jusqu'à la mise au point définitive et le lancement industriel.

Notre consultant M.P.A. FAURE, vous remercie de lui écrire
(réf. 13.92LM) Alexandre TIC SA - 7 rue Servant - 69363 LYON



Pilotez des essais au service
de la qualité

JEUNE INGENIEUR D'ETUDES

Diplômé d'une école d'ingénieurs avec orientation génie mécanique, électrique, électronique et électro-acoustique, vous êtes débutant et motivé par le dynamisme du comité qualité. Rattaché au Directeur Technique, vous prendrez en charge les essais comparatifs d'un sélecteur. Vous dirigerez des études en collaboration avec les laboratoires et les organismes experts. Vous assurerez le suivi des investigations et analyserez les rapports d'essais avant leur publication dans notre revue.

Votre maîtrise de l'Anglais et de l'Allemand ainsi que vos aptitudes relationnelles et vos qualités d'adaptation vous permettront d'assurer des représentations auprès d'instances techniques françaises et européennes.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., détails et prétentions sous la référence 8039 à Marie-Françoise ALETTI
S&L CEGOS - Tour Vendôme
92516 BOULOGNE CEDEX.

S&L
CEGOS

Notre contribution aux performances de nos clients (grandes entreprises industrielles et commerciales) explique la très forte expansion de nos activités de conseil. Ce succès repose sur la qualité de nos consultants et l'esprit qui les anime. Pour élargir nos équipes (200 consultants, 150 MF CA) nous vous invitons à rejoindre les Chemins de la Performance. La qualité des missions qui vous seront confiées et le développement rapide des compétences du Groupe Ouroumoff offrent de larges possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

MULHOUSE INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

(Centrale, Arts et Métiers, Mines, Supélec...)

Le Groupe Ouroumoff recherche pour son implantation régionale de l'Est de la France (Mulhouse), à vocation internationale (Suisse et Allemagne), un ingénieur grande école bénéficiant de 3 à 5 ans d'expérience professionnelle et souhaitant devenir :
• Connaissant de haut niveau pour l'association à ses missions de :
• Production : Organisation Industrielle, Flexibilité, GPO et Planification.
• Bureau d'Etudes : Conduite de projets.
• Gestion : Systèmes d'information et concept CIM.
• Projet d'Entreprise : Approche globale des préoccupations humaines et techniques de l'entreprise. Nous souhaitons rencontrer des candidats avec une personnalité de tout premier plan :
• Profil d'Organisateur.
• Excellente aptitude à communiquer, convaincre et animer les hommes.
• Grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail.
• Motivés par la mise en œuvre du changement et la transmission du savoir-faire.
• Disponibles pour des déplacements en France et en Europe. La maîtrise de l'Allemand serait appréciée.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature à :
AGI-VECTEUR 33 5, av. d'Altkirch - B.P. 1436 - 68081 Mulhouse Cedex

Groupe Ouroumoff
Les Chemins de la Performance

S'unir, c'est gagner

L'AVIATION CIVILE : LE DECOLLAGE DE VOTRE CARRIERE

Au sein de la Division Avionique du groupe THOMSON, le DÉPARTEMENT INSTRUMENTS AERONAUTIQUES déploie son activité dans la conception et le développement des planches de bord et des calculateurs embarqués de l'Aviation Civile. Pour cela, les 1200 personnes de ce département disposent de moyens informatiques performants (VAX, SUN en réseau sous systèmes UNIX et VMS,...) et bénéficient d'un environnement technologique de très haut niveau.

Goût de l'innovation et du travail en équipe, capacité à vous impliquer dans des projets d'envergure, telles sont les qualités que vous mettez en œuvre en nous rejoignant.

INGENIEUR CONTROLE QUALITE LOGICIEL

De formation grande école d'ingénieurs et justifiant de 2 à 4 ans d'expérience, vous maîtrisez l'anglais. Vous êtes chargé de la mise en place et du suivi des procédures de contrôle de qualité pour tous les logiciels produits par l'établissement.

RESPONSABLE SYSTEME ET EXPLOITATION

Vous êtes responsable de votre budget, de vos investissements, du choix des matériels et des systèmes sur l'ensemble du site (garantir disponibilité et performances des moyens informatiques mis en place). De formation grande école d'ingénieurs, vous justifiez d'une solide expérience et savez motiver et animer une équipe (10 personnes).

CHEF DE PROJETS LOGICIELS

INGENIEURS CONCEPTION LOGICIELS

INGENIEURS DEVELOPPEMENT

pour les outils logiciels et applications sur le programme AIRBUS A330/340

Avec une formation grande école d'ingénieurs, débutants avec une première expérience ou déjà confirmés, nous vous proposons de participer au développement des applications mettant en œuvre des matériels embarqués à base de microprocesseurs, des programmes AIRBUS A330 et A340.

Vous maîtrisez le langage C et UNIX, vous pourrez, en fonction de vos compétences, travailler dans un contexte de fortes contraintes de développement méthodologique (SADT, SA,...) être en contact avec nos clients et prestataires de services et évoluer vers des postes à responsabilités élargies, d'animation d'équipe. Bonne connaissance de l'Anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) en précisant le poste choisi à Gilbert MASANET
THOMSON-CSF-AVG/DIA-
31, rue Camille Desmoulins - 92130 ISSY LES MOULINEAUX.



THOMSON

ALSTHOM

LA ROCHELLE - DIVISION TRANSPORTS

Filiale du groupe CGE, nous fabriquons des matériels roulants destinés aux métros et chemins de fer du monde entier. Nous recherchons deux

JEUNES INGENIEURS

Débutants ou 1^{re} expérience

- Pour notre service Ordonnancement

Dans le cadre de la gestion des délais, vous faites vivre et évoluer un réseau logique d'enchaînements de tâches, déjà mis en place et informatisé (ARTEMIS). A terme, vous pilotez l'analyse complète des réseaux logiques des nouvelles affaires.

Le développement d'une gestion des coûts et des ressources humaines viendra étoffer votre mission.

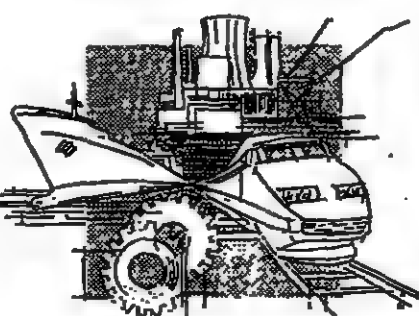
Ingénieur généraliste, vous donnerez à ce poste en création la mesure de votre esprit de synthèse et de vos capacités relationnelles également indispensables dans ce rôle de coordination et d'animation. Son ouverture sur tous les services de l'entreprise en fait un bon tremplin pour votre évolution future. (Réf. 10)

- Pour notre service Méthodes

Rattaché au chef des Services Préparation du Travail, vous avez la responsabilité des méthodes pour les ateliers Tôlerie, Chaudronnerie et Mécanique. Encadrant une quinzaine de techniciens, vous assurez l'industrialisation des produits nouveaux, en liaison avec le B.E. Vous participez au choix et à la mise en place d'investissements importants (FAO, usinage CN des tôles...) et poursuivez l'informatisation des documents Méthodes.

Ingénieur mécanicien, à l'aise sur le terrain, vous avez le sens du dialogue et de l'animation d'équipe. Votre rigueur saura s'attacher à la réduction des coûts et au respect des délais. (Réf. 11)

Si vous souhaitez concilier un métier enrichissant, au sein d'un groupe renommé pour ses technologies et les agréments de notre région, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. choisie à notre Conseil : Sophie Becquet L'heriteau - B.P. 5 - 17002 LA ROCHELLE CEDEX - Tél. (16) 46 41 63 80.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SYBEL
INFORMATIQUE

UNE REUSSITE
EXCEPTIONNELLE

Par la qualité de ses hommes et de ses produits, SYBEL INFORMATIQUE a acquis une renommée nationale et internationale sur le marché des logiciels micro-informatique. Les 100 personnes, qui forment notre Société réaliseront en 89 un C.A. de 70 MF.

PARIS - PROVINCE - (Lyon - Nantes - Marseille - Toulouse ...) -
BRUXELLES - MADRID ...

INGENIEURS COMMERCIAUX

Réussissez en choisissant le domaine qui vous passionnera :

FINANCE : SYBEL occupe la première place avec 70% du marché bancaire en proposant une gamme exhaustive de logiciels de gestion financière (Trésorerie, Immobilisation, Rapprochement bancaire...) et de télécommunication bancaire (LCR, Virements...). Cette gamme est distribuée par les plus grandes banques (SG, CL, CCF...).

GESTION : la gamme de produits la plus complète et la plus performante du marché nous permet d'être distribués par les plus grands : (RANDOM, COMPUTERLAND...).

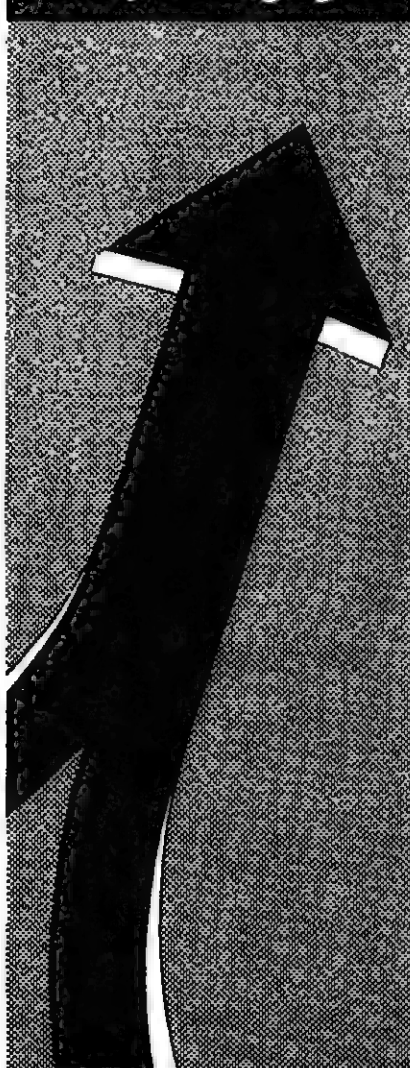
SALE DES MARCHES : nos ingénieurs ont conçu les logiciels Front Office, Back Office les plus performants (émulation REUTER, gestion Back Office Action, CAG, OMF 60...).

Diplômé d'une grande école de commerce (HEC, EDHEC, ESCA...), vous êtes dynamique, ouvert, capable de maîtriser les techniques de pointe et les outils marketing de demain.

Vous souhaitez vous impliquer et vous adapter à un monde en pleine évolution : SYBEL saura vous donner tous les moyens de réussir.

Adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions à Martine RALLIERE - SYBEL INFORMATIQUE - 60 RUE DE RICHELIEU - 75002 PARIS

S'unir, c'est gagner



AVEC NOUS,
CONSTRUISEZ LE RADAR DU RAFALE

Parce que nous évoluons dans un environnement de techniques avancées, Parce que nous disposons de moyens considérables en études et développement, Parce qu'Ambition, Innovation, Synergie des compétences sont les moyens de nos actions, La **DIVISION RADARS, CONTRE-MESURES, ELECTRONIQUE DE MISSILES** du groupe THOMSON figure aux tout premiers rangs de la compétition internationale en matière d'équipements électroniques aéroportés. Notre département RADARS participe à la conduite des études des programmes RAFALE et MIRAGE 2000.

C'est à ce challenge quotidien que nous souhaitons vous associer.

JEUNE INGENIEUR D'ETUDE
TRAITEMENT DE SIGNAL

Au sein d'une petite équipe (4 à 6 personnes), vous disposez de moyens informatiques performants pour étudier, simuler et réaliser les logiciels de traitement de nos radars. De formation SUPELEC, ENSI..., vous êtes débutant ou avec une première expérience. Cette mission tremplin vous permet d'évoluer vers un poste à responsabilités plus importantes d'animation d'équipe ou d'affaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. MH à Daphné BUNGNER THOMSON - CSF - DIVISION RCM 178 boulevard Gabriel-Péri 92242 MALAKOFF CEDEX



TELIC

ALCATEL

No 1 de la communication d'entreprise

Filiale CGE - 16.000 personnes - 10,5 milliards de Francs de Chiffre d'Affaires

Direction Qualité à Strasbourg

Notre objectif dans la compétition internationale : conforter et accroître notre avance technologique. L'excellence de nos produits et de nos services est un élément primordial dans cette stratégie. Nos marchés se développent, nos produits se diversifient, notre métier s'élargit. Et pour répondre à ces nouveaux besoins, notre Direction Qualité se dote d'outils plus performants et renforce son équipe par un :

INGENIEUR
QUALITE

Vous serez chargé de mettre en place des contrats qualité avec nos fournisseurs, de développer des outils de gestion en la matière. En outre, vous aurez à animer des actions de sensibilisation et formation en ce domaine, au sein de l'entreprise. Vous connaissez les composants électroniques et vous avez plusieurs années d'expérience en conception ou en production.

Si vous êtes intéressé par le développement de nos projets, merci d'adresser votre C.V. sous la référence JB/M à M. Camille LEJEUNE, Direction des Ressources Humaines, 1, route du Docteur Albert Schweitzer, 67408 ILLKIRCH CEDEX.

jeune **INGENIEUR INFORMATICIEN**
ouvert au monde des Télécommunications

... et décidé à contribuer au développement des logiciels de base des outils télécom de demain. Ce poste est offert à un ingénieur diplômé bénéficiant d'une première expérience. L'entreprise est motivante, le salaire aussi.

Merci de prendre contact avec Valérie - SOFEDIT - Parc de la Noue - 2, rue de l'Epine Prolongée 93170 BAGNOLET ou au (1) 42 87 54 00.

SOFEDIT

Société départementale d'aménagement
située dans le centre
recherche

1 RESPONSABLE D'OPÉRATIONS
INGENIEUR OU EQUIVALENT

pour assurer et coordonner montage, conduite, suivi financier d'opérations de superstructure et d'infrastructure en liaison étroite avec les collectivités locales.

Expérience de quelques années souhaitée.

Envoyer C.V. détaillé, manuscrit, photo et prétentions s/r 8051
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Notre contribution aux performances de nos clients (grandes entreprises industrielles et commerciales) explique la très forte expansion de nos activités de conseil. Ce succès repose sur la qualité de nos consultants et l'esprit qui les anime. Pour l'année 1989, nous recrutons 150 MF CA nous vous invitons à rejoindre les équipes de la Performance. La qualité des missions qui vous seront confiées et le développement rapide des composantes du Groupe Ouroumoff offrent de larges possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

LYON
JEUNES CONSULTANTS

Ouroumoff & Associés recherche, pour Lyon, des Ingénieurs Grandes Ecoles (Arts et Métiers, Centrale, HEC, Mines, Supélec...) pour les associer à ses missions de :

- Production : Organisation Industrielle, Flexibilité, Conception d'Usines du Futur
- Logistique : Stratégie de Distribution, Conception d'entrepôts, Optimisation Transports.

Nous souhaitons rencontrer des can-

- didats ayant une personnalité de tout premier plan.
- Profil d'Organisateur
- Excellente aptitude à communiquer, convaincre et animer les hommes.
- Grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail.
- Motivés par la mise en œuvre du changement et la transmission du savoir-faire.
- Disponibles pour de fréquents déplacements en France et en Europe.

LYON
ACTIVITÉS SIMULATION

SIMAN™, CINEMA™

- Dans le cadre du renfort de l'équipe lyonnaise de Simulation, Ouroumoff & Associés recherche des techniciens supérieurs (IUT, BTS, MST, MAGE) disposant d'une excellente connaissance des systèmes d'exploitation DOS™, UNIX™ et VMS™.
- Support technique de type "Hot-Line"
- Animation du Groupe des Utilisateurs
- Organisation de sessions de formation
- Modélisation d'installations industrielles et logistiques.

De solides connaissances dans le domaine de la gestion de production sont indispensables.

La pratique du langage de Simulation SIMAN™ sera appréciée.

Nous vous remercions d'envoyer votre candidature à :

Ouroumoff & Associés

24, rue Jeanne Mante - 69009 Lyon



HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Direction
de laboratoire

Industrie des lubrifiants
Poste de haut niveau

Leader en France dans notre activité depuis de nombreuses années nous n'avons pas attendu 1993 pour nous hisser au premier rang européen. Cette position, nous la devons en partie à la compétence de notre équipe de chercheurs. Pour la renforcer et en prévision du futur départ à la retraite de son animateur nous recherchons un ingénieur chimiste et/ou métallurgiste, parlant l'anglais, et ayant à son actif une expérience de responsable en laboratoire chez un fabricant dans les secteurs chimiques ou para-pétroliers. Outre le contrôle de la qualité des productions et la recherche de nouveaux produits, il aura un rôle important d'assistance technique et commerciale vis-à-vis de la clientèle. A la tête d'une équipe de 8 ingénieurs et techniciens-chimistes, il sera directement rattaché à la Direction Générale. La rémunération proposée, très motivante, sera déterminée en fonction des compétences présentées. Son plafond peut-être élevé. Les personnes intéressées par ce poste situé en Métropole Nord doivent adresser leur candidature (lettre, C.V. et prétentions) sous réf. 2420/UM à notre Conseil qui leur garantit une totale confidentialité.

Hay Managers

50, bd du Général de Gaulle - 59100 Roubaix

TOULOUSE et l'AERONAUTIQUE :
2 ATOUTS POUR REUSSIR

SOCIÉTÉ AERONAUTIQUE DE 550 PERSONNES, leader européen du conditionnement d'air et de la pressurisation, recrute :

INGENIEURS GRANDES ECOLES
(Centrale - A.M. - ENSMA - ENSICA - SUPAERO...)

- Ils pourront selon leurs goûts et compétences aborder les domaines :
- des **ETUDES** : développement de systèmes, liaisons techniques avec les clients et partenaires, industrialisation des produits, etc. Nous recherchons des spécialistes en mécanique, thermodynamique, métallurgie.
- du **CALCUL** : résistance des matériaux, éléments finis, aérothermodynamique.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ouverts, résolument positifs et parfaitement aptes aux travaux en équipe. L'anglais est naturellement IMPÉRATIF. Réf. 93189/A

ASSISTANT TECHNIQUE AERONAUTIQUE
(FIELD SERVICE ENGINEER)
DUT/BTS Electronique ou Mécanique

Interlocuteur privilégié des grandes compagnies aériennes, il assurera l'assistance technique de matériels aéronautiques embarqués sur gros porteurs. Ce poste implique une première expérience de maintenance de préférence dans l'aéronautique, un sens très aigu du client et une disponibilité autorisant de fréquents déplacements à l'étranger. La capacité à NEGOCIER en ANGLAIS est impérative. Réf. 93189/B

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à **NCA - 1**, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Ingénieur

MATRA

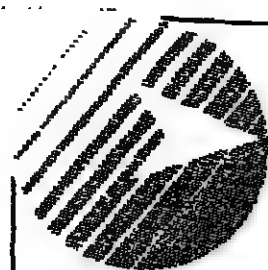
SCEMI

ALSTHOM

LA BAS
IL Y A DES AGENTS
ET FAI

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Matra Transport : N° 1 Mondial des métros automatiques

Notre maîtrise des technologies de pointe et des systèmes complexes, notre capacité à innover et notre volonté d'entreprendre nous ont permis, en quelques années, de devenir le N° 1 Mondial dans le domaine des systèmes de transports automatiques.

Poursuivre notre expansion dans un contexte international très concurrentiel nous promet des défis comme nous les aimons : aussi difficiles que passionnants. Pour les relever avec succès, nous avons besoin de votre enthousiasme et de votre talent.

Ingénieur Conception

En relation avec le Bureau d'Etudes, les sous-traitants et les fournisseurs, vous serez chargé dans le cadre de nos différents projets VAL des études de conception ou d'adaptation de la voie. La diversité des produits et matériaux (béton, acier, plastiques...) ainsi que des systèmes mis en œuvre (chauffage, appareil de voie...) exigeront de vous des qualités de créativité mais aussi de rigueur dont vous aurez fait preuve lors d'une première expérience similaire d'environ 3 ans.

Outre votre formation Grande Ecole Génie Civil, une spécialisation en calcul de structures et/ou de matériaux ainsi que la connaissance de l'anglais seront appréciées. Elles vous permettront de réussir dans ce poste (basé à LILLE) et d'envisager une évolution dans le cadre d'un projet. Réf. KGLM

Si vous souhaitez réussir et évoluer avec nous, adressez votre dossier de candidature à
MATRA TRANSPORT - Direction du Personnel - 48/56 rue Barbès - BP 531
92542 MONTRouGE Cedex

MATRA TRANSPORT



Vous privilégiez dans votre fonction :

- l'AUTONOMIE,
- le DÉVELOPPEMENT de vos COMPÉTENCES,
- la MOBILITÉ dans l'entreprise et au sein d'un Groupe International.

UNISABI 1^{re} fabricant d'aliments préparés pour animaux familiaux, et société française du groupe International MARS INC. + de 3 Milliards de francs de CA, une croissance soutenue, 4 usines, 1 200 personnes, 35 ans d'âge moyen, recherche

INGÉNIEUR TRAVAUX NEUFS

Votre mission : préparer et mettre en œuvre des projets pour notre usine (près de BLOIS).

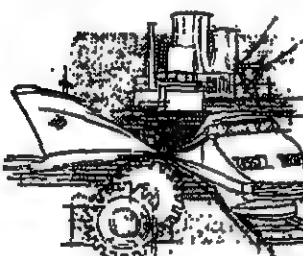
Vous aurez recours aux techniques telles que robotique, automatisme, mécanique...

Vous avez une formation BAC + 5, vous parlez anglais, et avez 2 à 5 ans d'expérience.

Ecrivez à UNISABI - Département Personnel et Organisation - BP 7 - 45550 St Denis de l'Hôtel sous référence JB/LCV01.

SCEMI

UNION ALSTHOM
3 DIVISION ROBOTIQUE ET MATERIAUX



ALSTHOM

Filiale d'Alstom, notre unité est spécialisée dans la réalisation d'installations clés en main d'automatisation d'assemblage. La qualité de nos prestations est aujourd'hui reconnue et nous permet d'être présents chez les grands groupes industriels : automobile, électronique, électro-mécanique... Notre fort développement (30 %/an) passe par le recrutement d'hommes de valeur et nous recherchons un

INGÉNIEUR DE VENTE

Mission : déceler les projets d'installation chez le client, élaborer une solution technique et économique avec notre service projet et vendre cette solution.

Ingénieur de formation, mécanicien de préférence, vous justifiez d'une expérience industrielle : méthodes, production moyenne-grande série, et/ou de la vente de systèmes à l'industrie. Vous êtes motivé pour mettre en pratique votre sens de la communication, votre rigueur et votre professionnalisme, dans une fonction passionnante par sa diversité et l'ouverture qu'elle offre sur l'industrie. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe, active et volontariste, basée à proximité de Lyon.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à CONTESSÉ PUBLICITE sous réf. 23306 (sur lettre et enveloppe) - 3, rue Pierre Robin 69363 LYON Cedex 07

LA RADIOTELEPHONE EN EUROPE
IL Y A DES PERSPECTIVES DANS LESQUELLES
IL FAUT SAVOIR S'INSCRIRE

PERSPECTIVE EUROPE : un dessin ambitieux pour des hommes passionnés engagés sur des marchés très concurrentiels et de haute technologie. Aujourd'hui Alcatel Radiotelephone est leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotelephonie publics et privés.

Afin de mettre en œuvre ce projet "PERSPECTIVE EUROPE", Alcatel Radiotelephone cherche à intégrer un

INGÉNIEUR DE DEVELOPPEMENT

Au sein de l'équipe responsable des études et du développement de réseaux standards et terminaux, vous serez plus particulièrement chargé de l'étude et de la conception mécanique de matériels électroniques.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation type Arts et Métiers (ENSAM, ECAM, INSA, ENL...) possédant une

première expérience significative de la fonction.

Anglais courant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références) à :

Benoît de FOURNOUX - ALCATEL RADIOTELEPHONE

55, avenue Jean Jaurès - 92707 COLOMBES CEDEX



RADIOTELEPHONE

L'EUROPE EN PERSPECTIVE

RHONE-ALPES

Important Groupe international, leader mondial sur son marché, recherche pour faire face à un développement rapide, à renforcer ses équipes de

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Jeunes ingénieurs
électroniciens

DE HAUT NIVEAU

ENSTA, ENST, ESE, INPG, N7, ...

pour leur confier des postes dans les domaines suivants :

- HARD ET SOFT
- RESEAUX LOCAUX
- AUTOMATES
- ETUDES GENERALES
- MICRO INFORMATIQUE
- LOGICIEL

Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés possédant idéalement une première expérience dans les domaines ci-dessus. Toutefois nous analyserons avec intérêt les candidatures de débutants à fort potentiel.

Travaillant dans un environnement international ils pourront avoir des ouvertures de carrière intéressantes au sein du Groupe.

Adressez votre C.V. en précisant vos aspirations professionnelles à notre Conseil qui traitera votre candidature en toute confidentialité, sous référence 89 S 11 M à Référentiel 54, Cours Lafayette 69003 Lyon.

Référentiel
PARIS - LYON - MONTREAL

Ingénieur...

soyez notre interface production-commercial

Située à la limite de la Picardie et de la Normandie, notre société occupe une des toutes premières places au niveau national dans le domaine des télécommunications.

Nous disposons, au plan industriel des atouts les plus solides, d'une informatique des plus modernes. Dans le cadre d'une politique dynamique de développement, nous recherchons l'homme qui chez nous prendra des responsabilités de premier plan au sein de notre gestion de production.

Interface entre les directions commerciales et l'usine, votre mission est essentielle à notre réussite : vous suivez le déroulement des affaires en terme de délais, plannings et coûts. Gérer d'imprévisibles, c'est également, ce que nous attendons aussi de vous.

La benzine, AM, INSA, ENSL... vous avez déjà exercé ce type de responsabilités qui a révélé vos qualités de gestionnaire. Votre vivacité, votre forte personnalité, vous permettent de faire face aux aléas avec lesquels il faut aussi compter. Bien sûr, vous êtes déjà un utilisateur averti de l'informatique.

Merci de nous adresser lettre, C.V., photo, sous réf. 8168 LM (à mentionner sur courrier et enveloppe) au 79/83 rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex. Nous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec



La Société LEVER (SKIP, OMO, PERSIL, CORAL, CAJOLINE, SUN, CIF, LUX...), filiale du Groupe UNILEVER, recherche, pour l'une des plus grandes unités de détergents d'Europe (950 personnes)

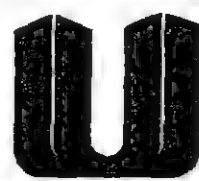
2 INGENIEURS DE PROJETS

Au sein du département Services Techniques, vous conduirez différentes missions d'ingénierie liées à la conception et à la mise en place de nouvelles installations de fabrication et de conditionnement. Ces développements auront lieu dans le domaine de la mécanisation et de l'automatisation. Vous opérez dans un contexte d'investissements très soutenus.

Ingénieurs généralistes (ENSAM, ECP, ECL, IDN...), vous êtes débutants ou possédez une courte expérience professionnelle et vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Après cette première étape, vos possibilités d'évolution seront à la mesure de vos résultats et de la dimension internationale d'UNILEVER.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 01/89 LM à UNILEVER FRANCE SERVICES - Recrutement et Sélection des Cadres - 157, boulevard Haussmann - 75382 PARIS CEDEX 08.



UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE A L'ECHELLE HUMAINE

SOCIAL

Grève de 24 heures dans les banques

Les fédérations FO, CFTD, CFTC qui, aux élections professionnelles représentatives environ 70 % des salariés des banques, ont appelé ce mardi 17 janvier à une grève nationale de vingt-quatre heures dans les banques et établissements financiers. La CGT s'est prononcée en faveur de « débrayages » pouvant aller jusqu'à vingt-quatre heures. Les syndicats entendent « défendre l'emploi » et relancer leurs revendications sala-

riaux alors qu'un accord n'a été signé en 1988 que par le seul SNB-CGC. Selon les syndicats, la banque a perdu « entre 1,5 % et 2 % d'emplois en 1988, soit entre 3 500 et 5 000 personnes » sur un total de 320 000 salariés. FO, la CFTD et la CFTC réclament par ailleurs une augmentation de 5 % en niveau des salaires à compter du 1^{er} janvier 1989. La CGT revendique une hausse de 1 500 F par mois.

Fronde syndicale chez Scalbert-Dupont

Au sein du groupe CIC, la banque Scalbert-Dupont (2 600 salariés), dont le siège social est à Lille, se trouve actuellement dans une étrange situation sociale. Comme ailleurs, le 17 janvier, FO et la CFTD ont appelé à une grève de 24 heures. Une précédente grève dans la banque illoise le 23 décembre dernier à laquelle s'était jointe la CGT, notamment contre les réductions d'effectifs (- 3 % par an sur 1987 et 1988), n'avait eu que peu d'échos. Mais les syndicats n'en restent pas là.

Le 15 décembre dernier, les trois délégués syndicaux nationaux, M^{me} Martine Leblanc pour la CFTD, M. Jouanneau pour FO et M. François Remy pour la CGT, adressaient un télégramme à MM. Rocard et Bérégovoy demandant « aux autorités de tutelle de

prendre de manière urgente toutes les mesures visant à assurer la pérennité de l'entreprise et à rétablir un véritable climat social serein ». Un télégramme perçu comme une demande de changement de tête à la direction de la banque nationale. Nommé en 1986 par M. Balladur, M. Claude Lamotte, actuel PDG, et précédemment directeur général, est en tout cas dans le collimateur des syndicats.

Dans le télégramme envoyé à la tutelle, on lui reproche pêle-mêle, un « absentisme persistant », « une hausse de 100 % par an depuis deux ans, des provisions pour risque », « une politique immobilière de prestige (...) que le PDG teste de financer par la diminution drastique des effectifs », « une politique odieuse de répression du personnel et de licenciements individuels ».

Mais l'interprétation du télégramme varie suivant les syndicats. « On ne demande pas la tête du PDG mais un changement complet de toute la politique sociale, assure M^{me} Leblanc (CFTD). On a eu trois PDG depuis 1982, c'est déstabilisant. Je n'ai pas l'impression qu'en changeant d'homme on changera de stratégie. » « Ce que nous voulons, ajoute de son côté M. Remy (CGT), c'est un changement de politique sociale. Ce n'est pas une affaire d'hommes mais une affaire de volonté politique ».

Le ton est très différent à FO. « On demande un patron », affirme un de ses responsables, qui se réclame du « syndicalisme révolutionnaire ». En juillet 1988, la chambre syndicale du crédit Force ouvrière adressait une « lettre ouverte » au ministre de l'économie en expliquant, noir sur blanc, que « notre président est disqualifié à prétendre vouloir diriger une entreprise » et en demandant que la banque puisse être « enfin dotée d'un authentique chef d'entreprise ».

FO chez Scalbert-Dupont, c'est le principal syndicat. Il est largement majoritaire et revendique 900 adhérents. Se présentant lui-même comme de « tendance Bergeron », il comprend de nombreux trotskistes parmi ses responsables, ce qui fait

dire à d'autres syndicalistes qu'il poursuit « une stratégie politique ».

Interrogé par nos soins quelques jours après l'envoi du télégramme à M. Bérégovoy, M. Lamotte, étonné d'être mis en cause alors qu'il venait de signer deux accords avec les syndicats, mettait cela sur le compte d'une « expression excessive de la part d'une certaine minorité ». « Il s'agit, ajoutait-il, d'un groupuscule trotskiste assez influent, mais qui n'a pas une audience très large. Il ne s'agit que d'une démarche d'une partie de FO ».

Refusant de répondre sur le fond, en estimant avoir à faire face à « des arguments d'une nature et d'une inconscience qui m'inquiètent », M. Lamotte indiquait que la réduction des effectifs de 1,3 % à 1,4 % par an depuis trois ans s'était faite par diminution du « turn-over ».

Menaçé par les syndicats, M. Lamotte ? Le 1^{er} janvier, il a nommé un directeur général (M. Jean Huet) et, du côté des pouvoirs publics, « on fait le mort », prétend M. Remy. Mais après la prise de participation du GAN dans le groupe CIC, les syndicats s'attendent à quelques changements de têtes.

M. N.

CONJONCTURE

Estimation provisoire de 0,2 % en décembre

La hausse des prix a atteint 3,1 % en 1988

Si l'indice provisoire des prix de détail en décembre, qui fait état d'une hausse de 0,2 %, est confirmé, le taux d'inflation aura atteint en France 3,1 % en glissement de décembre 1987 à décembre 1988.

Ce résultat est donc exactement le même que celui enregistré en 1987, même s'il reste légèrement supérieur aux prévisions faites par M. Bérégovoy en début d'année (2,5 %) et révisées à l'été à 3 %. Cette similarité du taux d'inflation en 1988 et en 1987 laisse donc à penser que le plancher de la désinflation est resté stable, après le point bas de 1986 (la hausse des prix avait été limitée en glissement à 2,1 %). En outre, en raison d'une légère accélération de la hausse des prix chez nos partenaires économiques, l'écart de l'inflation entre la France et la plupart des pays industrialisés s'est réduit en 1988 par rapport à l'année précédente. Vis-à-vis de l'Allemagne fédérale, cet écart est tombé à 1,5 point contre 2,1 points en 1987. La moyenne de l'inflation dans les douze pays de la CEE est, elle, de 4,2 % en 1988.

Les deux principales composantes de la hausse des prix de décembre en France demeurent la progression des prix alimentaires ainsi que celle des produits pétroliers, dont le ministère de l'économie a souligné l'importance dans la composition de l'indice de décembre. Il semblerait, en outre, que l'abaissement du taux majoré de TVA intervenu au 1^{er} décembre ait davantage contribué au gonflement des marges des commerçants qu'à une baisse des prix de détail.

BILLET

Vive les ressources humaines !

Ceux qui s'étonnent de la vague de remplacements qui affecte actuellement les « chefs de personnel » des entreprises publiques de transport, s'entendent répondre qu'il n'y a là rien que de très naturel.

Si M. Jean-François Colin, conseiller auprès du ministre des transports, remplace M. Pierre Descourtes au poste de directeur général adjoint chargé des relations sociales de la SNCF, n'est-ce pas parce que celui-ci a été admis à faire valoir ses droits à la retraite ?

Même scénario de l'âge pour M. Camille Bony qui cède sa place de directeur du personnel de la RATP à M. Jean-Paul Bailly, chef de l'exploitation à la direction du réseau ferré, ou pour M. André Van Wynsberghe, qui cède sa place de directeur délégué pour les relations du travail du motoriste SNECMA à M. Michel Bernard, précédemment directeur du personnel d'Aéroports de Paris.

Il n'y a guère que M. Joël Lunot, directeur du personnel et des affaires sociales d'Air France, à se trouver promu à la tête de la direction du réseau Europe pour laisser la place à M. Alain Vidalon, responsable du service de l'administration générale de la direction du personnel de la compagnie nationale.

Cette relève n'est pas qu'une affaire de générations. La RATP a été paralysée pendant l'automne 1988 par des grèves des conducteurs du RER, puis par les arrêts de travail des ouvriers d'entretien, du RER et du métro. Air France n'arrive pas à mettre fin à la grève des ouvriers d'entretien qui dure depuis quatorze semaines. La SNECMA a été paralysée, au printemps 1988, par une grève vigoureuse de ses ouvriers qualifiés. Quant à la SNCF, elle cesse, depuis la grande grève de décembre 1988 - janvier 1989, un malaise social s'exprimant dans des blocages sporadiques de certaines catégories d'agents.

Ces conflits sociaux ont été autant d'échecs pour les directions de ces entreprises publiques qui n'ont pas prévenu la montée des mécontentements et qui ont fait preuve, le plus souvent, d'un manque d'imagination remarqué dans la recherche des compromis. Les jeunes responsables, qui viennent d'être nommés, auront pour tâche de réorganiser des services du personnel surannés pour que ceux-ci gèrent, enfin, des ressources humaines.

ALAIN FAUJAS.

REPÈRES

Chômage

Baisse de 2,7 % en un an dans la CEE

Selon les statistiques publiées par Eurostat, la Communauté économique européenne comptait à la fin du mois de novembre 15,4 millions de chômeurs en données brutes, soit une baisse de 0,3 % en un mois et de 2,7 % en un an. En Grande-Bretagne, le chômage a baissé de 23 % de novembre 1987 à novembre 1988 alors que l'Italie (+ 16,3 %) et le Danemark (+ 17,6 %) ont vu leur nombre de chômeurs augmenter de manière importante. En données corrigées des variations saisonnières, le taux de chômage sur l'ensemble de la CEE s'établissait à 10,1 % fin novembre, en diminution constante depuis six mois.

A l'exception de la Grèce, les taux de chômage par pays étaient les suivants : 10,6 % en Belgique (-9,7 % de novembre 1987 à novembre 1988), 6,7 % au Danemark (+ 17,6 %), 6 % en RFA (-2 %), 20,1 % en Espagne (-7,9 %), 10,6 % en France (-2 %), 17 % en Irlande (-2,8 %), 12,5 % en Italie (+ 16,3 %), 2,4 % au Luxembourg (-12,6 %), 10 % aux Pays-Bas (-0,2 %), 5,8 % au Portugal (+ 1,8 %) et 7,7 % en Grande-Bretagne (-23 %).

Budget

Le déficit allemand atteint 120 milliards de francs

Le ministre ouest-allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg, a annoncé lundi 16 janvier que le déficit budgétaire net de la RFA s'est établi à 35,3 milliards de marks (120 milliards de francs) en 1988, soit une augmentation de 26 % par rapport à l'année précédente. La

forte croissance enregistrée par l'Allemagne l'an dernier a cependant permis au déficit d'être légèrement moins élevé que prévu, grâce à l'augmentation des recettes fiscales. Pour cette année, le déficit budgétaire prévisionnel de l'Allemagne est de 27,9 milliards de marks (95 milliards de francs).

Matières premières

Hausse du prix des importations en décembre

Le prix des matières premières importées en France a augmenté en décembre de 3 % sur le mois précédent selon les calculs de l'INSEE, mais sont restées pratiquement stables par rapport à décembre 1987. Celles des matières premières alimentaires a augmenté de 3,7 % sur un mois mais de 28,6 % sur décembre 1987. Les matières premières industrielles, quant à elles, ont progressé de 2,9 % sur un mois mais ont diminué de 1,9 % par rapport à décembre 1987.

Paiements courants

Déficit de 4 milliards de francs en octobre en France

Selon les premières estimations du ministère de l'économie, le déficit de la balance française des paiements courants a atteint 4 milliards de francs en octobre, contre 2,3 milliards en septembre et 7,3 milliards en octobre 1987. Pour l'ensemble de 1988, la balance des comptes courants devrait faire apparaître un redressement sur l'année précédente. Pour les dix premiers mois de l'année, les soldes, corrigés des variations saisonnières, sont négatifs de 6,8 milliards de francs contre 18,9 milliards au cours de la période correspondante de 1987.

La route la plus rapide pour Pékin? SAS EuroClass, via Copenhague.

D'abord Paris-Copenhague, puis un vol non-stop jusqu'à Pékin. Le voyage ne dure qu'une douzaine d'heures, ce qui représente un gain de temps de cinq heures. Nous assurons ce vol tous les mardis. Ce n'est que l'un des multiples avantages

que vous pourrez apprécier en choisissant de voyager sur SAS.

SAS
The Businessman's Airline

هكذا من الأصل

Marchés financiers

Le Crédit lyonnais rachète 16 % de la maison beaunoise Bouchard Père et Fils

La société d'investissement du Crédit lyonnais Clinvest a racheté à plusieurs actionnaires minoritaires 16 % du capital de la maison Bouchard Père et Fils à Beaune, ce qui permet à cette maison de régler des problèmes familiaux et de s'assurer un actionnariat stable sous la conduite de M. Claude Bouchard et de ses fils et neveux, Jean-François pour le commercial, et Christophe pour l'oeno-

logie. L'introduction en Bourse au second marché de la maison de Nuits-Saint-Georges. Le développement des activités viticoles bourguignonnes (2 milliards de francs de chiffre d'affaires à l'exportation) et la très forte valorisation des vignes excitées l'intérêt des étrangers. Déjà la maison Louis Jador à Beaune appartient à deux Américains, tandis que la société commerciale japonaise Takashimaya, qui tentait l'an dernier d'acquiescer le tiers des activités de négociation dans la maison Leroy, s'est heurtée au veto des pouvoirs publics.

Bouchard Père et Fils, dont la création remonte à 1731, réalise un chiffre d'affaires annuel de 180 millions de francs, dont 60 % à l'exportation. Ses propriétés s'étendent sur 92 hectares de vignobles en Bourgogne, dont 71 de premiers et grands crus (le Montrachet, le Corton et le Beaune-grèves) de la vigne de l'Enfant-Jésus, plus des contrats d'achat de raisin sur 230 hectares. Cet investissement bourguignon fait suite à celui du Crédit agricole (17 %) dans la maison beaunoise la Reine Pédaque (140 millions de francs d'affaires), à l'entrée du groupe d'assurances Axa dans les vignobles de la côte de Nuits, et à

Raison de ce veto : Leroy distribue les sept mille bouteilles annuelles de la célèbre parcelle de la romanée-conti (1,8 hectare), dont elle détient la moitié par ailleurs, et il importe de préserver le patrimoine national. On se demande en quoi ce patrimoine était menacé, car il ne s'agissait pas de vendre le vignoble lui-même.

L'appartenance du château-haut-bon à des héritiers de l'américain Dillon et du château-latour au groupe britannique Pearson n'a jamais mis ni à leur qualité ni à leur renommée. Bien plus, le groupe japonais Sumitomo, en rachetant en 1983 le château-lagrange, troisième cru classé du Médoc, est venu à temps pour relever un cru qui allait à vau-l'eau.

FRANÇOIS RENARD.

Succès mitigé de la grève à la Bourse de Paris

Le mouvement de grève organisé lundi 16 janvier à la Bourse a remporté un succès mitigé. Malgré l'arrêt de travail d'une partie du personnel, des actions et des obligations ont pu être cotées en continu grâce au système informatique qui a fonctionné normalement. L'intersyndicale a donc « décidé de suspendre la grève » et a confirmé son appel à une assemblée générale mardi 17 janvier à 12 h 30 suivie d'un vote sur « les suites à donner au mouvement et ses modalités ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EUROCOM

Le conseil d'administration d'Eurocom, qui s'est réuni le 12 janvier 1989, a examiné les résultats prévisionnels de l'exercice 1988 et les perspectives pour 1989.

Pour 1988, le bénéfice net consolidé prévisionnel, part du groupe et hors plus-values exceptionnelles, s'établit à 126 millions de francs au lieu de 93 millions de francs en 1987, soit une augmentation de 35,5 %.

Compte tenu des plus-values exceptionnelles, le résultat net consolidé prévisionnel total - part du groupe - est de 180 millions de francs (+92 %).

Pour 1989, il est envisagé une progression du résultat net consolidé, part du groupe et hors plus-values exceptionnelles, d'au moins 10 %.

L'internationalisation du groupe Eurocom se traduit dans la répartition géographique du résultat consolidé. En effet, hors plus-values exceptionnelles, la part des bénéfices en provenance de l'étranger sera de l'ordre de 28 % en 1988. Elle devrait passer à environ 35 % en 1989.

La BFCE avec le groupe AGF dans le secteur du CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER

Poursuivant sa stratégie de diversification et pour répondre aux besoins de ses clients, la BFCE s'est rapprochée, dans le domaine du crédit-bail immobilier, du groupe AGF.

Le groupe AGF fera bénéficier la BFCE de ses structures et de son expérience dans un secteur en développement, notamment au plan européen. La BFCE a ainsi décidé de prendre une participation :

- 1/ de 20 % dans PHENIX PIERRE SICOMI (AGF : 80 %) : clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.
- 2/ de 12 % dans SOPHIA-MUR (AGF : 37 %) : clientèle de professions libérales, investisseurs immobiliers, montages spéciaux.

Ces deux sociétés de crédit-bail immobilier, auxquelles la BFCE est désormais associée, sont gérées par l'ensemble LAFFITTE-BAIL/SOPHIA-BAIL, présidé par M. Bernard Fraigneau et dont les AGF sont le principal actionnaire

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

NEW-YORK, 16 janvier

L'équilibre

Début de semaine presque au point mort à Wall Street, avec l'absence de nombreux intervenants. Les banques ont, en effet, chômé en liaison avec la célébration de l'anniversaire de Martin Luther King. Quelques ventes bénéficiaires ont, de surcroît, été enregistrées, mais leur effet a été compensé par une demande sélective. A la clôture, l'indice des industriels s'établissait pratiquement au point d'équilibre, soit à 2 224,64 (-1,43 points). Le bilan de la journée a été très comparable à ce résultat. Sur 1 941 valeurs traitées, 698 ont progressé, 673 ont baissé et 570 n'ont pas varié. D'une façon générale, l'activité a été très faible. Elle a seulement porté sur 118,10 millions de titres, contre 132,39 millions vendus.

Le marché américain a, d'autre part, été plus ou moins paralysé par un certain attentisme. La communauté financière est, en effet, à l'attente des dernières informations sur le mariage de l'économiste. Ce mariage est prévu à 14 h 30 (heure de Paris) que seront publiés les résultats du commerce extérieur pour le mois de décembre. De leur contenu dépendra l'attitude des investisseurs.

| VALEURS | Cours de 15 jan. | Cours de 16 jan. |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 59 5/8 | 59 3/4 |
| AT&T | 52 1/2 | 52 1/2 |
| Boeing | 61 1/2 | 61 1/2 |
| Chrysler | 30 1/4 | 30 1/4 |
| Du Pont de Nemours | 52 1/2 | 52 1/2 |
| General Electric | 44 7/8 | 44 7/8 |
| IBM | 44 5/8 | 44 3/4 |
| Johnson & Johnson | 52 7/8 | 52 7/8 |
| Merck | 52 1/2 | 52 1/2 |
| Motorola | 52 1/2 | 52 1/2 |
| Rockwell | 52 1/2 | 52 1/2 |
| Schlumberger | 52 1/2 | 52 1/2 |
| Spacelabs | 52 1/2 | 52 1/2 |
| Union Carbide | 52 1/2 | 52 1/2 |
| Westinghouse | 52 1/2 | 52 1/2 |
| Yale | 52 1/2 | 52 1/2 |

LONDRES, 16 janvier

Fermé

La faiblesse de Wall Street, lundi, à son ouverture, a, pendant quelques minutes, pesé sur la tendance à la Bourse de Londres, qui, néanmoins, a réussi par la suite à retrouver toute sa vigueur, pour terminer la journée sur une nette hausse. L'indice Footsie des cent valeurs a gagné 9,7 points, à 1 871,2.

Cette hausse s'est toutefois développée dans un contexte où un pessimisme actif que la semaine précédente.

L'annonce d'une réduction de 0,1 % des ventes de détail en décembre a été bien accueillie à la City, où l'on constate que la politique de taux d'intérêt élevée du chancelier de l'Échiquier, Nigel Lawson, commence à porter ses fruits. En effet, cette dernière parvient, enfin, à freiner la consommation des Britanniques. La majorité des secteurs affichent de belles hausses, notamment sous l'effet de rumeurs d'OPA. La brasserie Bass a notamment gagné de 13 pence à 172 et les titres chimiques navals VSEL de 55 pence à 455. Les titres pétroliers étaient irréguliers. Le groupe ICI a cédé 4 pence à 1 771, après avoir progressé de 14 pence. Les fonds d'Etat ont gagné un quart de point. Les mines d'or étaient faibles.

FAITS ET RÉSULTATS

• **Lafarge Corporation** va élargir la plus grande cimenterie d'Amérique du Nord. L'entreprise nord-américaine Lafarge Corporation va moderniser l'usine d'Alpena, dans la région des grands lacs, qui, avec une capacité supérieure à 2 millions de tonnes de ciment par an, va devenir la plus grande cimenterie d'Amérique du Nord et une des plus grandes du monde, a annoncé, le lundi 16 janvier à Paris, un communiqué de sa maison mère, le groupe français Lafarge-Coppée. Le premier plan de ce projet représente un investissement d'environ 65 millions de dollars (400 millions de francs). Une seconde phase de modernisation, actuellement à l'étude, sera consacrée aux ateliers de traitement des matières premières et aux fours. Elle permettra d'augmenter à nouveau la capacité de l'usine et de réduire ses coûts de production.

• **Hess** de 13 % de chiffre d'affaires de Sandox. — Le groupe chimique suisse Sandox a réalisé un chiffre d'affaires de 10,2 milliards de francs suisses (40 milliards de francs français) en 1988, soit une progression de 13 %. Toutes les divisions ont enregistré une progression de leurs ventes, précise le groupe, qui s'attend à une « évolution favorable de ses résultats financiers ».

En 1987, Sandox avait enregistré un bénéfice net de 627 millions de francs. Durant l'année 1988, la division « produits chimiques » a vu ses ventes progresser aussi bien dans les nouveaux secteurs d'activité que dans les secteurs traditionnels. Le secteur « produits pharmaceutiques » enre-

PARIS, 16 janvier

Quelques cotations malgré la grève

En dépit de la grève d'une partie du personnel de la Bourse, des actions et des obligations ont pu être cotées, lundi, grâce au système informatique, qui a fonctionné normalement.

Toutes les valeurs du marché à règlement manuel ont pu être, par exemple, négociées. Le volume des échanges était toutefois inférieur des deux tiers à celui d'une séance normale sur ces titres, indiquaient les professionnels.

L'indicateur instantané reflétait, en fin d'après-midi, une légère hausse de l'ordre de 0,28 %.

Sur les autres marchés, les cotations étaient, en revanche, perturbées par la grève d'un personnel important, notamment de l'avenir de la profession. Les valeurs servant de supports aux options négociables, traitées à la criée, n'ont pas été cotées. Les options négociables non plus. La cotation des valeurs étrangères, de certains titres au comptant et de certaines obligations a également été suspendue. Arrêt des transactions sur le marché de l'indice CAC 40.

Les obligations traitées en continu ont été négociées à 13 heures avec un seul cours. De même pour les actions au comptant traitées par informatique.

Après l'assemblée générale du personnel, qui s'est tenue lundi matin, le marché a été très calme. Le personnel était quasi absent en début d'après-midi.

Sur le MATIF, qui a fonctionné presque normalement, les cours étaient en légère baisse.

Sur le marché à règlement manuel, les valeurs pétrolières étaient encore recherchées, ainsi que Drouot-Assurances.

Mardi, le marché devrait fonctionner normalement en attendant les résultats des négociations patron-syndicats, qui vont avoir lieu jeudi.

TOKYO, 17 janvier

Repli

Commencé sous le signe de la hausse, la séance de mardi s'est achevée, à Tokyo, sous celui de la baisse. Le marché a, en effet, reperdu tout le terrain gagné dans la matinée (+127,25 points), et même au-delà. A la clôture, l'indice Nikkei s'établissait ainsi à 31 227,52, soit à 70,86 points (-0,23 %) en dessous de son niveau de vendredi. La Bourse japonaise avait en effet, débuté lundi, pour la fête des « Adzutsu ». Ce renversement de tendance en cours de journée n'a surpris personne. Le Kabuto-Chi vient, en l'espace d'une semaine, de couvrir une gaffe de forte hausse (un million de points en terme d'indices). Des ventes bénéficiaires se sont fortement produites. La hausse du dollar et des prix du pétrole ont en tendance à peser un peu sur les cours. L'activité exportière a été relativement faible, avec moins de 1 milliard de titres échangés, contre 1,4 milliard le 13 janvier.

| VALEURS | Cours de 17 jan. | Cours de 16 jan. |
|----------|------------------|------------------|
| Asahi | 985 | 705 |
| Fuyo | 1 450 | 1 450 |
| Sanwa | 1 550 | 1 550 |
| Sumitomo | 1 550 | 1 550 |
| Yokohama | 1 550 | 1 550 |
| Yamaha | 1 550 | 1 550 |
| Yamaha | 1 550 | 1 550 |
| Yamaha | 1 550 | 1 550 |

PARIS :

Second marché (réaction)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|-----------------|-------------|---------------|---------------------|-------------|---------------|
| Amal & Associés | 288 | 288 | La Compagnie Elève | 282 | 282 |
| Agip | 340 | 340 | Le gélène du mois | 274 90 | 274 90 |
| B.C.C. | 548 | 548 | Loca Investissement | 274 90 | 274 90 |
| B.C.C. & Assoc. | 515 | 515 | Locat | 274 90 | 274 90 |
| B.C.C. & Assoc. | 515 | 515 | Locat | 274 90 | 274 90 |
| B.C.C. & Assoc. | 515 | 515 | Locat | 274 90 | 274 90 |
| B.C.C. & Assoc. | 515 | 515 | Locat | 274 90 | 274 90 |
| B.C.C. & Assoc. | 515 | 515 | Locat | 274 90 | 274 90 |
| B.C.C. & Assoc. | 515 | 515 | Locat | 274 90 | 274 90 |

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 16 janvier 1989

| VALEURS | PRIX exercice | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
|------------------|---------------|-----------------|-------------|------------------|-------------|
| | | Max dernier | Min dernier | Max dernier | Min dernier |
| Accor | 108 | 108,54 | 107,88 | 107,86 | 107,82 |
| CCE | 108 | 108,54 | 107,88 | 107,86 | 107,82 |
| DE-Applique | 108 | 108,54 | 107,88 | 107,86 | 107,82 |
| Lafarge-Coppée | 108 | 108,54 | 107,88 | 107,86 | 107,82 |
| Michelin | 108 | 108,54 | 107,88 | 107,86 | 107,82 |
| Midi | 108 | 108,54 | 107,88 | 107,86 | 107,82 |
| Peugeot | 108 | 108,54 | 107,88 | 107,86 | 107,82 |
| Saint-Gobain | 108 | 108,54 | 107,88 | 107,86 | 107,82 |
| Société générale | 108 | 108,54 | 107,88 | 107,86 | 107,82 |
| Thomson-CSF | 108 | 108,54 | 107,88 | 107,86 | 107,82 |

MATIF

| Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 16 janv. 1989 | | | | |
|--|-----------------|---------|------------------|---------|
| Nombre de contrats : 27 339. | | | | |
| COURS | ECHEANCES | | | |
| | Mars 89 | Juin 89 | Sept. 89 | |
| Dernier | 108,54 | 107,88 | 107,86 | |
| Précédent | 108,56 | 107,90 | 107,82 | |
| Options sur notionnel | | | | |
| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT | | OPTIONS DE VENTE | |
| | Mars 89 | Juin 89 | Mars 89 | Juin 89 |
| 108 | 0,99 | 1,26 | 0,45 | 1,45 |

INDICES

| CHANGES | BOURSES |
|--|------------------------------------|
| Dollar : 6,29 F ↓ | PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-88) |
| Le dollar s'est replié, mardi 17 janvier, sur tous les marchés financiers internationaux. A Paris, il est revenu à 6,2950 F (contre 6,3195 F la veille). Par ailleurs, les opérateurs attendent la publication, le 18 janvier à 14 h 30 (heure de Paris), des résultats du commerce extérieur américain pour décembre. | Valeurs françaises : 188,5 |
| Les prévisions portent sur un déficit compté entre 9 et 11 milliards de dollars, voire entre 11 et 12 milliards (contre 10,35 milliards de dollars pour novembre). | Valeurs étrangères : 184,3 |
| FRANCKFRONT 16 jan. 17 jan. | (S&P, base 100 : 31-12-81) |
| Dollar (en DM) ... 1,899 1,899 | Indice général CAC : 4413 |
| TOKYO 16 jan. 17 jan. | (S&P, base 100 : 31-12-87) |
| Dollar (en yen) ... 228,9 228,9 | Indice CAC 40 : 1 403,23 |
| MARCHÉ MONÉTAIRE (cote en francs) | |
| Paris (17 jan.) ... 11 841/25 | (OMF, base 100 : 31-12-81) |
| New-York (16 jan.) ... 11 841/25 | Indice OMF 50 : 457,48 |

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| COURS DU JOUR | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Rep. + ou - | Rep. + ou - | Rep. + ou - | Rep. + ou - | Rep. + ou - | Rep. + ou - |
| SE-UL | 6,3000 | 6,3020 | - 53 | - 38 | - 100 | - 75 |
| Scm | 5,2610 | 5,2640 | - 124 | - 98 | - 256 | - 194 |
| Yen (100) | 4,9315 | 4,9330 | + 164 | + 215 | + 316 | + 366 |
| DM | 3,4082 | 3,4102 | + 82 | + 104 | + 150 | + 173 |
| Flarin | 3,0194 | 3,0211 | + 54 | + 76 | + 112 | + 131 |
| FF (100) | 16,2749 | 16,2884 | + 116 | + 210 | + 285 | + 357 |
| RS | 3,9557 | 3,9575 | + 98 | + 116 | + 173 | + 207 |
| L (1 000) | 4,6469 | 4,6489 | - 167 | - 122 | - 244 | - 252 |
| E (100) | 11,1416 | 11,1514 | - 471 | - 434 | - 856 | - 775 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| TAUX DES EUROMONNAIES | | | | | | | | | |
|--------------------------|--------|--------|---------|---------|--------|--------|--------|--------|--|
| SE-UL | 8 7/8 | 9 1/8 | 9 1/8 | 9 1/4 | 9 3/16 | 9 5/16 | 9 3/8 | 9 1/2 | |
| DM | 5 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 7/16 | 5 9/16 | 5 3/4 | 5 7/8 | |
| Flarin | 5 5/8 | 5 7/8 | 5 13/16 | 5 15/16 | 5 7/8 | 5 9/16 | 5 3/4 | 5 7/8 | |
| E.B. (100) | 7 | 7 1/2 | 7 1/4 | 7 1/4 | 7 1/4 | 7 5/8 | 7 1/2 | 7 1/2 | |
| ES | 5 1/8 | 5 3/8 | 5 3/8 | 5 3/8 | 5 3/8 | 5 3/8 | 5 3/8 | 5 3/8 | |
| L (1 000) | 11 | 12 | 12 | 12 1/8 | 12 1/8 | 12 1/8 | 12 1/8 | 12 1/8 | |
| E (100) | 12 7/8 | 13 1/8 | 13 1/8 | 13 1/8 | 13 1/8 | 13 1/8 | 13 1/8 | 13 1/8 | |
| F. 100 | 8 1/4 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | |
| Les cours sont en francs | | | | | | | | | |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Règlement mensuel

| Règlement mensuel | | | | | | | | | | VALEURS | | | | | | | | | | VALEURS | | | | | | | | | |
|-------------------|---------------|-----------------|---------------|---------------|--------|------------|---------------|-----------------|---------------|---------------|---|------------|---------------|-----------------|---------------|---------------|---|------------|---------------|-----------------|---------------|---------------|---|--|--|--|--|--|--|
| Comptation | VALEURS | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours | % | Comptation | VALEURS | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours | % | Comptation | VALEURS | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours | % | Comptation | VALEURS | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours | % | | | | | | |
| 3684 | C.A.E. 2% * | 3670 | 3657 | 3657 | - 0.36 | 1063 | ALP.T.P. | 10670 | 10650 | 10650 | 0 | 84 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 85 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1063 | ALP.T.P. | 10670 | 10650 | 10650 | 0 | 1064 | C.A.T.P. | 10670 | 10650 | 10650 | 0 | 1064 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1064 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1064 | C.A.T.P. | 10670 | 10650 | 10650 | 0 | 1065 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1065 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1065 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1065 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1066 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1066 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1066 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1066 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1067 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1067 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1067 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1067 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1068 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1068 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1068 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1068 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1069 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1069 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1069 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1069 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1070 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1070 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1070 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1070 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1071 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1071 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1071 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1071 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1072 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1072 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1072 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1072 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1073 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1073 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1073 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1073 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1074 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1074 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1074 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1074 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1075 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1075 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1075 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1075 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1076 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1076 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1076 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1076 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1077 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1077 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1077 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | |
| 1077 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | 1078 | Edo Bay Mines | 80.20 | 80.20 | 80.20 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Comptant (sélection)**SICAV** (sélection)

| VALEURS | | | | VALEURS | | | | VALEURS | | | | VALEURS | | | | VALEURS | | | | VALEURS | | | |
|----------------|--------------|----------------|------------------|--------------------|--------------|----------------|------------------|---------------|--------------|----------------|------------------|-------------|--------------|----------------|------------------|--------------|--------------|----------------|------------------|---------|--------------|----------------|------------------|
| | % do nom. | % du coupon | Dernier cours | | % do nom. | % du coupon | Dernier cours | | % do nom. | % du coupon | Dernier cours | | % do nom. | % du coupon | Dernier cours | | % do nom. | % du coupon | Dernier cours | | % do nom. | % du coupon | Dernier cours |
| Obligations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Emp. 8,80 % 77 | | 9 738 | | C.L.C. (France) de | | | 215 50 | Lad. | | | 1589 | U.A.P. | | | 375 | A.A.A. | | | 937 57 | 973 24 | | | 107 80 |
| 9,80 % 78/93 | | 9 548 | | C.L. Maritime | | | 718 | Medison Ind. | | | 168 | Vict. | | | 2065 | Francs Régio | | | 225 93 | 219 79 | | | 1104 31 |
| 10,80 % 79/94 | | 9 548 | | Chem 80 | | | 2200 | Magnus Unipol | | | 108 80 | Vict. | | | 1200 | Francs Régio | | | 522 91 | 504 01 | | | 28 35 |
| 12,25 % 81/98 | | 9 840 | | Chem 80 | | | 2200 | Magnus S.A. | | | 99 30 d | Vict. | | | 134 20 | Francs Régio | | | 586 38 | 566 38 | | | 29 08 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Cogit. | | | 347 50 | Magnus S.A. | | | 424 | Vict. | | | 880 | Francs Régio | | | 632 24 | 610 25 | | | 33 29 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Comptoir | | | 369 90 | Magnus S.A. | | | 446 | Vict. | | | 1400 | Francs Régio | | | 1132 01 | 1104 40 | | | 1124 24 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 3040 | Magnus S.A. | | | 158 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 620 91 | 605 77 | | | 247 40 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 440 10 | Magnus S.A. | | | 120 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1104 97 | 1093 80 | | | 340 40 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 705 | Magnus S.A. | | | 330 50 d | Vict. | | | | Francs Régio | | | 111 08 | 108 35 | | | 28 12 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 446 03 | 435 15 | | | 4380 61 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | Ind. Industrielle | | | 17 | Magnus S.A. | | | 423 | Vict. | | | | Francs Régio | | | 1119 31 | 1116 40 | | | 588 58 |
| 10,20 % 81/98 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demande

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | TELEMATIQUE |
|--|--|--|--|---|--|---|
| 2 La « bataille du siège » du Parlement des Douze. — La clôture de la CSCE. 3 Nouvelle manifestation en Tchecoslovaquie. 4 La Mongolie à l'heure de la perestroïka. — Guinée : augmentation des prix, débauchage des fonctionnaires. | 6-7 La préparation des élections municipales. 8-9 La polémique sur les délits d'initiés et le « dénoyautage » des sociétés privatisées. | 10 Éducation : le projet de loi d'orientation de M. Jospin. 11 Justice : peines sévères à Bobigny pour quatre adeptes d'un racisme érigé en divertissement. | 13 Cinéma : Mon cher sujet, d'Anne-Marie Miéville ; un entretien avec la réalisatrice. — Les suites de la crise de l'Opéra Bastille. 14 Les projets culturels de M. Jacques Chirac. — « Digressions », par Bernard Frank. | 45 Grève de vingt-quatre heures dans les banques. — La hausse des prix atteint 3,1 % en 1988. 46-47 Marchés financiers. | Abonnements 9 Annonces classées 21 à 44 Carnet 12 Météorologie 16 Mots croisés 16 Radio-télévision 16 Spectacles 15 Campus 11 | • Jouez avec le Monde • Un call sur la cote, l'autre sur votre portefeuille • BOURSE • L'actualité vue par le Monde • Abonnez-vous au Monde par minitel 3615 tapez LEMONDE |

Alors que la tension reste vive dans l'archipel

Les élus de Saint-Pierre-et-Miquelon vont rencontrer M. Michel Rocard

A Saint-Pierre, « les Français se battent contre les Français » et les Canadiens rient sous cape devant les derniers développements d'une guerre de la morue qui, initialement, opposait Paris et Ottawa uniquement.

MONTREAL
de notre correspondant

Jusqu'à présent, les quelque six mille habitants de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon — reliques des anciennes possessions françaises en Amérique du Nord si éloignées de la métropole et si proches (une vingtaine de kilomètres) de la côte sud de Terre-Neuve — s'étaient surtout mobilisés contre leurs égoïstes voisins canadiens, qui sont allés jusqu'à les priver de leurs droits ancestraux de pêche dans le golfe Saint-Laurent.

Au fur et à mesure que le ton a monté entre les deux grandes capitales durant les deux dernières années, les zones de pêche des Saint-Pierrais se sont réduites comme une peau de chagrin. Eux qui ne vivaient que par et pour la morue (hormis les nombreux fonctionnaires employés dans l'archipel) doivent à présent se contenter de pêcher au sud de leurs terres, dans la zone que la France et le Canada se disputent. C'est précisément là qu'un armateur de Saint-Malo, la Compapêche, a décidé d'envoyer deux chalutiers congélateurs particulièrement performants.

La colère des habitants de l'archipel grandit depuis l'échec des négociations, la semaine dernière à Paris, sur cette délicate question. Elle a atteint son paroxysme dimanche lorsque la population, occupée à organiser une « manifestation pacifique » en prévision de l'arrivée prochaine du nouveau préfet, a appris que deux avions Transall s'apprêtaient à débarquer chez eux des forces de l'ordre venues aider les trente-trois gendarmes de l'archipel. (Le Monde du 17 janvier). Les deux appareils sont repartis pour Saint-Jean, à Terre-Neuve, et les élus de l'archipel ont obtenu, lundi, l'assurance que les deux avions Transall ne reviendraient pas de sitôt à Saint-Pierre. Ils ont aussi reçu de Montréal la proposition d'une nouvelle réunion à Paris. Les esprits ne se sont pas calmés pour autant. Après une réunion houleuse dans la salle des fêtes de Saint-Pierre, où plus d'un millier de personnes s'étaient rassemblées, il a été décidé que les élus se rendraient en métropole à la condition que l'un des deux chalutiers-congélateurs, le *Grand*

Hermine, cesse ses activités durant toute la durée de leur voyage.

Dans l'intervalle, des manifestants rassemblés dans le port avaient cassé les amarres du remorqueur militaire français, le *Centaure*, sur lequel s'était réfugié le secrétaire général de la préfecture, M. Gérard Lemoin, seul représentant des autorités françaises dans l'archipel, en attendant l'arrivée du nouveau préfet. Le remorqueur est, depuis, resté en rade et les esprits les plus échauffés parlaient d'armer un bateau pour empêcher les deux chalutiers métropolitains de remplir leurs cales.

Pendant ce temps, à Saint-Jean, de Terre-Neuve, le chef de l'opposition de la province, le libéral Clyde Wells, protestait contre la présence des gendarmes mobiles français dans la ville et réclamait le départ des deux Transall. « Nous ne devons rien faire qui puisse aider à mater les Saint-Pierrais », a-t-il déclaré, soudain solidaire. A ses yeux, les pêcheurs de l'archipel et ceux de sa province « mènent la même bataille » contre les bateaux métropolitains, qui viennent prendre « plus que leur dû ».

MARTINE JACOT.

Au « Journal officiel »

Les hausses de loyers supérieures à 10 % s'étaleront sur six ans

La loi modifiant la loi Mélainguerie sur l'étalement des hausses de loyers lors du renouvellement des baux est parue au *Journal officiel* du 14 janvier, au titre II de la loi du 13 janvier portant « diverses mesures d'ordre social » (DMOS).

Ce texte officialise l'obligation, pour le propriétaire de fournir les références des « loyers habituellement constatés dans le voisinage au cours des trois dernières années pour les logements comparables » sur lesquelles il appuie sa proposition de nouveau loyer. Un décret doit fixer « les éléments constitutifs de ces références », après avis de la Commission nationale de concertation. Cette Commission, qui comprend des représentants des propriétaires, des gestionnaires et des locataires, a commencé ses réunions, mais ne semble pas près d'aboutir à un avis commun. Ce qui, au demeur-

ant, ne dispense pas les propriétaires de fournir les références demandées.

Cette disposition, applicable aux loyers libres durant la période transitoire (art. 21 de la loi Mélainguerie), s'applique aussi aux propositions de nouveaux loyers des logements soumis à la loi de 1948 (art. 31).

Le texte oblige également à étaler sur six ans (et non plus sur trois ans), la hausse demandée, dès lors que celle-ci dépasse 10 %. Si le contrat est renouvelé pour une durée inférieure à six ans (les baux sont en général de trois ans), la hausse sera quand même appliquée par sixième, le propriétaire pouvant à nouveau appliquer ce même article de loi lors du renouvellement ultérieur.

Cet étalement est applicable, à partir du 14 janvier, « à tous les contrats arrivant à échéance, ou arrivés à échéance et non encore renouvelés ».

Sur le vif

Surpopulation

Ce qu'on peut être malheureux, mal élevé, dans ce pays, c'est insensé ! On est vraiment le roi de la débrouille et du poussa-toi de là que je m'y mette. Pour affronter la jungle des villes, faut vraiment se tailler une piste à coups de goulas, à coups de parapluie. Un taxi en station aux heures de pointe, ça se prend d'assaut. Fort-Château, c'est rien à côté. Le métro, je vous raconte pas. Dans les rues, les grands magasins, les cinémas, on se cramponne à son sac, on pète de trouille et on trébuche au moindre contact. Moi, chaque fois que quelqu'un m'aborde pour me demander son chemin, je pointe mon index dans la mauvaise direction, et je prends mes jambes à mon cou en sens inverse.

Mais alors, là où ça passe l'insupportable, c'est devant les portes des prisons. Les gens seraient capables de tuer père et mère pour réussir à se faire foutre en taule et à rester planqué bien à l'abri, bien derrière des barreaux surveillés jour et nuit par des gardiens débordés. Aujourd'hui encore, dans France-Sol, je raconte la tragédie d'un homme, un pauvre clochard qui bat la semelle depuis des mois devant la maison d'arrêt de Valenciennes.

Il a vraiment tout essayé : tentative d'agression sur une passante. Brassage d'une bijouterie, la main droite menaçante, la cite, sous son imper. Dût de grivèrerie, il a effilé sept verres de cognac au café des Maréchaux, et il est parti sans payer. Chaque fois qu'il voit débiter un gendarme, il jubile, il croit que c'est arrivé, qu'il se peut se retrouver les doigts de pied en éventail, étalé sur un bon lit douloureux à regarder la télé en cabine. Il s'approche en frétilant de la queue, poings tendus : « Allez, sale chiot, passe-moi les menottes... » Et, chaque fois, il tombe sur un bac. C'est rien. Déçolé, on est complet.

Ce pouvait plus durer, cette situation. Grâce à Dieu, le rapport Bonnemaison demandé par le gouvernement apporte enfin une solution. On va instaurer un ramassage des chiens, par exemple dans les faces. Non, je ne blague pas, c'est tout ce qu'il y a de plus sérieux. Les prévenus seront convoqués et admis à la Santé, à Fleury-Mérogis ou à Clairvaux au fur et à mesure que les places se libèrent. Non, c'est vrai, il y a pas de raison. A la queue, comme tout le monde !

CLAUDE SARRAUTE.

Le conflit entre l'évêque d'Evreux et l'épiscopat

« On veut me faire taire »

déclare Mgr Gaillot

Le conflit entre Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, et les responsables de la conférence épiscopale française est désormais public. Apparemment mineure, l'annulation décidée le 15 janvier par Mgr Jacques Fihey, président de la commission épiscopale de l'opinion publique, de la « boîte à lettres » de Mgr Gaillot sur 3615-Gabriel, le serveur minitel de l'Eglise catholique (le Monde du 17 janvier) est interprétée comme « une atteinte grave à (ma) liberté personnelle d'expression ».

On veut me faire taire, nous déclare encore Mgr Gaillot, et je ne sais même pas pour quelles raisons. On ne m'a officiellement rien expliqué. Je n'ai rien demandé. J'ai été invité à m'exprimer par *Christians-Médias*, l'organisme de communication de l'Eglise et l'opération a été arrêtée au tout dernier moment.

C'est la première fois que je ressens — douloureusement — l'impression de ne plus pouvoir m'exprimer au sein même de mon Eglise. C'est très grave pour elle. Au moment même où, en 1989, on flatte les valeurs de liberté et de droits de l'homme, il est curieux de constater qu'il n'y a pas un véritable lieu de libre expression dans l'Eglise, même pour un évêque. Je ne cherche pas à faire des histoires.

mais j'affirme tranquillement la situation s'est détériorée.

Après les prises de position de Mgr Gaillot en faveur de l'ordination d'hommes mariés, de l'usage des préservatifs dans la lutte contre le SIDA ou du film de Martin Scorsese, le Conseil permanent de l'épiscopat, en décembre dernier, avait simplement manifesté de l'agacement. Depuis, ce malentendu s'est aggravé. L'évêque d'Evreux est soupçonné de ne tenir aucun compte des déclarations officielles de l'Eglise de France, voire d'en prendre systématiquement contre-pied.

Le président de la commission épiscopale de l'opinion publique se défend aujourd'hui d'avoir porté atteinte à la libre expression de Mgr Gaillot, mais, ajoute Mgr Fihey, « un organisme officiel comme *Christians-Médias* ne doit pas exister ». Depuis, le dialogue s'est dégradé. Le dialogue sur minitel n'était pas opportun dans la situation actuelle. Cette opération avait été précédée par une publicité sans doute inhabituelle et excessive, mais le risque pris par le serveur minitel, dont catholiques eux-mêmes ignorent l'existence, n'était pas grand et la sanction paraît aussi, à tout le moins, disproportionnée.

H.T.

Les dates du baccalauréat

Le calendrier de la session 89 du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du baccalauréat technologique a été publié dans le *Journal officiel* du samedi 14 janvier.

• Epreuves anticipées de français, au titre de la session 1990 : mercredi 21 juin, le matin (bac technologique) ou l'après-midi (bacs de l'enseignement général).

• Baccalauréat du second degré : Philosophie : mercredi 7 juin au

matin ; Français : mercredi 21 juin après-midi. Autres épreuves écrites : jeudi 22 juin et vendredi 23 juin.

• Baccalauréat technologique : mercredi 7 juin, lundi 19 et mardi 20 juin, dans l'ordre et selon l'horaire défini par les recteurs.

Dans toutes les académies, exceptées celles des Antilles-Guyane et de la Réunion, les délibérations des jurys se termineront au plus tard le 7 juillet.

Le numéro du « Monde » daté 17 janvier 1989 a été tiré à 543 158 exemplaires

STAGES
INTENSIFS
ANGLETERRE
ALLEMAGNE

Toussaint/Noël/Février
5^e A TERMINALE
de 24 à 30 heures de cours
SPÉCIAL « PRÉPA »
30 heures de cours et 6 de T.D.
Toute l'année :
étudiants, adultes.
Documentation gratuite :
EUROLANGUES
53, rue de Rivoli 75001 Paris
Tél. (1) 40 28 00 65

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 850 F VESTONS 1 400 F
3 000 titres
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

A B C D E F G

Un vote du Conseil de sécurité à l'ONU

Le dispositif de surveillance de l'accession de la Namibie à l'indépendance sera allégé

Pour la première fois dans l'histoire des Nations unies, les cinq grandes puissances (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne) se sont battues ensemble contre l'Afrique et le groupe des non-alignés. Inégal dès le départ, bien sûr, le combat s'est soldé par la victoire des Cinq.

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, lundi 16 janvier, une résolution demandant au secrétaire général de « réexaminer les besoins du GANUPT (Groupe de transition des Nations unies en Namibie), afin de définir toutes les mesures tangibles de compression des dépenses qu'il serait possible de prendre ».

Alors que l'Afrique demandait la maintien des prévisions faites en 1978, les grandes puissances estimaient, elles, que la situation a évolué depuis le vote de la résolution 435 et que, donc, les besoins militaires méritaient une révision. En échange, les Cinq — plus particulièrement les Occidentaux dans ce cas précis — ont accepté de se dire « préoccupés par le renforcement des forces de police et des forces paramilitaires sud-africaines et par la création de la South Africa Territory Force depuis 1978 », et de souligner « la nécessité de garantir des conditions dans lesquelles le peuple namibien puisse participer à des élections libres et honnêtes ».

L'Afrique accepte donc que le nombre de « casques bleus » soit fortement réduit ; grâce à cette concession, elle obtient le début d'une pression des grandes puissances sur l'Afrique du Sud, afin que celle-ci diminue, de son côté, les moyens militaires dont elle dispose, directement ou indirectement, en Namibie. Bien que le conflit se résume ainsi, en apparence, à une équation militaire, les arrière-pensées politiques ne sont pas absentes du débat, chaque partie soupçonnant l'autre de chercher à influencer le résultat des élections.

Elaboré en 1978, en même temps que la résolution 435, le plan pour l'intervention des Nations unies tenait compte de la situation de l'époque, notamment du refus de l'Afrique du Sud de coopérer avec les Nations unies, et des guerres, civiles et étrangères, auxquelles la Namibie faisait face. Le nombre prévu de « casques bleus » était de 9 500 et le budget pour l'ensemble de l'opération atteignait 700 millions de dollars. Or la signature des

accords entre l'Afrique du Sud et l'Angola, le 22 décembre, et la volonté affichée désormais par Pretoria d'aider l'ONU changèrent entièrement les données du problème. Les frontières angolaise et sud-africaine du territoire n'exigent pas une surveillance aussi accrue que prévu.

Dès que l'accord entre l'Afrique du Sud et l'Angola fut esquissé, en août dernier, Washington confia à son représentant à l'ONU la tâche d'obtenir la réduction des prévisions budgétaires. Soutenu par l'Union soviétique de façon si ferme — presque brutale, disent certains — que les diplomates africains n'en sont pas encore revenus, M. Walters a aisément négocié l'appui de la Grande-Bretagne et de la France, ne laissant à la Chine aucun moyen d'esquiver la solidarité. Il est vrai que la réduction des dépenses exigée par Washington et Moscou avait de quoi séduire, puisqu'elle se situait aux alentours de 50 %.

Une solution à « tiroirs »

Pour des raisons qui relevaient sans doute autant de la psychologie que du raisonnement politique, le groupe africain freina des quatre fers, estimant que l'Afrique du Sud, à l'aise sur un territoire qu'elle connaît bien, conservait un avantage que les réductions envisagées ne pouvaient que renforcer.

Le secrétaire général est désormais chargé d'élaborer, rapidement, un nouveau plan pour la Namibie. Selon certaines indiscrétions, M. Perez de Cuellar pencherait pour une solution « à tiroirs » : environ 40 % des effectifs prévus initialement seraient envoyés en Namibie dès le 1^{er} avril, alors qu'une force de réserve serait constituée, prête à intervenir à tout moment, en cas de besoin. Néanmoins, il devra tenir compte des exigences budgétaires : 450 millions de dollars, pas un sous de plus.

CHARLES LESCAUT.

Pour éviter d'être nationalisées sans indemnisation

Les compagnies pétrolières américaines pourraient reprendre partiellement leurs opérations en Libye

A quelques jours de son départ de la Maison Blanche, le président Reagan étudie la possibilité d'autoriser les compagnies pétrolières américaines à reprendre partiellement leurs opérations en Libye, interrompues depuis juillet 1986 dans le cadre des sanctions prises par Washington contre le colonel Kadhafi.

Bien que cette décision embarrasse l'administration américaine, alors que les Etats-Unis s'efforcent de convaincre leurs alliés occidentaux d'isoler le régime libyen, elle serait justifiée par la crainte de voir les actifs américains — plus de 1 milliard de dollars — confisqués par le colonel d'ici le mois de juin.

Depuis 1986, les cinq compagnies américaines présentes en Libye — Marathon, Conoco, Grace, Amstar et Occidental — ont certes cessé d'exploiter directement comme par le passé les champs libyens. Mais, en vertu d'un accord signé avec le gouvernement de Tripoli, elles conservent une participation de 49 % dans le capital de la compagnie nationale libyenne.

Ces avoirs pourraient être nationalisés sans indemnisation en juin prochain, à l'expiration du contrat. Le gouvernement américain pourrait donc, afin d'éviter cette confiscation, assouplir les sanctions en vigueur et autoriser une reprise des activités pétrolières américaines.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 17 janvier
Calme et irrégulier

Après le mouvement de grève qui a affecté la Bourse lundi 16 janvier (voir page 46), le calme a généralement régné rue Vivienne dans la matinée de mardi. La tendance a été très irrégulière et, vers 11 heures, l'indice de cotation s'établissait à 0,09 % au-dessus de son niveau précédent.

Hausse de Moncler, Belfon, TRT, LVMH, Alstom, Lesieur, Epéa, Merlin-Gérin, Repli de Fichtel, Raffinage, Saint Louis, Galeries Lafayette, L'Air liquide.

LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

Le Monde

سكنا من الأصل